

مكتبة

1500

LE MONDE DES LIVRES

■ Dubillard,
l'effare prodigieux
■ « Le Monde
des poches »



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16727 - 7,50 F - 1,13 EURO

VENDREDI 6 NOVEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Cent vingt magistrats défendent M. Lemesle

avec les
marchés
posés se
expliquent
du

UNE PÉTITION de soutien à Laurent Lemesle, sous-directeur des affaires pénales au ministère de la justice, a été lancée par Elisabeth Guigou, a été signée par environ cent vingt magistrats fonctionnaires du ministère. Le texte, dont le quotidien *Libération* révèle le contenu, s'insurge contre le départ de M. Lemesle, élu pour avoir écrit un ouvrage de collection « Que sais-je ? » sur les relations entre les parquets et la chancellerie. *Le Monde* du 28 octobre.

Les membres soussignés de la direction des affaires pénales ont été informés du départ de M. Lemesle, sous-directeur des affaires pénales, par la parution d'un « Que sais-je ? » intitulé *Le Procureur de la République*, indique le texte. Au-delà de la situation de M. Lemesle, les soussignés ont voulu interroger la possibilité pour les magistrats de continuer à travailler dans les conditions actuelles.

Les lycéens ne sont pas seuls

Chercheurs du CNRS et lycéens manifestant jeudi, les aides-éducateurs de Seine-Saint-Denis vendredi et les professeurs des classes préparatoires samedi.

Le porc divise

Avant la journée nationale d'action de vendredi, organisée par la Fédération nationale porcine, la révolte des éleveurs divise l'ensemble de la filière. p. 8 et notre éditorial p. 14

Trop d'impôt ne tue pas l'impôt

Présentant des statistiques inédites, l'économiste Thomas Picketty conteste que la baisse des taux d'imposition pour les revenus les plus élevés ait une utilité économique. p. 7



1918: la Bretagne parle français

Avant 1914, la langue bretonne était couramment employée. Au retour de la Grande Guerre, les soldats bretonnants parlaient français. p. 12

ETA: le dispositif de négociations

M. Aznar demande à l'ETA un renoncement définitif au terrorisme avant d'engager des négociations directes avec l'organisation séparatiste basque armée. p. 5

Des péages pour les TGV

La SNCF va devoir payer plus, pour l'utilisation de ses rails, au Réseau ferré de France, qui en est propriétaire depuis la réforme de 1997. Premiers touchés, les TGV. p. 16

Ces parasites qui nous habitent

L'étude des relations entre les parasites et leurs hôtes, dont l'homme, offre un aperçu saisissant des processus de sélection naturelle. Page réalisée avec la revue *Nature* et le quotidien *El País*. p. 23

Fabien Barthez, le foot d'abord

Portrait d'une nouvelle idole, symbole d'une France qui gagne. Le RC Lens, en revanche, a perdu, mardi, face au Panathinaïkos à Athènes (0-1). p. 13 et 25

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 40 F; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; France, 7,50 F; Grèce, 400 Dr; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Malaisie, 10 RM; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 10 KR; Suisse, 2,00 F; Turquie, 12 TL; USA, 1,25 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1106 - 7,50 F

Philippe Séguin : à quoi je sers

● Un entretien avec le président du parti gaulliste ● M. Séguin ne veut pas être, à la tête du RPR, « un président au rabais » ● Rassembler la droite européenne dans « un groupe commun » à Strasbourg et faire réélire Jacques Chirac ● L'affaire Dumas « affaiblit » le Conseil constitutionnel

« JE NE SOUHAITE PAS être un président par défaut ou au rabais », Philippe Séguin n'entend pas laisser ses adversaires transformer en non-événement sa réélection à la tête du RPR, au suffrage direct des militants, les 12 et 13 décembre. « Il y a sûrement, au RPR, des gens qui considèrent que la stratégie que j'ai mise en œuvre n'est pas la bonne, déclare-t-il dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*. Il aurait été souhaitable qu'ils le disent. » Regrettant d'être le seul candidat à sa propre succession, M. Séguin prévient qu'« à moins de 70 % de participation à cette élection, elle n'aurait, à [ses] yeux, ni sens, ni portée ». Le député des Vosges veut obtenir des adhérents du RPR un mandat solide pour faire de ce parti « une formation politique moderne ». Son objectif est, ensuite, d'amener « l'ensemble des forces politiques qui se situent, en Europe, entre les socialistes et leurs alliés, d'une part, et l'extrême droite, d'autre part », à bâtir un « discours commun », à



mener des campagnes « parallèles et complémentaires » aux élections européennes de juin 1999 et à « constituer un groupe commun » au Parlement de Strasbourg. A propos de la situation judiciaire de Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, M. Séguin estime que « la décision n'appartient qu'à lui, et nul ne peut le contraindre ». « Nous ne pouvons que déplorer, ajoute-t-il, une situation qui affaiblit un organisme dont le bon fonctionnement est nécessaire à l'équilibre de nos institutions. » Quant à l'élection présidentielle, « le pronostic que font tous les Français », constate M. Séguin, est que « l'on s'achemine vers un second tour Chirac-Jospin ». Il entend « contribuer à la réélection de Jacques Chirac ». Pour quoi faire ? « Pour lui rendre les moyens politiques de mettre en œuvre les ambitions qu'il a développées en 1995 », répond le président du RPR.

« Champagne » sera jugé et le Shin Beth livré à la justice

JÉRUSALEM de notre correspondant Pour l'état civil, il s'appelle Avishai Raviv, mais pour ses manipulateurs du Service général de sécurité (Shin Beth), chargé du contre-espionnage et de la répression des menées subversives, son nom de code était « Champagne ». Activiste d'extrême droite retourné, agent provocateur et « balance », « Champagne » informait le Shin Beth, contre rétribution, des faits et gestes d'un milieu dont il connaissait tous les arcanes et figures. Notamment celle d'Yitzhak Amir, l'assassin de Yitzhak Rabin.

Trois ans après, Avishai Raviv vient d'apprendre qu'il va être jugé pour avoir pas agi, alors qu'il savait ce qui se tramait contre le premier ministre. En annonçant, mercredi 4 novembre, la décision de lancer les poursuites, le conseiller juridique du gouvernement, Elyakim Rubinstein, a précisé que Raviv n'est pas suspect d'avoir eu connaissance de la date précise de l'assassinat de Yitzhak Rabin ni des détails du plan qui allait mener à la commettre.

Il reste que, bien que connaissant les intentions du meurtrier, avec lequel il s'était lié

d'amitié, « Champagne » avait omis d'avertir le Shin Beth, ce qui justifie les poursuites judiciaires. Une argumentation similaire avait valu vingt-quatre mois de prison, dont neuf mois ferme, à Margalit Har Shefi, amie proche d'Amir, condamnée en septembre pour avoir pas prévenu la police des préparatifs en cours. Ce jugement avait soulevé de vives protestations dans les rangs des colons et de l'extrême droite. Les poursuites contre Raviv ne peuvent, en revanche, que provoquer leur satisfaction en nourrissant la thèse selon laquelle l'assassinat de Yitzhak Rabin n'est pas la conséquence d'une campagne de haine menée par l'extrême droite, au bénéfice d'une droite aujourd'hui aux affaires, mais le résultat d'un complot, mettant en cause les services secrets et le pouvoir de l'époque.

La commission d'enquête dirigée par Meir Shamgar, ancien président de la Cour suprême, avait balayé cette hypothèse. Son rapport comportait toutefois des parties secrètes, donnant le nom et décrivant le rôle d'informateur d'Avishai Raviv. Quelques mois plus tard, ceux-ci étaient opportunément révélés, et le vice-ministre des affaires scientifiques, Michael Eitan,

obtenait du gouvernement Nétanyahou la publication de deux parties secrètes du rapport. Benjamin Nétanyahou n'a jamais caché la gêne et l'irritation que lui causait l'accusation d'avoir contribué directement à la formation d'un climat de haine envers Yitzhak Rabin et, indirectement, à son assassinat. La décision de lancer des poursuites contre Avishai Raviv, prise par un homme proche du premier ministre et nommé par lui, doit donc vraisemblablement moins à l'équité qu'à l'opportunité politique. Elle ne manquera pas d'aggraver le malaise que vivent les organismes de sécurité, scandalisés par la décision de rendre public le nom d'un agent, même douteux. Depuis des mois, d'anciens patrons du Shin Beth donnent des interviews à visage découvert; des chefs de service, anciens manipulateurs de Raviv, assurent que jamais ce dernier n'a donné d'information permettant de prévenir l'assassinat. Tous laissent entendre que ce débailage n'apportera rien de bon pour leur service, dont les méthodes et les insuffisances risquent d'être crûment exposées au procès.

Georges Marion

Une Amérique solidement ancrée au centre

DEPUIS mardi 3 novembre, l'Amérique a deux nouvelles stars : les « Bush Brothers ». Elus l'un gouverneur de Floride, l'autre, pour la deuxième fois, gouverneur du Texas, les deux fils de l'ancien président George Bush ont provisoirement sauvé l'honneur de la droite américaine en laissant per-

cer l'espoir d'un nouveau conservatisme, ouvert, positif et souriant, à l'issue d'une nuit électorale qui a sonné comme un glas au sommet du Parti républicain.

Dès l'heure des premiers bilans, experts washingtoniens et stratèges républicains se sont rattrapés à l'image heureuse des deux

frères vainqueurs et aux valeurs sûres d'une dynastie familiale, tant le verdict des urnes venait de démentir leur science si âprement défendue. L'aura médiatique des frères Bush durera ce qu'elle durera : il est encore trop tôt pour dire si elle résistera aux deux années qui séparent ce scrutin de l'élection

présidentielle de l'an 2000; mais le fait que l'on présente déjà - et malgré lui - George W. Bush, gouverneur du Texas, comme le sauveur du Parti républicain face à Al Gore en l'an 2000, alors que son père fut le symbole de la déroute en 1992, montre l'ampleur de la confusion au sein de la droite américaine. La bataille pour « l'âme du Parti républicain » est désormais ouverte entre la droite dure et les adeptes d'un conservatisme éclairé.

Car il y a deux lectures des élections de ce 3 novembre : celle d'un référendum sur l'enquête contre Bill Clinton et celle d'un référendum sur le leadership républicain, qui contrôle le Congrès depuis quatre ans. Dans un cas comme dans l'autre, l'électorat américain a infligé mardi un désaveu dingant à la droite républicaine et surtout à sa composante la plus remuante, la droite chrétienne et fondamentaliste, que le procureur Kenneth Starr avait fini par incarner ces derniers mois.

Inévitablement, certains réclament des coupables. Comment la direction du Parti républicain a-t-elle pu se tromper aussi lourdement sur l'humeur de l'électorat ?

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 14, nos informations page 3 et le point de vue page 15

Le Honduras et le Nicaragua dévastés par le terrible ouragan Mitch

QUELQUE 10 000 morts, près de 14 000 disparus et 2,8 millions de sinistrés : tel est le bilan, encore provisoire, des glissements de terrain et des inondations provoqués par l'ouragan Mitch - l'un des plus terribles du siècle - qui a frappé le Nicaragua et le Honduras. D'ores et déjà, les conséquences économiques, notamment sur les récoltes de café, se chiffrent par milliards de dollars pour cette région de l'Amérique centrale. L'envoyé spécial du *Monde* s'est rendu au Nicaragua, dans les environs du volcan Casitas, dont l'éruption a provoqué de gigantesques coulées de boue. Au bas du volcan, les champs sont parsemés de centaines de cadavres, souvent en décomposition. L'armée s'efforce de rétablir des ponts pour faciliter l'arrivée des secours.

Lire page 2

Les démographes sont en guerre

UNE VIOLENTE controverse sur l'utilisation, dans les statistiques officielles, des données « ethniques » divise les démographes de l'INED. Hervé Le Bras accuse sa collègue Michèle Tribalat de faire le jeu du Front national en prenant en compte, dans ses études sur l'immigration, le lieu de naissance et la langue maternelle des individus et de leurs parents. Selon lui, la démographie française serait « en passe de devenir un moyen d'expression du racisme ». M^{me} Tribalat rétorque que ces données permettent de faire apparaître, et donc de combattre, les discriminations. Lettres anonymes, accusations publiques, procès en diffamation : un conflit peu banal dans le monde de la recherche.

Lire page 10

Les « motivés » de Toulouse



MUSTAPHA AMOKRANE

LE REFRAIN en vogue dans les « manifs » lycéennes - « Motivés », c'est leur invention : les sept de Zebda, dont le chanteur est Mustapha Amokrane, seront le 9 novembre à l'Olympia avant une tournée en province. Les Fabulous Trobadors, militants de « l'Occitanie internationale », seront eux aussi en tournée. Deux groupes nés à Toulouse, capitale de la résistance musicale des quartiers.

Lire page 27

International	2	Carnet	22
France	6	Aujourd'hui	23
Société	10	Météorologie, jeux	26
Régions	12	Culture	27
Horizons	13	Calendrier	29
Entreprises	16	Kiosque	30
Communication	19	Alimentation	31
Tableau de bord	20	Radio-Télévision	31

CATASTROPHE Les inondations et les glissements de terrain provoqués par le cyclone Mitch au Honduras et au Nicaragua ont fait à ce jour quelque 10 000 morts, près

de 14 000 disparus et 2,8 millions de sinistrés. Une éruption volcanique et un tremblement de terre sont venus s'ajouter, mercredi 4 novembre, à la détresse de la population du Ni-

caragua. ● LES SECOURS internationaux commencent à s'organiser. La France a envoyé, mercredi, une équipe de 130 spécialistes et annoncé que des moyens militaires aériens

seront déployés à partir des Antilles. L'Union européenne a accordé une aide de 5,5 millions de dollars aux victimes, sous forme notamment de médicaments. ● LES RÉCOLTES DE

CAFÉ sont partiellement détruites et les dégâts s'élèveraient à plusieurs milliards de dollars, selon le Programme alimentaire des Nations unies.

Les ravages de Mitch : près de 10 000 morts au Nicaragua et au Honduras

Les coulées de boue provoquées par l'éruption du volcan Casitas, au Nicaragua, ont ravagé des plantations entières de café. Des centaines de cadavres, souvent en décomposition, parsèment les champs. Conformément aux instructions sanitaires, ils sont immédiatement incinérés...

POSOLTEGA (Nicaragua)
de notre envoyé spécial

La maîtresse de Posoltega, Felicitia Zeledon, n'avait pas été prise au sérieux lorsqu'elle avait annoncé, catastrophe, sur les ondes d'une station de radio que mille personnes avaient péri dans sa commune, victimes d'un glissement de terrain provoqué par les pluies torrentielles du cyclone Mitch. Il aura fallu attendre quatre jours pour que les faits lui donnent malheureusement raison et que les autorités prennent enfin conscience de l'ampleur de la catastrophe qui a frappé le nord du Nicaragua et entraîné la mort de plus de deux mille personnes, selon un bilan qui s'alourdit d'heure en heure et pourrait dépasser le chiffre de quatre mille victimes pour l'ensemble du pays.

L'installation, mercredi 4 novembre, de ponts provisoires sur la route qui mène de la ville de Leon à la frontière hondurienne a permis de rompre l'isolement de la région du volcan Casitas, où s'est déroulée la tragédie. Seuls les hélicoptères de l'armée avaient pu jusqu'alors survoler les cinq hameaux emportés par une gigantesque coulée de boue, qui s'était détachée de ce petit volcan de 1400 mètres d'altitude et avait tout emporté sur son passage. De la route, on aperçoit au

loin l'énorme cicatrice de couleur marron qui barre un des flancs du volcan, dont le sommet disparaît dans les nuages. L'amas indéchiffrable, formé par des restes d'arbres, des pierres, des cadavres d'animaux gonflés d'eau et même une énorme pelleteuse, a été partiellement dégagé par l'armée pour permettre la circulation et faciliter l'arrivée des secours. Des dizaines de canions, qui font le trajet entre le Panama et le Guatemala, restent cependant bloqués depuis plusieurs jours, faute de pouvoir franchir les multiples bras de la coulée de boue. Les véhicules sont rares sur cet axe rou-

tier normalement très fréquenté, mais des centaines de piétons, chargés comme des mules, cherchent désespérément un moyen de transport pour fuir les lieux.

ÉRUPTION VOLCANIQUE

Les nouvelles les plus récentes sont en effet alarmantes. Les flancs du Casitas sont gorgés d'eau et les experts craignent de nouvelles avalanches. Et, comme un malheur ne vient jamais seul au Nicaragua, dont l'histoire récente est ponctuée de catastrophes naturelles et de guerres civiles, un volcan voisin, le Cerro Negro, est entré en éruption,

mardi. Il s'agit pour l'instant d'une éruption modérée, mais la population locale redoute les manifestations de ce volcan, qui, en 1993 et 1995, avait recouvert la région d'une épaisse couche de cendres, détruisant une bonne partie des récoltes.

L'armée, dont les effectifs ont été réduits de 90 % (de 100 000 hommes à 10 000) depuis la défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), en 1990, reste la seule institution capable de faire face à une tragédie de cette ampleur. Les militaires ont installé un hélicoptère provisoire sur le terrain de baseball de Posoltega, un petit bouge agricole dont la mairie est dirigée par une sandiniste, la combattive Felicitia Zeledon, qui a soudain été projetée sur la scène politique nationale et se démène pour obtenir le rétablissement de l'électricité et une aide alimentaire qui tarde à venir. La coulée de boue en provenance du volcan Casitas a épargné le centre de Posoltega mais ses champs de canne à sucre sont parsemés de cadavres de victimes des villages situés en amont. Deux cent cinquante cadavres en décomposition ont été trouvés sur les terres du plus célèbre producteur de rhum nicaraguayen. « Flor de cana ».

« On a repéré huit nouveaux corps », annonce un petit paysan trapu au lieutenant Dionisio Nar-

vaz, qui fournit aussitôt l'essence nécessaire pour incinérer les cadavres, conformément aux instructions reçues pour limiter les risques d'épidémies. « La plupart des corps sont défigurés parce qu'ils ont été roulés durant plusieurs kilomètres par le torrent de boue, dont la vitesse pourrait avoir atteint 100 km/h, mais on a découvert une femme qui avait encore son bébé dans les bras », raconte un autre militaire, le capitaine Luna, qui est convaincu qu'il y a encore des survivants coincés dans la boue. « La nuit, affirme-t-il, on entend les gémissements des survivants mais on ne dispose pas des moyens nécessaires pour les sortir de là. »

ROUTES COUPÉES

Les autres officiers présents à Posoltega démentent cette version, avec l'assentiment d'un rescapé de la tragédie, Abel Morales, qui a perdu une partie de sa famille et soutient qu'il est « totalement impossible qu'il y ait encore des survivants ». « J'ai moi-même participé à l'évacuation de plus de cinq cents personnes, y compris des blessés, dans les cinq communautés les plus affectées, raconte-t-il. Il en reste encore environ quatre cents mais elles ont trouvé refuge dans des endroits sûrs et nous les sortiront de là dans les prochaines heures. Tous ceux qui sont pris dans la boue sont morts

et on ne peut plus rien faire pour eux. » Combien de cadavres resteront ensevelis dans cette mer de boue, qui s'étend sur plus de quinze kilomètres de long par quatre de large ? On ne le saura sans doute jamais.

La tragédie de Posoltega a surpris les travailleurs des plantations de café du volcan Casitas, vendredi dernier, vers 11 heures du matin, alors que le reste du pays était également soumis à des pluies intenses, après avoir vécu une sécheresse sans précédent. Les victimes seraient au moins aussi nombreuses dans le nord du Nicaragua, où les villages de Quilali et Whilili, près de la frontière avec le Honduras, ont été totalement détruits. Les routes sont totalement coupées dans cette région mais l'arrivée d'hélicoptères fournis par plusieurs pays, en particulier les États-Unis et le Mexique, devrait faciliter l'envoi de secours. A condition toutefois que les deux commissions d'urgence créées par le gouvernement et le FSLN cessent d'utiliser la tragédie pour régler leurs comptes politiques, comme l'a déploré le chef de l'armée, le général Joaquín Cuadra, qui a appelé les deux parties à « réserver leurs querelles pour la campagne électorale... »

Bertrand de la Grange

Les principaux glissements de terrain depuis 1985

Le glissement de terrain qui a fait environ 1 000 morts au Nicaragua sur les flancs du volcan Casitas, lors du passage du cyclone Mitch, est l'un des plus meurtriers survenus dans le monde depuis 1985 :

● 14 novembre 1985 : une gigantesque coulée de boue provoquée par l'éruption du volcan andin Nevado del Ruiz enterra la ville d'Armero et fit plus de 25 000 morts.

● 5-13 février 1988 : dans la région de Rio de Janeiro, au Brésil, des glissements et des coulées de boue dues à des intempéries font plus de 500 morts.

● 10 mars 1991 : au Malawi, des glissements dus aux pluies dans le sud-est du pays font plus de 500 morts, plusieurs centaines de

disparus et 150 000 sans-abri.

● 6 juin 1994 : en Colombie, des glissements de terrain provoqués par un séisme dans les provinces du Huila et du Cauca (sud) font au moins 250 morts et 500 disparus.

● 2 novembre 1994 : 529 morts à Dronka, au sud de l'Égypte, à la suite d'un glissement de terrain qui fait dévaler un train transportant du pétrole.

● Mars 1998 : plus de 1 500 morts au Pakistan à la suite de glissements et d'inondations dans le sud-ouest du pays. En outre, au cours de l'été 1998, le Bangladesh et la Chine ont été victimes d'importants glissements de terrain dus à de vastes inondations. Les bilans globaux respectifs s'élèvent à environ 1 200 et 3 600 morts. - (APR)

Les récoltes de café d'Amérique centrale partiellement détruites

LES RAVAGES du cyclone Mitch en Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, Guatemala, Salvador) ne cessent de s'amplifier au fil des heures. Les dégâts s'élèveraient à des milliards de dollars. « Les inondations ont tout emporté sur leur passage. Il n'y a plus de récolte à récolter, plus de cueillette à cueillir, plus d'animal à abattre. En un seul jour, toute la région a perdu vingt ans », affirme, mercredi 4 novembre, Rosa Antolin, responsable du département Amérique latine du Programme alimentaire mondial de l'ONU.

Les récoltes de café de la région, qui représentent 6 % de la production mondiale, ont notamment beaucoup souffert. L'ouragan est arrivé à la plus mauvaise époque : celle où les cerises de café sont formées mais n'ont pas encore été récoltées. Selon les premières estimations, environ 3 millions de sacs – un sac de café pèse 60 kilos – soit environ 25 % de la production totale de café en Amérique centrale, ont été perdus. Au Guatemala, quatrième producteur mondial d'arabica, au moins 25 % de la récolte serait anéantie. Entre 10

et 20 % de la production de café du Nicaragua serait totalement détruite et 50 % serait gravement compromise. Au Honduras, les entrepôts de café ont été entièrement dévastés et 70 % de la production agricole nationale a été ravagée. En 1997, les exportations de café lui avaient rapporté 500 millions de dollars (2,7 milliards de francs).

L'OMBRE DE LA PÉNURIE

La destruction des routes, des ports et de toutes les infrastructures par la pluie et la boue risque d'aggraver le problème. Même s'ils ont réussi à garder une partie de leur récolte, les planteurs auront du mal à la transporter et la vendre. « Nous ne serons probablement pas capables d'exporter le moindre sac dans les quinze prochains jours », a prévenu William Skrud, président de l'Association nationale du café du Guatemala.

Alors que l'Amérique centrale figure aux premiers rangs des gros producteurs d'arabica doux, derrière le Brésil et la Colombie, ces annonces ont effrayé momentanément les marchés mondiaux

du café. Pendant quelques jours, l'ombre de la pénurie a plané. Lundi 2 et mardi 3 novembre, les cours de l'arabica sur le marché new-yorkais des matières premières, le Coffee, Sugar & Cocoa Exchange, ont augmenté de 17 % pour atteindre 1,25 dollar la livre, soit la plus forte hausse depuis 1994. Mercredi, après l'annonce que le Brésil, premier producteur mondial de café, allait enregistrer sa meilleure récolte depuis 11 ans, les prix de l'arabica sont retombés de 3,3 % à 1,24 dollar la livre à New York.

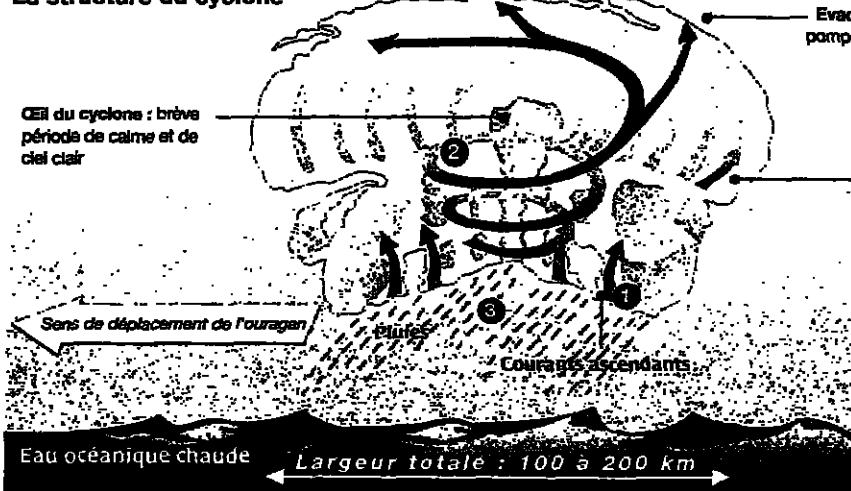
Si les marchés mondiaux ne craignent plus la pénurie, les conséquences de l'ouragan pour les producteurs de café d'Amérique centrale sont cependant incalculables. Il faudra des années à ces pays pour reconstituer les plantations et retrouver le niveau des récoltes antérieures. Dans la région, la production de café est essentiellement réalisée par des milliers de petits planteurs, fournissant chacun quelques dizaines de sacs seulement.

Martine Orange

Un des ouragans les plus terribles du siècle

Un phénomène climatique propre aux zones tropicales chaudes

La structure du cyclone



1. Un orage tropical se forme au-dessus des eaux chaudes. L'air chaud monte en spirale, créant de l'énergie avec la condensation.

2. L'air prend de la vigueur et de la vitesse dans la spirale. L'orage se transforme en cyclone à partir de 118 km/h.

3. L'humidité condensée en altitude retombe en précipitations très fortes.

Le cyclone perd de l'énergie sur les terres, car il a besoin d'humidité pour garder toute sa force.

Mais il peut reprendre de la vitesse dès qu'il se retrouve au-dessus de l'eau.

Car les cyclones de l'Atlantique sont en bonne partie suscités par la pluviométrie au-dessus de l'Afrique occidentale. Celle-ci crée un réservoir d'humidité qui favorise des formations orageuses qui se déplacent vers l'ouest. Sur l'océan, elles perdent leur structure, mais apportent des masses orageuses où peuvent apparaître des mouvements tourbil-

lonnaires. Un cyclone est une sorte de pompe à énergie, s'amorçant par la création d'une dépression qui attire l'air environnant.

Des vents violents « frottent » la surface de l'océan, entraînant chaleur et humidité qui sont pompées en altitude. La vapeur d'eau transporte l'énergie de l'océan, et c'est pourquoi les cyclones ne se produisent que sur des mers

d'une température minimale de 26°C. En montant, l'humidité se condense et forme des pluies intenses. Les vents tourbillonnent autour de la dépression qui s'est formée, et qui constitue l'« œil » du cyclone, créant un système équilibré : plus la pression est basse, plus les vents sont rapides.

Peut-on articuler violence des cyclones et situation climatique

général ? En partie, oui : il y a peu de cyclones les années où sévit le phénomène El Niño, dont un des effets est de renforcer les vents d'altitude sur l'Atlantique, ce qui est défavorable aux ouragans. En revanche, les années sans El Niño sont des années à cyclones, comme en 1995 et 1998. Mais l'intensité des cyclones et leur fréquence découleraient-elles du réchauffement climatique qui s'amorce ? La série statistique ne permet pas de l'affirmer, dit Franck Roux, du Laboratoire d'aérodynamique du CNRS, à Toulouse. On observe des fluctuations, mais pas une tendance marquée à l'augmentation du nombre de cyclones.

Certes, le réchauffement du climat devrait en principe aider au développement des ouragans, dont l'une des conditions est l'existence de températures océa-

niques élevées. « Mais dans les modèles climatiques, dit Hervé Le Treut, du Laboratoire de météorologie dynamique du CNRS, à Paris, on simule le réchauffement de toute l'atmosphère, aussi bien en surface qu'en altitude : cela n'augmente pas significativement la cyclogenèse. Il faudrait pouvoir différencier le réchauffement selon les différentes couches de l'atmosphère, ce que l'on ne sait pas encore faire. »

Les spécialistes des cyclones se partagent en fait selon deux écoles : « Si le réchauffement crée des conditions plus favorables aux cyclones, dit Franck Roux, les pensent que cela conduira à des cyclones plus intenses, peut-être plus que ce qu'on a jamais vu, les autres qu'il y aura plus de cyclones, mais qu'ils seront moins violents. »

Hervé Kempf

NATEXIS GROUPE

Pour savoir vite, suivez la flèche.

REAP // www.natexis.com

مكتبة من اجل

Les républicains américains se livrent à une autocritique de leur échec électoral

La procédure d'« impeachment » pourrait se solder par un blâme

Au lendemain du scrutin parlementaire du 3 novembre, largement considéré comme une victoire pour Bill Clinton et les démocrates, les ré-

publicains se sont livrés à une autocritique de leur échec. La procédure d'impeachment du chef de la Maison Blanche va reprendre son cours - la

prochaine réunion de la commission judiciaire de la Chambre aura lieu lundi -, mais elle pourrait être abrégée.

WASHINGTON

de notre correspondant

Au lendemain des élections du

mardi 3 novembre, le moment est

venu de faire les comptes et de

constater que les démocrates ont

démonté les prédictions du séral

washingtonien : le fameux ré-

rendum pour ou contre Bill Clin-

ton dont on parlait tant n'a pas eu

lieu. Le président se croit - à tort

ou à raison - tiré d'affaire, et le

stratège de la campagne républi-

caine, Newt Gingrich, speaker

(président) sortant de la Chambre,

doit tirer les leçons de son échec.

Ces résultats ont fait baisser la

pression autour de Bill Clinton,

contre lequel les représentants

avaient voté il y a un mois l'ouve-

ture d'une procédure pouvant men-

ner à sa destitution. A 60 %, les

Américains ont répété qu'ils vou-

laient voir l'affaire Lewinsky close

le plus vite possible. Ils sont aussi

nombreux à critiquer l'obsession

des républicains contre un pré-

sident qu'ils associent à la prospé-

rité économique ambiante.

Mais les choses ne sont pas aus-

si simples. Une procédure a été

lancée, elle s'impose à tous et de-

va aller jusqu'à son terme ; la

prochaine réunion de la commis-

sion judiciaire de la Chambre est

prévue pour le lundi 9 novembre.

C'est pourquoi certains démocra-

tes craignent que, emporté par son

succès, Bill Clinton ne tente de

se soustraire à la sanction du

Congrès. Ils réclament une en-

quête impartiale et rapide. « Je

pense que nous en aurons fini en

janvier ou en février, pas par un

impeachment, mais par une sanction

moins sévère, comme un blâme ou

une censure », a déclaré Charles

Schumer, nouveau sénateur de

New York et membre de la

commission. M. Schumer a battu

Al D'Amato, l'un des adversaires

les plus tenaces du président,

contre lequel il avait mené l'en-

quête sur l'affaire Whitewater.

VERS UN COMPROMIS

Président républicain de la

commission, Henry Hyde a répété

qu'il avait « un devoir constitu-

nel clair de mener à son terme son

travail d'une manière équitable et

rapide. Ce qui était vrai avant les

élections le demeure ». Mais il a été

contraint d'ajouter : « Je ne sens

pas beaucoup de soutien derrière

moi ».

Les médias que ses amis, si sûrs de

l'emporter grâce au « Monica-

gate » qu'ils en ont oublié leur

programme. C'est le principal re-

proche fait au speaker par l'aile

modérée comme par les conserva-

teurs de son parti. Les modérés

sont conscients de l'échec de la

politique agressive de M. Gin-

grich.

« Ou bien nous nous dotons d'un

message qui soit celui du parti de la

majorité, ou bien nous deviendrons

la minorité en l'an 2000 », a déclaré

le sénateur Lindsey Graham. Son

collègue John McCain, qui a des

ambitions présidentielles, a ajouté :

« Nous devons commencer à

parler de notre programme, et pas

seulement de ce à quoi nous nous

opposons. » C'est le même mes-

sage consensuel et chaleureux qui

a fait le succès du républicain le

plus populaire, le gouverneur du

Texas, George W. Bush, comme il

avait fait celui de Ronald Reagan.

Les conservateurs ont condam-

né ce qu'ils voient comme la mo-

dération de M. Gingrich, en parti-

culier lorsqu'il négocia le mois

dernier un compromis budgétaire

avec la Maison Blanche, dont il

ambitionne d'être l'occupant.

« Nous sommes apparus comme ti-

midés, accrochés à nos sièges au

Congrès au lieu d'être un parti de

la classe moyenne », a-t-il écrit.

« Ils sont barbares. » « Il leur botte le

cul », proclament ses partisans.

Une fois élu, Jesse s'est écrit : « C'est fan-

taquique, ça a remué le monde entier. Personne

ne nous donnait une chance, et nous avons

gagné. C'est ça, le rêve américain. » Son

programme est simple : moins d'impôts, moins

de gouvernement, avortement libre, et pour-

quoi pas la réouverture des bordels, comme

à Amsterdam. Il parle cru, comme tout le

monde. « Les électeurs, dit-il, ont compris

qu'ils ne trouveraient pas les gens honnêtes

qu'ils cherchent parmi les politiciens de Was-

hington ou chez eux. »

Maintenant, Jesse « le gouverneur » va

s'installer dans un beau bureau et va devoir

gouverner, sans expérience, et sans un élu de

son parti au Congrès local. Mais Bill Clinton

n'aura pas attendu vingt-quatre heures pour

faire du charme à ce nouveau venu : « Je

pense que maintenant beaucoup d'hommes

politiques vont se mettre au body building. »

P. de B.

Bataille juridique autour du procès d'Augusto Pinochet

Des victimes du dictateur sont entendues par les Lords

LONDRES

de notre correspondant

La torture et le meurtre de plu-

sieurs milliers d'opposants, jusque

par-delà les frontières, sont-ils

constitutifs du métier de chef

d'Etat ? « Au fond », se demandait

M. Alan Jones, mercredi devant la

Chambre des Lords, telle est bien la

question à laquelle vont devoir ré-

pondre les cinq « pairs de justice »

chargés de valider ou non l'immuni-

té diplomatique accordée par la

Haute Cour, et dont se prévaut le

général Augusto Pinochet pour

échapper à la justice des hommes.

Rude exercice pour les cinq Lords,

à l'écoute, depuis mercredi, des vic-

times de la dictature, qui veulent

empêcher la fuite légale de celui qui

reste, pour elles, le bourreau.

L'homme est toujours à Londres,

gardé par la police dans une clinique

de luxe. On soufflera-t-il les quatre-

vingt-trois bougies de son anniver-

saire, le 23 novembre ? Réponse

lundi ou dans plusieurs semaines,

les pairs du royaume ayant le pou-

voir de retarder les choses suffisam-

ment longtemps pour permettre,

par exemple, à la procédure d'ex-

tradition espagnole d'aller à son terme

à Madrid, avant de parvenir à

Londres.

Avocat de la Couronne, c'est-à-

dire représentant du ministère pu-

blic et défenseur attitré de la pro-

cédure engagée contre Pinochet par le

juge Baltazar Garzon, M. Alan

Jones, mercredi, n'y est pas allé par

quatre chemins. « Accorder l'immu-

nité à quelqu'un accusé d'avoir causé

la mort ou la disparition de près de

quatre mille personnes, a-t-il lancé,

serait tout simplement répugnant. Ce

serait une insulte aux droits de

l'homme, une offense à la notion

même de justice pour les crimes

contre l'humanité. » Dans la petite

salle pleine à craquer où se pressent

les parties civiles, les magistrats et

une cinquantaine de journalistes

-cameramen et photographes étant

exclus -, une brève et sourde ru-

meur d'approbation se fait en-

tendre.

Isabel Allende, la fille de l'ancien

président renversé par Pinochet, a

raconté la violence du coup d'Etat

de septembre 1973. Elle ne veut

« pas la vengeance, simplement la

justice, pour dissuader d'autres ap-

prentis dictateurs de par le monde ».

Il y a là l'Américaine Joyce Horman,

veuve du jeune journaliste assassiné

à Santiago et dont l'histoire est

contée dans *Missing*, le film de Costa

Gavras. Il y a là Juan Pablo Letelier,

assassiné en 1976 par une bombe

dans son exil américain. Il y a là des

gens inconnus, des survivants, des

parents de disparus, de torturés,

d'assassinés, qui vont évoquer avec

émotion leurs souffrances, leur soif

de justice.

CHEF DE JUNTE OU CHEF D'ETAT ?

Les larmes furent une première

dans cette enceinte austère. Il en est

une autre : malgré les protestations

des avocats de l'ancien tyran, les

Lords ont accepté d'entendre un ex-

pert en droit international engagé

par les plus grandes organisations

de défense des droits de l'homme,

comme Human Rights Watch ou

Amnesty International. Ian Brown-

lee devait expliquer, jeudi, en quoi la

jurisprudence internationale a évo-

lué, comment le Rwanda a pu pour-

sivre son ancien premier ministre

pour génocide, et comment, même

en l'absence de la Cour criminelle

internationale, dont le principe a été

adopté par plusieurs dizaines de na-

tions en juillet, un tribunal similaire

peut juger, en ce moment même, les

criminels de guerre de l'ex-Yougos-

lavie. « Placez-vous du bon côté de

l'histoire ! », lancent les militants de

Human Rights International aux

Lords, tout en menaçant d'en ap-

peler à la Cour européenne des droits

de l'homme s'ils n'obtiennent pas

satisfaction à Londres.

Le principe d'immunité pour les

chefs d'Etat actifs ou retraités, dont

se prévaut Pinochet, « remonte au

XVI^e siècle », écrit Baltazar Garzon.

Rien n'a-t-il donc changé, depuis ?

Et d'ailleurs, questionne habilement

M. Alan Jones, « Augusto Pinochet

était-il bien « chef d'Etat » au moment

des faits qui lui sont reprochés ? » Le

décret militaire visant à légitimer

son coup d'Etat, a-t-il été rendu public

quand le 11 septembre 1973. « Or,

vingt-huit personnes au moins ont été

arrêtées, torturées et, semble-t-il, ex-

écutées dans les heures qui ont précédé.

« Alors ? Le concept de rétroac-

tivité juridique est-il applicable ? Et,

d'ailleurs, insiste l'avocat, le titre of-

ficiel de Pinochet n'était-il pas, « jus-

qu'en 1980, « chef de la junte mili-

taire », et non chef de l'Etat chilien ? »

Patrice Claude

À la veille de l'Armistice
du 11 novembre 1918. Une approche
originale et inédite de l'événement-clé
de l'histoire du XX^e siècle.

Patrick
de Gmeline
LE 11
NOVEMBRE
1918 La 11^e heure
du 11^e jour
du 11^e mois

Le fidèle reflet des événements, petits et grands,
vécus au quotidien chez tous les acteurs du drame
et dans tous les pays concernés.

PRESSES DE LA CITÉ

Laurent Zecchini

Les Etats-Unis recourent de plus en plus à la démocratie directe

EN MARGE du renouvellement

partiel du Congrès mais souvent

Les Quinze se disent d'accord pour doter l'Europe d'une politique de défense

Les rapports avec l'OTAN restent au cœur du débat

Pour la première fois dans l'histoire de la Communauté, les ministres de la défense des pays membres se sont retrouvés pour une réunion informelle, à Vienne, les mardi 3 et mercredi 4 novembre. Tous ont affirmé leur volonté d'appliquer pleinement le traité d'Amsterdam,

tout en restant encore très imprécis sur les moyens dont l'Europe pourrait disposer pour jouer un rôle dans la gestion des crises.

VIENNE
de notre envoyé spécial
La réunion des quinze ministres de la défense de l'Union européenne, les mardi 3 et mercredi 4 novembre à Vienne, proposait en condensé tous les paradoxes de l'Europe de la sécurité. Réunion « informelle » puisqu'aucun texte de l'Union européenne ne prévoit que les responsables de la défense se retrouvent entre eux, c'était une première, organisée par un pays officiellement « neutre ». Il est vrai qu'un débat s'est développé en Autriche, dans la coalition au pouvoir, sur la politique de sécurité, les sociaux-démocrates tenant au principe de la neutralité, les conservateurs se montrant plus favorables à une adhésion à l'OTAN. Le ministre autrichien de la défense, Werner Fasslabend, qui appartient à cette dernière tendance, a donc pris les devants, venant de l'Autriche, son initiative a rassuré les autres pays « neutres » de l'UE. Enfin tout le monde attendait d'en apprendre un peu plus sur l'ouverture en direction d'une Europe de la défense

faite par Tony Blair au dernier conseil européen. Avec le zèle du converti, le ministre britannique de la défense, George Robertson, a souligné à Vienne que « le temps était venu d'avoir des idées nouvelles ». Son collègue français, Alain Richard, s'est félicité de ces bonnes dispositions qu'il veut croire « sincères » même si pour l'instant les idées exposées par les responsables de Londres restent sciemment vagues.

ÉVITER LE DOUBLE EMPLOI

M. Robertson les a résumés en trois mots qui ont reçu l'adhésion de la quasi-totalité des participants : volonté politique, capacité, disponibilité. La ministre finlandaise Anneli Jäätä a exprimé le sentiment général en déclarant que « nous n'avons pas besoin de nouveaux instruments, mais nous devons rendre ceux qui existent opérationnels, fiables et crédibles ».

La question est donc de savoir comment utiliser les institutions existantes. Le ministre britannique a répété que l'OTAN « restera la

pièce angulaire de la sécurité européenne » et qu'il n'est pas question de doter l'Europe de moyens faisant double emploi avec ceux de l'organisation atlantique. Sur ce dernier point, il n'y a pas d'opposition fondamentale avec la position française. En revanche, les divergences apparaissent quand il s'agit de définir les moyens dont l'Europe pourrait disposer en propre. Devant ses collègues, M. Robertson n'a exclu aucune hypothèse : intégration de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) dans l'Union européenne (selon la proposition franco-allemande), intégration de certains éléments de l'UEO dans l'UE et d'autres dans l'OTAN, création d'une dimension européenne au sein de l'OTAN voire renforcement de l'UEO. « Chaque option doit être examinée sérieusement », a-t-il dit sans cacher vraiment que la préférence de Londres irait plutôt vers l'intégration des éléments politiques de l'UEO dans l'Union européenne et la fusion de ses quelques capacités militaires avec l'OTAN. Les ministres ne sont pas entrés

dans les détails du débat et ils ne le pouvaient pas. Si Jacques Chirac comme Lionel Jospin se sont déclarés favorables « le moment venu » à des réunions des ministres de la défense des Quinze, celles-ci devraient avoir lieu sous l'autorité du Conseil européen et dans le cadre des traités. « Il n'est pas question, a déclaré Alain Richard, de bricoler un système de rencontres informelles. » En attendant, il n'est pas interdit de réfléchir à l'articulation entre la décision politique des Quinze et sa mise en œuvre. « Dans les cadres qui sont offerts quand nous n'avons pas le choix », a dit M. Richard. L'exemple en est donné par la force d'extraction des observateurs de l'OSCE au Kosovo, force essentiellement européenne, sous commandement français, placée dans la chaîne du commandement intégré de l'OTAN. « Mais, a conclu le ministre français, sans jamais perdre de vue l'objectif qui est l'achèvement d'une dimension essentielle de l'Europe. »

Daniel Vernet

Les Serbes modérés de Bosnie emportent la présidence du Parlement

La formation du nouveau gouvernement sera difficile

BANJA LUKA
de notre envoyé spécial
Après une première session parlementaire infructueuse et huit jours de tractations serrées, les députés de la République serbe (RS) – une des deux entités de Bosnie avec la Fédération croato-musulmane – ont élu, mercredi 4 novembre, le nouveau président de leur assemblée. Petar Djokic, un socialiste membre de la coalition modérée Sloga, qui a le soutien de la communauté internationale, accède à ce poste.

Carlos Westendorp, le haut représentant civil pour la Bosnie-Herzégovine, qui a assisté à toute la séance, a salué cette nomination en déclarant au Monde « que c'était un grand jour pour la démocratie, même si ça ne fait pas plaisir à tout le monde ». Le bloc ultranationaliste, qui regroupe le SDS, le parti de Radovan Karadzic et les Radicaux (extrême droite) de Nikola Popasen, le nouveau président de la RS, revendiquait en effet ce poste.

Ne possédant pas la majorité absolue, les ultranationalistes ont tenté, pendant toute la semaine, d'attirer à eux les modérés de Sloga pour obtenir une représentation serbe à 100 %, « qui aurait prouvé que l'on peut se débrouiller par nos propres moyens et sans l'intervention de la communauté internationale », a justifié le SDS Dragan Kalinic. M. Westendorp s'est employé une nouvelle fois à assurer la fidélité de Sloga, pour déjouer les plans de ceux qui « restent des adversaires de Dayton ». « Ils [les ultranationalistes] m'ont dit que leurs positions ont évolué et qu'ils soutiennent l'accord de paix. Une rédemption est possible mais l'expérience a démontré que cela n'a jamais été le cas. Le SDS reste le parti de M. Karadzic et le parti radical celui de Vojislav Seselj [qui dirige en Serbie le parti frère des radicaux serbes de Bosnie] », affirme le haut représentant.

Excepté la défection de l'un de ses membres, exclu du mouvement pour avoir soutenu le projet des « durs », la coalition Sloga a suivi les consignes du médiateur. Elle a obtenu une majorité en s'alliant avec les non-Serbes (17 Musulmans et 2 Croates). Comme lors de la précédente législature, ceux-ci ont joué les arbitres et ont placé la barre assez haut. Ils ont exigé, sans succès, un siège de vice-président du Parlement. M. Westendorp les a incités à revoir leurs prétentions à la baisse. Cela aurait en effet fragilisé la coalition Sloga, suspectée par une partie de l'opinion d'entretenir de bonnes relations avec les Musulmans.

Ainsi, Biljana Plavsic, la présidente sortante de la RS, une ultranationaliste reconvenue qui a rejoint le bloc modéré, a attribué sa défaite aux élections de septembre à son attitude trop conciliante envers les Musulmans. « J'ai été trop bonne avec eux », a déclaré celle qui, en 1992, embras-

sait à Bileljina (Est du pays) le milicien serbe Arkan, après le « nettoyage » de cette ville.

L'accession d'un Musulman à un poste de responsabilité aurait probablement ruiné les espoirs du premier ministre Milorad Dodik, candidat à sa propre succession. Ce modéré, dont la personnalité déplaît fortement à M. Popasen, sait qu'il ne pourra pas diriger le prochain gouvernement s'il prône un peu trop d'ouverture.

Le vainqueur du scrutin, Petar Djokic, a le soutien de la communauté internationale

M. Westendorp a dû batailler ferme pour faire avaler la pilule aux élus musulmans et croates, qui ont finalement accepté d'offrir une majorité à Sloga, tout en sachant que le poste de vice-président leur échapperait. Ils se sont toutefois abstenus lors de ce vote, ou se sont prononcés contre le nom avancé. Mais cela ne portera pas à conséquence, puisque le bureau du Parlement peut fonctionner en dépit d'un poste resté vacant qui devrait revenir à la coalition Sloga.

Il ne fait aucun doute que les Musulmans obtiendront une contre-partie. Le bruit court dans les couloirs de l'Assemblée que les sanctions qui frappent Sarajevo (pour le non-respect des accords sur le retour des minorités serbes et croates) seraient levées s'ils affichent de bonnes dispositions. « C'est tout à fait faux. Même si une levée partielle est envisageable au vu des progrès récents dans la capitale », dément, sans vraiment le faire, le haut représentant. « Les élus non serbes peuvent espérer une participation au futur gouvernement de la RS, poursuit-il. C'est la garantie que Sloga œuvre pleinement pour atteindre les échéances futures que je me suis fixées, dont le retour des réfugiés, la libéralisation des médias et la refonte de la justice ».

Tard dans la soirée, M. Popasen a prêté serment et a pris officiellement ses fonctions de président de l'entité serbe. Les élus musulmans ont quitté l'hémicycle pour protester contre le rituel qui impose à chaque nouvel élu de jurer – la main sur la Bible et en embrassant un crucifix tenu par un prêtre orthodoxe – qu'il servira « la justice, la Bible et la loi avec l'aide de Dieu ». La nomination du futur gouvernement s'annonce d'ores et déjà comme une bataille autrement plus ardue que celle de mercredi.

Christian Lecomte

Affaire Bunel : Alain Richard a été alerté par le général Rondot

LE MINISTRE de la défense, Alain Richard, a expliqué, mercredi 4 novembre, sur France 2, qu'il avait été alerté sur l'acte « criminel » du commandant Pierre-Henri Bunel, en poste à l'OTAN, accusé d'« intelligence avec une puissance étrangère », par son conseiller pour le renseignement et les opérations spéciales, le général de division Philippe Rondot. Le général, a-t-il indiqué, « a acquis les premiers indices » sur l'attitude du commandant Bunel et lui a proposé de lancer une enquête diligentée par le général Claude Ascencio, directeur de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD). Puis l'enquête a été confiée, sur le plan judiciaire – la DPSD n'ayant pas de pouvoir de contraintes judiciaires –, aux policiers de la direction de la surveillance du territoire (DST), le service de contre-espionnage sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur. Au cabinet de M. Richard depuis un an, le général Rondot, plus connu pour avoir été l'officier qui a arrêté le terroriste Carlos au Soudan en 1994, centralise les affaires de renseignement et maintient les contacts



avec la DST et la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

M. Richard a expliqué que la mise préalable aux arrêts du commandant Bunel, pour vingt jours, avait servi à apprécier « si

les faits dont nous avons eu connaissance sont véritablement confirmés par l'intelligence » et « à évaluer les suites de sécurité que peut avoir une telle transmission de documents », aux Serbes. Le ministre s'est refusé à donner des

détails sur l'importance des documents classés « secret-OTAN ». Il a assuré que, « dans la limite des documents auxquels il avait accès », l'officier a « commis une véritable trahison ». Toutefois, le mode de diffusion des informations au sein de l'OTAN, à propos d'une opération militaire en préparation, « n'aboutit pas à ce qu'il ait eu les plans d'opérations ».

À La Haye, après la visite qu'il a consacrée, mercredi 4 novembre, au Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie, le premier ministre, Lionel Jospin, a considéré que la France avait « assumé » son « devoir de transparence » en transmettant à la justice le dossier qu'elle détenait sur le comportement du commandant Bunel. « Livrer des renseignements de caractère militaire à une puissance étrangère, que nous pouvons être amenés avec nos alliés à frapper au nom de règles et d'engagements fixés par les Nations unies, est un crime », a commenté M. Jospin. Notre façon d'agir est extrêmement claire et les autorités publiques françaises ne se déterminent pas en fonction de sentiments pro- ou contre cela. »

Paris et La Haye retrouvent l'esprit communautaire

LA HAYE

de nos envoyés spéciaux
Paris et La Haye se découvrent un intérêt mutuel pour réformer leurs disputes habituelles et aborder dans un esprit de compréhension la phase de négociations difficiles qu'aborderont les Quinze sur l'organisation de l'Union européenne et son financement. C'est ce que se sont promis les deux chefs de gouvernement à l'occasion de la visite que Lionel Jospin rendait mercredi 4 novembre en sa capitale au social-démocrate Wim Kok, qui recevait un peu plus tard le nouveau chancelier allemand Gerhard Schröder.

Au sommet européen de Potsdam, où les Quinze ont officiellement le 25 octobre une volonté de relance européenne, M. Jospin et M. Kok s'étaient rencontrés avec le président Jacques Chirac pour convenir de sortir de l'ornière la relation franco-allemande. La controverse qui oppose les deux pays, depuis la mise en place de l'espace Schengen en 1995, sur la manière de contrôler le trafic de drogue en Europe, a suscité une animosité que l'opposition de la France à la nomination de Wim Duisenberg comme président de la Banque centrale européenne a porté à son comble, mais qui gêne aujourd'hui les deux pays.

Il règne aux Pays-Bas un climat clairement anti-français. L'antagonisme a quitté les bancs parlementaires pour s'exprimer dans la presse populaire, qui ne rate aucune occa-

sion, que ce soit à propos de l'indépendance de la BCE ou du Tour de France, pour se livrer à des attaques sans nuances. Lionel Jospin a dû réfuter à La Haye que la procédure judiciaire engagée en France contre le président de l'équipe cycliste TVM, le Néerlandais Cees Prim, soit un acte de rétorsion contre la politique des Pays-Bas en matière de drogue.

Les deux premiers ministres ont indiqué qu'ils allaient veiller à ce que les divergences fassent l'objet de discussions aux niveaux appropriés. Prenant la parole devant les Etats généraux des Pays-Bas (Parlement), dont le président l'avait accueilli par un discours en français, M. Jospin a fait un geste en annonçant qu'une mission d'étude française se rendrait le mois prochain aux Pays-Bas « pour examiner les résultats de votre politique de lutte contre la drogue ». Il n'a pas caché en revanche ses points de désaccord, notamment sur la question du financement du budget européen. Comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, les Pays-Bas exigent aujourd'hui une réduction de leur contribution. « L'Europe doit rester fidèle au principe de solidarité financière », a déclaré le premier ministre. Nous attendons une meilleure équité grâce à davantage de rigueur, et non grâce à des exigences contraires à l'esprit communautaire. »

Henri de Bresson et Alain Franco

L'opinion publique face aux plantes transgéniques

Grand débat
Mardi 24 novembre 1998 de 18h à 22h30
accès libre sur inscription

■ Ouverture :

Michel Demazure, président de la Cité des Sciences et de l'Industrie
Jean-Marie Colombani, directeur du journal Le Monde
Joël de Rosnay, directeur de la stratégie, Cité des Sciences et de l'Industrie

■ 18h30 Table ronde :

Comment le citoyen se forme-t-il une opinion ?

avec :
Michel Aigle, professeur de biologie cellulaire et génétique, université de Bordeaux
Dominique Bourg, philosophe, Suzanne de Cheveigné, sociologue au CNRS
Edienne Magnien, Commission Européenne, Pierre Pagesse, président de L'imaginaire

Animation : Catherine Vincent, journaliste au Monde.

■ 20h45 Table ronde :

Comment le citoyen peut-il être associé à la décision publique ?

avec :
Arnaud Apoteker, Greenpeace France, Marie-Jeanne Husset, 60 millions de consommateurs
Pierre-Benoît Joly, sociologue à l'Inra, Philippe Kourilsky, professeur au Collège de France, Institut Pasteur, Jean-Yves Le Déaut, député, Brian Wynne, professeur de sociologie des sciences, Lancaster

Animation : Sylvia Zappi, journaliste au Monde.

■ Clôture : Guy Pallotin, président de l'INRA.

Le Monde

la cité

Cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou
75019 Paris

Programme détaillé, renseignements et inscriptions :
• Marie-Agnès Bernardis : 01 40 05 75 62
• Cécile Join-Lambert : 01 40 05 82 97

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

75 Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 19 NOVEMBRE 1998 à 14h30 - EN 3 LOTS
à PARIS 10^{ème} 26, 28, 30, rue de Paradis
1) LOCAL tous usages 6^{ème} ét. 1^{er} pie g. M. à P. 10.000 F
2) LOCAL tous usages 7^{ème} ét. 1^{er} pie g. M. à P. 10.000 F
3) 1 APPARTEMENT duplex de 3 Pces Piales 8^{ème} et 9^{ème} étages reliés par esc. privatif. Terrasse avec jardinière, 2 CAVES et 1 emplacement pour voiture M. à P. 500.000 F
S'adr. SCP LA TRILLE-GELINET-LEJWL, Avocats, 65, rue de Monceau 75008 PARIS - Tél. : 01.56.99.78.78
Visite sur place lundi 16 novembre 1998 de 14 h à 15 h

94 Vente sur Liquidation Judiciaire au Palais de Justice de CRETEIL le JEUDI 26 NOVEMBRE 1998 à 9h30 - EN UN LOT
LOCAUX PROFESSIONNELS à VITRY-SUR-SEINE (94)
140 à 146, rue Léon-Geffroy
aux Rd et 1^{er} étage d'une superficie totale d'environ 1.266 m² (seraient libres de toute occupation) - 7 PARKINGS EXTERIEURS
MISE A PRIX : 2.750.000 F
Rens. : M^{rs} Serge TACNET, Avt. 60, rue Jean Jaurès - 94500 CHAMPIGNY-MARNE
T. : 01.47.06.94.32 - La SCP GRANIT VATHIER BAUDLOIT & ASS.
(M^{rs} Daniel PAQUET), Avts. 12, rue d'Astorg - 75008 PARIS - T. : 01.53.43.15.47
Visite le 23 novembre 1998 de 10 h à 11 h

مكتبة

جوليا

Serbes modérés osnie emportent lence du Parlement nouveau gouvernement sera difficile

CA (spécial) Une session cruciale et serrée de la République fédérale de Bosnie-Herzégovine a débuté jeudi 5 novembre. Les députés de la majorité modérée ont élu, à la surprise de tous, le nouveau président de la République, le serbe modéré Milorad Dodik, qui succède à l'ancien président, le serbe modéré Slobodan Milošević. Le nouveau président a été élu à la surprise de tous, car il n'était pas considéré comme un favori. Il a été élu à la majorité absolue, ce qui est une première pour la Bosnie-Herzégovine. Le nouveau président a été élu à la surprise de tous, car il n'était pas considéré comme un favori. Il a été élu à la majorité absolue, ce qui est une première pour la Bosnie-Herzégovine.

Le vainqueur du scrutin, Petar Djokic, a le soutien de la communauté internationale

La majorité nationale, tout le monde le sait, les modérés ont une réputation de ne pas se démentir. Le nouveau président de la République, le serbe modéré Milorad Dodik, a été élu à la surprise de tous. Il a été élu à la majorité absolue, ce qui est une première pour la Bosnie-Herzégovine. Le nouveau président a été élu à la surprise de tous, car il n'était pas considéré comme un favori. Il a été élu à la majorité absolue, ce qui est une première pour la Bosnie-Herzégovine.

Boris Eltsine ne peut briguer un nouveau mandat

MOSCOU. La Cour constitutionnelle a affirmé jeudi 5 novembre que Boris Eltsine était « dans son deuxième mandat », rendant ainsi impossible, selon la Constitution, une nouvelle candidature du chef de l'Etat à la présidence. M. Eltsine, élu une première fois en 1991 à l'époque de l'ancienne Constitution soviétique, avait été réélu en 1996 sous une nouvelle Constitution, qui interdisait à un président de briguer plus de deux mandats consécutifs. Certains de ses partisans tiraient profit de cette ambiguïté pour affirmer son droit à se représenter en 2000. Selon Marat Baglaï, président de la Cour constitutionnelle, « Boris Eltsine lui-même a plusieurs fois affirmé qu'il ne participerait pas à une troisième élection, car ce serait une infraction à la Constitution qu'il n'a pas l'intention de changer pour pouvoir se présenter ». — (AFP)

L'explosion d'une voiture devant le Kremlin serait « un acte terroriste »

MOSCOU. Les services de sécurité russes du FSB (ex-KGB) ont évoqué un possible « acte terroriste » après l'explosion, mercredi 4 novembre, d'une voiture devant l'une des entrées du Kremlin, sur la Place Rouge. Vers 19 heures, une Moskvitch a renversé les barrières métalliques qui ferment la place et foncé vers la tour Spasskaïa. Le conducteur aurait alors sauté du véhicule tandis que les gardes du Kremlin ouvraient le feu. L'explosion du véhicule a fait trois blessés graves, deux officiers de sécurité et un soldat de la garde présidentielle. Le conducteur de la voiture, un homme de 65 ans, retraité et collaborateur épisodique du journal *Russkaja Pravda*, une publication nationaliste, a été arrêté. — (Corresp.)

Israël souhaite un moratoire avant toute béatification de Pie XII

ROME. Aharon Lopez, ambassadeur d'Israël près du Saint-Siège, a demandé, mercredi 4 novembre, que la lumière soit faite sur l'attitude de Pie XII (qui a régné de 1959 à 1963) pendant la guerre et souhaite que toutes les archives du Vatican sur ce sujet soient publiées. Un procès en béatification a été ouvert en 1965 et l'ambassadeur israélien a demandé que l'Eglise catholique « attende une ou deux générations avant de béatifier un pape qui a vécu dans une période compliquée et douloureuse ». Il a estimé qu'« un moratoire serait le bienvenu et un moyen de rendre justice » et « empêcherait que ce soit un élément de grave malaise dans les rapports entre le Saint-Siège et Israël ». Beaucoup reprochent au pape d'avoir été au courant de la Shoah et de n'avoir pas usé de son prestige moral pour dénoncer l'extermination des juifs. — (AFP)

Français et Britanniques pourraient concevoir des porte-avions en commun

LONDRES. Le ministère britannique de la Défense a annoncé, mercredi 4 novembre, que la France et la Grande-Bretagne commenceraient « dans les semaines à venir » des discussions sur une éventuelle coopération pour la construction, par les deux pays, de porte-avions dont l'entrée en service interviendrait après 2010. La France souhaite se doter d'un second porte-avions qui viendrait compléter le *Charles-de-Gaulle* prévu pour être opérationnel début 2000. Le Royaume-Uni a décidé, en 1997, de mettre en chantier deux porte-avions de 35 000 à 40 000 tonnes. La coopération entre les deux pays leur permettrait, en particulier, de concevoir par ordinateur les plans généraux de tels bâtiments. — (AFP)

DÉPÊCHES
■ **ÉTATS-UNIS/RUSSIE** : les Etats-Unis se préparent à fournir 3,1 millions de tonnes de vivres à la Russie pour l'aider à faire face à l'arrivée de l'hiver, à condition que Moscou promette que ce programme, d'un montant de 500 millions de dollars, soit distribué équitablement, a annoncé la Maison blanche mercredi 4 novembre. Ces 3,1 millions de tonnes sont inférieures aux demandes de la Russie, qui espérait obtenir l'équivalent d'un milliard de dollars en aide alimentaire. — (Reuters, AP)

■ **TURQUIE** : Ankara a annoncé, jeudi 5 novembre, la fin du gel de ses relations avec l'Union européenne, à la suite de la reconnaissance par la Commission européenne mercredi de sa demande d'être placée sur un pied d'égalité avec les 11 autres pays candidats à l'adhésion. La Turquie, déçue de l'attitude de l'UE qui l'avait exclue de ses plans d'élargissement, en décembre 1997 à Luxembourg, avait rompu son dialogue politique avec les quinze. — (AFP)

■ **ISRAËL** : une « taupe » des services de sécurité accusée de n'avoir rien fait pour empêcher l'assassinat du premier ministre Yitzhak Rabin, a été inculpée mercredi 4 novembre. Avishai Raviv, un juif religieux d'extrême droite, avait été infiltré depuis 1987 dans les milieux de l'ultra-droite nationaliste par le Shin Beth, la Sécurité intérieure. Il est soupçonné d'avoir encouragé ces Israéliens extrémistes et de ne pas avoir informé le Shin Beth du projet d'assassinat du premier ministre. — (AFP)

■ **ZIMBABWE** : le président Robert Mugabe, l'un des alliés de Kinshasa contre la rébellion de République démocratique du Congo a menacé mercredi 4 novembre les pays qui soutiennent les rebelles — le Rwanda et l'Ouganda — d'être « chassés » de l'ancien Zaïre s'ils ne se retirent pas d'eux-mêmes. Il a affirmé que les trois alliés militaires de Kinshasa, le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie, ont renforcé leur présence dans l'est du Congo et y resteront « tant que le président Kabila le voudra ». — (AFP)

■ **SÉNÉGAL** : vingt-quatre membres présumés du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC), qui militent pour l'indépendance, ont trouvé la mort au cours de violents affrontements avec l'armée sénégalaise, ont rapporté mercredi 4 novembre des sources militaires. Les affrontements se sont produits dans la nuit de lundi à mardi, après que les rebelles eurent tué dix personnes dans la localité de Djifanghor, à sept kilomètres de la capitale provinciale, Ziguinchor. — (AFP)

■ **AFGHANISTAN** : les talibans ont autorisé dix organisations humanitaires occidentales à reprendre leurs activités à Kaboul après qu'elles eurent accepté les exigences des autorités, ont annoncé mercredi 4 novembre des responsables de la milice intégriste afghane. Une vingtaine d'organisations humanitaires avaient été expulsées d'Afghanistan en juillet 1998. — (AFP)

■ **INDE/PAKISTAN** : les discussions ont commencé jeudi 5 novembre à New Delhi entre l'Inde et le Pakistan sur une série de différends qui pourraient donner lieu à quelques accords en dépit du conflit bilatéral irréductible sur le Cachemire divisé. Ces pourparlers, qui doivent durer jusqu'au 13 novembre, font suite à la reprise en octobre à Islamabad d'un dialogue interrompu depuis plus d'un an. Il est rendu urgent par l'accroissement de la tension entre les deux frères ennemis après leurs essais nucléaires de mai dernier. — (AFP)

En Espagne, José Maria Aznar met en place son dispositif de négociations avec l'ETA

Le chef du gouvernement recherche des « contacts directs », sans « interprètes ni intermédiaires »

La trêve des armes semblant désormais acquise au Pays basque, les pourparlers entre le gouvernement espagnol et l'organisation armée séparatiste basque sont officiellement engagés. Ils en sont encore dans une phase « exploratoire », le chef du gouvernement, José Maria Aznar, in-

stant au préalable pour que l'ETA publie un texte crédible, dans lequel elle s'engage à renoncer définitivement au terrorisme.

MADRID
de notre correspondante
Est-ce enfin l'amorce d'un processus de paix au Pays basque ? Plus d'un mois après l'annonce de la « trêve illimitée », décrétée le 16 septembre par l'organisation séparatiste basque armée ETA, et dix jours après le « test » décisif des élections autonomes basques du 25 octobre — qui a démontré le désir général de paix et de stabilité —, le gouvernement espagnol vient de déplacer une pièce maîtresse sur l'échiquier politique, en autorisant « la recherche de contacts directs avec l'entourage de l'ETA ». Fidèle à sa tactique des petits pas, le chef du gouvernement, José Maria Aznar, a pris acte de ce que non seulement l'ETA et sa vitrine politique Henri Batasuna (HB), mais aussi l'ensemble de cette nébuleuse indépendantiste qu'est le Mouvement de libération nationale basque (MLNV), avaient accepté le verdict des urnes. Mieux, dans la difficile équation de la constitution du futur gouvernement basque, Euzkadi Herriak (version électoraire et « démocratisée » de HB) a

laissé entendre qu'elle jouerait sa part, non plus en franc-tireur de la démocratie, mais au sein des institutions. La trêve semble donc s'être consolidée.
En conséquence, M. Aznar, qui avait déjà fait un geste « humanitaire » en autorisant le transfert au Pays basque, avant les élections, de quatre détenus basques malades, s'est cru autorisé à aller de l'avant. Mais pas n'importe comment ni à n'importe quel prix. Tel est le sens de sa brève déclaration du 4 novembre : tout sera fait, a-t-il insisté, dans « la transparence, la confiance et la cohérence ». Pour quoi tant d'insistance sur l'absolue nécessité de la transparence ? C'est que, depuis quelques jours, toute l'Espagne bruissait de rumeurs : des agents secrets du Césid auraient eu des contacts avec l'ETA ; des pays tiers seraient intervenus. Pour couper court aux spéculations et éviter toutes les distorsions et manipulations politiques, le chef du gouvernement a annoncé qu'il recherchait un contact direct avec l'ETA : « Il n'y aura, a-t-il dit, ni interprètes, ni intermédiaires ». Une

façon de mettre provisoirement hors-jeu ceux des nationalistes qui auraient un intérêt « électoral » à servir d'intermédiaire et à récupérer toute l'initiative en plaçant l'ETA — dont le communiqué annonçant la trêve s'adressait justement aux nationalistes et au peuple basque et non au gouvernement espagnol — au pied du mur.
ÉLOGES DE LA CLASSE POLITIQUE
En quoi va consister ce contact ? Il semblerait que José Maria Aznar, qui entend mener l'opération avec un groupe très restreint de collaborateurs, en soit à une phase encore « exploratoire » pour définir quel va s'asseoir à une éventuelle table de discussions, dans quel cadre et avec quelles limites. Il s'agit aussi de sonder une bonne fois pour toutes la sincérité de l'ETA : le gouvernement insiste pour que l'organisation terroriste publie un texte crédible, dans lequel elle s'engage à renoncer définitivement à la violence. De son côté, Arnaldo Otegi, l'« homme fort » de HB, tout en confirmant la trêve, mercredi, sur Radio Euskadi,

Marie-Claude Decamps

Je dis "Thomas",
mon Genie™ l'appelle.

PHILIPS

Faisons toujours mieux.

www.philipsconsumer.com

RPR Philippe Séguin est le seul candidat à la présidence du mouvement gaulliste, dont l'élection aura lieu samedi 12 et dimanche 13 décembre. Dans l'entretien qu'il a accordé au

Monde, le président du RPR fixe un seuil de participation à cette élection, en estimant qu'à moins de 70 %, elle n'aurait « ni sens, ni portée ». ● L'OPPOSITION doit poursuivre dans la voie

de l'union engagée par l'Alliance, estime M. Séguin, en constatant qu'aucun parti ne peut gagner et gouverner seul. ● LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES pourraient être, pour la droite, l'occa-

sion de définir une campagne et une stratégie communes afin de constituer un groupe unique au Parlement de Strasbourg. ● LA COHABITATION longue risque de modifier l'équilibre

institutionnel entre le président de la République et le premier ministre, d'autant, observe M. Séguin, que Lionel Jospin « empiète » sur le domaine réservé de M. Chirac.

Philippe Séguin accuse Lionel Jospin d'agir en candidat à l'Elysée

Le chef du RPR, en campagne pour le renouvellement de son mandat à la tête du mouvement gaulliste, n'acceptera pas l'élection si moins de 70 % des militants y participent. Il accuse le premier ministre de mener une « politique étreinée » inspirée par son ambition présidentielle

« Vous êtes aujourd'hui le seul candidat à la présidence du RPR. Cette situation ne prive-t-elle pas votre parti d'un débat interne sur sa stratégie ? »

« Cette unicité de candidature ne correspond pas à ce que je souhaitais. Nous avons visiblement à consentir un travail d'accoutumance à la démocratie interne. J'aurais voulu persuader qu'une candidature, fût-ce face à un président sortant, n'est pas un acte de lèse-majesté et, plus généralement, qu'un débat interne ne met aucunement en cause l'unité de notre mouvement. »

« D'autant qu'il y a sûrement, au RPR, des gens qui considèrent que la stratégie que j'ai mise en œuvre n'est pas la bonne. Il aurait été souhaitable qu'ils le disent, qu'ils l'expliquent et qu'ils proposent de lui en substituer une autre, plutôt que d'en être réduits, après, à des critiques ou à des initiatives qui, elles, ne seraient pas aussi claires. »

« Le risque, pour vous, n'est-il pas que cette élection, qui se fait pour la première fois au suffrage direct des adhérents, ne soit finalement un non-événement ? »

« Je ne souhaite pas être un président par défaut ou au rabais. Je veux bien rendre service, mais à condition que l'on m'en donne les moyens. Une élection au suffrage

« Maintenant, cette organisation, il faut la faire vivre. Je souhaite que nous construisions une formation politique moderne. Il s'agit à mes yeux, en dehors des fonctions traditionnelles d'un parti politique, d'être un lieu de débats et d'échanges, un lieu de formation, pour des équipes susceptibles d'exercer des responsabilités publiques. Il s'agit aussi d'assumer une mission pédagogique vis-à-vis de l'opinion, mission que je crois essentielle, aujourd'hui, compte tenu de la complexité des problèmes. Étant financés sur fonds publics, nous avons une mission de service public à assumer, qui ne se limite pas à la seule exaltation du fait que nous nous considérons comme les meilleurs... »

« Pour porter le débat européen, envisagez-vous de conduire vous-même une liste d'union de l'opposition aux élections européennes ? »

« Le problème de la tête de liste reste, à mes yeux, prématuré. Nous avons commencé une réflexion de fond qui, je crois, est de bonne qualité. Nos amis de l'Alliance s'y sont engagés à leur tour. Il faut d'abord assumer cette priorité. Il nous faut aussi régler préalablement les questions des deux rendez-vous liés à Amsterdam et, alors, on pourra se demander si nous avons la possibilité, comme je



PHILIPPE SÉGUIN

constitutionnelle qu'elle suppose ne risquent-elles pas de vous compliquer la tâche ? »

« Nous n'avons jamais dit qu'il s'agissait de conditions *sine qua non*. D'ailleurs, j'ai cru comprendre que l'idée d'ajouter un préambule ou un article additionnel, au terme duquel la réforme institutionnelle est un préalable à l'élargissement, est assez consensuelle en France. »

« En fait, l'essentiel de notre acte politique porte sur la révision constitutionnelle. Nous voulons un aménagement de l'article 88-4, qui traite du contrôle parlementaire national sur la législation européenne. Nous souhaitons, en outre, faire droit aux préoccupations de ceux qui estiment qu'une modification des conditions essentielles d'exercice de la souveraineté mérite mieux qu'une simple décision gouvernementale, et nous essayons de placer la décision à prendre au moment où elle doit être prise. »

« Certains nous disent qu'il faut qu'il y ait un référendum et qu'on ne peut se satisfaire du passage au Congrès. A ceux-là, nous répondons d'abord que le choix entre la procédure parlementaire et le référendum est de la compétence exclusive du président de la République. En conséquence, nous n'entendons pas, en tant que mouvement politique, interférer. Par ailleurs, le Conseil constitutionnel a dit lui-même qu'il n'y a aucun problème de souveraineté aussi longtemps que l'on ne bascule pas dans la règle de la majorité. Donc, la question se posera au moment où nous déciderons que la France est pour la règle de la majorité. »

« C'est pourquoi nous disons : prévoyons dans la Constitution - cela apaisera ceux qui ont des doutes - que cela se fera par voie législative et prévoyons une rédaction telle que celle loi puisse être une loi simple, soit une loi organique, soit une loi référendaire. Et il reviendra au président de la République et au premier ministre de faire le choix le moment venu. »

« Est-ce que, sur ce sujet, vous agissez en harmonie avec le chef de l'État ? »

« La seule chose que l'on sache, aujourd'hui, c'est qu'il n'entre pas dans les intentions du président de la République d'organiser un référendum. Dès lors, c'est au gouvernement et au Parlement d'expliquer. Nous souhaitons que tous nos amendements soient adoptés et nous déciderons, le moment venu, de l'attitude que nous prendrons si tel ou tel d'entre eux était refusé. Mais il y a fort à parier que les plus nombreux, parmi nous, inclineraient pour un vote favorable. »

« L'Alliance pour la France peut-elle être autre chose qu'un syndicat d'intérêts électoraux ? »

« Ce que j'observe, tout d'abord, c'est que personne ne peut prétendre gouverner seul. Deuxième constat, personne ne peut gagner seul. Donc, puisque nous devons, de toute façon, à un moment où à un autre, travailler ensemble, autant le faire le plus rapidement possible, pour que cela soit efficace et crédible. Il s'agit bien, en effet, avec l'Alliance, de préparer des élections et un gouvernement commun. »

« Vous vous inspirez de l'exemple de la gauche "plurielle" ? »

« Il faut être logique. Nous n'avons plus de système idéologique "clés en main". Même à l'intérieur des partis de type classique,

vous avez une grande variété de positions ; a fortiori entre les grandes formations. Le parti monolithique, qui va à la bataille derrière un drapeau, un chef et une doctrine, c'est terminé depuis longtemps ! »

« Il n'en demeure pas moins qu'il faudra aller aux élections ensemble et, ensuite, trouver un programme de gouvernement. Chacun a pu vérifier, en observant ce qui s'est passé récemment en Allemagne, que des gens ayant des approches différentes peuvent, ensuite, se mettre d'accord sur un programme de législature. Il faut donc que l'opinion sache que l'opposition est au travail pour présenter ce programme. »

« Avant les élections législatives, il y a les élections municipales. Craignez-vous qu'elles n'aient les mêmes effets - démultipliés - que les élections régionales et n'incitent les élus de droite à passer des accords avec le Front national ? »

« Le mode de scrutin municipal met en œuvre, automatiquement, le principe auquel, pour notre part, nous nous étions tenus dans les conseils régionaux : celui qui a la majorité relative a vocation à exercer les responsabilités. Les alliances ne sont possibles qu'entre les deux tours, mais, alors - à la différence de ce qui s'est passé jusqu'ici aux régionales -, elles sont soumises aux électeurs au second tour. Nous ferons en sorte d'empêcher les alliances contre nature, mais s'il s'en produit, les électeurs feront la démonstration de ce que nous ne cessons d'expliquer, à savoir qu'une alliance avec le Front national est non seulement une faute morale et une faute politique, mais aussi un très mauvais calcul électoral. »

« La perspective des élections municipales alimente, à Paris, le conflit que vous pensez avoir réglé, autrement dit la compétition entre trois chefs de file possibles pour le RPR : Jean Tiberi, Jacques Toubon et Edouard Balladur... »

« Il y avait un problème lorsqu'il n'y avait plus de majorité claire à Paris et lorsque des élus appartenant à la même formation politique se retrouvaient dans des groupes différents et hostiles au Conseil de Paris. Ce problème a été effectivement réglé. Aujourd'hui, je m'en tiens à deux faits incontournables. Le maire et la majorité parisienne ont été régulièrement élus en 1995, et leur mandat court jusqu'en 2001. Il revient donc à tous les élus, en particulier RPR, de se préoccuper d'abord d'honorer la confiance que les Parisiens ont placée en eux. »

Comment est élu le président du RPR

« On ne se trompe jamais en rendant la parole aux militants », affirmait Philippe Séguin en décembre 1997, lorsqu'il avait proposé que le président du RPR soit élu directement par les adhérents. Cette proposition a été entérinée quelques semaines plus tard, par le conseil national du 17 janvier 1998, qui a adopté les nouveaux statuts du mouvement gaulliste. Alors qu'auparavant le président du RPR était désigné par les assises nationales, qui se réunissaient tous les trois ans, il est désormais élu, conformément à l'article 18 des nouveaux statuts, « pour trois ans, au suffrage direct, par tous les adhérents du Rassemblement ». »

Ces nouvelles modalités seront mises en œuvre pour la première fois les 12 et 13 décembre. Des bureaux de vote seront ouverts, dans chaque département, pour les quelque 85 000 adhérents à jour de cotisation pour 1998, ou ayant cotisé au moins une fois en 1996 ou en 1997. Une seule procuration est autorisée par personne.

« Quant au candidat du RPR en 2001, il ne sera pas autoprononcé, mais désigné par des instances dont, sous réserve de ma réélection, j'assurerai la présidence. Et je peux indiquer que le choix ne se fera pas sur le critère de la contribution la plus forte, entre temps, à la désunion et au désordre. Ce double rappel s'adresse à tous. »

« Vous vous étiez prononcé en faveur du mandat parlementaire unique. Êtes-vous prêt, aujourd'hui, à suivre le gouvernement, qui propose qu'un mandat parlementaire ne puisse être cumulé avec la direction d'un exécutif local ? »

« Ma position personnelle reste inchangée, mais, en tant que pré-

Edouard Balladur, premier ministre, avait fait une forte incursion dans le domaine de la politique étrangère, il s'était attiré une verte réplique de la part du président de la République d'alors, François Mitterrand. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où, par la force des choses, les territoires sont moins clairement délimités. »

« L'échec de la dissolution n'est-il pas lui-même à l'origine de l'affaiblissement de la fonction présidentielle ? »

« Sur la dissolution, j'ai fait part de mon opinion au président de la République, comme la Constitution m'en faisait, d'ailleurs, obligation [M. Séguin était, en 1997, pré-

« Que l'on s'achemine vers un second tour Chirac-Jospin n'a, je crois, échappé à personne. Je ne pense pas m'avancer beaucoup en risquant le pronostic. C'est, en tout cas, celui que font tous les Français »

sident du RPR, je m'en tiens à l'essentiel de la position défendue par le Sénat, à savoir un mandat parlementaire et une fonction exécutive. La position que propose le gouvernement est hypocrite. On ne va pas recommencer ce qui s'est passé avec les ministres-maires, qui sont devenus ministres-premiers adjoints. On se moque de la tête des gens. Si l'on peut cumuler, alors, cumulons clairement ! »

« Vous insistez souvent sur la nécessité de restaurer le crédit de la parole politique. La situation du président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, vous paraît-elle de nature à aggraver le discrédit de l'action et de la parole politiques ? »

« La décision n'appartient qu'à lui, et nul ne peut le contraindre. J'imagine d'ailleurs aisément le dilemme qu'il peut vivre : partir serait probablement un soulagement pour tout le monde, y compris pour lui ; mais partir peut aussi passer, aux yeux de certains, comme l'aveu d'une culpabilité qu'il conteste. En tant que mouvement politique, nous ne pouvons que déplorer une situation qui affaiblit un organisme, le Conseil constitutionnel, dont le bon fonctionnement est nécessaire à l'équilibre de nos institutions. »

« La cohabitation longue, dans laquelle nous sommes, vous paraît-elle de nature à altérer l'équilibre institutionnel de la V^e République ? »

« Actuellement, nous sommes en situation d'attente. Nous passons d'un régime mixte, à la fois présidentiel et parlementaire, à un système double avec, d'un côté, un régime parlementaire, qui fonctionne entre le gouvernement et l'Assemblée, et de l'autre, un pouvoir présidentiel qui se maintient. Je ne dirais pas que ces deux systèmes s'ignorent ; ils ont des rendez-vous, des synergies et des compromis ; mais ils ne fonctionnent pas conformément à ce qu'on souhaitait les constituants. »

« Je crois que si cela devait continuer pour une nouvelle législature, au-delà de celle qui s'est ouverte en juin 1997, le choix serait alors, pour simplifier, entre la reine d'Angleterre et le président Clinton... Régime parlementaire ou régime présidentiel. A ce moment-là, tout ce qui est proposé par certains en matière de réforme constitutionnelle devrait être sérieusement débattu. Mais nous ferons tout pour éviter cette situation. »

« Avez-vous le sentiment que Lionel Jospin empiète sur la fonction présidentielle ? »

« Il est peu de premiers ministres qui s'y soient autant employés que lui. Cela tient, bien sûr, à la longueur de la cohabitation. Lorsque

sident de l'Assemblée nationale). Mais j'ai toujours considéré qu'elle n'appartenait qu'à mon interlocuteur. Je le considère encore aujourd'hui. »

« Vous avez été le premier à dire, publiquement, que Jacques Chirac est "par définition", le candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle. Considérez-vous que Lionel Jospin se comporte d'ores et déjà comme le candidat de la gauche ? »

« Que l'on s'achemine vers un second tour Chirac-Jospin n'a, je crois, échappé à personne. Je ne pense pas m'avancer beaucoup en risquant le pronostic. C'est, en tout cas, celui que font tous les Français. »

« La politique étreinée du gouvernement est inspirée par deux faits. Le premier, c'est l'hétérogénéité de la majorité et la demande idéologique de chacune de ses composantes. Le second, c'est que M. Jospin est candidat. On dit qu'il règle magnifiquement les conflits sociaux. C'est vrai. Cela étant, comme il est candidat, il règle les conflits sociaux, mais il ne règle pas les problèmes qui sont à l'origine de ces conflits. Je pense à l'éducation, par exemple. »

« Il y a quelque temps, vous disiez que votre tâche était de préparer les élections législatives et non pas l'élection présidentielle. Avez-vous changé votre analyse sur ce point ? »

« Je me suis fixé trois objectifs : faire gagner les élections législatives à l'opposition une dans l'Alliance ; contribuer à la réélection de Jacques Chirac ; bâtir un rassemblement moderne et ouvert, qui assure la pérennité des idées gaullistes. »

« Contribuer à la réélection de M. Chirac incite à vous demander, en reprenant votre formule de 1988 à propos de François Mitterrand : "Un deuxième mandat pour quel faire ?" »

« Pour lui rendre les moyens politiques de mettre en œuvre les ambitions qu'il a développées en 1995. »

« Vous avez déclaré que la génération à laquelle vous appartenez doit faire fi de ses ambitions personnelles. Vous considérez-vous comme la génération sacrifiée de la droite ? »

« Cela dépend de ce que l'on entend par génération sacrifiée. On peut être utile à son pays sans exercer telle ou telle responsabilité. L'essentiel, c'est d'être utile, là où l'on est, et de faire avancer les choses. »

Propos recueillis par
Gérard Courtois,
Patrick Jarreau
et Pascale Robert-Diard

« Lorsque Edouard Balladur, premier ministre, avait fait une incursion dans le domaine de la politique étrangère, il s'était attiré une verte réplique de la part du président de la République d'alors, François Mitterrand »

universel doit avoir un enjeu. Celle-ci en aura un en tout état de cause : il doit être clair qu'à moins de 70 % de participation à cette élection, elle n'aurait, à mes yeux, ni sens, ni portée. A chacun, donc, d'en tirer les conséquences. »

« Pour ma part, je ferai campagne autour de trois thèmes : quel mouvement ? quelle stratégie ? quelle politique ? »

« Quel mouvement ? Je dirai ce qu'est pour moi une formation moderne, un rassemblement, et j'insisterai sur nos devoirs en termes de morale publique. Quelle stratégie ? Je rappellerai que nous devons soutenir le président de la République, approfondir nos valeurs, favoriser l'union. Pour quelle politique ? Je déclinerai ce que nous avons dit dans notre projet : le contexte de la mondialisation, celui de l'Europe que nous voulons. »

« Quel est, à vos yeux, le principal acquis de vos quinze mois de présidence du RPR ? »

« Je retire une certaine satisfaction du souvenir qu'au moment de mon élection, on se demandait si le RPR existerait encore quelques semaines plus tard et du constat qu'aujourd'hui, on lui reproche d'être hégémonique... Ce que je retiens de positif, c'est que, d'une part, nous avons passé, sans compromettre notre unité, une période extraordinairement difficile, pendant laquelle les obstacles n'ont pas manqué et que, d'autre part, nous avons engagé une mutation, à commencer par celle de l'organisation du mouvement. »

l'espère, de faire une liste d'union. » Resterait à définir ce à quoi s'engageront celles et ceux qui seraient élus sur une liste d'union. Je crois qu'on ne pose pas le vrai problème en s'interrogeant seulement sur leur rattachement administratif. Ce qui compte, c'est que treize pays européens sur quinze sont à direction socialiste ou ont un gouvernement à participation socialiste. Les socialistes des Quinze vont aborder les élections européennes dans un climat d'euphorie qu'expliquent leurs succès récents. Tout indique que, malgré leurs différences, ils vont coordonner leurs efforts au cours de la campagne électorale. Si rien ne se passe pour l'empêcher, ils risquent de contrôler le Parlement européen et, au-delà, de peser sur le choix du président de la Commission. »

« Il s'agit donc de savoir, aujourd'hui, si l'ensemble des forces politiques qui se situent, en Europe, entre les socialistes et leurs alliés, d'une part, et l'extrême droite, d'autre part, sont prêtes à coopérer, à bâtir un discours commun et à mener des campagnes qui soient à la fois parallèles et complémentaires, puis à constituer un groupe commun, qui conduirait une action commune. Je souhaiterais qu'on s'engage, au niveau européen, dans une démarche analogue à celle que nous avons lancée en France avec l'Alliance. »

« Les conditions que vous posez à la ratification du traité d'Amsterdam et à la révision

ÉTUVES

NOVEMBRE 98
Le n° : 60 F
144 pages
36 15 \$J ETUDES
(2,23 F/mo)

La droite décomposée.
René RÉMOND
La voie exigeante du bouddhisme
Dennis GIRA

ETUDES - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

La baisse des taux supérieurs de l'impôt sur le revenu ne stimulerait pas l'économie

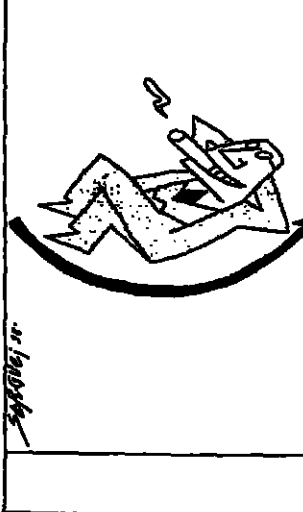
L'économiste Thomas Piketty présente une étude iconoclaste sur la « courbe de Laffer »

Auteur, voilà un an, d'une étude sur les charges sociales qui avait été à l'origine d'une longue controverse, l'économiste Thomas Piketty vient

de publier, sous l'égide de la direction de la prévision, un nouveau rapport, consacré, cette fois, à l'impôt sur le revenu. Présentant des statis-

tiques inédites, il conteste que la baisse des taux d'imposition pour les revenus les plus élevés ait une utilité économique.

Courbe de Laffer.



Courbe de Piketty.



ministère des finances. Les conclusions de cette enquête vont radicalement à l'opposé des priorités fiscales défendues par les experts fiscaux du RPR et de l'UDF.

Pour dresser son constat, l'économiste, qui a bénéficié de statistiques fiscales inédites, a cherché à mesurer les effets sur les revenus des contribuables les plus fortunés des grandes variations de l'impôt sur le revenu depuis vingt-cinq ans : la création de la tranche à 65 % et le plafonnement du quotient familial en 1981-1982, et l'abaissement des taux supérieurs en 1986-1987, puis les baisses de 1994 et 1996. Or ces modifications, à la hausse dans le premier cas, à la baisse dans le second cas, n'ont conduit « à aucune variation im-

portante des revenus concernés », note l'auteur, qui ajoute : « Les fluctuations observées s'expliquent principalement par le cycle économique et non par la fiscalité. »

Au terme de simulations complexes, le chercheur établit précisément que les « élasticités » du revenu imposable vis-à-vis des taux supérieurs d'imposition sont infimes, pour ne pas dire nulles : une hausse ou une baisse fiscale de 100 francs pour les tranches hautes du barème n'affecterait l'ensemble des revenus imposables des contribuables concernés que dans la proportion de 10 à 20 francs. Autrement dit, les statistiques fiscales françaises ne valideraient pas la thèse de Laffer, les plus hauts revenus étant presque insensibles aux fluctuations des taux d'imposition.

La France, rectifie M. Piketty, que la France soit encore « très loin » de la « courbe de Laffer », « du sommet de la "courbe de Laffer" ».

« Le fait que la baisse des taux marginaux du barème de 1993-1996 ait mécaniquement conduit à une baisse des recettes fiscales suggère assez clairement que le sommet de la courbe de Laffer n'a pas été atteint en France », explique-t-il.

Ce constat a une implication forte : les baisses de l'impôt sur le revenu coûtent excessivement cher aux finances publiques, pour un gain de stimulation de l'économie qui est dérisoire. M. Piketty cite ainsi un chiffre « trop peu

Le déficit de l'Unedic sera inférieur à 1 milliard de francs à la fin de 1998

Controverse autour du financement des 35 heures

LE NOUVEAU président de l'Unedic, Denis Gautier-Sauvagnac (MEDEF, ex-CNPF), a présenté, mercredi 4 novembre, les nouvelles prévisions de l'assurance-chômage. Manifestant « une extrême prudence », il a laissé entendre que l'équilibre financier du régime est fragile. L'Unedic prévoit un déficit de 940 millions de francs pour 1998, alors que, dans son évaluation précédente, voici quatre mois, elle évoquait un excédent de 707 millions de francs.

Pour 1999, le représentant patronal prévoit un excédent de 1,066 milliard de francs, dans l'hypothèse d'une croissance économique de 2,7 %. Les estimations pour l'année prochaine tiennent compte du coût de la prorogation de l'ARPE (prétraite contre embauche) évalué à 1,8 milliard de francs. M. Gautier-Sauvagnac a, toutefois, souligné qu'il fallait « relativiser » ces chiffres en raison de « l'extraordinaire sensibilité des comptes de l'Unedic à la variation de la conjoncture ». L'Unedic prévoit 330 000 créations nettes d'emplois en 1998 et une croissance « légèrement plus modérée » en 1999, avec 250 000 postes créés. Elle évalue la baisse du nombre de demandeurs d'emploi à 150 000 personnes en 1998, ainsi qu'en 1999. Si l'on intègre les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, la baisse du chômage « serait plus modérée » : elle ne serait que de 80 000 personnes en 1998 puis 90 000 en 1999.

Deux autres sujets de préoccupations ont été évoqués par M. Gautier-Sauvagnac, qui a marqué son refus de se plier aux souhaits du gouvernement. Le vice-

président délégué général de l'UIMM a indiqué qu'il n'était pas « envisageable » pour l'organisme paritaire de participer au financement du coût des allègements des charges patronales liées aux 35 heures, qui s'élèverait à environ 7,5 milliards de francs en 1999. Cette annonce est pour l'instant préventive. M. Gautier-Sauvagnac ayant reconnu « ne pas avoir reçu de demande officielle » du gouvernement sur ce sujet. « Notre rôle n'est pas de contribuer au financement de la dépense publique », a expliqué le responsable patronal, pour justifier sa position.

Le deuxième sujet d'inquiétude concerne le projet de Martine Aubry de taxer plus fortement les entreprises qui licencient des salariés de plus de cinquante ans. La ministre de l'emploi et de la solidarité entend renforcer le montant de la pénalité qu'une entreprise doit verser à l'Unedic, au terme d'un amendement que le Parlement avait voté, sur proposition du député Jean-Pierre Delalande (RPR, Val-d'Oise). « Nous serions extrêmement défavorables à la transformation de l'Unedic en percepsur », a indiqué le nouveau président du régime paritaire. « Il ne serait pas très normal que nous servions de boîte aux lettres à l'Etat pour percevoir une pénalité sur les entreprises », a-t-il ajouté. M. Delalande s'est toutefois refusé à critiquer le principe même de la disposition, estimant qu'il n'appartient pas à l'Unedic, « en tant qu'organisme paritaire, de prendre une position sur une mesure de ce genre qui relève de la politique générale de la nation ».

Alain Beuve-Méry

institutionnel entre le président de la République et le premier ministre, d'autant, observe M. Séguin, que Lionel Jospin « empiète » sur le domaine réservé de M. Chirac.

at à l'Elysée

Edouard Balladur, premier ministre, avait fait une forte incursion dans le domaine de la politique étrangère, il s'était attiré une vaine réplique de la part du président de la République d'alors, François Mitterrand. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où, par la force des choses, les tentatives sont moins clairement délimitées.

« L'échec de la dissolution n'est-il pas lui-même à l'origine de l'affaiblissement de la fonction présidentielle ? »

« Sur la dissolution, j'ai fait part de mon opinion au président de la République, comme la Constitution m'en faisait obligation (M. Séguin était, en fait, le

remine vers un second tour a, je crois, bonne. Je ne pense pas coup en risquant est, en tout cas, tous les Français »

« Vous avez été le premier à dire, publiquement, que Jacques Chirac est "par définition" le candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle. Considérez-vous que Lionel Jospin se comporte d'ores et déjà comme le candidat de la gauche ? »

« Que l'on considère ou non, c'est une question de perception. Je pense que la gauche a une certaine responsabilité dans le comportement de M. Jospin. »

« La présidence de la République est-elle devenue un enjeu électoral ? »

« C'est une question de perception. Je pense que la gauche a une certaine responsabilité dans le comportement de M. Jospin. »

« Il y a quelque temps, vous disiez que votre tâche était de préparer les élections présidentielles. Avez-vous changé votre analyse sur ce point ? »

« Je pense que la tâche du premier ministre est de préparer les élections présidentielles. »

« Vous avez déclaré que la gauche avait une certaine responsabilité dans le comportement de M. Jospin. Avez-vous changé votre analyse sur ce point ? »

« Je pense que la tâche du premier ministre est de préparer les élections présidentielles. »

« Vous avez déclaré que la gauche avait une certaine responsabilité dans le comportement de M. Jospin. Avez-vous changé votre analyse sur ce point ? »

« Je pense que la tâche du premier ministre est de préparer les élections présidentielles. »

« Vous avez déclaré que la gauche avait une certaine responsabilité dans le comportement de M. Jospin. Avez-vous changé votre analyse sur ce point ? »

« Je pense que la tâche du premier ministre est de préparer les élections présidentielles. »

« Vous avez déclaré que la gauche avait une certaine responsabilité dans le comportement de M. Jospin. Avez-vous changé votre analyse sur ce point ? »

« Je pense que la tâche du premier ministre est de préparer les élections présidentielles. »

« Vous avez déclaré que la gauche avait une certaine responsabilité dans le comportement de M. Jospin. Avez-vous changé votre analyse sur ce point ? »

« Je pense que la tâche du premier ministre est de préparer les élections présidentielles. »

Remise en cause de quelques idées reçues

Le Conseil d'analyse économique, installé auprès du premier ministre, vient de publier une étude, réalisée par l'économiste François Bourguignon, qui égratigne quelques idées reçues. Elle souligne que les prélèvements obligatoires ne sont qu'en apparence plus forts en France (45 % du PIB) qu'à l'étranger (30 % aux Etats-Unis), car dans un cas les prélèvements maladie ou retraite sont obligatoires et donc pris en compte, et dans le second ils ne le sont pas. Hors ces prélèvements, les taux sont très voisins : à peine au-dessus de 20 %.

Le rapport met en évidence que les sommes redistribuées des 50 % des ménages les plus riches vers les 50 % les plus pauvres représentent 5 % du revenu total des ménages en France, contre 6 % au Royaume-Uni ou 7 % en Allemagne. L'étude établit, enfin, que le système de prélèvements désavantage relativement plus les bas revenus que les hauts. Elle recommande une réforme s'inspirant du système de l'impôt négatif.

Le régime de retraite complémentaire des salariés renoue avec les excédents malgré la dette de l'Etat

APRÈS quatre années de déficits (1992-1996), le régime de retraites complémentaires des salariés du secteur privé (Arcco) a renoué avec les excédents en 1997 (1,6 milliard de francs), et ses dirigeants prévoient un solde positif de 5,9 milliards en 1998 (pour 138,6 milliards de francs de charges). Cette nette amélioration de la situation financière du plus important régime complémentaire (17 millions de cotisants et 9 millions de retraités) intervient au moment où les 90 institutions fédérées par l'Arcco depuis 1961 s'apprennent à former, au 1^{er} janvier 1999, un régime unique, comme il en existe un depuis 1947 pour les cadres (Agirc).

En 1996, le déficit technique (ressources/charges) avait atteint 4 milliards de francs, et il avait fallu les 3,3 milliards de francs de produits financiers générés par les réserves de l'Arcco pour le limiter à 0,7 milliard. En 1997, le solde technique a été excédentaire de 300 millions, auxquels se sont ajoutés 2,9 milliards de produits financiers. Après le provisionnement de 1,6 milliard de francs au titre de la solidarité envers le régime des cadres, l'excédent final a atteint 1,6 milliard. Tout en restant prudents, les gestionnaires de l'Arcco prévoient un solde positif de 5,9 milliards de francs, produits financiers inclus.

Ce redressement a un coût, supporté par les entreprises, les salariés et les retraités : deux accords

patronat-syndicats (1993, 1996) ont prévu une hausse progressive du taux de cotisation minimal obligatoire de 4 % en 1996 à 6 % en 2000, une revalorisation très modérée des pensions et un plan de rigueur portant à la fois sur la gestion (informatique, personnel) et l'action sociale (maisons de retraite, aides aux retraités en difficulté, etc.).

« Nous ne faisons ni de catastrophisme ni de triomphalisme, a résumé Georges Bouverot, président (Medef, ex-CNPF) de l'Arcco, en présentant ces résultats. Nous restons vigilants et rigoureux. »

SOLDE POSITIF JUSQU'EN 2010

A un horizon de quinze ans, la situation de l'Arcco n'a rien de dramatique. En attendant les nouvelles projections du Commissariat général du Plan, réalisées dans le cadre de la mission de concertation sur l'avenir des retraites que lui a confiée le premier ministre, les experts estiment que l'Arcco devrait être excédentaire jusqu'en 2010. Dans son rapport sur *Les Perspectives à long terme des retraites* (La Documentation française, 1995), Raoul Briet rappelait les deux facteurs expliquant cette bonne santé relative - de l'Arcco d'ici à 2015 : la hausse programmée des cotisations et le fait qu'elle ne liquide les pensions à taux plein qu'à soixante-cinq ans, le surcoût de la retraite à soixante ans pour ces régimes étant assuré par une structure spécifique, créée en 1983.

Jean-Michel Bezat

L'Inde vous emporte loin de votre quotidien, mais vous vous y sentez comme chez vous. Vous aurez le choix des plus belles réserves naturelles du monde, tel le Kanha National Park situé dans une région immortalisée par Kipling. Et quand l'appétit se manifestera, il sera tout juste le moment de rejoindre votre confortable hôtel, où vous attendra un délicieux thé. Une manière raffinée, mais non moins civilisée, de se relaxer.

Veuillez s.v.p. me faire parvenir une documentation complète.

Nom : _____

Adresse : _____

Office National Indien de Tourisme
13, Boulevard Haussmann, 75009 Paris
Tél. 01 45 23 30 45 • Fax 01 45 23 33 45
Minitel 3615 INDE

E-mail : info.fr@india-tourism.com
http://www.india-tourism.com/fr

India

UN ACCUEIL TOUJOURS RENOUVELÉ

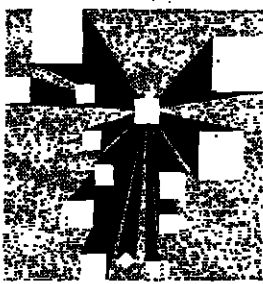
Installez-vous dans la technopole des télécommunications et du multimédia...
Transpac, le Minitel, Numéris, le DAB, la télévision numérique, l'ATM, la télémedecine, la téléphonie mobile... les technologies du futur naissent et se développent à Rennes.

INTEROP
stand L71

<http://www.rennes-atalante.fr>

Rennes Atalante

Technopole de Rennes District - Rennes Atalante - 11, rue du Clos Courteil - 35700 Rennes - Tél. 02 99 12 73 73



La révolte des producteurs de porcs divise la Bretagne et la profession

Une journée nationale d'action est prévue vendredi 6 novembre

Après une série d'opérations « coup de poing » menées par les producteurs de porcs pour protester contre la chute des cours, la Fédération nationale porcine appelle

à une journée nationale d'action, vendredi 6 novembre. Des manifestations sont prévues à Rennes, Lyon, Montauban et Bailleul (Lire aussi notre éditorial page 14).

RENNES
de nos correspondantes régionales
Rennes attend avec inquiétude la manifestation des éleveurs de porcs, vendredi 6 novembre. A Landerneau, dans le Finistère, les 76 salariés de Galvopel s'apprêtent cependant à célébrer l'événement en dégustant un cochon grillé. Ils se sont engagés à en manger trois fois par semaine. Ainsi en a décidé Graham Holden, le patron de cette entreprise qui équipe des élevages de porcs et dont les commandes ont chuté de moitié depuis l'été. Mais, hormis certains responsables politiques, la Bretagne n'a guère envie de faire preuve d'indulgence envers ses éleveurs qui fournissent 60 % de la production nationale.

Lundi 2 novembre, quatre jours après la mise à sac par des milliers d'une partie de l'hôtel de ville de Brest, les employés de la mairie refusaient tout net de manger la moindre côtelette à la cantine. Le 20 octobre, ce sont 300 agents des impôts finistériens qui manifestèrent pour dénoncer les destructions commises à la perception de Châteaulin et l'« impunité » dont bénéficieraient les éleveurs. Depuis des semaines, le kilo de viande stagne largement en dessous de ses coûts de revient, à un niveau jamais atteint lors des crises précédentes.

Du coup, les opérations commandos se sont multipliées contre des grandes surfaces, une entreprise de salaison, la permanence d'un padmulaire, etc. Ces comportements de « casseurs » passent mal auprès d'une population qui souffre déjà des problèmes d'environnement dus aux excès de l'agriculture intensive. D'autant que, pendant cette période où il n'est question que de surproduction, des riverains continuent à se battre contre l'installation de porcheries géantes dans de nombreuses communes de l'Ouest.

La crise actuelle exacerbe en

outre les divisions internes à la profession. Lundi 2 novembre, des membres de la Confédération paysanne sont allés dresser un mur à l'entrée du Marché du porc breton à Plérin, dans les Côtes-d'Armor. « Nous, nous ne cassons pas : nous bâtissons à visage découvert », ont-ils lancé. S'en prendre à une structure qui symbolise, selon eux, le libéralisme responsable des sous-payements récurrents revient à une déclaration de guerre. Jean-Pierre Joly, directeur de l'établissement, l'entend bien ainsi et dénonce « le cirque de ce genre d'éleveurs ». Quant au vandalisme à Brest et ailleurs, il le relativise : « Il y a des professions qui cassent moins, mais où les grèves coûtent plus cher, comme la fonction publique ».

Diminuer le cheptel

« Il existe des concepts un peu différents au sein de la profession », reconnaît Jean Salmon, président de la chambre régionale d'agriculture de Bretagne, résumant par cet euphémisme l'opposition radicale des points de vue pour sortir d'un marasme qui s'annonce long. Que certains martèlent que la solution ne peut être qu'euro-péenne énerve Yves Olivier, de la Confédération paysanne. « Pour être crédibles, nous devons, en Bretagne, commencer par dire quel pourcentage de réduction de la production nous sommes prêts à assumer. Et c'est à ceux qui ont le plus de porcs de faire le plus d'efforts ». A part les ultras, chacun admet désormais la nécessité de diminuer le cheptel. Mais si la Confédération paysanne plaide pour l'abattage de truies, les proches de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) se contenteraient de sacrifier des porcelets.

« Jusqu'à présent, notre agriculture était à l'abri de la mondialisation, c'est fini, analyse Anne-Marie Croisais, une des responsables de la

FRSEA. Avec les nouvelles orientations de la politique agricole commune, les technocrates européens ont enfoncé un coin libéral dans notre activité. Désormais, le cours du porc est lié à celui du yen, à l'économie russe... » Elle espère que la manifestation de vendredi sera « digne ». La Confédération paysanne a décidé de ne pas y participer.

Dans ce climat survolté, les professionnels de la filière - abatteurs, transformateurs et distributeurs - jouent la prudence. Ils ne manquent pas une occasion d'affirmer leur solidarité avec les éleveurs, et se défendent de vouloir profiter de la chute des cours. « Les grandes surfaces jouent le jeu, affirme Hervé Aubé, directeur de l'usine d'abattage et de transformation Kermennec, une filiale du groupe Leclerc. Nous adaptons nos prix de vente aux montants des achats, et nous vendons plus ». Philippe Solignac, directeur du supermarché Continent de Vannes, pillé par les « cochonniers » comme les appellent les Bretons, ne veut pas se montrer rancunier : « Nous faisons tout ce que nous pouvons pour soutenir le marché. Nous ne vendons que de la viande bretonne, et nous multiplions les promotions ».

Habituels aux crises à répétition, faisant preuve d'une certaine sérénité, certains acteurs de la filière porcine s'inquiètent tout de même des conséquences à venir de la plongée vertigineuse des cours. « Nous ne serons pas épargnés », prévient Bernard Marchand, président de l'Union bretonne des abatteurs de porcs (UBAP). Si la production baisse, nos outils ne seront plus adaptés : nous en subirons les conséquences financières et l'emploi en pâtira ».

Gaëlle Dupont
et Martine Valo

L'Assemblée veut enquêter sur les mutuelles étudiantes

IL Y AURA BIEN une commission d'enquête mais... pas tout à fait sur le sujet voulu par la droite. En réclamant, en juillet, une commission d'enquête parlementaire sur la MNEF, le député et porte-parole de Démocratie libérale, Claude Goasguen, pensait d'abord gêner le gouvernement, puisque certains membres du Parti socialiste sont cités par la presse dans les affaires qui touchent la mutuelle étudiante. Lionel Jospin, qui ne veut pas écorner son image d'honnêteté, avait fixé la ligne : le gouvernement ne doit pas donner l'impression qu'il couvre des affaires. Pas question, donc, de refuser la création d'une commission d'enquête.

Mais les socialistes se sont montrés plus subtils. Plutôt que de centrer la commission d'enquête sur la seule MNEF, le rapporteur de la commission des affaires sociales, Alfred Recours (PS), a proposé, jeudi 5 novembre, d'en élargir le sujet à « la Sécurité sociale et la mutualité étudiante ». De quoi ainsi renvoyer la droite à ses propres difficultés. Car en s'interrogeant sur l'ensemble des mutuelles étudiantes, les députés enquêteurs pourront s'intéresser à des mutuelles régionales dont certaines sont liées à l'opposition. Mieux, l'ouverture d'une procédure judiciaire sur la MNEF pourrait écarter du champ d'investigation des députés, une partie du dossier concernant la plus grosse des mutuelles étudiantes...

L'ordonnance du 17 novembre 1958 dispose, en effet, qu'il ne peut être créé de commission sur des faits ayant donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps qu'elles sont en cours. Toute personne pourrait ainsi se prévaloir de l'existence d'une information judiciaire pour refuser d'être auditionnée par la commission sur la MNEF. « C'est aussi pour cela que nous étendons le sujet de la commission aux autres mutuelles », fait valoir M. Recours.

Candidature

La ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, consultée comme c'est la règle, a rappelé, dès le 2 septembre, l'existence de cette procédure, tout en laissant « à l'appréciation de l'Assemblée » la liberté de créer sa commission.

Enfin, ne souhaitant pas « faire de cadeau » à l'opposition, la gauche a refusé de nommer Yves Nicolin (DL) comme président ou rapporteur de la commission d'enquête. Ce sont donc à des élus de la majorité qui reviendront ces postes déterminants. La commission des affaires sociales a toutefois écarté la candidature du député radical de gauche Alain Tourret. Ce dernier est, en effet, l'avocat de Jean-Marie Le Guen, député (PS) de Paris et ancien salarié de la MNEF.

Raphaëlle Bacqué

La MNEF évite la mise sous tutelle

LA MUTUELLE nationale des étudiants de France (MNEF) ne sera pas placée sous la tutelle d'un administrateur provisoire. A l'issue d'une procédure contradictoire, la commission de contrôle des mutuelles et des institutions de prévoyance a estimé, lundi 2 novembre, que cette nomination n'était pas nécessaire. Au regard du code de la mutualité, elle a considéré que les « irrégularités » relevées au cours de diverses enquêtes ne justifiaient pas cette procédure exceptionnelle.

Les membres de cette commission indépendante, présidée par le conseiller d'Etat, Jean Fourré, disposaient des éléments du prérapport de la Cour des comptes sur la gestion de la mutuelle et, notamment, de la note transmise au parquet à l'origine de l'ouverture d'une information judiciaire et d'une enquête préalable confiée à la brigade financière de la police judiciaire de Paris. Pour sa part, le

commissaire du gouvernement, représentant le ministère de l'emploi et de la solidarité, avait plaidé en faveur de la désignation d'un administrateur provisoire. Cette solution avait été jugée inévitable par le gouvernement pour tenter d'apaiser le climat de suspicion provoqué par les « affaires » autour de la mutuelle et de ses filiales.

Les dirigeants de la MNEF (sa présidente, Marie-Dominique Linnale, son ex-directeur général, Olivier Spithakis, et son remplaçant intérimaire, Jules Delphy) ont avancé la nécessité de procéder au renouvellement d'une équipe dirigeante plus représentative des étudiants et de leurs organisations. Ils ont aussi évoqué l'hypothèse d'éventuels recours devant le Conseil d'Etat dont l'effet aurait sérieusement retardé la mise en œuvre d'un plan de sauvetage de la mutuelle confrontée à une perte d'environ 5 % à 7 % de ses affiliés.

La commission semblait pencher, lors de sa réunion du 29 octobre, en faveur d'un administrateur provisoire. Dans l'attente de la notification officielle, son revirement n'a pas été motivé. Dans un communiqué, le bureau national de la MNEF s'est aussitôt réjoui de cette décision « prise par des magistrats indépendants qui ont su se garder de toute pression politique et médiatique et analyser les faits en toute sérénité ». De son côté, le syndicat UNEF-ID considère que « plus rien ne s'oppose désormais à la convocation rapide d'élections ». Pour cela, il ne reste plus qu'à attendre la ratification des changements de statuts de la MNEF par Martine Aubry. Il y a quelques jours, elle avait estimé nécessaire de se donner un délai de réflexion supplémentaire de trois mois. Ce sursis ne semble plus s'imposer.

Michel Delberghe

Les députés PS préconisent un contrôle mesuré du Parlement sur la politique européenne

M. Nallet a présenté ses propositions

LE PRÉSIDENT de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, Henri Nallet (PS, Yonne), n'entend pas gêner le gouvernement, qui préconise un renforcement limité du contrôle du Parlement sur la politique européenne. A l'occasion de la réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam (Le Monde du 31 octobre), il a donc présenté, mercredi 4 novembre, des propositions qui sont beaucoup plus modestes que celles de son homologue du Sénat, Michel Barnier (RPR, Savoie), et dont il a souligné qu'elles devraient « avoir l'aval du gouvernement ». Il s'agit de propositions du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et non de celles de la délégation.

Le groupe socialiste suggère de s'en tenir à une modification de l'article 88-4 de la Constitution ; celui-ci stipule que le gouvernement soumet au Parlement les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative. Le groupe socialiste demande que le Parlement ait la possibilité de voter des résolutions sur les documents dits « consultatifs » de la Commission, ainsi que sur ceux qui concernent les deuxième et troisième « piliers » créés par le traité de Maastricht (politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que coopération en matière de justice et d'affaires intérieures). Il s'agit là du plus petit dénominateur commun avec les propositions de M. Barnier.

M. Nallet a, en effet, expliqué que « le groupe socialiste ne souhaite pas, à l'occasion d'une révision de circonstance, modifier les grands équilibres de la Constitution de 1958 », tels qu'ils sont notamment énoncés par l'article 52, selon lequel le président de la Répu-

blique négocie et ratifie les traités. M. Nallet estime que la demande, faite par M. Barnier, de soumettre à l'aval du Parlement l'accord éventuel de la France, rendu possible par le traité d'Amsterdam, sur le passage dans cinq ans à la majorité qualifiée pour les décisions relatives à l'Asile, à l'entrée et au séjour des étrangers sur le territoire de l'Union européenne, serait contraire à cet article de la Constitution.

RIDEAU DE FUMÉE

« L'exécutif, chargé de mener les négociations internationales, ne peut être lié par une injonction du législatif », estime M. Nallet. « De plus, le Conseil constitutionnel nous demande de l'autoriser à effectuer ce transfert dès aujourd'hui : on n'a pas à y revenir dans cinq ans », précise-t-il. M. Nallet suggère que, « pour satisfaire le RPR », le gouvernement prenne l'engagement politique de consulter le Parlement, pour avis. Charles Pasqua devrait difficilement s'en satisfaire, puisque, dans un communiqué en date du 4 novembre, il qualifie de « rideau de fumée destiné à masquer le renoncement à défendre la souveraineté de la France » la stratégie de M. Barnier, qui consiste à présenter des amendements au projet de révision constitutionnelle.

Le groupe socialiste estime que les parlementaires n'ont pas à voter des résolutions sur les traités européens. M. Nallet a toutefois précisé qu'il se « battra » pour que le gouvernement ajoute au projet de loi de ratification du traité un article précisant que la France demande une réforme institutionnelle préalable à tout élargissement de l'Union.

Rafaële Rivaux

Les députés règlent leurs comptes à propos du PACS

LES DÉPUTÉS de la majorité et de l'opposition se renvoient la responsabilité des incidents survenus au Palais-Bourbon, dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 novembre, lors du débat sur le Pacte civil de solidarité (Le Monde du 5 novembre). La gauche accuse Arthur Paeht (UDF, Var), qui était au percutoir, d'avoir présidé de façon « partisane » ; la droite reproche à la majorité d'avoir exercé des « pressions physiques » contre M. Paeht et de l'avoir insulté. Cette affaire sera examinée le 10 novembre lors d'une réunion du bureau de l'Assemblée nationale, sous la présidence de Laurent Fabius. Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire), la seule élue de l'opposition RPR-UDF-DL à soutenir publiquement le PACS, assume le fait que cet engagement risque de lui coûter son mandat : « Il y a tellement de raisons d'être honteux, j'aime autant que ce soit pour mes idées », déclare-t-elle à L'Événement du jeudi (daté du 5 au 11 novembre).

DÉPÊCHES

■ **CONJONCTURE** : le moral des ménages est resté presque inchangé en octobre, selon l'enquête publiée, jeudi 5 novembre, par l'Insee. L'indicateur résumé « de l'institut, qui présente le solde des opinions optimistes et pessimistes des ménages sur leur situation économique, s'est établi à -10 points, après -9 points en septembre. En début d'année, le solde était de -23 points.

■ **FO** : Marc Blondel, secrétaire général de FO, sera candidat à sa succession, lors du 19^e congrès confédéral en mars 2000, à Marseille. Cinq députés sont prévus au sein de l'équipe confédérale : André Roulet, trésorier, Claude Jenet, secrétaire confédéral chargé de l'organisation, Jacques Pè, René Calliat et Benoît Jayez.

■ **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** : l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 4 novembre, le budget de l'aménagement du territoire dont les crédits (1,8 milliard de francs) sont identiques à ceux de 1998. Dominique Voynet, ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, a justifié ce « budget de consolidation » par la sous-consommation des crédits de la Datar et des fonds gérés par son ministère. Elle a envisagé une réforme de certains de ces outils financiers pour les rendre plus efficaces. Mme Voynet a rappelé que « 1999 serait une grande année de réformes » pour l'aménagement du territoire.

■ **JUSTICE** : le Sénat a adopté en première lecture à l'unanimité, en le modifiant légèrement, mercredi 4 novembre, le projet de loi sur l'accès au droit et la résolution amiable des conflits, voté par les députés le 29 juin.



Le communiqué de presse du jour, avant le bouclage des quotidiens.

Suivre la filière

<http://www.natexis.com>

21^{ÈME} JOUR

10 000 m

11

11

11

11

11

11

الجزيرة

Les PS préconisent
mesuré du Parlement
tique européenne
ésenté ses propositions

bligue négocie et ratifie les
traités. M. Nallet estime que la
demande, faite par M. Barnier, de
soumettre à l'aval du Parlement
l'accord éventuel de la France,
rendu possible par le traité
d'Amsterdam, sur le passage dans
cinq ans à la majorité qualifiée
pour les décisions relatives à
l'asile, à l'entrée et au séjour des
étrangers sur le territoire de
l'Union européenne, serait
contraire à cet article de la
Constitution.

« RIDEAU DE FUMÉE »
« L'exécutif chargé de mener les
négociations internationales, ne
peut être lié par une injonction du
législatif », estime M. Nallet. « De
plus, le Conseil constitutionnel nous
demande de l'autoriser à effectuer
ce transfert dès aujourd'hui : on
ne peut pas le reporter dans cinq ans »,
précise-t-il. M. Nallet suggère
que « pour satisfaire le RPR », le
gouvernement prenne l'engage-
ment politique de consulter le
Parlement, pour avis. Charles Pas-
qua devrait difficilement s'en sa-
tisfaire, puisque, dans un commu-
iqué en date du 4 novembre, il
qualifie de « rideau de fumée » la
demande de l'Assemblée nationale
de « modifier la Constitution » à
l'occasion de la ratification de la
France « la stratégie de M. Sar-
nuer, qui consiste à présenter des
amendements au projet de révi-
sion constitutionnelle ».

Rafaelle Rivals

ent leurs comptes

et de l'appareil de mesure de la pollution
dans les zones urbaines, dans le cadre du
plan de lutte contre la pollution de l'air
de l'Union européenne (LPPUE) de 1992.
« L'objectif est de réduire de 10 % les
émissions de polluants atmosphériques
dans les zones urbaines d'ici 2000 »,
précise M. Nallet. « Le gouvernement
a donc pris l'engagement de consulter
le Parlement pour avis sur les
amendements à la Constitution qui
seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

Les amendements à la Constitution
seront soumis au Parlement en
octobre 1999. Le gouvernement
a donc pris l'engagement de consulter
le Parlement pour avis sur les
amendements à la Constitution qui
seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

Le Parlement a donc pris l'engagement
de consulter le Parlement pour avis
sur les amendements à la Constitution
qui seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

Le Parlement a donc pris l'engagement
de consulter le Parlement pour avis
sur les amendements à la Constitution
qui seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

Le Parlement a donc pris l'engagement
de consulter le Parlement pour avis
sur les amendements à la Constitution
qui seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

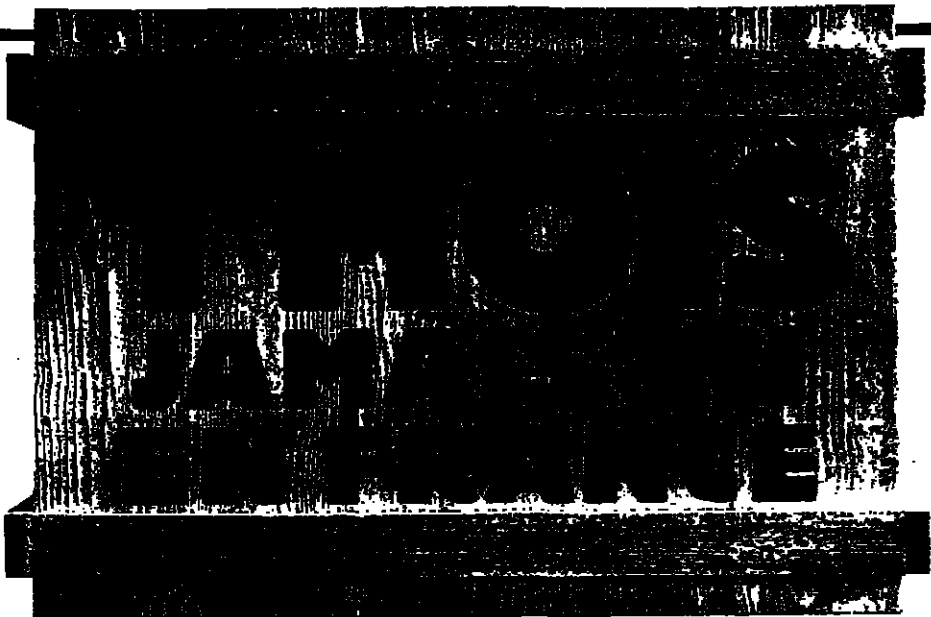
Le Parlement a donc pris l'engagement
de consulter le Parlement pour avis
sur les amendements à la Constitution
qui seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

Le Parlement a donc pris l'engagement
de consulter le Parlement pour avis
sur les amendements à la Constitution
qui seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

Le Parlement a donc pris l'engagement
de consulter le Parlement pour avis
sur les amendements à la Constitution
qui seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

Le Parlement a donc pris l'engagement
de consulter le Parlement pour avis
sur les amendements à la Constitution
qui seront nécessaires pour la mise en
œuvre de la LPPUE ».

21^{EME} JOUR



Adresses,
plan d'accès et
services des magasins :
tapez 3615 Carrefour
(1,29 F la minute)

Vendredi 6 novembre,

Carrefour met en vente

10 000 magnétoscopes 4 têtes Hi-Fi. Stéréo Nicam.

Et pas un de plus.

1190^F

BLUEsky VR 6
Recherche et mémorisation
automatiques des 99 canaux,
prises audio-vidéo en façade.
Garantie 2 ans.



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
demain,
ou peut-être même
après-demain.
On ne sait pas...

35
ANS

Avec Carrefour
je positive!



ET DEMAIN ?...

STATISTIQUES Une violente controverse sur l'utilisation des critères ethniques agite l'Institut national d'études démographiques. ● LE DÉMOGRAPHE HERVÉ LE BRAS

reproche à sa collègue Michèle Tribalat d'avoir utilisé de tels critères dans ses études sur l'immigration en se fondant sur la langue maternelle et le lieu de naissance des individus

et de leurs parents. Il y voit « un moyen d'expression du racisme ». ● MICHÈLE TRIBALAT lui rétorque que le seul critère de la nationalité ne permet pas d'analyser les phéno-

mènes de discrimination puisque de nombreux Français – notamment les béurs – continuent à être considérés comme des étrangers. ● POUR LE DIRECTEUR SORTANT de l'INED, Pa-

trick Festy, « classer n'est pas hiérarchiser ». ● AUX ÉTATS-UNIS, l'utilisation du critère racial dans les statistiques officielles ne suscite pas de polémiques.

Une virulente polémique sur les données « ethniques » divise les démographes

Hervé Le Bras accuse l'Institut national d'études démographiques de faire le jeu du Front national en mentionnant dans ses études les origines raciales. Michèle Tribalat réplique que seules des données de ce type permettent de lutter efficacement contre les discriminations

RAREMENT controverse entre démographes a pris une telle ampleur. Pamphlets, droits de réponse, lettres anonymes, procès en diffamation : déjà suspecté du fait de ses liens historiques avec la Fondation française pour l'étude des problèmes humains instituée par Vichy en 1941 et dirigée par le médecin eugéniste Alexis Carrel, l'Institut national d'études démographiques (INED) se voit aujourd'hui accusé de servir de facto les desseins du Front national. La démographie française serait « en passe de devenir (...) un moyen d'expression du racisme », estime le démographe Hervé Le Bras.

Les propos de ce membre éminent de l'institution visent directement Michèle Tribalat, l'une des plus grandes spécialistes des statistiques de l'immigration. Au début des années 90, cette démographe a brisé le « tabou français » qui limitait les critères d'analyse de ce phénomène à la seule nationalité. Après avoir en 1991 travaillé sur l'apport de l'immigration à la population française, elle a, en 1995, étudié l'intégration en utilisant deux critères :

celui de l'« appartenance ethnique », défini à partir de la langue maternelle des enquêtés et de leurs parents, et celui de l'« origine ethnique », fondée sur le lieu de naissance des individus et de leurs parents.

Pour Hervé Le Bras, qui dirige le laboratoire de démographie historique à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), Michèle Tribalat aurait, ce faisant, remis en question le modèle républicain qui considère la nationalité comme l'unique critère acceptable. Cette démarche irait, selon lui, au-delà des préjugés raciaux et porterait en germe le risque d'une dérive xénophobe. Elle aboutirait à la dénaturalisation – au moins théorique – de Français dont les origines ne devraient pas, pour lui, faire l'objet d'études au niveau national.

« FRANÇAIS DE SOUCHE » Hervé Le Bras décèle même une alliance objective entre les démographes et les « scientifiques » qui gravitent autour du parti de Jean-Marie Le Pen.

Pour lui, s'interroger, comme le faisait Michèle Tribalat en 1991, sur les stratifications de la population française en fonction des vagues migratoires, conduit, par défaut, à utiliser la catégorie des « Français de souche ». Hervé Le Bras se dit « révolté » par cette expression qui flatte, selon lui, le « vieux fond ethnique » de la droite. « Du Français de souche, on glisse insensiblement vers l'indo-Européen », cher à l'extrême droite paléenne, affirme-t-il.

Enfin, Hervé Le Bras accuse M. Tribalat de pratiquer une « ethnologie de pacotille » en analysant les difficultés de parcours d'intégration des immigrés en fonction de leurs origines. Pis, elle réserverait aux étrangers une division ethnique contestable d'un point de vue anthropologique, tandis que la variable nationale suffirait lorsqu'il s'agirait de décrire les Européens. « L'INED décèle, écrit-il, du Kurde sous le Turc, du Kabyle sous l'Algérien et du Berbère sous le Marocain », faisant fi des frontières nationales.

Michèle Tribalat lui rétorque que le seul critère de la nationalité ne permet pas d'analyser les phénomènes de discrimination et de racisme puisque de nombreux Français, comme les béurs, restent, malgré leur carte d'iden-



tité, considérés comme des étrangers par une large partie de l'opinion. Dans un ouvrage co-signé avec Pierre-André Taguieff, elle défend ainsi l'« utilité » de cette catégorie et assure qu'il s'agit d'une question de vocabulaire, et

non d'idéologie. « Les Belges parlent bien de « Belges belges », dit-elle. C'est un problème de dénomination. La seule question est de savoir si cette catégorie est utile. Je dis oui, s'il s'agit de montrer que la France est riche de l'apport des

immigrés. » La chercheuse souligne que l'enquête sur l'intégration de 1995 incriminée par Hervé Le Bras avait été menée et cofinancée par l'Insee ainsi que par plusieurs ministères et que les catégories utilisées avaient reçu l'aval de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

CRAINTE DE NOYAUTAGE

« Mon enquête, ajoute-t-elle, n'est pas fondée sur des variables ethniques mais sur un échantillon de personnes toutes issues de l'immigration. Elle a montré que l'intégration n'était pas bloquée comme certains le prétendent. Il n'y a rien de dramatique à se demander combien il y a de Kabyles en France. En démontrant qu'il s'agit d'un groupe minoritaire parmi les Algériens, l'enquête a permis de démythifier l'idée reçue qui opposait l'assimilation des Kabyles à la piètre intégration des Algériens. »

Hervé Le Bras justifie sa véhémence en invoquant la crainte d'une entreprise de noyautage de la démographie par des chercheurs proches du Front national ou d'une droite nataliste très pes-

simiste au sujet de l'intégration des musulmans. Il met ainsi en avant le nom de Jacques Dupâquier, le vice-président du conseil scientifique de l'INED, souvent cité par *National Hebdo* et *Krisis*, la revue d'Alain de Benoist, l'un des fondateurs de la Nouvelle Droite, mais surtout celui de Philippe Bourcier de Carbon, chercheur à l'INED et membre du comité scientifique du Front national. Hervé Le Bras n'hésite pas à y amalgamer pour les besoins de sa cause des personnalités de la droite classique : Jean-Claude Chesnais, directeur de recherches à l'INED ; Jean-Claude Barreau, président sortant de l'INED et ancien conseiller de Charles Pasqua ; et Jean-Claude Casanova, président du conseil scientifique de l'INED, proche de Raymond Barre, et directeur de la revue *Commentaire* fondée par Raymond Aron.

« J'AI ÉTÉ PIÉGÉE »

Pour Hervé Le Bras, la présence de Michèle Tribalat à un colloque organisé en octobre 1997 à l'Académie des sciences morales et politiques sous la direction de M. Dupâquier, conforte ces soupçons. N'y voyait-on pas Philippe Bourcier de Carbon mais aussi Pierre Bernard, le maire de Montfermeil condamné à plusieurs reprises pour discrimination raciale, Henri de Lesquin, président du club de l'Horloge, Alain Grotteray, partisan d'une politique de la « main tendue » avec le Front national, et les députés Alain Marsaud et Alain Madelin ? « J'ai été piégée », reconnaît Michèle Tribalat. Elle souhaitait exprimer son désaccord avec Jacques Dupâquier qui lui a proposé de le faire au cours d'une conférence sans me donner la liste des invités. Une fois sur place, je me suis dit qu'il n'était pas plus mal qu'ils entendent autre chose. J'aurais dû refuser la publication mais je préfère assumer ma « boulette ». Par principe démocratique, je pense qu'il faut continuer à parler avec des gens que l'on considère comme des ennemis pour éviter d'arriver à la violence absolue.

Quand on demande à Hervé Le Bras quels outils conceptuels il estime acceptable pour traiter de l'intégration des immigrés, il rend paradoxalement hommage à la classification ethnique à l'américaine dans la mesure où elle sert un objectif pratique – la défense des minorités et la discrimination positive – et qu'elle est acceptée par les intéressés. M. Le Bras ne serait pas opposé à une étude portant sur la couleur de la peau de tel échantillon de population en France. « Si l'on pense que la proportion de mélanine [pigmentation de la peau, NDLR] est une variable discriminante pour permettre l'étude des difficultés d'intégration dans une situation locale, pourquoi pas ? Mais il serait fou d'inclure une telle variable dans un recensement national. » Va-t-on comme il semble le craindre, vers une ethnisation du recensement de 1999 ? Hervé Le Bras compte sur la vigilance de l'Insee et de ses syndicats pour l'éviter.

La question du lieu de naissance des parents ne devrait pas être posée lors du recensement mais apparaît pour la première fois dans l'enquête-familles menée sur un échantillon de la population.

Ph. B. et N. W.

Deux « versions fortes » de la gauche républicaine

« A MA GAUCHE, Hervé Le Bras, à ma gauche, Michèle Tribalat : deux versions fortes de la gauche républicaine s'affrontent. Ce serait beaucoup plus simple si le débat opposait la droite à la gauche mais on n'en est pas là. C'est comme si Chevènement et Badinter luttaient ensemble publiquement et que l'extrême droite comptait les points... »

En trois phrases, François Héran, chercheur à l'Insee et à l'INED, a résumé, lors de l'ouverture d'un colloque, mercredi 4 novembre, l'étrange contexte de la controverse qui agite actuellement démographes et statisticiens. Intitulé « Statistique sans science n'est que ruine... », ce colloque organisé par les sections syndicales CGT et CFDT de l'Insee est revenu, devant une assistance particulièrement fournie, sur les polémiques en cours mais aussi sur la publication récente d'un rapport d'analyse historique sur le rôle de la statistique sous Vichy (*Le Monde* du 8 septembre).

François Héran s'est employé à renvoyer dos à dos les deux protagonistes de cette controverse. Il a rappelé à Hervé Le Bras qu'il avait lui-même utilisé dans ses études la variable « pays de naissance », comme de nombreux démographes, et qu'il avait défini, dans le cas des polytechniciens, une opposition entre « purs provinciaux et Parisiens de souche ». Hervé Le Bras était alors remonté aux aïeux des « X » jusqu'à quatre générations et s'était intéressé à leur cousins germains. « C'était, il est vrai, avant 1983 et l'émergence du Front national », a tempéré M. Héran. A Michèle Tribalat, qui – à la différence d'Hervé Le Bras – n'avait pas été invitée à répondre à ses détracteurs, l'intervenant a repro-

ché d'avoir prétendu « briser un tabou » alors que de très nombreuses études font référence depuis longtemps aux origines étrangères.

Les « fils spirituels » des deux démographes – Alexis Spire pour Hervé Le Bras et Patrick Simon pour Michèle Tribalat – se sont affrontés au sujet du danger d'effacement des clivages sociaux que fait courir la montée en puissance des variables ethniques.

« ETHNICISER LE SOCIAL »

Alexis Spire, qui prépare une thèse sur le traitement statistique de l'immigration depuis 1945, a stigmatisé la tendance à « ethniciser le social » tout en reconnaissant l'intérêt des catégories ethniques pour mesurer les discriminations. Patrick Simon, chercheur à l'INED, a estimé en revanche qu'il n'y avait pas lieu de dissocier la « précarité sociale et précarité ethnique, les deux phénomènes se combinant en permanence ». Il a défendu la référence aux origines au nom de la lutte contre la xénophobie et de la défense de la « génération sacrifiée », celle des enfants d'immigrés maghrébins systématiquement renvoyés dans la réalité aux origines de leurs parents.

Pour Alain Desrozières, de l'INED, ce débat sur le rôle social des statistiques reflétait la « schizophrénie » caractéristique d'une profession. « Nous répétons ici qu'il faut absolument savoir à quoi vont servir nos statistiques mais nous sommes capables de discuter pendant des heures de concepts en oubliant l'usage que la société va en faire. »

Ph. B. et N. W.

Chez les Anglo-Saxons, les études mentionnent des données raciales

LE DÉBAT français sur l'éventuelle introduction d'une variable ethnique dans les statistiques est quasiment inexistant aux États-Unis. Très rares sont ceux qui, outre-Atlantique, remettent en cause la division officielle, dans les recensements, en races et groupes ethniques héritée de la fin du XIX^e siècle. Les critiques sont d'autant plus discrètes que, depuis les années 1960, les catégories raciales utilisées dans les formulaires – « American Indian » ou « Alaska native », « Asian », « Black » ou « African American », « Native Hawaiian » ou « other Pacific Islander », « White » ainsi que la « catégorie séparée » « Hispanic » ou « Latino » – font l'objet d'une déclaration et non d'une « hétéro-identification », comme le faisaient autrefois les fonctionnaires des bureaux du recensement.

Selon Paul Schor, un doctorant du Centre d'études nord-américaines de l'École des hautes études en sciences sociales, qui prépare une thèse sur *L'Histoire des statistiques aux États-Unis jusqu'en 1940*, la « race », plus ou moins délestée de ses oripeaux biologiques, ne conserverait aujourd'hui qu'un caractère de construction sociale, de convention. Elle correspondrait plus aux

appartenances de quartier et de ghetto qu'aux lignages et aux origines et elle permettrait de mettre en évidence l'importance des minorités dans l'Amérique d'aujourd'hui. Les représentants des diverses communautés participent d'ailleurs à la réflexion sur la définition de ces critères qui jouent un rôle essentiel dans la politique de discrimination positive (*Affirmative action*). « L'arrêté à 15 de l'Office of Management and Budget, explique Denis Lacorne dans *La Crise de l'identité américaine* (Fayard), précise que les quatre races officiellement répertoriées ne sont pas des « concepts » scientifiques empruntés à la biologie ou à l'anthropologie mais des catégories subjectives choisies par les enquêteurs eux-mêmes. »

MARIAGES MIXTES

Si ces catégorisations ethniques qui remontent au darwinisme social, à l'eugénisme triomphant et à la ségrégation des Noirs, ne sont pas taboues aux États-Unis, une évolution décisive accompagnera le recensement de l'an 2000. Jusqu'à présent, une seule réponse était autorisée à la question de l'appartenance raciale. Mais à la suite d'une décision prise en octobre 1997 par l'Office of Management and Budget il sera possible

en l'an 2000, pour la première fois, de cocher plusieurs cases afin de tenir compte de la multiplication des mariages mixtes et du renforcement de la composante hispanique, qui mêle Blancs et Noirs. Le passage du « pentagone ethnographique » à l'Amérique « multiraciale » en manteau d'Arlequin prendra cependant du temps. Un sondage de mai 1997 révélait ainsi que le pourcentage de Noirs prêts à cocher plusieurs cases et donc à se déclarer autre chose qu'« Afro-Américains » oscillait entre 0,7 et 2,7 % seulement. « Un coin est enfoncé », conclut Paul Schor, mais démographiquement les mariages mixtes – au sens racial du terme – restent minoritaires. On est donc loin de la société postethnique. »

Dans ce domaine, la Grande-Bretagne n'a été atteinte que récemment par l'influence américaine. Outre-Manche, la question de l'appartenance à un groupe ethnique n'est posée que depuis le recensement de 1991, ainsi que le rappelle John Crowley, politologue, chargé de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, Sciences-Po). Cette innovation a été accueillie favorablement par les chercheurs car elle a nourri une base de travail considérable. « Mieux vaut risquer de se confiner

au réel que de se confiner à l'académisme », estime M. Crowley. La seule véritable controverse a concerné la définition des catégories mêlant catégories ethniques – « Noirs », « Blancs », « Arabes » – et critères nationaux – « Indiens », « Pakistanais », « Chinois » – ainsi que la présence d'une catégorie de « Blancs » considérée comme « fourre-tout ».

DISCOURS MULTICULTUREL

Officiellement, le discours multiculturel en vogue dans les années 80, qui insiste sur le droit de chaque minorité, reste de mise mais le thème de la « mixité » ethnique est aujourd'hui valorisé dans le discours du gouvernement travailliste. « L'affaire Rushdie a montré que la cause des minorités n'était pas nécessairement progressiste », explique John Crowley. Cette évolution pourrait produire ses effets lors du prochain recensement, prévu pour 2001. La référence aux catégories ethniques devrait être maintenue, mais leur présentation devrait évoluer, comme aux États-Unis. Grâce à des questions ouvertes, les personnes interrogées pourront définir plus librement l'éventuelle complexité de leurs origines.

Ph. B. et N. W.

Propos recueillis par Philippe Bernard et Nicolas Weill

سلا من لاس

منازل

L'Association des magistrats instructeurs critique la création d'un « juge de la détention provisoire »

Elle estime que le texte d'Elisabeth Guigou annonce « la mort du juge d'instruction »

L'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), qui affirme regrouper 200 des 600 juges d'instruction de France, a sévèrement critiqué, mercredi 4 novembre, le projet de création de la fonction de juge de la détention provisoire. Ce texte sur la présomption d'innocence pré-

senté sera tout bonnement « inap-
plicable ». « Mme Guigou n'a rien
inventé », a affirmé Jean-Michel Gen-
til, président de l'AFMI. Son projet
n'est que la répétition de celui de
l'ancien juge délégué, appliqué en
1993. Or, à l'époque, le juge délégué
tranchait sur des détentions alors
qu'il ne connaissait pas le fond des
dossiers et qu'il n'avait pas le temps
de les connaître.

« COLLÉGIALITÉ »
Les membres de l'AFMI préfé-
raient « la mise en place d'une collé-
gialité de juges, qui serait facultative »
en fonction du bon vouloir des
magistrats en examen. « Cette proposi-
tion est fondée sur un principe de
réalité », a expliqué M. Gentil. A
peine 5 % seulement des placements
en détention provisoire sont contestés
par les mis en examen. »

Invité par le bureau de l'AFMI,
M. Bernard Prévost, avocat au bar-
reau de Paris, a quant à lui estimé
que « le vrai problème de la déten-
tion, c'est le fonctionnement de la
chambre d'accusation », qui est
chargée de contrôler en appel, les
décisions des juges d'instruction.
« Nous avons là trois magistrats, en
collégialité. Or, la plupart de mes
confrères avocats savent que quand
ils vont plaider devant la chambre
d'accusation, cela ne sert à rien. La
plupart des chambres d'accusation
confirment entre 97 à 100 % des dé-
cisions des juges d'instruction. »

Les magistrats de l'AFMI ont en
outre estimé que le texte de
Mme Guigou sur la présomption
d'innocence, qui prévoit l'interdic-
tion des sondages sur la culpabilité
et des images de personnes menot-
tées, ne « répondait pas aux vrais
problèmes ». L'AFMI, qui tient au
respect du secret de l'instruction,
s'est prononcée pour l'interdiction
de la publication par la presse de

l'identité des personnes placées en
garde à vue ou mises en examen,
sauf peut-être « pour les personnes
publiques ». Le juge d'instruction
de Créteil chargé de l'affaire des
HLM de Paris, Eric Halphen, a
quant à lui plaidé pour l'interdic-
tion de la publication des noms des
magistrats instructeurs, ou à tout le
moins de leur photographie.

Les relations entre la presse et la
justice ont en outre fait l'objet
d'une rencontre, mardi 3 no-
vembre, entre plusieurs syndicats
de journalistes et Elisabeth Guigou.
Selon un communiqué de l'USJ-
CFDT, le SNI-CGT, le SJ-FO et le
SNI, le ministre de la justice a ac-
cepté « la mise en place de groupes
de travail presse-magistrature-pou-
voirs publics sur toutes les questions
du libre exercice de la profession
de journaliste est entravé ».

Cécile Prieur

M. Dumas a déposé plainte contre X... pour dénominations calomnieuses

LES AVOCATS de Roland Dumas ont déposé, le 3 novembre, une plainte contre X... pour « dénominations calomnieuses » auprès du doyen des juges d'instruction de Paris. Le président du Conseil constitutionnel, mis en examen depuis le 29 avril, a été interrogé, le même jour, pour la septième fois, par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky. La plainte de M. Dumas concerne notamment dix lettres anonymes adressées aux juges, qui semblent avoir servi de base à une série d'investigations. Ses défenseurs, M. Jean-René Farthouat et François Tosi, estiment que ces courriers pourraient avoir une origine commune.

M. Dumas a, par ailleurs, reçu le soutien public de Christine Deviers-Joncour et de Danielle Mitterrand, dans deux entretiens successivement publiés par *Le Parisien*, les 4 et 5 novembre. « Roland Dumas n'a pas touché un franc de moi », a déclaré la première, quelques jours après la sortie de son livre, dans lequel elle évoquait sa « relation amoureuse » avec l'ancien ministre (*Le Monde* du 30 octobre). « Roland Dumas me manque, a-t-elle ajouté. C'est normal, il fait partie de ma famille. » La veuve de l'ancien président de la République a, pour sa part, dénoncé « un acharnement qui tourne au règlement de comptes ».

Casino de Nérès-les-Bains : perquisitions aux « RG » de Moulins et Montluçon

DES PERQUISITIONS ont été opérées, mercredi 4 novembre, par la gendarmerie dans les locaux des renseignements généraux (RG) de Moulins et de Montluçon (Allier), sur commission rogatoire du juge d'instruction de Versailles (Yvelines), Jean-Marie Charrier. Les gendarmes ont agi dans le cadre d'une enquête sur un « carbeau » qui importune Étienne Fradin, le juge d'instruction chargé de l'affaire du casino de Nérès-les-Bains, dans laquelle Georges Tranchant, ancien député RPR, a été mis en examen (*Le Monde* du 24 juin 1997). Deux fonctionnaires des RG de Montluçon ont été entendus près de cinq heures avant d'être remis en liberté. Des lettres anonymes, dont certaines auraient contenu des menaces, et une cassette vidéo, montrant M. Fradin dans une fête champêtre, avaient été envoyées au premier semestre 1997 au procureur de la République de Montluçon, au premier président de la Cour d'appel de Riom, au directeur des renseignements généraux et à l'avocat d'un protagoniste du dossier. En mai dernier, une femme de quarante-huit ans, soupçonnée d'être l'auteur de la vidéo, avait été mise en examen et écrouée avant d'être remise en liberté par la cour d'appel de Versailles.

DÉPÊCHE
■ **TERRORISME** : une information judiciaire sur l'attentat contre la mairie de Belfort a été ouverte contre X... pour « destruction par explosifs et association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », mercredi 4 novembre à Paris, et confiée aux juges d'instruction Jean-Louis Bruguière et Georges Thiel. Commis dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 octobre, l'attentat a été revendiqué par un correspondant anonyme se réclamant de l'« Armée révolutionnaire bretonne ». Cette revendication n'a été ni infirmée ni confirmée.

La France hésite à extraditer un homme menacé de peine de mort en Russie

LA PEINE de mort, Boris Eltsine, le Conseil de l'Europe et l'antisémitisme composaient la toile de fond d'une audience d'extradition, mercredi 4 novembre, devant la cour d'appel de Paris. Michail Bondar, né en Ukraine il y a quarante-huit ans, a été placé sous écrou extraditionnel en France à la demande du gouvernement de la Fédération de Russie, qui le poursuit pour « brigandages et meurtre prémédité ».

C'est la première fois que la justice française est saisie du cas d'un suspect menacé par la peine de mort en ex-Union soviétique. La justice russe reproche à M. Bondar d'avoir drogué un couple de personnes âgées chez lesquelles il était invité, en juillet 1992, à Kirov (Russie), afin de leur voler des objets de valeur. Victime d'une surdose, l'une d'elles était décédée. Le criminel, identifié par des papiers d'identité au nom de Michail Bondar, a ensuite été l'objet d'un mandat d'arrêt et d'une demande d'extradition russe.

Devant la justice française, Michail Bondar a « totalement » nié avoir commis ces actes. Un début d'alibi lui a été donné par un article de journal. En janvier 1991, il était venu à Moscou pour le championnat du monde de sambo — une synthèse soviétique d'arts martiaux, de boxe et de lutte adoptée par l'Armée et le KGB —, où il avait décroché la troisième place. Le quotidien *Novosti Nedeli* avait alors publié un entretien dans lequel le champion déplorait,

d'une phrase, le vol de ses documents d'identité en Russie. Aussi soutient-il aujourd'hui que le meurtrier de Kirov avait récupéré ses papiers afin d'usurper, en 1992, son identité.

Avec l'aide de son traducteur russe, M. Bondar a suivi tant bien que mal les débats juridiques devant la cour d'appel de Paris. La France refuse les extraditions vers les pays où les suspects risquent la peine de mort. En adhérant au Conseil de l'Europe en février 1996, la Russie s'est engagée à établir un moratoire sur les exécutions capitales. Mais, en décembre 1997, un rapport du Conseil de l'Europe a déploré que « 53 exécutions aient eu lieu en 1996, en violation flagrante de cet engagement ».

« MORATOIRE OFFICIEL »
Le droit de grâce présidentiel a imposé un « moratoire officieux », mais il reste « précaire ». Et, ajoutait le Conseil, « si l'actuel président russe était remplacé, les exécutions pourraient être aussitôt reprises étant donné que le moratoire n'a aucune base légale ».

Interrogé par la cour d'appel sur les garanties de non-exécution de M. Bondar, le parquet général de la Fédération de Russie a indiqué que la peine de mort ne serait « pas requise » et que, « dans le cas où elle serait prononcée sans avoir été requise », elle ne serait pas exécutée, a résumé, à Paris, le substitut général Jean Martin. Estimant qu'« il n'y avait aucune incertitude à cet

égard », il s'est montré favorable à la demande d'extradition. L'avocate de M. Bondar, Irène Terrel, s'y est opposée, en relevant notamment que le document était signé « par un simple adjoint du procureur », incapable de garantir la non-exécution d'une peine. « La Russie n'est encore qu'un Etat de droit balbutiant et il ne faut pas livrer M. Bondar à des balbutiements », a-t-elle conclu.

Citoyen d'Israël depuis 1990, M. Bondar demande à être expulsé vers son nouveau pays. « Le risque d'une condamnation à mort dans sa situation pénale serait encore aggravé en raison de ses origines juives, qui ont fait subir à sa famille les traitements les plus durs en Russie », a affirmé M. Terrel. Sa mère a été internée durant trois ans dans un goulag. Lui-même a été déclaré « débile profond » à l'âge de dix-neuf ans et interdit de travail. Autant de persécutions « antisémites » qu'il a dénoncées publiquement après son départ de Russie. Dans une lettre adressée à la chambre d'accusation, le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, a apporté à M. Bondar son soutien « uniquement à titre humanitaire ». Appelé à donner son point de vue par la présidente de chambre, Marie-Elisabeth Ponroy, l'accusé a répondu en une phrase : « Je voudrais savoir si vous me livrez ou pas. » Arrêt le 9 décembre.

Erich Inciyan

Des élus de gauche demandent l'extension de la régularisation des sans-papiers

EN ATTENDANT un hypothétique réveil de la « gauche morale » qui était massivement descendue dans la rue, en 1996, pour protester contre la loi Debré et l'expulsion des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, certains élus de la gauche « plurielle » affirment vouloir « aider le gouvernement à sortir de l'impasse » d'une opération de régularisation qui va renvoyer 60 000 sans-papiers à la clandestinité. Cinq parlementaires de la majorité ont ainsi lancé un appel, mercredi 4 novembre, lors d'une conférence de presse dans la mairie socialiste de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) où onze sans-pa-

piers poursuivent une grève de la faim depuis le 1^{er} septembre. Serge Bileiko (PS, Paris), Yann Galut (PS, Cher), Noël Manière (Verts, Gironde), Guy Hascouët (Verts, Nord) et la sénatrice communiste du Val-de-Marne, Odette Terrade, ont demandé au gouvernement de « reconsidérer sa position » face aux débouchés, « qui, par leurs démarches conjuguées en préfecture, ont démontré leur volonté d'insertion ». Après avoir dénoncé l'application arbitraire de la circulaire Chevènement et l'interprétation restrictive des critères dans certaines préfectures, les élus ont apporté leur soutien au maire de Li-

meil, Joseph Rossignol, attaqué par la direction de son parti. « Je représente au moins 50 % des élus socialistes », a-t-il déclaré. C'est-à-dire tous ceux qui ne prennent pas position à cause de la raison d'Etat.

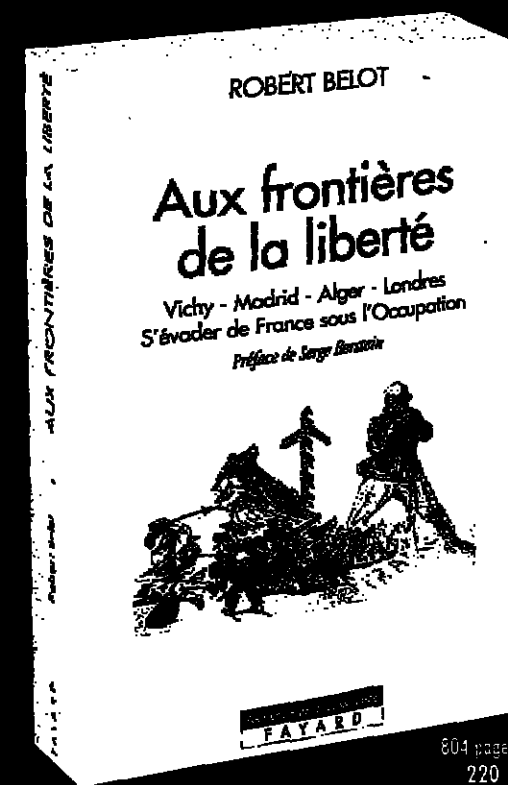
Dans l'après-midi, une délégation de personnalités et de responsables associatifs soutenant les sans-papiers du Val-de-Marne a été reçue par Jean-Jack Queyranne, le ministre de l'Intérieur par intérim. Le ministre leur a tout d'abord expliqué que le « gouvernement avait pas pour objectif de régulariser tous les étrangers en situation irrégulière qui avaient fait la demande », ce qui créerait « par un

droit automatique au séjour une incitation à une immigration de masse ». Il a ensuite rappelé que le réexamen des dossiers des sans-papiers hébergés à la mairie de Limeil-Brévannes avait abouti à cinq régularisations, et qu'il n'était pas question de faire un geste pour ceux dont le refus de régularisation avait été confirmé par le tribunal administratif. Évoquant les dispositifs d'aide au retour présentés par Martine Aubry, le ministre a enfin souhaité que les associations « s'impliquent davantage dans cette politique de réinsertion » afin de donner une « portée positive » à leur revendication, « plutôt que d'encourager ces immigrés dans un mouvement désespéré et sans issue ».

« AVEC DE LA MAUVAISE FARINE »
A l'issue de l'entretien, Léon Schwartzberg s'est déclaré « très très irrité », estimant avoir discuté avec « un bureaucrate qui reçoit ses ordres du premier ministre ». « On ne fait pas un bon gâteau avec de la mauvaise farine », a réchéri Danielle Mitterrand, qui regrette, dans un entretien publié dans le *Parisien* du 5 novembre, que le gouvernement n'ait pas aboli les lois Pasqua. « Une loi, quand elle est mauvaise, on la défait. Il ne faut pas attendre que cela tourne mal », ajoute la présidente de France Libertés. « Ce gouvernement nous répond par le mépris, le refus et l'ignorance », a conclu Fodé Sylla, président de SOS-Racisme. Aussi est-ce avec Lionel Jospin qu'ils entendent désormais discuter, pour voir, comme l'explique Léon Schwartzberg, « si M. Jospin est resté fidèle à ce qu'il était, jeune : un homme de gauche ».

Alexandre Garcia

Novembre 1942:
23 000 évadés
de France par
l'Espagne



«Une résistance peut en cacher une autre...
Belot lui rend ses lettres de noblesse.»

Rémi Kauffer, Le Figaro Magazine

L'Histoire
chez
FAYARD

1918-1998 : LES RÉGIONS ET LA GRANDE GUERRE

BRETAGNE

Le parler breton s'est perdu dans les tranchées

Malgré l'école obligatoire, censée imposer le français dans toutes les régions, la langue bretonne avait conservé ses racines. Mais la mobilisation a obligé les paysans de Basse-Bretagne à abandonner leur culture. Au retour de la guerre, le français s'est imposé

RENNES

correspondance régionale
Les poilus bretons l'ont appelée « M^{me} Brezel », « M^{me} la Guerre ». L'appellation, mi-familiale, mi-respectueuse, marie français et breton. D'un côté, le parler du pays, de la vie de chaque jour, des conversations et des prières. De l'autre, celui de l'enseignement, de la justice, de l'administration, et bientôt de la guerre.

En 1914, la Bretagne est peuplée en majorité de paysans. Dans les champs, surtout à l'ouest de la ligne Poulha-Vannes, on n'entend rarement parler français. Les petits Bretons l'apprennent pourtant - en même temps que l'amour de la patrie - à l'école primaire, obligatoire depuis le début des années 1880. La République compte sur les instituteurs pour faire reculer les langues régionales, accusées de menacer l'unité nationale, et considérées comme un symptôme de l'obscurantisme des campagnes : les petits bretonnants sont donc punis quand ils conversent dans la langue de la maison.

Mais leur fréquentation des salles de classe est épisodique : ils sont plus utiles aux champs. Des moments passés sur les bancs de l'école, les enfants gardent quelques notions de français qu'ils ont rarement l'occasion d'utiliser, et le souvenir d'une carte de France où l'Alsace et la Lorraine, perdues en 1870, sont peintes en violet, couleur de deuil.

Pourtant, dès avant la première guerre mondiale, le français règne déjà dans les villes : à Brest, Quimper, Morlaix ou Concarneau, c'est la langue des bourgeois et des nobles, mais aussi celle des citadins plus modestes. Bientôt naît dans l'esprit des paysans le « complexe du breton ». En 1885, Henri Baudrillard, un économiste chargé par l'Académie des sciences morales et politiques d'effectuer une enquête en Bretagne, écrit : « Dans une ferme près de Quimper, un homme de trente-cinq ans environ ne savait pas s'exprimer en langue française, tandis que sa femme et ses enfants soutenaient facilement la conversation. Comme nous en demandions la raison, il nous répondit en breton qu'il était le seul sot de la famille. » Ce sentiment d'infériorité et de culpabilité, encore diffus avant la guerre, va prendre corps là où la pratique du

français devient une question de survie : dans les tranchées. Les Bretons mobilisés partent au front convaincus, comme tous les jeunes Français, qu'ils vont balayer l'armée allemande en quelques jours, et décidés à mourir pour la patrie s'il le faut.

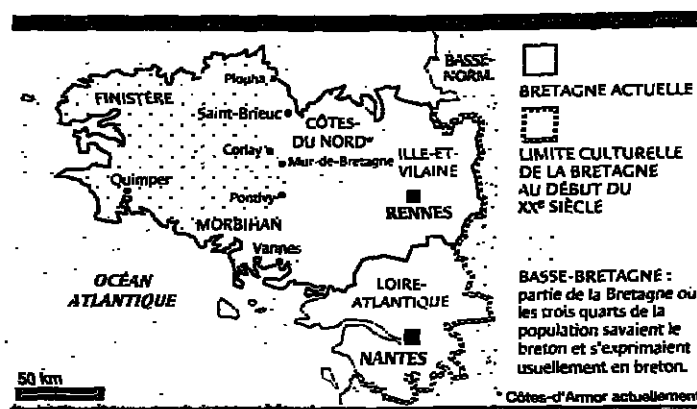
Un soldat, légèrement blessé, est soupçonné d'avoir voulu désertir. Incapable de s'expliquer en français, il sera fusillé !

Arrivés dans les casernes, ils abandonnent leur habit traditionnel de velours noir, leur chapeau à large bord, et revêtent l'uniforme du soldat : pantalon garance et vareuse. Tous les mobilisés ont dans leur poche le chapelet et le scapulaire confiés par le prêtre du village à l'heure du départ, qui doivent les préserver du danger et leur ouvrir

toutes grandes les portes du paradis le cas échéant.

Au début de la guerre, les régiments sont régionalisés. Les Bretons restent donc entre eux, et conversent dans leur langue. « Nous sommes beaucoup de Finistériens ensemble et cela fait plaisir de parler de temps en temps le breton », écrit le 19 octobre 1915 le soldat Benjamin Cariou. Mais la guerre parle français. Il faut donc l'apprendre, ou le réapprendre. Le soldat Yves Le Fiblec est bilingue. Interrogé par Roger Laouénan, un passionné de la Grande Guerre auteur de plusieurs livres sur le sujet, l'ancien combattant a raconté que ses supérieurs le chargeaient d'enseigner quelques notions de vocabulaire indispensables aux nouveaux arrivants.

Les soldats bretonnants commencent donc par apprendre « demi-tour droite ! », « en avant, marche ! », « front », « canon », « sobante-quinze... ». Au contact de soldats de toutes les régions de France, ils enrichissent leurs connaissances des mots « boche » ou « pinard ». Peu à peu, ils apprennent à déchiffrer les noms dont les tranchées ont été baptisées : « tranchée de la soif », « tranchée du désespoir... ». Les poilus bretons n'abandonnent pourtant pas leur langue pour évoquer



des heures durant le pays natal. Mais les sons leur jouent des tours : ainsi le « oui » breton se dit « ia ». Pour certains de leurs congénères, cela ressemble trop au « ja » allemand...

Cette différence affichée n'est pas du goût de tous. Ainsi, Marc Bloch n'épargne pas, dans ses *Souvenirs de guerre*, les troupes venues de Basse-Bretagne : « Les hommes de l'intérieur des terres nous paraissent de biens médiocres guerriers. Vieillis avant l'âge, ils semblent déprimés par la misère et l'alcool. Leur ignorance de la langue ajoutait encore à leur brutalité. »

La honte de parler breton subrepticement s'installe en eux,

pour ne plus les quitter. Si tous les poilus bretonnants ne deviennent pas bilingues pendant la guerre, la plupart rentreront au pays convaincus que le français est une langue non seulement utile, mais indispensable.

L'histoire du soldat François-Marie Laurent restera dans les mémoires. Ce cultivateur de vingt-neuf ans a laissé à Mellionec, en centre-Bretagne, sa femme et ses deux enfants. Dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre 1914, sur le front de Champagne, il est blessé au petit doigt de la main gauche. Sa dernière phalange est arrachée. Son capitaine lui conseille d'aller se faire soigner au poste de secours.

Sur place, le médecin trouve la blessure légère et soupçonne le soldat de tenter de fuir devant l'ennemi. François-Marie Laurent est incapable de s'expliquer en français. Arrêté, convaincu d'abandon de poste devant le conseil de guerre, il est fusillé le 19 octobre 1914. Il sera réhabilité vingt ans plus tard. « On a fait de ce cas le symbole de l'oppression de la France contre les Bretons et la langue bretonne », remarque Roger Laouénan.

Le nombre de victimes bretonnes de la guerre de 14-18 est à l'époque, et reste aujourd'hui, l'objet de controverses. Les estimations les plus communément admises font état de 120 000 à 150 000 morts. Mais certains avancent le chiffre de 240 000 morts, augmentant d'autant de poids de la dette de la France vis-à-vis de la Bretagne.

Dès 1919, une pétition lancée par un mouvement autonomiste réclame d'ailleurs la reconnaissance de la langue et de la culture bretonnes, en paiement du sacrifice consenti à la nation. Les poilus rescapés n'ont pas ces idées en tête. Ils reviennent chez eux persuadés que si la Bretagne est leur petite patrie, la France est et restera leur grande patrie. Convaincus surtout que le breton ne leur suffira pas, à eux et à leurs enfants, dans l'avenir. « L'armée n'a pas eu besoin de casser du Breton », explique Roger Laouénan. Le brassage entre soldats de toutes origines a abouti à un nivellement indéfinissable, note-t-il, une pointe de regret dans la voix.

Les anciens soldats abandonnent l'habit traditionnel. Beaucoup vont chercher dans les villes du travail et des conditions de vie plus faciles. En quittant la campagne bretonne, ils quittent le breton. Ceux qui restent continuent à parler leur langue maternelle, mais ils encouragent leurs enfants à bien étudier le français. Ces enfants qui feront le choix définitif, dans les années 40 et 50, d'élever leur propre famille dans la langue nationale, provoquant un basculement irrémédiable, au moment où meurent les derniers bretonnants monolingues.

Gaëlle Dupont

PROCHAIN ARTICLE : Corse

Claudia Courtois et Adrien Favreau

Les estuaires de la Loire et de la Gironde aménagés par les Américains

BORDEAUX ET NANTES

de nos correspondants

Le premier débarquement américain de l'histoire française a eu lieu le 26 juin 1917 sur les quais de Saint-Nazaire. L'arrivée, volontairement discrète, du *Tenadores* et de ses premiers *sommies* - surnom des soldats américains - inauguraient ce qui allait se transformer très vite en rade de marée sur l'estuaire de la Loire. Saint-Nazaire et Nantes furent les principaux sites français de débarquement de matériels et de soldats de l'American Expeditionary Force (AEF), avec Bordeaux, La Pallice et Brest.

En Basse-Loire, le choc fut immense. « Les Américains apparaissent comme des gens qui agissent, et qui agissent vite. La réalisation des camps, voies ferrées, gares de triage en un temps record sur des terrains où il n'y avait, peu de temps auparavant, que quelques paisibles troupeaux de chevaux et de bœufs plonge les Nazairiens dans la stupeur », témoigne, en 1918, la mission militaire française près de l'armée américaine. Même constat de l'efficacité américaine à Bordeaux.

A Montoir, quelques kilomètres en aval de Saint-Nazaire, les soldats du 17^e régiment du gé-

nie américain, aidés de travailleurs marocains, chinois et espagnols, ainsi que de prisonniers de guerre allemands surveillés par des Anglais, remblaient en quelques mois 650 hectares de berges inondées en y injectant 6 millions de mètres cubes de sable et construisant un appentement de 400 mètres posé sur 6 200 pilotis. Cent quarante entrepôts y sont bâtis, au rythme de deux par jour, et 200 kilomètres de voies ferrées irriguent le site et le relient au port de Saint-Nazaire, lui-même équipé de moyens logistiques qui dépassent ses capacités.

L'ANCRAGE DE L'USINE AEROSPATIALE

Pendant leurs deux années de présence dans ce département de Loire-Atlantique, les Américains assemblent et réparent 20 000 camions. Six ou sept locomotives sortent chaque jour des ateliers des Forges et Chantiers de la Loire, approvisionnés en pièces détachées importées des États-Unis. Sur les bases aériennes du Croisic et de Paimboeuf, les charniers navals nazairiens, en mal de diversification, construisent après guerre des hydravions. De B est née l'actuelle usine Aero-

spatiale de Saint-Nazaire, qui assemble aujourd'hui des tronçons d'Airbus. Montoir est certes longtemps resté à l'abandon après 1919. Mais, dans les années 70, les ingénieurs des Ports et Chaussées français ont choisi le même lieu que leurs prédécesseurs américains pour y construire les terminaux sur lesquels le port de Nantes-Saint-Nazaire fonde son développement actuel. Un grand groupe de distribution vient de décider d'y implanter sa future plateforme logistique internationale.

Bordeaux conserve également quelques traces de cette courte présence américaine. « La ville doit à cette période ses premiers pas dans l'ère de l'industrie moderne », estime l'historien Lucien Chanuc, en rappelant que la zone de Bassens, située au bord de la Garonne, était quasiment inexploitable avant que les Américains n'y déploient d'importantes installations ferroviaires et n'y bâtissent 1 kilomètre de postes à quai, détruits et reconstruits depuis. Bassens est devenu le cœur de l'activité du Port autonome de Bordeaux et le pôle des industries chimiques de l'agglomération.

Sainte-Adresse, suppléante de Bruxelles

ROUEN

de notre correspondant

A l'extrémité ouest de la pointe de Caux, accrochée au cap de la Hève, entourée par le Havre et la mer, Sainte-Adresse était une enclave réservée aux familles aisées : face à l'estuaire de la Seine étaient alignées de grandes maisons bourgeoises, un hôtel démesuré - le *Nice havrais* -, construit au début du siècle par le commerçant parisien Georges Dufayel, et d'impressionnantes bâtisses de négociants. C'est dans ce havre confortable que le gouvernement belge trouva refuge, le 14 octobre 1914, pour ne le quitter qu'en 1918, une fois la Belgique libérée des armées allemandes.

Bousculés par l'invasisseur au début des mois d'octobre 1914 après des faits de guerre héroïques, les armées belges, avec leur chef le roi Albert I^{er}, se retrouvèrent coincés à l'extrémité ouest du pays, autour de la plage de La Panne. Le roi resta au front et n'abandonna jamais ce réduit. Le 13 octobre, le gouvernement prit la mer à bord du *Stad-Antwerpen*, en direction du port du Havre, où la France lui avait proposé l'hospitalité.

Ministères, ambassades et administrations royales s'installèrent dans les hôtels et villas de la commune voisine de Sainte-Adresse, protégées par des gardes belges, avec le privilège de l'extraterritorialité. L'administration fut réunie au *Nice havrais*. Même le roi Albert y avait sa résidence officielle, *La Roseraie*, qu'il n'occupa jamais. Le port du Havre était la base navale de la Belgique.

Pendant que les Alliés et les troupes belges résistaient sur l'Yser, Sainte-Adresse devint la base arrière de la reconquête, même si les préoccupations du personnel politique étaient trop souvent éloignées des nécessités de la guerre. Jeune nation, la Belgique cherchait encore son identité et des frontières stables. Les querelles et les complots politiques ou territoriaux trouvaient des échos jusque dans ce petit bout de Normandie.

40 000 RÉFUGIÉS

La présence de la poste, de ses timbres et du tampon « Le Havre spécial » attestaient à la face du monde de la réalité de la Belgique. On y trouvait la presse francophone (*Le Moniteur belge*, *Le XX^e siècle*...) et flamande (*Het Vaderland*). En 1917, 14 000 soldats belges et leurs familles - 4 000 femmes et enfants - vivaient à Sainte-Adresse et au Havre, et près de 40 000 réfugiés vinrent s'installer aux alentours, au plus près de leur capitale provisoire.

Aujourd'hui, Sainte-Adresse n'a pas oublié. La statue d'Albert I^{er} et le drapeau de la Belgique accueillent les visiteurs, et il reste encore une boîte aux lettres aux armes des Postes et Télégraphes belges fichée devant l'ancien immeuble du gouvernement. Le 10 octobre, le prince Philippe de Belgique a présidé une cérémonie du souvenir au cours de laquelle Sainte-Adresse et La Panne se sont jumelées.

Etienne Banzet



Un sur quatre...

Serrés les uns contre les autres dans les wagons, le 2 août 1914, en gare de Pleyben (Finistère), des mobilisés bretons prennent le train pour la guerre. Madame Brezell, comme ils l'appellent. Sur le front, ils abandonneront leur costume, leur langue

et une partie de leurs traditions. Cette photo est extraite des collections de Roger Laouénan, qui a publié en octobre *Nous les poilus* (éditions Coop Breizh, 250 p., 130 F), le quatrième tome de son histoire des Bretons dans la Grande Guerre. Environ 600 000 Bretons (originaires des cinq départements de la Bretagne historique : Ille-

et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Morbihan, Finistère, Loire-Atlantique) ont été mobilisés. 65 000 d'entre eux ont combattu dans la marine, composée à 80 % de Bretons. De 130 000 à 150 000 soldats et marins ont été tués ou portés disparus. Ce chiffre fait de la Bretagne la région la plus touchée par les pertes humaines de la guerre 14-18.

Symbole d'une France qui gagne et copain rêvé pour les jeunes depuis le Mondial, le gardien de but des Bleus s'invite dans une image positive recherchée par les publicitaires. Après de vacances très médiatisées, la nouvelle idole ne veut plus penser qu'au football.

هذا من اجل

POUR Nucera comme pour les responsables de McDonald's France, l'image très positive de Fabien chez les jeunes cadrait parfaitement avec l'attirance supposée de ces mêmes jeunes pour les produits alimentaires de la multinationale. « Des les quarts de finale, nous nous sommes dit qu'il fallait absolument faire quelque chose avec l'un des joueurs français, tant l'engouement dans le pays était phénoménal. Et le choix de Fabien Barthez est venu tout naturellement, car sa cote de sympathie est énorme », souligne Nadine Deleplanque, responsable de la campagne Mega Mac, ce

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le contre-modèle porcin

BÉNÉFICIAIRE depuis trente ans, notamment en termes d'emplois, du modèle agricole productiviste, la Bretagne et les zones littorales regardent, avec amertume, le revers de la médaille. La surproduction porcine, aggravée par les désordres en Asie et l'effondrement de l'économie russe, principaux marchés d'exportation, affecte gravement l'ensemble des producteurs européens. Mais plus encore l'Ouest français, où est concentré plus de 60 % du cheptel. « Concentré » est plus que jamais le mot juste, tant dans son acception économique que dans son sens géographique ou environnemental.

A chaque crise cyclique, comme en 1993, les éleveurs les plus fragiles, croyant encore aux vertus de l'exploitation familiale à taille humaine, sont balayés. Ils n'ont d'autre issue que de devenir des façonniers à domicile des grands groupes agroalimentaires privés ou coopératifs - ce qui est un comble ! - ou d'aller s'inscrire à l'ANPE. Les « agro-managers » bretons connaissent parfaitement les lois capitalistes élémentaires qui font de la concentration des capitaux et des positions de puissance oligopolistiques des facteurs efficaces d'accumulation des profits et d'élimination des concurrents. Conséquence : la production tend, année après année, à se renforcer davantage entre les mains de quelques-uns et dans quelques cantons. Sait-on que les porcheries industrielles portent officiellement le nom d'« ateliers hors sol », terme sacrilège pour un paysan dont le métier bien compris consiste à

coller à sa terre et à son terroir, et que certains abattoirs ultramodernes emploient près de deux mille salariés ?

Les excès d'une production toujours plus intensive - qui provoquent d'ailleurs au sein du syndicalisme agricole des tensions perceptibles sur les thèmes sensibles de l'égoïsme des puissants et de la justification des aides publiques - mobilisent à bon droit l'opinion, sensible davantage aujourd'hui qu'hier à la santé de la planète. Qu'il s'agisse des grandes cultures de céréales toujours à la recherche d'eau d'irrigation, des élevages en batteries des poules pondeuses, des veaux nourris aux hormones plus qu'au lait, et aujourd'hui des porcs fabriqués à la chaîne, l'agriculture relève désormais tout autant des sciences de l'environnement que de l'agronomie ou du commerce international. Rivères saturées de nitrates ou de pesticides, paysages destructurés, odeurs pestilentielles, sols appauvris sont le prix à payer, très cher, à cause des dégâts communs par quelques-uns au détriment du patrimoine collectif, avec trop souvent, en Bretagne, la bienveillante et discrète neutralité d'autorités préfectorales laxistes. Ceux qui aujourd'hui souffrent des dérives d'un contre-modèle qu'ils ont soit mis en place soit approuvé, en dégageant dans les années fastes des profits considérables, ne sont pas toujours bien venus d'en appeler à la solidarité nationale. Et ils dépassent franchement les bornes lorsqu'en plus ils qualifient d'« insuffisants » les centaines de millions que les contribuables vont leur accorder.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur général : Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Sébastien Leca
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferracci, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Nuytten
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Rédacteurs en chef :
Alain Fournier, Erik Trautwein (Éditoriaux et analyses);
Laurent Goussier (Suppléments et cahiers spéciaux); Michel Kojman (Débat);
Eric Le Bouchier (International); Patrick Jarras (France); Francis Houzel (Société); Claire Blaudin (Entreprises);
Jacques Bouché (Rapports); Jacques Serfaty (Culture); Christian Wacziarg (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur éditorial : Eric Paillasson; Directeur délégué : Anne Chamaufort
Conseiller de la direction : Alain Rolland; Directeur des relations institutionnelles : Daniel Verret;
Partenariats audiovisuels : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président; Michel Nollatour, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949); Jacques Fauriol (1949-1982);
André Laurens (1982-1985); André Fontaine (1985-1991); Jacques Lescroart (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Domicile de la société : 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »;
Associations Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde;
Le Monde Entreprises, Le Monde Investissements;
Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

T. S. Eliot, prix Nobel de littérature

L'ATTRIBUTION du prix Nobel de littérature à l'écrivain anglais Thomas Stearns Eliot l'année de ses soixante ans signifiante la reconnaissance - aux sens de consécration et de gratitude - du monde contemporain pour une œuvre, sa valeur universelle. Né en Amérique d'une famille aux ascendances anglaises, fixé en Angleterre depuis sa jeunesse, naturalisé anglais, T. S. Eliot a étudié dans plusieurs pays d'Europe, passé par la banque, enseigné dans des universités anglaises et américaines en même temps qu'il écrivait. La vie lui a donc donné une expérience non moins riche que les livres, car sa culture est profonde, variée, cosmopolite.

Il est poète (ses premiers

poèmes datent de 1909, le *Waste Land* de 1922, les *Four Quartets* ont été publiés de 1936 à 1944), dramaturge (*The Rock*, 1934; *Murder in the Cathedral*, 1935; *The Family Reunion*, 1939), essayiste (entre autres *The Sacred Wood*, 1920; *Selected Essays*, 1932; *The Use of Poetry and the Use of Criticism*, 1933; *Essays Ancient and Modern*, 1936; *The Idea of a Christian Society*, 1940; *Milton*, 1947). Il s'est défini « classique en littérature, royaliste en politique, anglo-catholique en religion ».

Son traditionalisme tient à ce qu'il appelle « l'aptitude à s'insérer dans une tradition qu'il prolonge et enrichit ». Dans ce sens, son œuvre se distingue par un équilibre délicat entre la tradition et l'expérimentation, l'art et la vie.

Jacques Vallette
(6 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'entreprise tentée par le chacun pour soi

IRONIE de l'histoire, la réduction à 35 heures de la durée légale du temps de travail risque d'accroître l'individualisation des horaires et la flexibilité du travail. En remettant à l'ordre du jour la durée légale du travail, la loi Aubry contraint a priori les directions à repenser collectivement des horaires et des organisations du travail qu'elles s'évertuent depuis des années à individualiser. Au moins autant que le renchérissement du coût du travail, ce retour du collectif de travail est l'une des raisons majeures de l'opposition patronale aux 35 heures.

C'est d'ailleurs sur ce terrain que le patronat organise sa riposte. Il dispose, pour ce faire, de deux outils particulièrement efficaces : l'annualisation du temps de travail, et la refonte des grilles de classifications.

Comme le souligne l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), pourtant proche des syndicats, dans le dernier numéro de sa revue *Chronique internationale* (septembre-octobre 1998) : dans tous les pays où la réduction du temps de travail a été à l'ordre du jour, les employeurs ont négocié des contreparties en matière de flexibilité.

Dans le même ordre d'idées, le patronat cherche à étendre aussi largement que possible,

dans les accords de branche ou d'entreprise, les « forfaits tous horaires », ces contrats de travail, jusqu'ici réservés aux dirigeants, qui présentent la particularité d'exclure explicitement toute référence horaire du contrat de travail. « Pour un nombre croissant de salariés qui doivent répondre à des impératifs d'activité, ou encore qui disposent d'une certaine autonomie dans la répartition de leur temps de travail, des phénomènes tels que l'internationalisation, l'automatisation ou l'informatisation rendent de moins en moins pertinent cet unique critère du temps de présence sur le lieu de travail pour apprécier le niveau d'activité », précise l'accord signé le 28 juillet dans la métallurgie.

LOGIQUE DE LA COMPÉTENCE

Le deuxième élément est plus subtil. Il consiste à passer petit à petit d'une logique de « classification des postes », négociée avec les syndicats, à une politique de rémunération basée sur « la compétence des salariés ». Début octobre, l'organisation patronale a mis ce thème au centre des rencontres qu'elle tient chaque année à Deauville sur la formation professionnelle. Dans un interview à *Entreprises Formation* (septembre-octobre), le magazine de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes

(AFPA), Bruno Lacroix, le président de la commission enseignement formation du Medef (ex-CNPF), explique que « l'appel aux compétences est irréversible ». Cette transformation lui semble « sans doute d'une importance comparable à l'installation du taylorisme au début du siècle ».

Dans le même magazine, Vincent Merle, directeur de cabinet de Nicole Péry, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, un des meilleurs spécialistes de la question, souligne l'ambiguïté de la démarche. D'un côté, dit-il, la logique-compétence, fondée sur « une plus grande autonomie laissée aux salariés et la reconnaissance de tout ce que les individus accomplissent dans leur activité de travail », tourne le dos au taylorisme. Les syndicats ne peuvent que s'en réjouir.

Mais, ajoute-t-il, « la gestion des compétences peut aboutir à reporter sur les salariés les insuffisances de l'organisation du travail ». Dans cette logique, le salarié devient responsable de sa carrière et de son « employabilité ». Ce qui explique que le patronat cherche à transférer une partie de la formation sur le temps libre des salariés.

Dans les entreprises, l'individualisation des rémunérations est la conséquence logique de cette politique. Désormais, elle concerne la moitié des ouvriers et employés, et elle peut encore progresser. Jusqu'ici les entreprises tentaient de maintenir une certaine équité salariale entre des fonctions et des diplômes comparables. Ce système est en passe d'être révoqué.

Mi-octobre, devant l'Observatoire des relations économiques et sociales, Laurent Dufétel, un consultant qui a longtemps dirigé la filiale française de Hay Management, un des leaders mondiaux du conseil en rémunération, a été on ne peut plus clair : « La loi du marché prime désormais sur l'équité interne. IBM assume ce changement et reconnaît qu'en fonction de la rentabilité il y a des métiers riches et des métiers pauvres. Pour la même qualification, selon le marché, elle paie des salaires différents. C'est une logique nouvelle qui n'est pas simple à assumer. »

L'ANCIENNETÉ, CRITÈRE BIEN TÔT RÉVOQUÉ

L'ancienneté, qui, hier, garantissait une certaine progression de revenus, ne joue plus son rôle. Au contraire. Selon M. Dufétel, « avec les départs en retraite des enfants du baby-boom à partir de 2005, il faut gérer les jeunes cadres très attentivement. La priorité absolue doit être donnée à leur rémunération. Au contraire, les entreprises seront beaucoup plus sélectives pour les plus de 50 ans. Les jeunes se voient donc parfois gratifier d'augmentations de 10 % pendant que leurs aînés ne touchent qu'une prime de fin d'année. » Pourtant, reconnaît M. Dufétel, « tout le monde pense qu'il doit gagner davantage au fur et à mesure de sa vie ».

Salaires, temps de travail, classifications... Les principaux éléments du contrat de travail, qui, hier, étaient collectifs, s'individualisent. Demain, ce pourrait être au tour de la protection sociale des salariés.

Dans la société post-taylorienne, la compétitivité des entreprises passe par leur capacité à innover. Elles ne demandent donc plus à leurs salariés de répéter le même geste ou de faire le même travail, mais au contraire de progresser en permanence, de modifier leur environnement de travail pour l'améliorer. Le savoir des salariés devient un élément déterminant dans de nombreuses entreprises dont le capital est avant tout intellectuel. Or, comme le constate l'économiste Daniel Cohen dans son ouvrage *Richesse du monde, pauvreté des nations*, « les économies productrices d'idées sont plus inégalitaires que celles qui fabriquent des objets. Il est inutile de chercher ailleurs pourquoi le monde qui se crée sous nos yeux est à la fois plus inégal et plus ouvert que l'ancien ».

Frédéric Lemaître

Petit porteur par Nicolas Vial



Une Amérique solidement ancrée au centre

Suite de la première page

Mauvais pendant. Newt Gingrich, le président de la Chambre des représentants, réélu dans une circonscription sûre de Géorgie mais considéré comme le responsable d'une campagne télévisée de dernière heure sur l'affaire Lewinsky qui s'est révélée totalement contre-productive, a rejeté la faute sur les médias, coupables, selon lui, d'une « fixation » sur le Monicagate. Au-delà des échanges acrimonieux avec des journalistes qui lui ont fait remarquer que ce n'était pas les médias qui avaient lancé une procédure de destitution au Congrès, M. Gingrich a devoir rendre quelques comptes : le chef de file de la droite au Congrès, depuis 1994, c'est lui.

« Il va maintenant y avoir un débat au sein du Parti républicain, c'est indispensable », estimait mercredi sur MSNBC Mike Murphy, stratège républicain, et ce débat portera sur « le message que l'on va adopter d'ici à 2000 et sur les messages. Il est clair que depuis six mois au niveau fédéral, on n'a pas su émettre un message mobilisateur ».

Depuis six mois ? Cela fait près de quatre ans que la droite républi-

caine s'entête à mal interpréter l'état d'esprit de la société américaine et le fiasco de l'affaire Lewinsky n'est que l'aboutissement de ce phénomène. Orchestrée par Newt Gingrich, la victoire républicaine aux législatives de 1994 fut perçue par lui et ses troupes comme un mandat pour une « révolution conservatrice » quand elle n'était qu'une réaction aux errements des deux premières années du Clintonisme ; la réaction de M. Clinton, en 1996, leur révéla que les Américains souhaitaient être gouvernés au centre.

FOSSÉ AVEC L'OPINION

Pourtant ce message n'a visiblement pas été compris par toute la droite. Les élections présidentielle et législatives de 1996 mirent en lumière la montée du vote hispanique, la puissance de l'électorat féminin et les valeurs auxquelles il s'attachait : amélioration de l'éducation, réforme du système de santé, respect d'un minimum de programmes sociaux, maintien du droit à l'avortement. Il y eut aussi le rejet de la Christian Coalition comme force politique majeure, ou la déroute de mouvements socio-religieux comme les Promise Keepers dès qu'ils faisaient l'objet d'une récupération politique trop évidente. Les républicains qui ont perçu ces signaux ont été récompensés cette année : ce sont surtout des gouverneurs, des pragmatiques, les frères Bush, qui n'ont pas déglissé les minorités ethniques dans deux Etats du Sud à forte population hispa-

nique, George Pataki dans l'Etat de New York, Tommy Thompson dans le Wisconsin ou John Rowland dans le Connecticut, tous réélus.

Mais le leadership républicain, galvanisé par l'enquête du juge Starr, aveuglé au fossé qui se creusait avec l'opinion, est resté prisonnier de la droite religieuse et de sa haine pour M. Clinton. Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, guerroyait contre l'homosexualité alors que le meurtre d'un jeune gay dans le Wyoming, en octobre, a provoqué des manifestations d'est en ouest ; le Wisconsin a élu mardi la première représentante au Congrès ouvertement lesbienne, Tammy Baldwin. Le meurtre d'un médecin qui pratiquait des avortements dans le nord de l'Etat de New York, il y a deux semaines, a immédiatement mobilisé l'électorat féminin en faveur du démocrate Chuck Schumer, qui a arraché son siège au Sénat au républicain Al d'Amato, dont Hillary Clinton est venue dénoncer l'opposition à l'avortement.

Une fois de plus ce 3 novembre, les Américains ont rejeté les extrêmes. Les électeurs ont ainsi répudié plusieurs figures de la droite chrétienne, Linda Smith dans l'Etat de Washington, le sénateur Lauch Faircloth (proche ami de Ken Starr) en Caroline du Nord et en Alabama, le gouverneur Fob James, celui qui voulait envoyer les milices de son Etat faire respecter la prière à l'école.

Le message, cette fois, passera-t-il ? Certains représentants des médias pensent que le message

s'adresse aussi à eux, en particulier sur l'affaire Lewinsky : « Nous nous sommes tous trompés, a reconnu à CNN Ron Brownstein du *Los Angeles Times*. Moins après, mais, on a ignoré les sondages », qui soulignaient l'écart entre l'opinion et Washington. L'ensemble de la classe politique traditionnelle peut aussi se sentir concernée par la victoire du sénateur démocrate Russell Feingold, fervent défenseur de la réforme du financement des partis, qui a refusé l'argent de son propre parti, et par l'élection surprise d'un champion de catch, Jesse « The Body » Ventura, membre du parti de Ross Perot, comme gouverneur du Minnesota ; il se fait à présent appeler Jesse « The Mind » (l'esprit) Ventura.

La mobilisation de l'électorat noir en faveur des démocrates, l'énorme contribution des voix hispaniques à la victoire du gouverneur George W. Bush au Texas et à celle du nouveau gouverneur démocrate de Californie, Gray Davis, sont autant d'avertissements pour le Parti républicain, car à l'avenir, de plus en plus d'Etats ressembleront, ethniquement, au Texas et à la Californie. Les démocrates qui ont gagné des sièges importants mardi, comme le gouverneur de Californie et le sénateur Schumer à New York, sont eux aussi des démocrates modérés, centrés : l'Amérique respire de cette fin de millénaire restée solidement ancrée au centre, et la course de l'an 2000 se jouera au centre.

Sylvie Kauffmann

صلى الله عليه وسلم

De l'obscénité particulière américaine

par Christophe Gallaz

Si les législatives américaines ont illustré l'heureux décalage d'opinion qui distingue encore les citoyens des élites affrénées à l'exploitation de l'affaire Lewinsky, n'en soyons pas excessivement rassurés. Tout recommencera tôt ou tard, là-bas comme ailleurs. Sous une forme analogue ou sous d'autres. L'obscénité des républicains n'a pas résidé dans le fait qu'ils nous aient raconté des histoires croustillantes, en effet, mais dans celui qu'ils s'en soient excités jusqu'à méditer deux crimes d'État.

Le premier visait à dépouiller le peuple américain de lui-même en le saturant d'informations qui ne l'intéressaient ni quant à son présent ni quant à son avenir. Le second, à violer les principes juridiques élaborés par le législateur au nom de ce même peuple et sous son égide, notamment ceux qui garantissent une présentation contradictoire des thèses émises par la défense et l'accusation.

On a tenté ces derniers mois de diriger des millions de citoyens vers un espace extérieur au leur. Cela s'appelle la déportation, opération dont notre siècle, après l'avoir mise en application dans sa version matérielle éthylique, finit donc par nous proposer la version transposée dans l'abstraction - caractéristique qui se révèle d'ailleurs le dénominateur commun de toute cette affaire.

Le domaine du sexe choisi par les adversaires de Bill Clinton fut par excellence celui de l'illusionnisme et du faux-semblant, où les mises en miroir et les représentations valent davantage que les corps, les objets et les faits. Cette stratégie ne doit rien au hasard. Elle est moderne par excellence, au contraire, dans la mesure où elle joue des apparences et de la dissimulation.

Projetée dans le domaine nécessairement fantasmatique du sexe,

la démarche déflorante des républicains américains ne pouvait que se produire comme une intervention d'apparence naturelle, et progressivement légitime. De même que rien ne semble plus normal que la folie lorsqu'elle se manifeste dans une ambiance affolée, rien ne pouvait sembler plus normal que le délire des républicains manifesté dans le domaine fantasmatique du sexe.

C'est dire à quel point les répu-

restés affamés d'une identité qu'ils se sentent sommés de regagner constamment sur le vide. Qu'ils soient républicains ou non n'y change rien : tel est le piège, apte à transcender n'importe quelles législatures.

Les Américains, après deux siècles d'existence collective en tant que nation, durant lesquels ils n'ont cessé de projeter compulsivement leur silhouette dans la figure manichéenne du Bien luttant

contre le Mal, mais durant lesquels ils n'ont jamais atteint leur objectif de s'y sentir accordés, sont devenus incapables de gérer leur besoin d'être reconnus. Ils ne perçoivent plus de différence essentielle entre leur désir de se faire homologuer sur toute la planète en recourant à tous les moyens possibles de régence économique et militaire et leur réflexion de s'instituer en contrôleurs d'un bureau situé dans la Maison Blanche pour y moraliser la sphère privée de deux adultes amoureux.

Le drame est que cette quête pa-

nique est suffisamment masquée sous les aspects du dynamisme vital, voire du progrès civilisateur, pour qu'elle ait gagné le reste du monde. Nous devenons tous Américains. Le World Economic Forum de Davos n'est qu'une expression légèrement décalée, parce qu'elle a lieu sur le plan des affaires, du délire exprimé cet été, sur le plan juridique et politique, par les républicains de Washington. Il n'y a pas d'écart de convulsion entre l'investigation menée par le procureur Starr et les pratiques des baroudeurs de la finance et de la Bourse internationale.

Celles-ci comme celles-là visent à contourner tous les facteurs d'ordre éthique ou social qui leur feraient obstacle, pourvu que soient atteints respectivement, au nom d'une cause incantatoire abusivement nommée Justice suprême dans un cas et Prospérité globale dans l'autre, le coupable modèle et le marché salvateur. Une image a d'ailleurs parfaitement résumé cette complexité sur les écrans de CNN où se sont superposées, durant la diffusion de l'interrogatoire subi par Clinton, sa silhouette et la courbe mobile du Dow Jones et du Nasdaq.

Ainsi s'est esquissée, en filigrane de cette affaire, une situation inédite où le public est apparu, jusqu'au fragile sursis de ces dernières législatives, comme le plus dangereux ennemi du peuple. Les républicains n'ont pas cessé de jouer le premier contre le second.

Le domaine du sexe choisi par les adversaires de Bill Clinton fut par excellence celui de l'illusionnisme et du faux-semblant, où les mises en miroir et les représentations valent davantage que les corps

blicains américains ont tenté d'inverser la conception démocratique de la politique. D'un art censé propulser des idéaux dans l'ordre concret pour le modifier, ils ont voulu faire un art ne s'intéressant au concret que pour en tirer des images et les trafiquer. Le destin premier du rapport Starr a parfaitement indiqué ce basculement : avant d'avoir été lu par les membres du Congrès américain, opération qui l'eût validé comme un objet concret, il s'est trouvé démultiplié sur les réseaux d'Internet sur décision dudit Congrès, opération qui l'a validé comme une image, c'est-à-dire comme un élément qualitativement compatible avec le flux défilant de son obscénité.

Il n'est pas fortuit que ces événements soient advenus de manière aussi primale aux États-Unis. Ce pays est le laboratoire mondial du manque et de la perte intimes. Il fut façonné par des immigrants arrachés à leurs racines, donc à leur histoire. Leurs descendants sont

Une bibliothèque sans pilote

par Thierry Jaccaud

UNE bibliothèque doit être ouverte ou fermée, selon la formule de MM. Juillard et Nora dans la page Débats du Monde du 31 octobre, après treize jours de grève de la Bibliothèque nationale de France. Certes, et, de préférence, elle doit être ouverte, ajoutent nos intellectuels : la réduction des jours et heures d'ouverture de la BNF serait en effet une catastrophe pratique et symbolique. Mais qui en décide ? Au-delà des dysfonctionnements du système informatique, c'est bien l'absence même de système de pilotage de l'établissement, c'est-à-dire de conseil d'administration, qui est en cause.

Formellement, pourtant, celui-ci existe, et même se réunit. Le décret de création de la BNF du 3 janvier 1994 précise sa composition et ses missions. Outre le président, nommé en conseil des ministres, il est composé de 19 membres, dont 9 représentants de l'État, 4 du monde culturel, 4 du personnel et 2 des lecteurs. Il a une mission très large : il est, entre autres, chargé d'établir les orientations de l'établissement, son programme d'activités et d'investissement, le budget, l'organisation générale des services, la politique tarifaire. Autrement dit, le conseil d'administration est chargé de l'utilisation optimale des 8 milliards de francs que la communauté nationale a investis dans le bâtiment, des 700 millions de son budget de fonctionnement annuel, des 2 800 employés et des 15 millions de documents. De façon significative du peu d'importance accordée aux administrateurs, aucune rétribution n'est prévue à leur égard. Serait-ce parce qu'aucun travail n'est attendu ?

De fait, membre de ce conseil depuis le mois de juin au titre de représentant des lecteurs, j'ai pu constater avec surprise que les séances sont de pure forme. C'est, au mieux, quelques jours avant chaque conseil d'administration que les administrateurs reçoivent les documents sur lesquels ils doivent se prononcer. C'est ainsi que nous avons reçu le 19 juin pour la séance du 24 juin plus de 400 pages de comptes 1997 à approuver. Plus tôt encore, nous

avons reçu le 6 juillet les documents portant sur la réorganisation générale des services, fortement contestée par le personnel, pour la séance du 8 juillet. Le grotesque est atteint le 14 octobre, où des projets de délibérations budgétaires sont remis en séance même et où la délibération sur la réorganisation des services est mise au vote en l'absence de l'avis écrit du comité technique paritaire, cet avis faisant simplement l'objet d'un commentaire oral.

Chions encore les tribulations d'un document intitulé tout simplement « Stratégie pour un nouveau millénaire », que l'on découvre quelques jours avant une séance en annexe d'une délibération, qui est retiré du vote, puis réintroduit, toujours en annexe, à la séance suivante, avec comme précisions orales qu'il ne s'agit que d'un document de travail. Document rien de moins que fondamental mais n'ayant fait l'objet d'aucune discussion, au statut hybride, significatif du flou qui règne quant aux orientations de l'établissement.

Car, aujourd'hui, tout est décidé par les ministères de tutelle, au détriment du conseil d'administration, réduit à une chambre d'enregistrement : la Bibliothèque n'a plus pour pilote qu'une nébuleuse ministérielle. Cette confusion entre établissement public autonome et service interne d'un ministère supprime tout débat, toute concertation et toute utilité aux administrateurs de la BNF. Elle aboutit à la cacophonie dont la grève actuelle est l'expression.

Il importe donc d'établir au plus vite un conseil d'administration réel, et non plus virtuel, en diminuant la représentation des ministères et en augmentant la représentation du monde culturel et des lecteurs. Dans cet esprit, la mise au point d'un contrat pluriannuel entre l'État et la BNF, comme cela se pratique couramment pour un établissement public de ce type, serait un outil efficace pour garantir à terme les orientations et les moyens d'une bibliothèque ouverte.

Thierry Jaccaud est représentant des lecteurs au conseil d'administration de la BNF.



3Com More connected.

Retrouvez-nous à
NETWORLD
INTEROP 98
Stand N°40

Pour capitaliser sur les nouvelles opportunités, tous vos collègues doivent travailler en synergie. C'est pourquoi les réseaux 3Com vous permettent de partager des documents multimedia, d'accéder à de la vidéo à partir de votre PC et de collaborer en temps réel grâce à de puissantes applications en réseaux. Aujourd'hui, les solutions 3Com aident des entreprises partout dans le monde à commercialiser plus rapidement leurs produits. Appelez-nous au 0803 022 023 ou visitez le www.3com.fr/moreconnected pour que votre entreprise soit mieux connectée.

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 6 NOVEMBRE 1998

SERVICE PUBLIC La réforme de 1997 a attribué à deux établissements publics des fonctions qui étaient auparavant regroupées au sein de la SNCF. ● L'EXPLOITATION

des chemins de fer reste attribuée à cette dernière, mais la propriété des voies a été confiée au Réseau ferré de France. ● UN SYSTÈME DE PÉAGE a été introduit. Forfaitaire depuis

deux ans, à raison de 6 milliards de francs par an, cette redevance va s'alourdir. ● LA FACTURE réglée par la SNCF au RFF s'alourdira dès le 1^{er} janvier de plus de 1 milliard de

francs, supporté en totalité par les TGV. ● LE RFF souhaite que chaque branche de la SNCF - grandes lignes, banlieue, fret - paie la valeur réelle des droits de passage qui leur sont

accordés. ● DES GARDE-FOUS sont mis en place par le gouvernement pour éviter que certaines activités, notamment les trains de banlieue, ne soient sacrifiées.

La SNCF découvre les conséquences financières de la réforme du rail

La propriété et l'exploitation des chemins de fer sont désormais séparées. La SNCF, qui acquittait des droits de passage forfaitaires depuis 1996, devra verser en 1999 plus de 1 milliard de francs supplémentaires en péages pour faire circuler ses TGV

LES TGV ne seront évidemment pas obligés de s'arrêter en rase campagne pour acquitter les péages, mais la SNCF va bel et bien devoir passer à la caisse. Le Réseau ferré de France (RFF), propriétaire du réseau de voies ferrées, passe à l'attaque : après le gel des tarifs qui lui avait été imposé pour deux ans, il s'apprête à augmenter significativement, dès l'an prochain, les péages que lui verse la SNCF.

Les TGV seront les premiers touchés. Selon nos informations, dès 1999, la SNCF devra verser plus de 1 milliard de francs supplémentaires

lignes, 1,3 pour le fret et 3 milliards pour les trains régionaux, dont ceux de la banlieue parisienne).

Ce n'est peut-être qu'un début. Même à 9 milliards de francs, les péages ne couvriront qu'une partie des 16 milliards de francs de dépenses d'entretien et des 6 milliards de francs d'amortissement annuel du RFF. L'Etat, qui compense ce déséquilibre par 12 milliards de francs de subvention annuelle, pourrait transférer partiellement cette charge à la SNCF.

Le gouvernement, arbitre des transferts financiers entre les deux

maines. A terme, l'Etat a promis que la SNCF ne serait pas mise à contribution « au-delà de sa capacité contributive ». En clair, les péages supplémentaires ne devront pas faire replonger la SNCF dans le rouge et seront compensés par des transferts financiers de diverses natures. Pour le RFF, les recettes commerciales supplémentaires seront pourtant loin d'être neutres, même si elles seront quelque peu rognées par la baisse de la dotation annuelle de l'Etat à son capital.

Refusant de voir son rôle limité à la gestion des 150 milliards de francs de dette héritée de la SNCF, le RFF veut devenir un acteur majeur de la politique ferroviaire. Premier objectif de Claude Martinand, son président : obtenir une meilleure utilisation du réseau. En commençant par augmenter les péages des TGV, le RFF ne fait que

traduire le coût plus élevé des lignes à grande vitesse, facturées jusqu'à présent au même prix que les lignes non électrifiées. Dans le futur, une meilleure facturation du réseau à grande vitesse va permettre à RFF de boucler plus facilement le financement des nouvelles lignes TGV. Plus les recettes commerciales supplémentaires seront conséquentes, moins les subventions réclamées aux collectivités publiques seront importantes.

PETITES LIGNES « GRATUITES »

Mais le RFF se révèle aussi un allié de la SNCF dans la préparation d'une éventuelle déréglementation du marché ferroviaire en Europe. En augmentant les péages sur Paris-Lyon, le RFF rend plus difficile la tâche d'éventuels concurrents de la SNCF qui pourraient se contenter d'exploiter les lignes les plus fré-

quentées et les plus rentables. A l'inverse, le RFF a décidé d'accorder la gratuité aux trains de la SNCF qui circulent sur les réseaux secondaires ou d'aménagement du territoire. « Si un jour, ces lignes sont fermées, ce ne sera pas à cause des péages mais bien de l'insuffisance des recettes commerciales de ces lignes », se défend par avance M. Martinand.

Les initiatives du RFF sont également destinées à remettre en cause le fonctionnement de la SNCF. Après les TGV, le RFF compte s'attaquer à la tarification des trains de fret et des trains régionaux. « Si la SNCF continue à faire passer ses trains de fret à 40 km/h en moyenne, en donnant la priorité aux trains de voyageurs, elle ne sera jamais capable de concurrencer le transport routier », explique M. Martinand. Le RFF veut que chacun des se-

cteurs de la SNCF, grandes lignes, banlieue et fret, paie la valeur des « sillons » (droits de passage) qui leur sont accordés. Il devrait être aidé par la Commission européenne dans cette tâche. Après avoir exigé la séparation du réseau ferroviaire et de l'opération, elle s'apprête à réclamer celle des activités de transport de voyageurs et de fret.

Pour éviter une régulation uniquement fondée sur les prix, qui risquerait par exemple de sacrifier les trains de banlieue, le gouvernement français va instaurer des garde-fous. Il prépare une série de textes réglementaires sur les priorités à respecter dans la répartition des « sillons » ferroviaires. Une manière de signifier au RFF que sa liberté reste sous surveillance.

François Bostrnavarom et Christophe Jakubyszyn

Les syndicats de cheminots européens hostiles à la libéralisation du fret

Les organisations syndicales françaises CGT, CFDT, FO, CFTC, FMC-UNSA, FGAAC et SUD-Rail continuent d'afficher leur hostilité à la libéralisation du fret ferroviaire européen et appellent à une journée de mobilisation syndicale européenne, lundi 23 novembre. D'ores et déjà, les organisations syndicales belges, luxembourgeoises, italiennes, espagnoles, portugaises et grecques ont également décidé d'arrêter le travail à la même date.

Cette manifestation fait suite à une première mobilisation qui avait eu lieu au mois de juin. Cette mobilisation avait, selon les syndicats, « suffisamment pesé pour que les ministres des transports de l'Union européenne ne se sentent pas autorisés à donner le feu vert à une demande de libéralisation immédiate du fret ferroviaire émise par la Commission européenne des transports ». Le conseil des ministres des transports s'apprête à examiner trois nouveaux projets de directive de la Commission européenne, portant notamment sur la séparation comptable des activités fret et voyageurs.

pour pouvoir faire circuler les trains sur un réseau qui ne lui appartient plus depuis la réforme ferroviaire de 1997. Un surcoût de dépense significatif, lorsque l'on sait que les péages versés aujourd'hui pour l'ensemble du réseau passagers grandes lignes s'élèvent à 1,7 milliard de francs par an.

Et ce n'est pas fini. D'ici à 2001, le RFF a prévu que la SNCF que les péages atteindraient 9 milliards de francs, contre 6 milliards aujourd'hui (1,7 pour les grandes

établissements publics, a cependant choisi de ne pas trop pénaliser la SNCF. Sur la voie de l'équilibre financier, l'entreprise ferroviaire ne supportera, en 1999, que 400 millions de francs de coûts de péage supplémentaires, le solde étant compensé par le transfert de dotations du RFF vers la SNCF et par le versement de subventions supplémentaires au titre de la régionalisation. Les derniers arbitrages entre le ministère des transports et Bercy pourraient être rendus cette se-

DANS LA PERSPECTIVE de l'ouverture à la concurrence du marché européen de l'électricité, à partir du 19 février 1999, le gouvernement français vient de transmettre la dernière version de son « projet de loi sur la modernisation et le développement du service public de l'électricité » au Conseil d'Etat. Ce texte a été amendé de façon à introduire un pouvoir de sanction pour la future autorité de régulation du secteur. Ce document d'une trentaine de pages, aboutissement de huit mois de consultations, devrait être présenté en conseil des ministres à la mi-décembre pour être soumis au Parlement au début du mois de février.

Cette ouverture progressive du marché concernera dès l'année prochaine 400 entreprises françaises consommant plus de 40 millions de kilowattheures par an, soit 25 % de la consommation française. Ces entreprises dites « éligibles » pourront se tourner vers un autre fournisseur d'électricité européenne qu'EDF.

Le projet de loi, dont la rédaction a été achevée le 30 octobre, a clarifié certains points de l'avant-projet, dotant de pouvoirs de sanctions la Commission de régulation de l'électricité

(CRE), instance créée pour veiller au bon fonctionnement du marché. En préalable, le texte réaffirme l'importance du service public de l'électricité.

La composition de la CRE a été modifiée par rapport à sa conception initiale. Elle passe de cinq à six membres : trois, dont le président, seront nommés par décision des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, trois autres seront désignés par les présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social.

INTERDICTION TEMPORAIRE OU AMENDE

Cette instance peut désormais « soit d'office, soit à la demande du ministre en charge de l'énergie, d'une organisation professionnelle ou d'une personne physique ou morale concernée, sanctionner les manquements qu'elle constate de la part des gestionnaires de réseaux publics de transport ou de distribution ou de leurs utilisateurs ». La sanction est « une interdiction temporaire d'accès aux réseaux pour une durée n'excédant pas un an », ou une amende. Le projet précise également le rôle du ges-

tionnaire du réseau public de transport et d'électricité. Cet organisme, tout en restant au sein d'EDF, devient « indépendant, sur le plan de la gestion, des autres activités d'Electricité de France ». Il dispose d'un « budget qui lui est propre et qui est communiqué à la Commission de régulation de l'électricité ».

Le texte précise la notion de « clients éligibles ». Il s'agit d'un « consommateur final dont la consommation annuelle d'énergie par site est supérieure à un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat ». Côté production, il autorise les collectivités locales à se doter d'installations électriques ou de cogénération (chaleur et courant) utilisant des énergies renouvelables.

Parmi les décisions concernant EDF, l'une autorise l'entreprise publique à présenter une offre globale d'énergie à ses clients ayant accès à la concurrence. Comme prévu, une autre annule la procédure de nomination du directeur général en conseil des ministres. Cette responsabilité reviendra désormais au président de l'entreprise.

Dominique Gallois

Avoir un [corps de rêve] et se sentir [indestructible].

[Yvonne et son casque]



[Honda CIVIC 1999]



Décidément la Civic nous séduira toujours. La forme nouvelle de ses phares et de ses boucliers et un capot moteur plus agressif lui confèrent une ligne encore plus irrésistible. Un véritable corps de rêve. Encore mieux ! Le freinage ABS et son système de répartition EBD ainsi que le double coussins gonflables de sécurité sont de série sur la Civic 1.4i S ABS 1999. De quoi se sentir indestructible !

Votre concessionnaire sur 3615 Honda (2,23 F/mn).

86 800^F

Prix spécial de lancement valable jusqu'au 31.12.98 sur base de 80 000 F TTC. Tarif hors option au 01.11.98 - AM 9

CIVIC



L'innovation au service de l'homme.

HONDA

مكتبة

Un rapport du Sénat dénonce les distorsions de concurrence dans l'assurance

Alain Lambert souligne la vulnérabilité des compagnies et prône la démutualisation

Le rapport Lambert estime que l'assurance française, sous-capitalisée, est très fragile. Preuve de cette faiblesse, trois ténors ont disparu en quelques années

de la scène : les AGF, désormais filiale de l'allemand Allianz, l'UAP, rachetée par AXA, et le GAN, repris par Groupama. Dénonçant les distorsions de concurrence dont sont victimes les compagnies traditionnelles et les insuffisances passées de l'Etat actionnaire, M. Lambert prône la démutualisation.

DEUX ANS jour pour jour après avoir remis le rapport sur les banques, qui avait mis en exergue leurs faiblesses, le sénateur (UC) de l'Orne, Alain Lambert, président de la commission des finances du Sénat, récidive, cette fois sur les assurances. Il devait rendre publiques, jeudi 5 novembre, les conclusions d'un groupe de travail sur la situation et les perspectives du secteur de l'assurance en France, également jugé fragile et vulnérable aux offres publiques d'achat (OPA).

Les membres de la Haute Assemblée dénoncent aussi dans ce rapport de 200 pages les distorsions de concurrence et la place trop grande de certains acteurs, telles La Poste ou les mutuelles en complémentarité maladroite. Ce groupe de travail émet plusieurs propositions afin d'améliorer le système. Il préconise notamment d'harmoniser les règles fiscales et de réduire la fiscalité qui pèse sur les contrats d'assurance. Surtout, il souhaite autoriser la démutualisation, c'est-à-dire « faciliter les changements de statut des sociétés de personnes vers les sociétés de capitaux ».

Les huit membres du groupe de travail, constitué en mars, relèvent d'emblée la fragilité du secteur, qui pèse 1 097 milliards de francs de chiffre d'affaires et 3 700 milliards de placements en 1997. Preuve de

MODERNISER LA FISCALITÉ

Ces derniers contrôlent un peu plus de 16 % des primes d'assurances. La plupart des courtiers d'assurances sont également passés sous bannière étrangère, ce qui conduit peu à peu les assureurs français à être évincés « des marchés du risque industriel et des grands comptes ». « L'apparition de nouveaux acteurs (banassureurs, vente directe, grande distribution) a brouillé les marges des entreprises », renchérit le rapport.

La modernisation de la fiscalité de l'assurance est l'un des grands axes de ce rapport, qui dénonce le régime fiscal dérogatoire des mutuelles « 45 » (relevant du code de la mutualité). Se faisant l'écho de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), qui a porté l'affaire devant les autorités européennes, les rédacteurs du rapport montrent du doigt l'exonération de la taxe de 7 % sur les conventions d'assurances dont bénéficient ces mutuelles. Les sénateurs contestent aussi la distribution de produits d'assurances par La Poste et le Trésor public. Et demandent une nouvelle fois de cantonner l'activité d'assureur de La Poste en établissant une comptabilité analytique séparée et en filialisant éventuellement les activités de distribution de produits d'assurances.

Les propositions du groupe de travail ne sont, pour la plupart, pas nouvelles. Comme pour la banque, le rapport demande une harmonisation des conditions d'exercice du métier d'assureur « sur un marché caractérisé par une mosaïque d'acteurs », tout en « respectant la diversité des acteurs juridiques du secteur ». Dans sa conclusion, le rapport du Sénat ne mâche pas ses mots : à la veille de l'entrée en vigueur de l'euro, « les acteurs français demeurent lésés par des

contraintes réglementaires et fiscales d'un autre âge ». Surtout, les sénateurs veulent « lever le tabou de la démutualisation », comme cela s'est passé au Royaume-Uni. « Il convient de s'interroger sur l'opportunité d'autoriser la transformation des sociétés d'assurance mutuelle en sociétés de capitaux, ce qui permettrait de lever des fonds plus facilement pour financer leur croissance et faire face à la compétition internationale », notent-ils. En d'autres termes, ils regretteraient que les mutuelles, qui ont pourtant opéré une « percée spectaculaire » sur le marché de l'assurance dommages, ne puissent pas constituer de groupe, tout en ayant l'avantage de ne pas être opéables. Les sénateurs affirment, en outre, que « le principe de la participation des sociétés aux orientations de l'entreprise selon le principe démocratique "un homme, une voix" devient relativement théorique ».

Le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMMA), auquel appartiennent notamment la MAIF, la Macif, la MAAF, s'insurge contre ces propositions, estimant que « l'idée de démutualiser les mutuelles pour les transformer en sociétés anonymes peut paraître inopportune et illogique ». Parmi les autres mesures proposées par le rapport Lambert, qui craint la délocalisation de l'épargne, il faut mentionner l'ouverture des régimes d'épargne-retraite des fonctionnaires à tout un chacun, la création de fonds de pension. Il lance aussi un appel à l'Etat en préconisant le renforcement des moyens de contrôle, aujourd'hui jugés insuffisants.

Pascal Santi

Les syndicats bancaires lancent un appel à la grève pour le jeudi 3 décembre

La négociation sur les 35 heures reste bloquée

LE DIALOGUE de sours continue entre l'Association française des banques (AFB) qui représente le patronat et les syndicats de la branche qui compte 230 000 salariés. Depuis la dénonciation de la convention collective par l'AFB - envisagée dès octobre 1997 et effective en février 1998 -, les discussions n'avancent pas, bloquées tant sur les questions de rémunération, classification et protection sociale, que sur le volet aménagement du temps de travail.

Ce dernier est considéré comme prioritaire par l'AFB, car la profession veut se laisser le temps de mener des négociations au niveau de chaque entreprise d'ici à l'an 2000, date butoir pour le passage à 35 heures. Il faudrait pour cela parvenir à un accord de branche avant la fin de l'année.

Les relations entre le patronat et les syndicats viennent de prendre un tour plus dramatique avec l'appel à une journée nationale de grève jeudi 3 décembre, lancé par les fédérations FO, CGDT et CGT. Cette action sera précédée par des réunions le 25 novembre, ainsi que par des assemblées générales avec débrayage le 2 décembre.

Les trois fédérations dénoncent notamment les positions de l'AFB sur le temps de travail. Celle-ci a présenté un projet d'accord aux syndicats (Le Monde du 18-19 octobre) dans lequel elle calcule le temps de travail hebdomadaire, en déduisant cinq jours de congés spécifiques à la profession ainsi qu'une partie des jours fériés légaux. Elle

arrive ainsi à 36 h 30 et propose aux syndicats douze jours de vacances supplémentaires au lieu de vingt-quatre jours.

« Le patronat veut aussi financer une partie de la réduction du temps de travail sur la prime d'ancienneté, qui est un des points forts de la convention collective. Il faut donc aussi faire avancer les négociations sur la convention », estime Jean-Dominique Simonpoli, de la CGT. Il lui reproche aussi d'exclure plusieurs dizaines de milliers de salariés de la réduction du temps de travail en prévoyant des « forfaits » pour les cadres, les commerciaux et les salles de marché. « Nous souhaitons toutefois aboutir à un accord », rappelle-t-il. Il participera donc, comme la CFDT et FO, à la prochaine réunion paritaire prévue le 13 novembre.

LE SYNDICAT SUD EXCLU

Les deux autres fédérations du secteur, le SNB-CGC et la CFPC, poursuivent, elles, les discussions avec l'AFB, y compris au sein des groupes de travail désignés par les autres organisations. Elles n'appellent pas à la grève. Elles pressent toutefois moins lourd dans la branche que les trois autres organisations.

An Crédit agricole, les discussions sur les 35 heures sont aussi difficiles. Une première séance prévue, mercredi 4 novembre, entre la Fédération nationale du Crédit agricole et sept syndicats n'a pas pu avoir lieu en raison de la présence de représentants du syndicat SUD qui n'étaient pas convoqués à la réunion et que la délégation patronale n'a pas acceptée.

Sophie Fay

accordés. • DES GARDE-FOUS sont mis en place par le gouvernement pour éviter que certaines activités, notamment les trains de banlieue, ne soient sacrifiées.

Prime du rail

Passage forfaitaire des TGV

Les membres de la CNCF, grandes lignes ferroviaires, ont obtenu que leur soit accordés, à partir de 1999, des « primes de passage » (droits de passage) par la Commission européenne dans cette tâche. Après avoir exigé la séparation du réseau ferroviaire et de l'opérateur, elle s'apprête à exiger celle des activités de transport de voyageurs et de fret.

Pour éviter une régulation inéquitable forcée sur les prix, qui se traduit par exemple de manière française par l'instauration des tarifs de base, le gouvernement prépare une série de mesures réglementaires sur les primes à verser dans le cadre de la séparation des activités ferroviaires. Une mesure de régulation du RFF que la CNCF s'apprête à contester.

François Bostromme et Christophe Jakubowski

pouvoir de sanction

Après le nouveau plan de financement de l'EDF, le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Le pouvoir de sanction des actionnaires est devenu un sujet d'actualité. Les dirigeants de la compagnie ont dû faire face à une série de questions relatives à la gestion de l'entreprise.

Siemens se restructure et contente la Bourse

Le géant allemand cède des activités, dont les composants électroniques, représentant près de 60 milliards de francs

LE TEMPS des grands conglomérats, ces groupes multiformes présents sur une multitude d'activités industrielles, voire financières, semble bien être révolu. Les chaebols sud-coréens ont commencé à se réformer. Les géants japonais y songent aussi. En Europe, des groupes comme le français Alcatel Alsthom et le néerlandais Philips ont déjà procédé à de sévères restructurations.

Restait, sur le Vieux Continent, une figure emblématique : Siemens et sa quinzaine de métiers. Mais le groupe allemand apparaît lui aussi décidé à rompre avec ce passé de conglomérat « touche-à-tout ». Mercredi 4 novembre, son PDG, Heinrich von Pierer, a annoncé qu'il entend se défaire d'activités représentant plus de 17 milliards de francs de chiffre d'affaires (56,9 milliards de francs), soit un septième de ses ventes totales.

Ces mesures, parmi lesquelles émerge surtout l'abandon pro-

fin septembre, très en retrait par rapport aux promesses de la direction de Siemens. « Siemens a dû subir plusieurs coups de grêle. Nous en avons tiré les conséquences », a expliqué M. von Pierer. Mercredi 4 novembre, le groupe a indiqué avoir dégagé un bénéfice net avant éléments exceptionnels de 2,66 milliards de francs, certes en hausse de 2 %, mais très éloigné des prévisions faites voici un an, qui portaient sur une progression de 15 %.

TROIS DIFFICULTÉS

Cette moindre croissance des résultats est due principalement aux difficultés rencontrées par le groupe dans trois secteurs, dont les comptes ont été lourdement déficitaires : les semi-conducteurs (1,19 milliard de francs de déficit avant impôts), activité affectée par la chute des prix de vente des composants mémoire ; le matériel ferroviaire (759 millions de francs de pertes) ; et les centrales électriques (65 millions de francs de déficit).

Conséquence de ces mauvais résultats, certaines de ces activités sont directement visées par les mesures de désengagement. Le secteur des composants électroniques - 47 000 salariés, 11 milliards de francs de chiffre d'affaires - s'apprête ainsi à vivre ses derniers jours au sein du groupe. Les trois divisions qui composent cette activité seront, « dans un premier temps, transformées en sociétés juridiquement indépendantes ».

Ensuite, la division semi-conducteurs, dont les comptes resteront déficitaires en 1999, sera introduite en Bourse. « Nous avons l'intention de le faire rapidement mais pas de façon précipitée », a indiqué M. von Pierer. Il a ajouté que son objectif, à terme, est de ramener à zéro la participation de Siemens dans cette activité. Le groupe n'entend plus handicaper sa capacité d'investissement par cette branche fortement consommatrice de capitaux, qu'il a portée à bout de bras depuis plus de quinze ans, car il la considérait comme stratégique pour ses autres activités.

La vente en Bourse est aussi « envisagée » pour les composants passifs et tubes électroniques (290 millions de francs de bénéfices, pour 2,6 milliards de francs de chiffre d'affaires), alors que les composants électromécaniques (45 millions de francs de bénéfices, 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires) feront l'objet de la recherche d'un partenaire.

Après la cession, en cours, de ses câbles électriques haute tension au groupe italien Pirelli, Siemens a annoncé la vente rétroactive au 1^{er} octobre d'une filiale qui produit des locomotives à son compatriote Vossloh et envisage par ailleurs de « fortement restructurer » son portefeuille d'activités dans sa division informatique et matériels de télécommunications.

D'ores et déjà, côté télécommunications, la vente de l'activité de câbles de transmission en cuivre est annoncée. En ce qui concerne l'informatique de Siemens Nixdorf, dont les bénéfices avant impôts ont chuté de 35 % à 68 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs, en hausse de 10 %), le groupe entend se séparer de l'activité spécialisée dans les guichets et distributeurs automatiques. Plusieurs options sont à l'étude, dont, là aussi, une mise en Bourse.

Philippe Le Cœur



L'éditorial d'un expert du groupe chaque semaine urbi et orbi.

Suivez la flèche

<http://www.natexis.com>

Le rachat du Palm Beach par le groupe Partouche accélère la concentration dans les casinos

La concurrence s'avive entre les deux leaders du marché et les nouveaux venus

Deux groupes, Partouche et Barrière, règnent traditionnellement sur les établissements de jeu français. Jusqu'à présent modestes, leurs concu-

rents gagnent du terrain. Sur un marché fortement réglementé, où les autorisations restent rares, les acquisitions deviennent le moteur de la

croissance. Mais, si le nombre de casinos reste stable, le public ne cesse de grandir en raison de l'engouement pour les machines à sous.

LE PALM BEACH, célèbre casino donnant sur la baie de Cannes, vient de changer de mains. Vivendi (ex-Générale des eaux), auquel il appartenait, vient de le céder au groupe Partouche, l'un des deux principaux acteurs sur le marché français du jeu. Parallèlement, Partouche a repris les 15 % que détenait Vivendi dans la société qui exploite un autre établissement de la Croisette, le Casino municipal de Cannes, à l'issue de plusieurs mois de litige. L'actionnaire principal de cette société, sur laquelle Partouche aurait des visées, n'est autre que son rival, le groupe Barrière. Ce dernier, qui affirme que le Palm Beach lui avait été proposé par Vivendi, explique qu'il n'a pas souhaité racheter l'établissement, « insuffisamment rentable, et parce qu'il subsistait des incertitudes sur la propriété de l'assise foncière ».

Longtemps, Barrière et Partouche ont régné seuls sur le monde des casinos, selon un partage tacite : Normandie et Cannes pour le premier, Nord, Rhône-Alpes et Sud-Est pour le second. A cette séparation physique s'ajoutait une différence de culture entre Barrière, également hôtelier, qui revendique un positionnement haut de gamme et une place de leader dans les jeux de table, et Partouche, essentiellement casinotier et résolument commercial.

LA FIN D'UN DUOPOLE

Le duopole n'a plus cours. Le 22 octobre, Alain Juppé annonçait l'attribution du futur casino de Bordeaux à un outsider, le groupe hôtelier Accor. Tout un symbole : plusieurs concurrents, désormais, prennent place sur ce marché qui, après avoir décliné depuis les années 60, a été relancé depuis 1988 grâce à l'autorisation d'exploiter des machines à sous dans les casinos. En 1995, l'introduction en Bourse du groupe Partouche suscitait l'engouement du public. A sa suite, la plupart de ses concurrents entraient à la cote.

Désormais concurrent sérieux de Partouche et de Barrière, Accor a développé son activité jeux, complément de son offre hôtelière, à partir de juin 1997, en rachetant les parts du sud-africain Sun International au sein de la Société de participation et d'investissements de casinos (SPIC SA). Devenu majoritaire, le groupe a rebaptisé cette filiale Accor Casinos SA et s'est vu attribuer la construction et l'exploitation du casino de Dax (Landes), la gestion de celui de Cannes-Mandelieu et deux promesses de vente à Saint-Raphaël et à Sainte-Maxime (Var).

Accor a également tissé des liens financiers avec le groupe Barrière, par le biais d'échanges de participations croisées minoritaires. Cette alliance se traduit par le partage de certaines fonctions (pour les achats notamment). « Nous gérons bien

nos différences, et notre partenariat ne devrait pas évoluer », précise toutefois Sven Boinet, président d'Accor Casinos.

D'autres concurrents se montrent également actifs. L'Européenne des casinos, depuis son introduction en Bourse en juillet 1997, a racheté cinq établissements et triplé son périmètre. Mollitor, coté au second marché en juillet, opère une percée notable avec six casinos dans le sud de la France et l'attribution récente de l'établissement d'Amélie-les-Bains, près de Perpignan (Pyrénées-Orientales). De ce fait, le groupe Tranchant voit sa position de troisième acteur du marché remise en question.

Même s'il reste entouré d'un parfum sulfureux, le secteur du jeu affiche un grand dynamisme, croissant au rythme de 20 % par an. Cela en dépit d'une réglementation rigoureuse : lourde fiscalité, avec près de 51 % du produit brut des jeux prélevés par l'Etat, législation

restrictive. Seules les stations thermales, climatiques ou balnéaires et, à certaines conditions, les villes touristiques d'au moins 500 000 habitants ont la possibilité d'accueillir des établissements de jeu. L'installation de nouvelles machines à sous nécessite un feu vert du ministre de l'Intérieur, l'exploitation d'un casino est soumise à la double autorisation du même ministre et du maire.

ACQUISITIONS NÉCESSAIRES

Dans un marché où peu d'autorisations sont accordées, les acquisitions sont nécessaires pour continuer à croître. « La préoccupation des casinotiers, c'est d'être présent chaque année sur les quelques créations et ventes. La compétition de demain porte sur la reprise des petits casinos indépendants », résume Philippe Lazare, directeur général du groupe Barrière, qui donne toutefois la priorité à sa rentabilité plutôt qu'à son expansion. Accor

Casinos revendique une politique de croissance plus agressive : « Nous répondons à tous les appels d'offres intéressants », déclare M. Boinet.

Pour se développer, les opérateurs recherchent des lieux moins sévèrement encadrés : Dakar, le Maroc et l'Australie pour Accor, Prague, Budapest et le Nevada pour l'Européenne des casinos, qui peaufine également un projet à Bruxelles. Les deux leaders du secteur, Barrière et Partouche, mettent le cap sur la Tunisie.

Les casinotiers cherchent aussi à séduire de nouveaux joueurs en France même. Fabrice Lendormy, porte-parole de l'Européenne des casinos, reconnaît que « la clientèle de milliardaires a quasiment disparu de l'Hexagone ». De plus en plus tournés vers le grand public, ces groupes s'efforcent de transformer leurs établissements en lieux de vie, améliorent les spectacles et la restauration (par ailleurs obligatoires) et ouvrent des salles de cinéma. « Un casino, ça se gère comme un supermarché, avec pour produit d'appel des machines qui distribuent peu mais souvent », commente M. Lendormy.

En France, les casinotiers estiment que le potentiel du marché reste largement inexploité en raison des limites imposées par le gouvernement au développement du parc de machines. « A chaque fois qu'on installe des machines à sous, on crée une zone de chalandise », remarque Philippe Lazare, qui ajoute qu'il y a 13 000 machines à sous exploitées en France, soit seulement l'équivalent de deux casinos à Las Vegas, ce qui montre qu'en France le marché est loin d'être saturé.

Véronique Dupont

le nouvel Observateur

COPROPRIÉTÉ LES ARNAQUES DES SYNDICS ...ET COMMENT LES ÉVITER !

LE PS ET LES PROFS :
HISTOIRE D'UN DÉSAMOUR

GRANDE BIBLIOTHÈQUE :
RATÉS A L'ALLUMAGE

CRISE MONDIALE :
SI LE BRÉSIL TOMBE...

Le Monde
A LA TÉLÉVISION
ET À LA RADIO

Le Monde des idées

Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10

Le dimanche à 12 h 10 et à 17 h 10

Le Grand Jury

RTL-LCI

Le dimanche à 15 h 30

De l'actualité à l'Histoire

HISTOIRE

Les dimanche à 20 h 45,

jeudi à 13 heures et 23 heures,

vendredi à 11 heures et 19 heures,

samedi à 8 h 30 et 16 h 30

Le Grand Débat

FRANCE-CULTURE

Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois

à 21 heures

A la « une » du Monde

RFI

Du lundi au vendredi

à 12 h 45 (heures de Paris)

La « une » du Monde

BFM

Du lundi au vendredi

à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40

Le samedi

à 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

DOSSIERS DOCUMENTAIRES

Camus, le juste

Homme révolté, parfait roman
parfois philosophique, parfois juste
c'est le rôle de l'écrivain qui lui a été
Et aussi :
Littérature et mémoire de la Si

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

كتاب من التراث

مكتبة

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 6 NOVEMBRE 1998

« Le Progrès » prépare une nouvelle formule dans un contexte économique difficile

L'érosion continue des ventes du quotidien lyonnais et les mauvais résultats des derniers exercices contraignent le groupe à une relance rédactionnelle en 1999 pour les 140 ans du titre, doublée d'une réorganisation industrielle en profondeur de ses quatre centres d'impression

LYON

On n'a pas vu ça depuis longtemps au Progrès. La rédaction a été prise au mois de septembre de réélire au journal qu'elle faisait. Le directeur de la rédaction a fait le tour des bureaux du quotidien régional pour lancer la réforme. Le Progrès veut changer de format et modifier son contenu pour attirer la lecture et réguler l'érosion de ses ventes. En cinq ans, l'ensemble des journaux du groupe (Le Progrès, Le Bien public, Le Journal de Saône-et-Loire) a perdu 10 % de sa diffusion, avec une diffusion totale payée de 407 000 exemplaires en 1997, et à peine 284 000 exemplaires pour le seul Progrès.

Des réformes sont prévues jusqu'à la fin du mois de novembre. L'objectif est d'arriver à une nouvelle formule pour les 140 ans du journal, né le 12 décembre 1859. « Il faut se placer dans une perspective d'avenir », explique Xavier Elie, PDG du titre, il n'y a pas de raisons que l'on fasse un journal différencié à Lyon et à Rennes qu'à Milan, Barcelone ou Birmingham. « Le Progrès est un quotidien républicain de proximité, ouvert à tous et à toutes les formes de la vie, poursuit-il. Il faut davantage de pages, d'articles, de suppléments, d'informa-

tions locales. La réflexion est en cours. Aujourd'hui, nous sommes limités en pagination. Il nous faut aussi un outil technique et industriel qui permette d'accompagner cette relance éditoriale forte ».

Comme de nombreux journaux régionaux, Le Progrès remet en cause son grand format et souhaite le réduire. Deux possibilités existent. Soit le groupe n'investit pas et adopte un format tabloïd, en conservant les mêmes machines. Soit il investit dans de nouvelles rotatives, pour un montant de l'ordre de 150 à 200 millions de francs, et choisira entre un tabloïd et un format berlines (celui du Monde ou de Midi libre). L'expérience de France-Soir a quelque peu refroidi le groupe Hersant sur le tabloïd. Le choix interviendra alors que le journal est dans une situation économique difficile (voir ci-contre). Surtout, il se heurte à deux problèmes qui débordent largement le cadre de la région Rhône-Alpes : la situation de l'ensemble du groupe Hersant et les relations avec le Syndicat de la presse CGT.

Le groupe Progrès possède quatre centres d'impression et six rotatives pour un tirage de moins de 500 000 exemplaires. A l'exception de Chalon-sur-Saône, les rota-

tives ont plus de vingt ans. Les 65 000 exemplaires du Bien public (Dijon) devraient être imprimés à Chalon, au printemps 1999. A Chassieu, siège du Progrès dans la banlieue de Lyon, trois rotatives sont chargées du tirage du journal. Mais devant l'érosion des ventes, l'une des rotatives est « en jachère », et ne fonctionne que quelques heures par semaine. A 60 kilomètres de là, l'impression de Saint-Etienne, La Tribune-Le Progrès, possède aussi son imprimerie (100 000 exemplaires). Depuis longtemps, cette situation était jugée anormale au sein du groupe

Hersant. Sans compter que Le Dauphiné libéré a lui-même son imprimerie avec trois rotatives.

LE BASTION STÉPHANOIS

L'annonce par Xavier Elie, le 16 juillet, de l'arrêt des rotatives de Saint-Etienne - sans licenciement - avait mis le feu aux poudres. Le 5 octobre, Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, a rencontré, à Lyon, avec Xavier Elie, des représentants régionaux et nationaux de la Filpac-CGT. Au cours de ces entretiens, M. de Chaisemartin a expliqué que le transfert de l'impression du Bien

public à Chalon était incontournable. Pour lui, ce dossier est clos, même si la Filpac y reste opposée.

Sans remettre en cause l'arrêt de l'imprimerie de Saint-Etienne, Yves de Chaisemartin a précisé qu'aucune décision n'était prise, tout en expliquant que le groupe ne pourrait pas moderniser l'ensemble de ses centres d'impression. Le PDG de la Socpresse a reconnu, à cette occasion, que la crise financière ne facilitait pas l'opération d'ouverture du capital du Progrès, qu'il a prévu de boucler d'ici à la fin de l'année.

Cette intervention a quelque peu rasséréné les salariés de Saint-Etienne. Installés près du mythique stade Geoffroy-Guichard, ils ne veulent pas jouer en deuxième division. L'imprimerie de La Tribune est au cœur de la zone industrielle Technopole, rue de la Robotique, entre la rue de la Presse et la rue de l'Informatique, dans un bâtiment de la fin des années 80, construit avec les deniers de la municipalité. En 1988, la mairie avait signé un contrat de crédit-bail sur dix-sept ans. En mars 1997, le groupe a obtenu un réajustement de la dette jusqu'en 2011. La mairie a rappelé que l'opération s'était faite « en raison de l'intérêt économique que représente à Saint-

Etienne le maintien d'une importante imprimerie essentielle à la survie de la presse locale dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire ».

Saint-Etienne est considéré comme un symbole par la Filpac-CGT, car c'est l'un de ses bastions historiques, tandis qu'à Chassieu, le pluralisme syndical est de rigueur. Point de crispation, Saint-Etienne met en évidence les difficultés de l'ensemble du pôle régional. « Le pôle Rhône-Alpes ne sera pas oublié dans la recapitalisation. L'ensemble du problème industriel de la région doit être mis sur la table. C'est une discussion que nous allons mener dans la sérénité avec une vraie logique de relance et de développement des journaux », avait déclaré Yves de Chaisemartin, lors du comité de groupe de la Socpresse, en juillet.

Aux interrogations sur la réorganisation, s'ajoutent les incertitudes sur l'avenir du pôle Rhône-Alpes au sein du groupe Hersant, malgré tous les démentis. Il y a quatre ans, des discussions avaient eu lieu avec Havas, Hachette, qui réorganise la presse régionale dans le Sud, sera-t-il tenté de remonter le Rhône jusqu'à Lyon ?

Alain Salles

Combat des chefs

Aux problèmes financiers et industriels du pôle Rhône-Alpes, se greffent des conflits, plus ou moins larvés, entre les dirigeants. Les rapports entre Le Progrès et Le Dauphiné libéré sont réduits à leur plus simple expression en raison des mauvaises relations qui existent entre Xavier Elie, PDG du Progrès, et Denis Huertas, PDG du Dauphiné. Un jeu de chaises musicales a laissé quelques traces en 1989 alors que les deux titres entamaient une vie séparée. Xavier Elie était alors président du conseil de surveillance du Dauphiné et responsable de l'ensemble du pôle, tandis que Denis Huertas dirigeait Le Progrès.

Pour simplifier les rapports de force, les relations entre Xavier Elie et son directeur-général adjoint, Bernard Sauguey, ne sont pas plus excellentes. M. Sauguey (UDF) est président du conseil général de l'Isère. M. Elie est conseiller municipal de Lyon, élu sur la liste de Raymond Barre, mais aujourd'hui en désaccord avec le maire.

Un endettement « colossal », des résultats en baisse

LE PROGRÈS a longtemps fait figure de bon élève du groupe Hersant, malgré son endettement. Lorsque les résultats du Figaro se dégradèrent, victimes de la récession publicitaire, le quotidien lyonnais affichait des résultats enviables, parmi les meilleurs de la presse quotidienne régionale. En 1994, il affichait un taux de rentabilité de 12 % : près de 100 millions de francs de résultat d'exploitation, pour un chiffre d'affaires de 830 millions.

Aujourd'hui, la situation s'est inversée. « A l'heure où le groupe Socpresse redresse ses résultats, ignore des solutions à son endettement et retorque de l'ambition, le sous-groupe Progrès semble à contre-courant de ces évolutions », notent les experts du cabinet Sécafi-Alpha, en analysant les comptes du journal pour le comité d'entreprise. 1997 a été une mauvaise année. Le chiffre d'affaires (841,2 millions) est en recul de 0,5 % par rapport à l'année précédente et le résultat économique brut a chuté de 35 %, à 37 millions de francs, contre 57 millions en 1996 et 100 millions en 1994. La diffusion et les recettes des ventes ont baissé, tandis que le chiffre d'affaires publicitaire est en recul de

1,7 %. Profitant de la baisse des taux d'intérêt, les frais financiers ont presque été réduits de moitié par rapport à 1994. Mais ils représentent encore aujourd'hui 53 millions de francs, entraînant un résultat courant déficitaire de 22 millions de francs, contre 2 millions en 1996. Le déficit net est de 50 millions.

UN POIDS « INSUPPORTABLE »

« Le poids excessif des charges financières, conséquence de l'endettement colossal du groupe, pèse maintenant de façon insupportable sur les résultats et inscrit le groupe Progrès dans une spirale déficitaire qui s'est amplifiée en 1997 », constate Sécafi-Alpha.

Cet endettement atteint la somme de 1,135 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 841 millions. Il est à 70 % interne au groupe Socpresse. Les mouvements de trésorerie au sein du groupe peuvent être importants. Ainsi, en 1996, la maison mère a-t-elle prêté 461,8 millions à la SERP, l'une des nombreuses sociétés du pôle rhodanien. Le Progrès est également - directement ou indirectement - emprunteur, auprès de ses cousins du Dauphiné libéré (64 millions de

francs), du Journal de Saône-et-Loire (100 millions) et du Bien public (17 millions). Le groupe a l'habitude d'utiliser la trésorerie des journaux pour en acheter d'autres. Depuis 1986, Le Progrès a rendu bien des services. Il met aujourd'hui le groupe à contribution.

Les dettes financières se répartissent pour moitié en endettement auprès des banques et pour l'autre moitié en concours bancaires à court terme. Un protocole a été signé avec les établissements de crédit, pour rééchelonner sur cinq ans la dette bancaire. Le quotidien lyonnais souffre, comme l'ensemble du groupe Hersant, d'une augmentation de l'endettement à court terme, qui représente 204 millions de francs en 1997 contre 51 en 1996.

Les fonds propres sont négatifs de 766 millions de francs. « Le déséquilibre colossal du bilan rend maintenant difficile à commentier », constate Sécafi-Alpha, qui conclut : « Une recapitalisation est nécessaire, pourraille se faire dans le même cadre actionnarial ? »

A. S.

Des auteurs suisses refusent d'être mis au format de la télévision française

LA SÉRIE s'appelle Nous, les Suisses. Elle est produite par la Télévision suisse romande (TSR). Des auteurs suisses avaient été chargés d'en écrire les scénarios. Aujourd'hui, le premier film est terminé, au générique, la vedette est l'acteur français Daniel Prévost, et le scénario est un... Parisien. L'incident a mis le feu aux

poudres. Une soixantaine de réalisateurs et scénaristes suisses viennent de signer un manifeste. Ils reprochent à leur télévision nationale de transformer leurs œuvres en sitcoms « formatés pour TF1 ».

La pratique des « script doctors » est pourtant chose courante. Elle consiste à faire tra-

vailler un scénario par une personne expérimentée pour l'adapter aux exigences du petit écran. Nombre de jeunes auteurs en ont fait l'expérience cuisante. La pétition née à Genève souligne surtout que les « script doctors » sont invariablement français. Les signataires de « Pour une télévision suisse romande » déplorent : « Nos textes sont régulièrement modifiés par les « script doctors » parisiens. Du scénario original, ne demeurent que les noms des personnages et les plaques « CH » sur les voitures. »

DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Selon Yves Mugny, chef de file du mouvement, la Télévision suisse romande (TSR) souffre d'un complexe d'infériorité : « Elle fait toujours appel à des Français, car elle doute de ses compétences. Une telle pratique peut se concevoir dans une coproduction où la Suisse est minoritaire, pas s'il s'agit d'une production propre. Nous sommes tout simplement sous la coupe des chaînes françaises. » Philippe Berthet, responsable du département fiction à la TSR, rappelle qu'en Suisse francophone il y a « très peu de véritables scénaristes. La TSR organise d'ailleurs des ateliers pour en former ».

Un discours identique est tenu à Paris par Alexis Lecaye, chez GMT, qui produit Julie Lescaut. Certains épisodes de ce feuilleton, diffusé sur TF1, sont coproduits par la TSR. « Bien sûr que, si nous considérons qu'un scénario n'est pas abouti, nous le reprenons. J'aurais été ravi qu'un Suisse aille jusqu'au

bout, mais, là-bas, ils manquent de scénaristes. C'est un métier qui demande une énorme expérience. »

M. Berthet reconnaît que le coût d'un tournage impose de toutes façons une collaboration avec la France. La TSR peut difficilement assumer seule la production d'un téléfilm : « Nous avons tenté de trouver un coproducteur français pour Nous, les Suisses, avoue-t-il. Cela n'a pas marché. Mais peut-être le film sera-t-il acheté et diffusé en France après coup. Et vendre en France lorsqu'on a tout fait seuls est plus difficile que si on invite des Français dès le départ. » Pour cette raison, il était plus judicieux de chercher un acteur vedette en France.

COMME LA PROVINCE

Le public français serait-il incapable de regarder un film francophone qui ne soit pas revu et corrigé à Paris ? « Paris impose certaines normes au reste de la francophonie », résume Philippe Berthet. Il faut entrer dans le cadre. En fait, nous sommes dans la même position que la province. La Société suisse des auteurs (SSA) met en place, le 7 novembre, une commission pour instaurer un dialogue avec la TSR. « Il est positif que les gens se mobilisent, estime Bernard Falciola, président de la SSA. Il faut organiser la profession. Combien de fois avons-nous conseillé à des auteurs de ne pas signer certains contrats ! Mais ils étaient tellement contents d'avoir du travail... »

Sylvie Tanette

Les producteurs critiquent le projet de holding du service public

LA FUTURE HOLDING appelée à coiffer la télévision publique continue à faire grincer les dents de l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA), qui a renouvelé, mercredi 4 novembre, ses critiques à l'encontre du projet de loi préparé par Catherine Trautmann. Pour Jacques Peskine, délégué général de l'USPA, « il n'y a pas besoin d'une nouvelle superstructure. Le gouvernement aurait dû faire aboutir les rapprochements entre France 2 et France 3 et entre Arte et La Cinquième ». Il s'agit d'un « réajustement » à l'affectation des ressources à la holding. L'USPA souhaite à tout prix « éviter deux dérives : la prise en charge de la ligne éditoriale des chaînes par la holding et la gestion des ressources au gré de considérations qui n'auront pas grand-chose à voir avec la politique des programmes des chaînes ». Le syndicat invite « le Parlement [à] rétablir l'affectation intégrale et directe » des ressources aux chaînes publiques.

L'USPA déplore en outre que la réduction des ressources publicitaires des chaînes publiques n'ait pas été précédée d'un « engagement pluriannuel d'augmentation des ressources du secteur public ». M. Peskine se déclare « clairement favorable à une augmentation de la redevance » et à une réforme de son mode de perception. Il prône une mensualisation et un relèvement de la taxe à 70 francs par mois.

DÉPÊCHES

■ AUDIOVISUEL : la station de RFO à Wallis-et-Futuna fonctionne en autogestion. La cinquantaine de salariés ont écarté les cadres et ils continuent de fabriquer des émissions hors de tout contrôle hiérarchique. Ils réclament une indexation à 2,5 de leurs salaires similaire à celle qui s'applique à certains fonctionnaires d'Etat travaillant sur le territoire.

■ PRESSE : l'intersyndicale des journalistes (SNJ, CFTD, CGT, CFTC, CGC et FO) a annoncé, mercredi 4 novembre, une semaine d'actions du 30 novembre au 4 décembre, pour dénoncer « la rupture unilatérale des négociations par le gouvernement » sur l'abaissement fiscal de 30 %.

■ PUBLICITÉ : Pascal Grégoire, le directeur de création et l'un des quatre fondateurs de l'agence de publicité Euro RSCG Grégoire Blachère Huard Roussel (GBHR), quittera en janvier l'agence pour prendre la direction de la filiale française du britannique Leagas Delaney. Son successeur chez Euro RSCG n'a pas encore été nommé. Euro RSCG GBHR est la deuxième agence du groupe français Havas Advertising.

■ RADIO : Renaud Vieljeux quitte la direction d'IPR, régie publicitaire de RTL, Fun Radio et RTL 2. Cette décision est sans doute une conséquence de la reprise d'IPR par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Il pourrait être remplacé par Pierre Comte, directeur commercial du groupe de presse EMAR.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS littéraires

Camus, le juste

Homme révolté, parfois romancier, parfois philosophe, parfois journaliste : c'est le rôle de témoin qui lui importe.

Et aussi : Littérature et mémoire de la Shoah

UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

195 8

Avis est présent dans 195 gares. vous trouverez d'autres loueurs dans 8 d'entre elles.

AVIS

AVIS RECOMMANDE OPEL

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **DEFENSE** : le groupe Dassault « va prendre une part importante au cours des prochaines semaines » dans le regroupement en cours des activités de défense d'Aérospatiale et de Matra. Hautes technologies a déclaré, jeudi 5 novembre, sur Europe 1, Alain Richard, ministre de la défense.

● **SIEMENS** : après des résultats décevants en 1997/98, le géant allemand de l'électrotechnique a annoncé, mercredi 4 novembre, qu'il se délestait d'un septième de son chiffre d'affaires (lire page 13).

● **SWATCH** : l'horloger suisse a cédé, mercredi 4 novembre, à l'allemand Daimler-Benz les 19 % du capital qu'il détenait dans Micro Compact Car (MCC), la société commune créée avec Daimler-Benz pour construire la Smart (lire page 17).

● **BOMBARDIER-EMBRAER** : le gouvernement brésilien a présenté devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une requête contre le Canada pour « subventions illégales au fabricant aéronautique du groupe Bombardier, concurrent du groupe brésilien Embraer », a-t-on appris de source officielle mercredi 4 novembre.

● **INFORMATIQUE** : les ventes d'ordinateurs personnels en Europe ont progressé au troisième trimestre 1998 de 23 % par rapport à la même période de 1997, à 5,64 millions d'unités, selon Datatec. Ces ventes représentent 10,3 milliards de dollars (57,6 milliards de francs) (+13 %).

SERVICES

● **FRANCE TÉLÉCOM** : l'état devrait annoncer de façon « imminente » le placement d'une nouvelle tranche de capital de l'opérateur public. (Lire page 20.)

● **BOUYGUES TÉLÉCOM** : l'opérateur a annoncé, mercredi 4 novembre, que son réseau de téléphonie mobile, lancé en mai 1996, couvre désormais 90 % de la population française avec deux ans d'avance sur le calendrier initial. Le groupe dégagerait des bénéfices en 2001, contre une prévision initiale de 1,3 milliard de francs de bénéfices des 2000.

● **CGM** : le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) a ordonné, mercredi 4 novembre, en référé la « suspension » de la fusion prévue fin novembre entre la Compagnie maritime d'affrètement (CMA) et la Compagnie générale maritime (CGM). (Lire page 17)

FINANCE

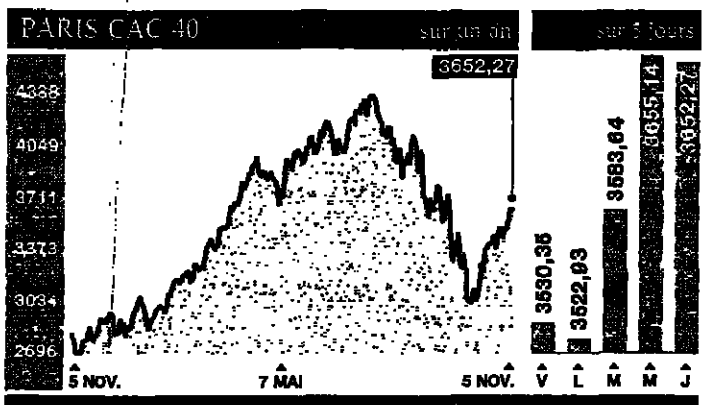
● **AXA** : l'assureur est en discussions avancées avec Paribas pour lui céder son activité de conservation de titres, qui totalise environ 90 milliards de dollars (504 milliards de francs), selon le quotidien Les Echos du jeudi 5 novembre.

● **SWISS LIFE** : le groupe d'assurance suisse Renteria/Swiss Life n'exclut pas un désengagement d'UBS, qui détient 25 % de son capital. Swiss Life s'intéresse à d'autres possibilités d'acquisition, notamment en Allemagne et en Angleterre.

● **BANQUE DE FRANCE** : alors qu'un CCE extraordinaire s'est réuni mercredi 4 novembre après-midi à Paris, les syndicats CGT, CFDT et SNA des deux sites auvergnats, l'imprimerie de Chamalières et la papeterie de Vic-le-Comte, ont lancé un appel à vingt-quatre heures de grève. La fabrication de l'euro semble acquiescé jusqu'en 2002, mais les syndicalistes redoutent l'avenir, soumis à un appel d'offres concurrentiel. (Corresp.)

● **DEUTSCHE BANK** : la banque allemande a retiré son offre de reprise de 25 succursales de l'UBS pour des « motifs stratégiques », a indiqué, mercredi 4 novembre, la Commission de la concurrence suisse.

★ Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours 04/11	Var. % 03/11	Var. % 31/12	Baisse	Cours 04/11	Var. % 03/11	Var. % 31/12
CREDIT LYONNAIS	24,25	+20,25	+64,53	REDEL	528	-4,25	-12,21
EDF	13,75	+13,75	+2,28	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	110,00	-3,98	-28,00
WORMS (EX-SOM)	40	+9,45	---	NRJ	110,00	-3,98	-31,28
BULL	27	+9,27	-18,40	SKS ROSSIGNOL	87,50	-3,22	-18,90
CFR-PERDRIAL	24,50	+8,50	+7,80	SELECTIBANQUE	2,25	-2,25	-11,27
CS SCHWABACH	14,60	+8,74	+138,14	ODIA FRANCE	1,25	-2,50	+13,05
CAZ ET SAUK	27,50	+8,08	+11,52	FROMAGERIES B	19,00	-2,33	+13,97
IRIS	4,85	+7,89	-28,54	LAFAYETTE	4,80	-2,50	+44,79
CLARINS	28,50	+7,48	+27,24	CHP ASSURANCE	4,90	-1,50	-36,78
THOMSON-CSF	26,50	+7,68	+11,70	MOLINIERS	54	-1,57	-36,78

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

L'INDICE CAC 40 a ouvert en repli de 1,03 % à 3 646,06 points, à la mi-journée, jeudi 5 novembre. Après le net redressement opéré lors des quatre séances précédentes, l'indice CAC 40 était affecté par des prises de bénéfices dans le sillage des autres places boursières internationales. Le recul du dollar, la publication de chiffres faisant état d'un ralentissement de l'activité américaine en septembre et en octobre ainsi que le scepticisme des opérateurs sur une prochaine baisse des taux en France ou en Allemagne ont pesé sur l'indice. Les valeurs pétrolières, Total (-4,3 %) et Elf Aquitaine (-3,9 %) ont piqué de la baisse du billet vert, de même que les valeurs bancaires, notamment la BNP (-4,4 %), ainsi que le CCF, qui cédait 2,9 %. La baisse de son chiffre d'affaires pénalisait Carbone Lorraine (-6,9 %), tandis que Sanofi gagnait 9,9 %.

FRANCFORT

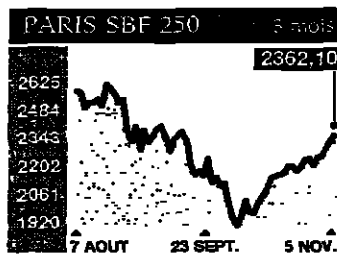
L'INDICE DAX a ouvert en repli de 0,23 %, à 4 866,79 points, jeudi 5 novembre. La veille, la Bourse de Francfort avait bondi de 3,59 %, à 4 878,24 points, bénéficiant de l'appréciation du dollar et de la bonne tenue de la Bourse américaine. A l'annonce d'un vaste plan de restructuration, l'action Siemens a gagné 12,4 %, tandis que les valeurs automobiles Volkswagen (+4,63 %), Daimler-Benz (+4,22 %) et BMW (+2,47 %) tiraient profit de la hausse du billet vert.

LONDRES

LA BOURSE de Londres a terminé la séance, mercredi 4 novembre, en forte hausse (+2,36 %), l'indice FT 100 s'inscrivant à 5 622,9 points. Les valeurs britanniques avaient été soutenues par les anticipations d'une baisse du taux de base de la Banque d'Angleterre.

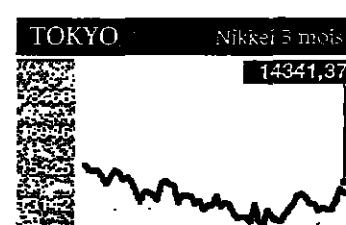
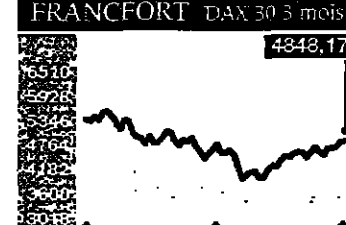
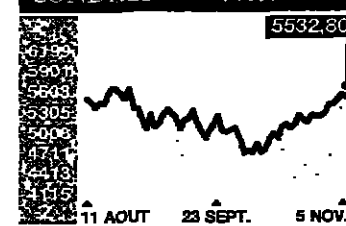
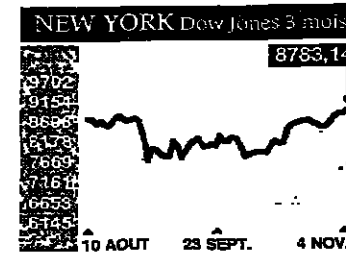
Indices boursiers

Europe 12h30	Cours 04/11	Var. % 03/11	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	3646,06	-0,87	21,79
SBF 120	120,00	-0,77	21,24
SBF 250	250,00	-0,89	21,43
SECOND MAR.	11,20	0,01	11,20
MIDCAC	120,00	0,47	6,87
LONDRES FT100	5622,9	1,80	7,74
AMSTERDAM AEX	146,48	-0,08	14,38
BRUXELLES BEL	36,23	-0,32	36,23
FRANCFORT D30	4866,79	0,13	14,08
MILAN MIB30	28,64	-0,67	25,01
STOCK 66	21,44	-0,01	6,56
SUISSE SMI	2576,40	-1,02	6,56
EURO STOXX 320	275,23	-0,72	---
STOCK 50	221,70	-0,98	---
EURO STOXX 50	3002,51	-0,82	---



Monde

Monde ▶	Cours 04/11	Var. % 03/11	Var. % 31/12
NEW YORK DJ...	8783,14	0,88	11,08
- SP 500	1528	0,70	15,28
- NASDAQ	186	1,06	16,13
BUENOS AIRES M.	1,41	-28,31	---
JOHANNESBURG	0,54	-7,76	---
MEXICO BOLSA	3,65	-25,79	---
SANTAGO IPSA	2,92	-31,08	---
SAO PAULO BOVL	1,86	-24,92	---
TORONTO FSE 1	1,10	-4,98	---
ASIE 10h15	0,41	31,72	---
BANGKOK SET	1,70	1,08	---
HONGKONG H.	-2,72	-4,67	---
SEOUL	0,86	16,32	---
SINGAPOUR ST.	-0,12	-13,80	---
SYDNEY ALL O.	-0,28	2,14	---
TOKYO NIKKEI	1,28	-6,01	---



Matières premières

En dollars	Cours 04/11	Var. % 03/11	Var. % 31/12
MÉTALUX (LONDRES)	---	---	---
CUIVRE 3 MOIS	---	-0,48	---
ALUMINIUM 3 MOIS	---	-0,18	---
PLOMB 3 MOIS	---	-0,10	---
ETAIN 3 MOIS	---	-0,08	---
ZINC 3 MOIS	---	-0,28	---
NICKEL 3 MOIS	---	-0,26	---
MÉTALUX (NEW YORK)	---	---	---
ARGENT A TERME	0,81	0,81	---
PLATINE A TERME	0,85	0,85	---
GRAINES DENRÉES	---	---	---
BLE (CHICAGO)	---	-0,02	---
MAÏS (CHICAGO)	---	0,12	---
SOJA CRANE (CHIC)	---	-0,23	---
SOJA TOURTEAU (CHIC)	---	---	---
SOFTS	---	---	---
CACAO (NEW YORK)	---	---	---
CARÉ (LONDRES)	---	---	---
SUCRE BLANC (PARIS)	---	---	---

Pétrole

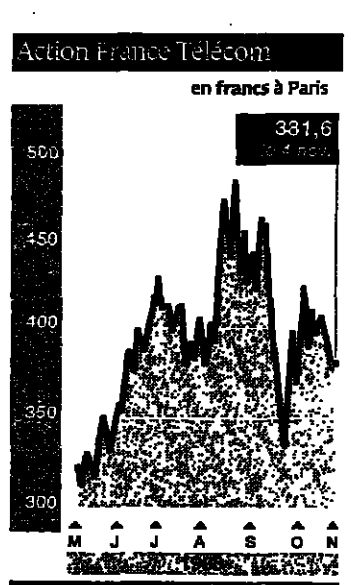
En dollars	Cours 04/11	Var. % 03/11	Var. % 31/12
BRENT (LONDRES)	---	---	---
WTI (NEW YORK)	---	-0,64	---
LIGHT SWEET CRUDE	---	-0,53	---

Or

En francs	Cours 04/11	Var. % 03/11	Var. % 31/12
OR FINE KILLO BARRE	2330	+0,58	---
ONCE D'OR LONDRES	---	+0,26	---
PIÈCE FRANCE 20 F	---	-0,04	---
PIÈCE SUISSE 30 F	---	+0,32	---
PIÈCE UNION LAT. 30 F	---	-4,15	---
PIÈCE 20 DOLLARS US	---	-0,17	---
PIÈCE 10 DOLLARS US	---	+0,57	---
PIÈCE 50 PESOS MEX.	---	-2,01	---

Valeur du jour : France Télécom de nouveau sur le marché

SECON le quotidien britannique Financial Times dans son édition du jeudi 5 novembre, l'état français souhaiterait mettre à profit l'éclaircie qui est apparue sur les marchés financiers pour relancer l'opération de placement d'actions France Télécom. Celle-ci pourrait même avoir lieu dès la semaine prochaine. Le schéma reste celui prévu en octobre. D'un côté, l'état devrait céder 50 millions d'actions (soit 5 % du capital actuel), tandis que France Télécom procéderait à une augmentation de capital de 50 millions d'actions. De plus, France Télécom et Deutsche Telekom devraient en profiter pour prendre une participation croisée à hauteur de 2 % du capital de chacun. Au total, l'opération devrait porter sur près de 50 milliards de francs et la participation de l'état pourrait redescendre à 62 % contre 75 % actuellement. Les banques conseils de France Télécom (Merrill Lynch, BNP et Lazard) auraient étudié la possibilité de procéder à une augmentation de capital par le biais d'obligations convertibles en actions France Télécom. Une formule permettant de protéger les investisseurs contre une baisse du marché.



sous de son niveau du début de l'année. Face à la déprime des marchés, le gouvernement avait dû renoncer, le 3 octobre 1998, à lancer l'opération. Mais il avait précisé qu'elle devrait s'effectuer avant la fin de l'année 1998. Aujourd'hui, le rebond de l'indice CAC 40 de 24,5 % lui offre une belle opportunité. La variation du titre France Télécom, ballotté au gré des rumeurs, répond actuellement à des impératifs techniques. Aujourd'hui, France Télécom est la première capitalisation boursière à Paris et pèse plus de 11 % dans l'indice CAC 40. Malheureusement, les gérants de sciv qui s'efforcent de reproduire les performances de l'indice ont bien du mal à se procurer des actions en quantité suffisante car seulement 25 % du capital est ouvert au public. Ce qui pose un grave problème car l'action France Télécom est précisément l'une des valeurs qui se sont le mieux comportées cette année (+74,8 %). Cette anomalie pèse sur l'évolution du cours. De septembre à octobre 1998, les gérants ont vendu l'action avec l'espoir de pouvoir la racheter à un prix inférieur lors de la cession de titres supplémentaires par l'état. Le report de cette opération a mis à mal cette stratégie et les gérants ont dû racheter des actions.

Enguérand Renault

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert s'inscrit en hausse, jeudi matin 5 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,6665 mark, 5,5880 francs et 117,85 yens. Il était soutenu, selon les cambistes, par les résultats des élections américaines, la progression des démocrates écartant l'éventualité d'une procédure de destitution à l'encontre du président Clinton. Le retour de la stabilité politique aux États-Unis est un facteur favorable au dollar. La fermeté du dollar était également attribuée à la baisse récente des taux d'intérêt en Espagne, au Portugal et en Suède et aux attentes d'un recul des taux en Grande-Bretagne. Les opérateurs attendaient enfin l'issue des conseils de la Bundesbank et de la Banque de France, réunis dans la matinée, les espoirs d'assouplissement monétaire étant toutefois très limités.

Cours de change

03/11 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.
FRANC.....	5,60	6,58	9,28	4,06
DM.....	1,88	1,98	2,78	1,21
LIRE (100).....	1644,83	1941,89	2731,97	1206,68
YEN (100).....	117,65	138,82	195,31	86,33
FLORIN.....	1,87	2,21	3,11	1,34
FR. S.....	1,38	1,81	2,26	---
LIVRE.....	0,60	0,71	---	0,44
ECU.....	0,85	---	1,41	0,61
DOLLAR.....	---	1,18	1,68	0,73

Taux d'intérêt (%)

Taux 04/11	Taux 3 mois	Taux 6 mois	Taux 12 mois
FRANCE	5,37	4,26	5,22
ALLEMAGNE	5,35	3,54	4,16
CDE-BRETAGNE	5,19	7,98	5
ITALIE	4,79	4,16	5,47
JAPON	0,25	0,01	0,89
ÉTATS-UNIS	4,60	4,74	5,22
SUISSE	1,91	2,80	5,94
PAYS-BAS	3,23	3,87	4,23

Matif

Cours 12h30	Volume	dernier	premier
National 5,5	3211	108,88	109,12
Pibor 3 mois	2324	98,48	98,45

Marché des changes

Devises 17h35	Cours 04/11	Actuel 04/11	Vente 04/11
ALLEMAGNE (100)	330,35	332	346
AUTRICHE (100)	47,57	48,15	48,25
BELOUCHE (100)	16,55	15,88	15,78
CANADA	3,63	3,35	3,85
DANEMARK (100)	59,19	63	63
ESPAGNE (100)	3,94	3,85	4,25
ÉTATS-UNIS	2,18	5,28	5,84
FINLANDE (100)	14,24	100	110
GDE-BRETAGNE	2,26	8,79	8,54
GRÈCE (100)	1,89	1,75	2,25
IRLANDE	3,34	7,92	8,78
ITALIE (100)	3,13	3,13	3,63
JAPON (100)	4,69	4,68	4,25
NORVÈGE (100)	72,32	70,50	78,50
PORTUGAL (100)	5,27	2,95	3,85
SUÈDE (100)	72,32	68	78
SUISSE (100)	40,63	395	418

ÉCONOMIE

L'envie de consommer des Américains reste intact

LES AMÉRICAINS restent à une large majorité confiants dans l'avenir - 70 % s'attendent à ce que l'économie continue à progresser - et ils s'apprêtent, pour les fêtes de fin d'année, à dépenser plus que par le passé, selon une étude diffusée, mercredi 4 novembre, par le cabinet Deloitte and Touche. En moyenne, chaque consommateur américain s'apprête à dépenser \$14 dollars (450 francs) pour les cadeaux pendant la période des fêtes de fin d'année, soit une hausse de 4,5 % par rapport aux prévisions de dépenses en 1997. Les Américains prévoient en moyenne d'acheter 25 présents et 16 % des personnes interrogées affirment même qu'elles achèteront 40 cadeaux ou plus.

■ **Le rythme de l'expansion économique s'est modéré** en septembre et octobre aux États-Unis tandis que le marché du travail est resté très étroit sans pour autant provoquer de tensions salariales sensibles, selon le dernier rapport de la Réserve fédérale (Fed) sur la conjoncture, publié mercredi 4 novembre.

■ **JAPON** : le gouvernement japonais a envisagé, jeudi 5 novembre, un retard dans la mise en œuvre d'un nouveau train de baisses d'impôts, initialement prévues pour entrer en vigueur au mois de janvier.

■ **La consommation des ménages japonais a reculé** 1,5 % en septembre, par rapport à son niveau du même mois de 1997, ce qui porte à onze le nombre de mois consécutifs de baisse de cet indicateur, a annoncé jeudi 5 novembre l'agence gouvernementale de planification économique (EPA).

■ **RUSSIE** : les États-Unis vont donner 3,1 millions de tonnes de nourriture à la Russie dans le cadre d'un programme d'aide alimentaire qui doit être très prochainement signé, a annoncé mercredi 4 novembre la Maison Blanche.

■ **La Russie, ruinée par la crise financière**, « a choisi » de demander à ses créanciers étrangers de restructurer quelque 17 milliards de dollars de dette extérieure remboursable en 1999.

■ **ARGENTINE** : la croissance de l'économie argentine sera nulle pour le second semestre 1998, a annoncé mercredi 4 novembre le ministère argentin de l'économie.

■ **UNION EUROPÉENNE** : le chancelier allemand Gerhard Schröder et son homologue travailliste néerlandais Wim Kok ont plaidé mercredi 4 novembre à La Haye pour un renforcement du pacte européen pour l'emploi, qui doit être couplé selon eux à la stabilité monétaire européenne.

■ **Le commissaire européen chargé des affaires monétaires Yves Thibault de Silguy**, a appelé, jeudi 5 novembre, les gouvernements européens à poursuivre leurs efforts budgétaires.

■ **ALLEMAGNE** : le niveau de vie des Allemands de l'Est s'est nettement rapproché de celui des Allemands de l'Ouest au cours des cinq dernières années, a annoncé, mercredi 4 novembre, l'Office fédéral des statistiques.

■ **FRANCE** : de plus en plus de demandeurs d'emploi travaillent alors qu'ils sont inscrits au chômage : en six ans, de 1992 à 1998, leur nombre a été multiplié par quatre pour s'élever à 535 000 personnes à la fin du mois de juillet, selon une étude conjointe du ministère de l'emploi et de l'ANPE publiée mercredi 4 novembre.

■ **Le salaire horaire brut moyen des Allemands de l'Ouest** en 1995 était supérieur de 27 % à celui des Français, selon une étude de l'Insee publiée jeudi 5 novembre.

■ **ITALIE** : le ministre italien du Trésor Carlo Azeglio Ciampi a reconnu, mercredi 4 novembre, qu'une croissance du PIB italien de 1,8 % en 1998, prévue jusqu'à présent par le gouvernement, était « improbable ».

RÈGLEMENT MENSUEL

COMPÉTITION

SECOND MARCHÉ

SICAV et FCP

DCA

COTATION

COTATION

COTATION

COTATION

COTATION

COTATION

COTATION

COTATION

LE MONDE / VENDREDI 6 NOVEMBRE 1998

sites. ● LEUR « COURSE AUX ARMEMENTS » incessante constitue un formidable moteur susceptible d'expliquer, pour partie, la complexité croissante des organismes peu-

plant notre planète. La recherche en parasitologie a ainsi apporté, ces dernières années, un éclairage nouveau sur la théorie de la sélection naturelle. ● LA SEXUALITÉ elle-

même aurait été façonnée par l'existence des parasites, le choix du partenaire visant au renforcement de la diversité génétique, donc à la résistance de l'espèce. ● L'HOMME, au

cours de son histoire, n'a pas échappé à ces phénomènes, et les parades que les parasites continuent à lui opposer montrent qu'en ces matières l'arme absolue n'existe pas.

L'étude des relations entre les parasites et leurs cibles offre un aperçu saisissant des processus de sélection naturelle. Elle donne des clefs pour comprendre certains des phénomènes responsables de la complexification du vivant

explique Claude Combes, chercheur au Centre de biologie et d'écologie tropicales (université de Perpignan), « pour chaque être vivant, l'enfer, c'est les autres ». C'est-à-dire tous les concurrents qui se partagent les ressources de la biosphère, tour à tour proie ou prédateur, dans un gigantesque jeu à somme nulle. Depuis quelques années, insiste-t-il, l'étude des relations hôtes-parasites a montré que ces derniers peuvent jouer le rôle d'arbitre dans les écosystèmes et, plus fondamentalement, de moteur des processus évolutifs.

SYSTÈMES MUTUALISTES
La présence d'un parasite contraint en effet son hôte, sous peine de disparaître, à « inventer » la parade. Laquelle sera déjouée à son tour, dans une interminable « course aux armements » qui s'appuie sur les mutations génétiques susceptibles d'apparaître au fil des générations. Reste que cette guerre totale a un coût. N'est-il pas plus avantageux pour l'hôte de supporter une pathologie faible ? De son côté, le parasite n'a aucun intérêt à engendrer une disparition trop rapide de son hôte, milieu indispensable à sa propre reproduction. C'est ainsi, par exemple, que le virus de la myxomatose a réduit sa virulence, en quelques années seulement, afin que les lapins survivent suffisamment longtemps pour que sa transmission par des insectes vecteurs puisse avoir lieu. Or, à long terme, on pense qu'un système parasite-hôte

récent (à l'échelle géologique) devait se caractériser par une forte atténuation de l'hoté, mais que, avec le temps, les relations se pacifieraient pour aboutir à l'instauration de systèmes de type mutualiste, chacun puisant chez l'autre un avantage quelconque. L'exemple le plus abouti de ce processus pourrait être la symbiose à l'œuvre dans la cellule eucaryote elle-même, dont les mitochondries, qui y assurent la production d'énergie, seraient dérivées de bactéries archaïques. On considère aujourd'hui que la viru-

lence peut aussi bien se renforcer au fil des innovations des protagonistes. Il faut également compter avec des accidents, dont peuvent surgir des maladies dites émergentes. Certains postulent que les souches mortelles du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) seraient issues d'un brassage de souches peu pathogènes, jusqu'ici bien supportées par des groupes humains séparés les uns des autres...

lutions. L'homme n'est, bien évidemment, pas exclu de ces phénomènes. L'apparition de comportements sociaux favorisant généralement la transmission parasitaire a pu être retardée par la présence de parasites. Certains estiment, ainsi, que les rassemblements hippies ne seraient pas étrangers à la survenue des dernières pandémies de gale. On sait aussi que les immigrants sont souvent plus sensibles que les autochtones aux maladies endémiques de leur pays d'accueil.

« L'Afrique sub-saharienne a vrai-

semblablement été longtemps protégée des Blancs par des maladies telles que le paludisme ou la maladie du sommeil», explique Claude Combes. En 1895, l'expédition française à Madagascar a fait 5 756 morts côté français, dont 25 soldats tués au combat, rappelle-t-il. Les autres avaient succombé au paludisme et à d'autres maladies locales. Mais l'immigrant peut aussi être le vecteur du parasite. C'est ainsi que des dizaines de millions d'Américains ont été décimés par les maladies apportées par les colons.

À ce moment de sortir de leur «berceau», *présésumé africain*, les premiers hominidés étaient, eux aussi, des immigrants au regard des parasites véhiculés par d'autres espèces. Plusieurs travaux indiquent que les maladies parasitaires de l'homme sont d'acquisition récente et dérivent de lignées infectant auparavant d'autres mammifères. Les bilharzioses humaines, par exemple, proviendraient des rongeurs et des ongulés, et seraient apparues il y a environ deux millions d'années. Au gré de son expansion, l'homme a dû, chaque fois, affronter de nouvelles menaces. «*Voilà pourquoi il est le plus grand zoo parasitaire connu*», conclut Claude Combes. Le retour de la tuberculose ou les résistances observées dans le paludisme montrent clairement que cette lutte n'est pas finie.

Hervé Morin

gnan) a montré que les schistosomes, | d'« autostop » a même été étudié chez des |

Les relations hôtes-parasites offrent une illustration de l'hyperthèse controversée de la reine rouge, proposée en 1973 par Leigh Van Valen, un évolutionniste de l'université de Chicago. Cette reine rouge, c'est celle imaginée par Lewis Carroll, qui entraîne Alice dans une course immobile, parce que, *De l'autre côté du miroir*, « il faut courir de toute la vitesse de ses jambes pour simplement rester là où l'on est ». Pour Van Valen, qui a étudié la durée de vie géologique de 24 000 espèces, genres ou familles d'organismes disparus, la probabilité d'extinction ne varie pas en fonction de l'âge de cette lignée. Conclusion : « Les espèces, à mesure qu'elles évoluent, n'augmentent ni ne diminuent leurs chances d'éviter l'extinction. » Comme la reine rouge, ces taxons ont « couru » pour se retrouver au même point par rapport à leur environnement, pendant que leurs concurrents en faisaient autant, les empêchant d'atteindre un optimum stable.

AU FIL de l'immémorial affronté auquel se livrent les parasites et les armes et des ruses de guerriers, les nantes sont apparues. L'exemple classique est apporté par la douve de mouton, *Dicrocoelium dendriticum*, transmise par deux hôtes successifs pour parvenir à destination. Les œufs de plat sont d'abord dispersés dans les pâturages d'où proviennent les larves de l'intermédiaire dévoré par un agouti. Elles se multiplient dans le gastrophore, puis sont éjectées dans les mucosités, qui font à leur tour les fientes des fourmis. Les douves investissent l'insecte, l'une d'elle allant se loger dans son cerveau. Elle prend commandes, modifiant le comportement de l'hyménoptère au point de perdre toute prudence. Ainsi piloté, il escalade les herbes favorites de tons, attendant de se faire dévorer par le fourrage du paisible mammifère. Le cycle peut commencer.

Ces stratégies de rendez-vous ou enveloppées pour permettre au d'avoir toutes les chances de rencontrer son hôte. André Thérion (université

gnan) a montré que les schistosomes, d'autres vers plats, sont de véritables maîtres du temps. Leurs hôtes cibles sont les oiseaux et les mammifères - dont l'homme, chez lequel ils provoquent la bilharziose (aussi appelée schistosomiase) -, dans lesquels ils pondent des œufs munis d'un éperon leur permettant de s'extirper de leur victime.

DES ALLIÉS INATTENDUS

S'ils ont la chance de rencontrer de l'eau, ces œufs se transforment en larves naupéantes, lesquelles colonisent des mollusques, où elles se multiplient de façon asexuée pour produire des dizaines de milliers de cercaires. Ces dernières vont sortir du mollusque vers la mare pour infester à nouveau leurs hôtes cibles. Mais pas s'impromptu. Elles adaptent leur rythme de sortie : le matin, pour atteindre les bovidés qui vont boire ; en milieu de journée, lorsque l'homme se rend à son tour au point d'eau ; la nuit, quand les rongeurs s'activent. Cette adaptation chronobiologique, finement différenciée pour chaque type de *Schistosoma*, comporte un support génétique qui a pu être identifié. Un cas

d'« autostop » a même été étudié chez des vers trématodes. L'un d'eux, *Microphallus papillorobustus*, manipule le comportement de son hôte intermédiaire, un petit crustacé nommé gammarus, qu'on trouve dans les étangs littoraux du Languedoc-Roussillon. Simone Heluy, aujourd'hui à l'université d'Edmonton (Canada), fut la première à identifier ces gammarus fous qui, infestés par le trématode, remontent vers la surface et s'agitent au point d'être facilement repérés par les oiseaux d'eau qui en font leur ordinaire. Lesquels sont à leur tour colonisés.

Moins passifs, les insectes sont capables de développer ce que Claude Combes, chercheur au centre de biologie et d'écologie tropicales (université de Perpignan), appelle des « techniques de commando ». Le lyçène, un papillon bleu égayant les pentes des Alpes et des Pyrénées, possède un ennemi héréditaire, la guêpe parasitoïde *Neumon eumerus*. Pour tenter de lui échapper, la chenille du lyçène, après avoir fait une orgie de gentiane, se laisse tomber au sol, espérant qu'une fourmi du genre *Myrmica* passera par là. Celle-ci, loin de devorer cette proie, l'emporte dans la fourmilière, abusée par sa ressemblance avec ses

propres larves. La chenille-coucou s'y laisse alors dorloter par quatre à cinq ouvrières et, après dix mois de ce régime, énorme, elle se métamorphose en un jeune papillon. Mais *I. eumerus* est capable d'identifier les nids contenant la chenille, probablement guidée par la stridulation émise par celle-ci. Quand elle a trouvé un, elle fait diversion en émettant une phéromone qui pousse les fourmis à se battre entre elles et en profite pour aller pondre son œuf sur la chenille.

- Encore plus fort : certains hyménoptères ont trouvé des alliés inattendus. Leurs œufs sont recouverts de particules virales qui abaissent les défenses immunitaires de la cible, empêchant de se débarrasser de l'œuf. Le virus n'ôte, en revanche, pas néfaste à son hôte, l'hyménoptère lui-même, dont il dépend pour sa propre réplication. Ce parasitisme à trois étapes intrigue au plus haut point les chercheurs, désireux de comprendre comment des mécanismes de coévolution aussi subtils ont pu se mettre en place. Et qui sait, de surprendre, par la même occasion, la préparation de la prochaine offensive des parasites.

H.M.

En 1991, Wayne R. Potts et ses collègues de l'université de Floride

LE SEXE, comme chacun sait, peut être cause de maladie. Mais sans la maladie, il n'y aurait, peut-être, pas eu de sexe. De l'immuologie à la façon dont nous choisissons nos partenaires, la recherche a montré que la reproduction sexuelle est apparue pour mieux tenir à distance les parasites potentiels. Les fleurs, les chocolats et les invitations à l'opéra ne seraient-ils que les dernières échauffourées d'une guerre vieille comme le monde ?

Depuis quelques années, les chercheurs soupçonnent les animaux de choisir leur partenaire selon leur saine constitution, qui assure un bon indicateur de l'absence de parasites. Certains caractères marquant la différence sexuelle ont évolué de façon spécifique pour cet usage. C'est ainsi que la crête et les barbillons rouges vifs du coq de basse-cour signalent grand à une femelle qu'il est un bon chasseur. Chez lui une bonne santé. Or une grande crête rouge, voilà précisément ce qui attire les poules. La préférence sexuelle est donc un moyen de porter à son maximum la survie d'une espèce tout en réduisant les

risques d'infection. Le phénomène existe, pense-t-on, chez les mammifères, qui comptent parmi eux les humains. Comme les volatiles, nous jouons sans doute du statut infectieux du partenaire éventuel de façon inconsciente, indirecte. Mais comment ? Pour répondre à cette question, il faut chercher du côté du nez. Les mammifères sont très sensibles aux odeurs. Tout parfumeur sait quel rôle immense elles jouent dans la vie de ces créatures pourtant très « visuelles » que sont les primates et donc les humains.

LE RÔLE DES PHÉROMONES

Les chercheurs savent que beaucoup d'animaux communiquent par les phéromones, des molécules chimiques qu'ils sécrètent et auxquelles leurs congénères réagissent. Cependant, si les humains répondent aux phéromones, c'est inconsciemment. On parle, pourtant, de certains parents capables de reconnaître à l'odeur les vêtements de leurs enfants, ou de femmes qui, partageant le même appartement, finissent par avoir des cycles menstruels synchrones.

Les chercheurs ont finalement réussi à situer le capteur de phénomènes dans certaines cellules de nez qui, regroupées en plaque, portent le nom d'organe voméronasal (OVN). La fonction de l'OVN humain, bien réduite par rapport aux standards mammifères, n'a été découverte qu'en 1994. Martha McClintock de l'université de Chicago, qui, la première, identifia le synchronisme menstruel, en 1971, a découvert cette année que la sueur des aisselles était porteuse d'une phéromone qui expliquait ce phénomène curieux.

Le rôle des phéromones humaines est donc établi. Il devrait expliquer en partie le choix des partenaires. Mais, pour que cette théorie ait un sens, ces molécules doivent, comme les gènes, varier d'un individu à l'autre. Nous ne pourrions, sans cela, établir (même inconsciemment) de différence et opérer un choix. Quel lien existe donc entre choix et phéromones ? Les chercheurs ont, pour étudier cette question, observé la souris, d'un maniement plus facile que l'homme.

En 1991, Wayne R. Potts et ses collègues de l'université de Floride ont démontré que les souris choisissent des partenaires qui leur sont génétiquement différents. Ses mêmes chercheurs ont également découvert que les souris préfèrent partager leur nid avec leurs apparentés, qui par définition sont génétiquement plus proches. Elles perçoivent ces degrés de parenté par l'odeur de leur urine, qui porte des marqueurs odorants qui les renseignent à ce propos.

Le lien entre la diversité des odeurs et la diversité génétique a été établi. Il concerne, plus spécifiquement, un ensemble de gènes qui est aussi à l'origine de la reconnaissance, par le système immunitaire, de ses propres tissus et de ceux provenant de corps étrangers. Les responsables de cette « reconnaissance du moi et du non-moi » font partie d'une grande famille de gènes, porteurs de renseignements à destination des protéines présentes sur la membrane externe de toutes nos cellules. Le rôle de ces protéines est de permettre à nos cellules de vivre

ensemble en harmonie, de constituer un *organisme intégré* dont les milliers de milliards de cellules peuvent toutes se reconnaître entre elles comme appartenant au même « moi », et permettre ainsi l'identification, dès leur apparition, des parasites et des agents porteurs de maladies.

RECONNAISSANCE DU MOI-NON-MOI
La variété génétique permet à chaque individu d'avoir sa propre chaîne de reconnaissance du moi-non-moi. Cela empêche les parasites et les agents porteurs de maladie d'échapper à la détection qu'opère le système immunitaire de leur hôte en imitant son programme de reconnaissance du moi. Mais la sécurité peut être encore renforcée en changeant régulièrement le mot de passe. Il faut pour cela disposer d'un mécanisme qui permet de conserver la variété en redistribuant l'ensemble des gènes de la reconnaissance moi-non-moi et en s'assurant qu'il s'agit à chaque fois d'une combinaison nouvelle. Ce mécanisme-là, c'est le sexe, qui n'est autre que la production par

un organisme de nouvelles versions de lui-même dans lesquelles les gènes disponibles sont redistribués

Si ce scénario est le bon, il a un autre effet intéressant : le sexe persiste et augmente aussi la variété de tous les autres gènes. Ce phénomène alimente donc la sélection naturelle, le mécanisme qui, selon Darwin, explique les différences d'un organisme à l'autre et la façon dont naissent les nouvelles espèces. En permettant au matériel génétique de se recombiner librement, le sexe offre à la sélection naturelle beaucoup plus de variantes que si les organismes continuaient de se reproduire sans lui.

Ce sont ces variantes qui ont permis la formidable explosion de l'évolution, qui a abouti à la diversité des espèces animales et végétales qui nous entourent aujourd'hui.

Henry Gee
Traduit de l'anglais par
Sylvette Gleize.

★ Page réalisée par les rédactions
du *Monde*, d'*El País* et de la revue
scientifique internationale *Nature*.

Henry Gee
de l'anglais par
Sylvette Gleize.

★ Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El País et de la revue scientifique internationale Nature.

Génération « bricoleuses »

Selon une étude, 93 % des femmes disent bricoler ou jardiner. Cette évolution n'a pas échappé aux magasins spécialisés qui multiplient les produits destinés à leur clientèle féminine

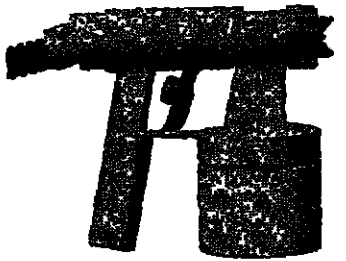
SI ÇA CONTINUE, il ne restera plus aux hommes que les hamams pour se retrouver entre eux. Voilà qu'un des derniers bastions de la masculinité, les grandes surfaces de bricolage, est en train de tomber. Aujourd'hui, les femmes bricolent. Et elles ne se contentent pas de ces petits travaux de décoration que, jusqu'à présent, les hommes considéraient à leur accord. Elles ne craignent pas désormais de manier la truelle et le marteau, de clouer, visser, poncer, percer, bûcher.

Les distributeurs ont évidemment noté cette nouvelle étape de

mais aussi les stages et les cours de bricolage qu'organisent les deux enseignes.

Les femmes seules avec enfants forment le plus gros des troupes des bricoleuses. Mais pas seulement. Les progrès techniques ont mis sur le marché des outils plus légers, plus ergonomiques, qui ont rendu le bricolage plus facile, donc plus accessible.

Christian Dessaigne, directeur des études et des marchés chez Leroy Merlin, a analysé le phénomène. « Dans les années 70 et jusqu'en 1985 environ, explique-t-il, les gens avaient du plaisir à « faire » les choses. Depuis dix ans, en croisant différentes études, on se rend compte que ce n'est plus la réalisation mais le résultat qui est source de changement de comportement. C'est ainsi que les enseignes et les fabricants ont développé une offre de produits simplifiés, tels que les peintures monocouches, la plomberie sans soudure, etc. Les femmes ont bénéficié de ce courant et, aujourd'hui, elles l'amplifient. » Une cible nouvelle et spécifique pour les fabricants et les distributeurs.



Pistolet de Wagner

l'évolution des mœurs et ils n'ont pas mis longtemps à s'adapter. Chez Bricorama, on a vu la tendance se dessiner, de façon diffuse, au début des années 90. Depuis, elle ne cesse de s'affirmer.

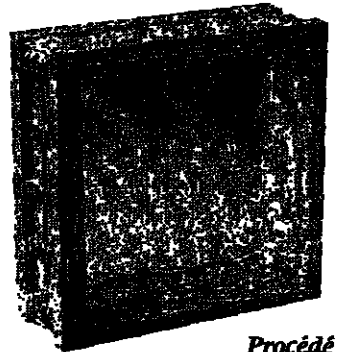
« Dans certaines surfaces parisiennes – celles de Boulogne ou de la porte d'Italie, notamment –, c'est très net : nous comptons autant d'hommes que de femmes », affirme Pierre Loddio, directeur d'achat. Même constatation chez Castorama et Leroy Merlin, où on a vu les femmes non seulement se mettre à fréquenter les rayons

« TRÈS MINUTIEUSES »
A la demande de Castorama, l'IFOP a réalisé, au mois de juin, une étude sur le sujet. Il en ressort que les habitudes de la « bricoleuse » se distinguent, à bien des égards, de celles du « bricoleur ». D'abord, la quasi-totalité des femmes interrogées (93 %) affirment bricoler ou jardiner. 77 % disent s'adonner à des travaux de décoration, 65 % au jardinage, 58 % au petit bricolage, et 25 %... à du gros bricolage.

Parmi ces dernières, 44 % ne craignent pas la peinture et le rava-

lement de façade, 32 % savent poser le carrelage, et 27 % monter un mur en parpaings. En matière de travaux d'intérieur, elles savent presque toutes changer les ampoules, les fusibles, déboucher les siphons. Mais elles décollent aussi le papier peint, poncent et peignent meubles et étagères. En revanche, elles rechignent à manier les outils électriques, perceuses ou coupeurs, tâches qu'elles préfèrent encore déléguer aux hommes qui conservent, d'une manière générale, le monopole des interventions « techniques ».

Les femmes ne bricolent pas seulement par nécessité. Si la majorité s'y lance par souci d'économies, le bricolage devient vite un vrai plaisir. 82 % d'entre elles déclarent même que cette activité favorise le dialogue dans le couple. « Les femmes ont une manière spécifique d'aborder le bricolage, note Benoît Vermeersch, directeur marketing chez Castorama. Contrairement aux hommes qui ont une culture en la matière et estiment qu'ils n'ont pas forcément besoin de procéder dans l'ordre, les femmes sont très minutieuses. »



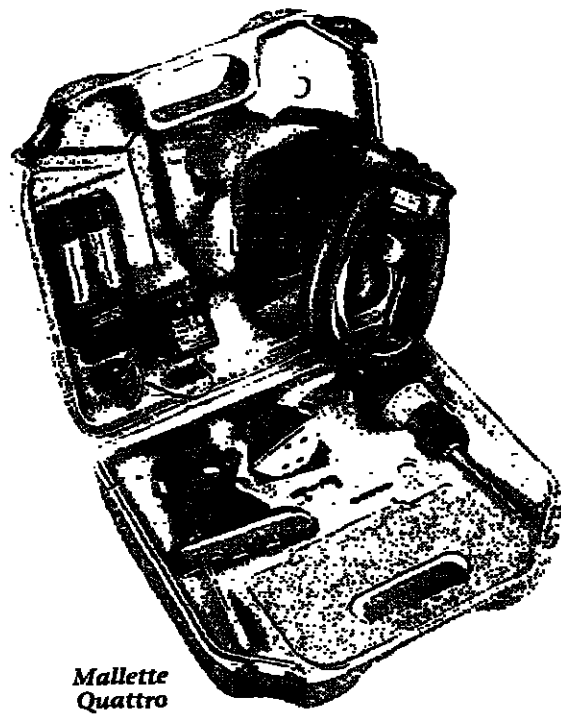
Procédé Bativer

Avant les travaux, elles prennent des mesures, font une liste des produits à acheter, calculent les quantités nécessaires... A l'achat, elles se différencient encore des hommes, pour qui un outil dangereux et compliqué est plus facilement synonyme d'efficacité. Les femmes privilégient la qualité et la maniabilité du produit. Et recherchent surtout la sécurité. Ce sont les mêmes critères qu'elles mettent en avant pour le choix d'une automobile.

BESOINS SPÉCIFIQUES

Les professionnels prennent en compte cette nouvelle clientèle et ses besoins spécifiques, qui constituent pour eux un marché en devenir. « Nous devons passer à une vitesse supérieure, reconnaît Benoît Vermeersch. Nous allons devoir pousser les fournisseurs à aller plus loin dans la recherche et la proposition d'outils plus adaptés aux femmes. Car, dans le domaine du bricolage, où les fabricants sont des PME, c'est la demande qui crée l'offre, à l'inverse de l'agroalimentaire, où c'est plus souvent l'offre qui crée la demande. »

Conforté par les résultats de l'étude IFOP, Castorama va mettre en place des outils « encore mieux adaptés aux préoccupations des femmes » dans cent quatre-vingt de ses magasins. Un engagement que l'enseigne a choisi d'ailleurs de mettre en avant au prochain Salon « Créations et savoir-faire » (du 26 au 30 novembre, à l'hippodrome d'Auteuil, à Paris) : en aménageant un espace entièrement consacré aux bricoleuses et en décernant le prix de « l'outil féminin de l'année » désigné par un jury de femmes. Et Castorama devrait proposer bientôt un système d'étiquetage, qui



Mallette Quattro

permettra d'identifier les outils destinés aux femmes.

« Si un produit particulièrement adapté à notre clientèle féminine arrive sur le marché, nous nous devons absolument de l'avoir en rayon, sous peine de perdre nos habitudes », reconnaît-on aussi chez Bricorama.

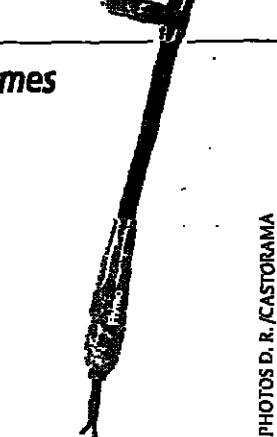
ACCUEIL DES ENFANTS

Pour séduire ces dames, les grandes surfaces changent leurs habitudes. Leroy Merlin a développé son offre de produits décoratifs (tissus, peinture, carrelage, petite menuiserie, aménagement de la maison). Mieux : « Dans la quasi-totalité des Leroy Merlin, nous entrons désormais par les rayons décoration », explique Christian Cassaigne. L'enseigne a également mis l'accent sur sa politique de services ad hoc, pour accompagner ses clientes avant (guides de choix, fiches), pendant (conseil des vendeurs) et après (fiches de pose, assistance téléphonique 7 jours sur 7).

L'affluence croissante des consommatrices va provoquer d'autres modifications. Univers d'hommes, ces magasins, après avoir conquis les femmes, sont amenés désormais à accueillir la famille dans son ensemble. Leroy Merlin va développer ses espaces destinés aux enfants (jeux, animations, attractions...). Castorama suit le mouvement : « Il ne s'agit pas seulement d'offrir aux parents la possibilité de faire leurs courses tranquilles. Nous voulons aussi que les gens viennent chez nous pour que leurs enfants s'amuse. » Ce concept, proche de celui mis en place par Ikea, va dans le sens du magasin « atmosphère ». Un concept dont on sait déjà qu'il plaît aux femmes.

Véronique Cauthapé

Miniculteur Flymo



PHOTOS D. R. CASTORAMA

La remise en cause des rôles dans le couple

SI LES FEMMES s'investissent davantage dans le bricolage, leur domaine de compétence ne recouvre que rarement celui de leur compagnon. Les bricoleuses, qui désignent immanquablement le bois comme leur matériau favori, n'apprécient guère de monter sur les toits et ne touchent que peu les équipements « technologiques » ou dangereux que les hommes adorent manipuler. De même, lorsqu'il faut réaliser des travaux, elles penchent en priorité pour la cuisine alors que les hommes pensent d'abord au salon. « Dans un couple, la répartition sexuée des tâches varie beaucoup selon la catégorie socioprofessionnelle ; le partage à peu près égalitaire est rare et on le rencontre essentiellement dans les milieux aisés et intellectuels », estime Claude Bonnette-Lucat, professeur à l'université de Lille-I, qui observe le « mouvement de recomposition de l'activité domestique féminine ».

Comme le bricolage, d'autres activités révèlent la « lente » remise en cause de l'ordonnement des rôles masculins et féminins dans le domaine des loisirs. « La moitié des nouveaux venus du jardinage privilégient les fleurs, les autres optent pour les cultures potagères, sans différenciation de sexe. Pourtant, jusqu'alors, les hommes penchaient nettement pour la culture des légumes alors que les femmes préféraient soigner les roses », constate l'ethnologue Florence Weber, auteur de L'Honneur des jardiniers (Belin), incursion passionnante dans les pota-

gers. Une évolution qui doit elle aussi être mise en liaison avec l'arrivée de jardiniers issus de catégories sociales favorisées.

L'homme se pique également de jouer les cordons-bleus. Les études précisent toutefois qu'il pratique surtout la cuisine du dimanche, festive et valorisante. D'où certaines tensions avec sa compagne, condamnée à s'effacer derrière la toque du chef, reléguée à la préparation des repas ordinaires.

« LOISIRS CRÉATIFS »

Récemment, la montée des « loisirs créatifs » a laissé entrevoir la fin du monopole exclusif exercé par le genre féminin sur la tapisserie et le point de croix. Les merceries new-look accueillent une clientèle masculine parfaitement minoritaire mais pas tout à fait négligeable (Le Monde du 28 novembre 1997). Ces clients cherchent une activité manuelle qui leur permettra de « se vider la tête » en se consacrant à la réfection des fauteuils et des coussins, de se lancer dans la tapisserie ou la reliure de livres anciens. En revanche, les femmes commencent à s'approprier des objets dont l'utilisation s'est simplifiée. Tel est le cas du magnétoscope et, insiste M. Bonnette-Lucat, du Caméscope, « à travers lequel la femme retrouve son habituelle fonction de porteuse de la mémoire de la famille ».

Les enquêtes « modes de vie » de l'Insee mettent également en exergue les domaines où

le clivage masculin-féminin reste inébranlable. La simple vérification du niveau d'huile et, a fortiori, l'entretien de la voiture demeurent une chasse gardée des mâles. La présence d'un animal domestique entretient elle aussi les stéréotypes : madame prépare la pâtée du chien mais c'est monsieur qui le promène. Quant à l'arrivée d'un enfant, elle modifie moins souvent qu'on ne le pense les comportements traditionnels : il semble, notamment, que peu de pères changent leur bébé. Enfin, les femmes, qui utilisent pourtant plus fréquemment que les hommes l'informatique sur leur lieu de travail, jouent moins souvent qu'eux sur l'ordinateur familial, une fois rentrées chez elles.

L'univers de la distribution n'a pas encore tout à fait pris la mesure de ces changements progressifs dans les comportements. « Dans les enquêtes que j'ai réalisées, les femmes se plaignent régulièrement du regard condescendant que les vendeurs portent sur elles », estime M. Bonnette-Lucat. Il arrive même que les femmes deviennent transparentes. Après avoir été successivement ignorée aux rayons électro-ménagers, carrelage et jardin du Castorama de la place de la Nation, à Paris, Catherine n'a pas fait d'esclandre. Elle a écrit à la direction un petit poème intitulé *Ballade à Castolanda*. Pour lui faire savoir qu'elle ne remettra plus les pieds dans ce magasin.

Jean-Michel Normand

Quelques outils pour les femmes

● Le pistolet de Wagner : un instrument qui envoie au panier rouleaux et pinceaux en tous genres puisqu'il s'adapte à toutes les surfaces (radiateurs, plafonds, plâtres, clôtures, etc.). Son système FineCoat permet d'obtenir un jet directionnel, qui limite l'effet de brouillard et élimine les éclaboussures. La rapidité de mise en œuvre, d'exécution et de nettoyage est un argument convaincant pour les femmes pressées. Autonome et peu encombrant, il se porte en bandoulière, facilitant ainsi les déplacements.

● La mallette Quattro, de Black et Decker : un ensemble d'outils électriques multifonctions sans fil (une perceuse, une visseuse/dévisseuse, une ponceuse et une scie électrique), que l'on transforme par un simple clip. Tous ses instruments sont réunis dans un coffret léger (2 kilos).

● Le procédé Bativer : un principe de montage qui permet de rassembler par collage des briques de verre. Facile et rapide à monter, ce principe assure un travail en toute propreté (pas de ciment gâché). Il est une source

d'idées pour la décoration intérieure puisqu'il permet d'effectuer des formes arrondies, grâce à l'apport de profils adaptés (bar, cloisons ou murs de séparation, salle de bains...).
● Le miniculteur Flymo : une solution pour obtenir de beaux massifs en fournissant le minimum d'efforts. Il permet de retourner et d'aérer la terre sans avoir même à se baisser. Deux outils sont vendus avec l'appareil : un disque émetteur pour niveler et aplanir de plus grandes surfaces, une griffe universelle pour aérer les parterres de fleurs délicats et déraciner facilement les mauvaises herbes.

Le retour du yoyo au bout des doigts des enfants

« C'EST AMUSANT de voir un vieux jouet redevenir à la mode », commente la directrice d'une école primaire parisienne où les élèves profitent de la récréation pour exercer leur virtuosité à la pratique du yoyo. Un peu partout en France, depuis la rentrée, des enfants s'amusent à faire tourner de petits disques au bout d'une ficelle.

Exit donc les Tamagochi et plein feu sur le yoyo, se réjouit-on chez Bandai, la société à l'origine des

deux campagnes publicitaires qui ont mis en avant ces jouets. Le géant nippon, après le Japon et les États-Unis, s'attaque désormais à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne et à la France.

SYSTÈME DÉBRAYABLE

Mais attention : les « hyper-yoyos » en plastique coloré, distribués par Bandai – et fabriqués par les sociétés américaines Russell ou Yomega –, sont beaucoup plus élaborés que les simples yoyos en bois du Japon munis d'une ficelle. Alors que ces derniers sont composés de deux disques symétriques réunis par une cheville centrale percée d'un trou, où est fixé un cordonnet, les « hyper-yoyos » sont débrayables : leur cordelette n'est pas prise dans l'axe, mais attachée autour par une boucle souple, ce qui leur permet de continuer à tourner sur eux-mêmes lorsqu'ils sont en position basse, au lieu de remonter automatiquement.

C'est cette innovation, due à Pedro Flores, Philippin émigré aux États-Unis au début des années 20, qui permet au yoyo de « dormir »,

explique John Cassidy, auteur d'une petite somme sur la question. L'intérêt de ce système est de donner le temps au joueur d'exécuter de multiples figures avec son dormeur ; une brève secousse suffit ensuite pour que l'axe accroche la ficelle qui s'enroule autour de lui, en remonçant le yoyo.

Mais là ne s'arrête pas le pro-

Une mode cyclique

● Origine. Les plus anciens yoyos remontent à la Grèce du V^e siècle avant J.-C. On retrouve ensuite la trace de ce jeu dans la Chine et le Japon des XII^e-XIII^e siècles, précise Yves Riffaut, spécialiste de l'art de l'enfance (nom du musée qu'il a créé en Haute-Savoie). Au début de la Révolution, on appelle « émigré » (émigrant ou jeu de Coibentz) le passe-temps favori de l'aristocratie française, qui envahit bientôt l'Angleterre, avant de retomber dans un oubli provisoire.

Au XX^e siècle, l'Américain D. F. Duncan s'allie, dans les années 30, avec le propriétaire de journaux W. R. Hearst pour organiser des concours de yoyo, où il faut réaliser les figures qu'on redécouvre aujourd'hui. Les États-Unis connaissent une nouvelle mode du yoyo en 1962 (45 millions d'exemplaires vendus).

● A lire : Le Yoyo, de John Cassidy, Nathan, 1998, 80 p., 49 F (un yoyo en bois non débrayable est également fourni).

● A voir : la finale du championnat de France d'hyper-yoyo organisée par Bandai, samedi 7 novembre à Paris (14 heures, MCM Café, 92 bd de Clichy, 75018 Paris).

par le virtuose coréen, membre de l'équipe diligente en France pour propager l'« hyper yoyomania », est d'ailleurs doté de petites billes montées sur des ressorts : elles s'écartent avec la force centrifuge, ce qui augmente le moment d'inertie du yoyo, c'est-à-dire sa capacité à tourner régulièrement sur lui-même.

« Mais, pour le faire débrayer, précise Margot, une amatrice dont le majeur présente déjà un cal de professionnel, il faut le jeter vigoureusement, sinon il remonte automatiquement comme les yoyos traditionnels. »

Ces derniers profitent de la promotion orchestrée par Bandai. Au Dragon savant, une boutique de l'est parisien, on a été pris de court. « D'habitude, on vendait un yoyo de temps en temps, le plus souvent à des adultes, alors que, depuis la mi-octobre, nos yoyos cocinelles laqués de rouge partent au rythme de deux à trois par jour, et ce sont les huit-dix ans qui viennent les acheter », souligne Didier Bonnavat. « Tout le monde profite de la mode », confirme Gilles Delatré, directeur commercial de la maison

Vilac et champion du monde de bilboquet... D'ailleurs, pour mieux accompagner le mouvement, ce fabricant jurassien de jouets en bois a adjoint à son catalogue un yoyo chinois en plastique, débrayable et lumineux.

FIGURES DANS L'ESPACE

Le plastique, cependant, ne présente aucun avantage « aérodynamique » par rapport aux matériaux plus anciens, affirme Tom Kuhn, au terme de recherches sur l'axe idéal pour lesquelles la NASA lui avait fourni quantité d'échantillons de matériaux composites. Quant à l'astronome David Griggs, qui s'était entraîné plusieurs mois avec Kuhn avant d'emporter un yoyo dans son voyage en juillet 1984, il a pu constater que les yoyos ne « dorment » pas dans l'espace, à cause de l'apesanteur. En revanche, des figures comme les loopings et le tour du monde, sur lesquelles peinent actuellement tant de jeunes Terriens, se seraient révélées, là-haut, beaucoup plus faciles à exécuter.

Caroline Helfter

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Reconnu par l'Etat pour ses Produits Certifiés
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions. Faux ou véritable.
SOMMIERS : TRESSÉ, EPEDA, S'IMONS
DUALORLOU, BUTEX, PRELLI, ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir, Tissu, Alcantara
Stellar, Gonion, Duvivier, Sulten, Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
251, rue de Belleville, PARIS 19^e - Téléphone
01.42.08.71.00 - 7j/24

هنا من الأصل

LE GAZ NATUREL

EST L'ÉNERGIE

PRÉFÉRÉE DES FRANÇAIS.

LES FRANÇAIS

ADORENT QUAND LES PRIX

BAISSENT.

DONC ?

Donc, le prix du gaz naturel baisse encore. Être l'énergie préférée des Français, ça se mérite tous les jours. C'est pourquoi Gaz de France fait tout pour vous proposer toujours plus de confort, de services, d'innovations et bien entendu... d'économies ! Ceux

qui ont fait le choix du gaz naturel le savent bien. D'ailleurs, ils ne se privent pas de le vérifier : en cette fin d'année, le prix du gaz naturel baisse encore sur leur facture. POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER GAZ DE FRANCE AU **14 237 0 001 16 3000**

GAZ DE FRANCE, LE CHOIX DE LA QUALITÉ.

Nuages au nord, soleil au sud

VENDREDI, un anticyclone centré sur la France maintient un temps sec. Un front froid se dégage du nord du pays et apporte beaucoup de nuages bas. Sur la moitié sud, le soleil est au rendez-vous.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Sur la Basse-Normandie, les nuages resteront nombreux toute la journée. Ailleurs, les nuages du matin laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi. La température maximale avoisinera 12 à 14 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel restera très nuageux toute la journée, avec de rares éclaircies l'après-midi. Quelques belles éclaircies se dessineront sur le sud de la région Centre l'après-midi. Il fera 10 à 12 degrés au meilleur moment de la journée.

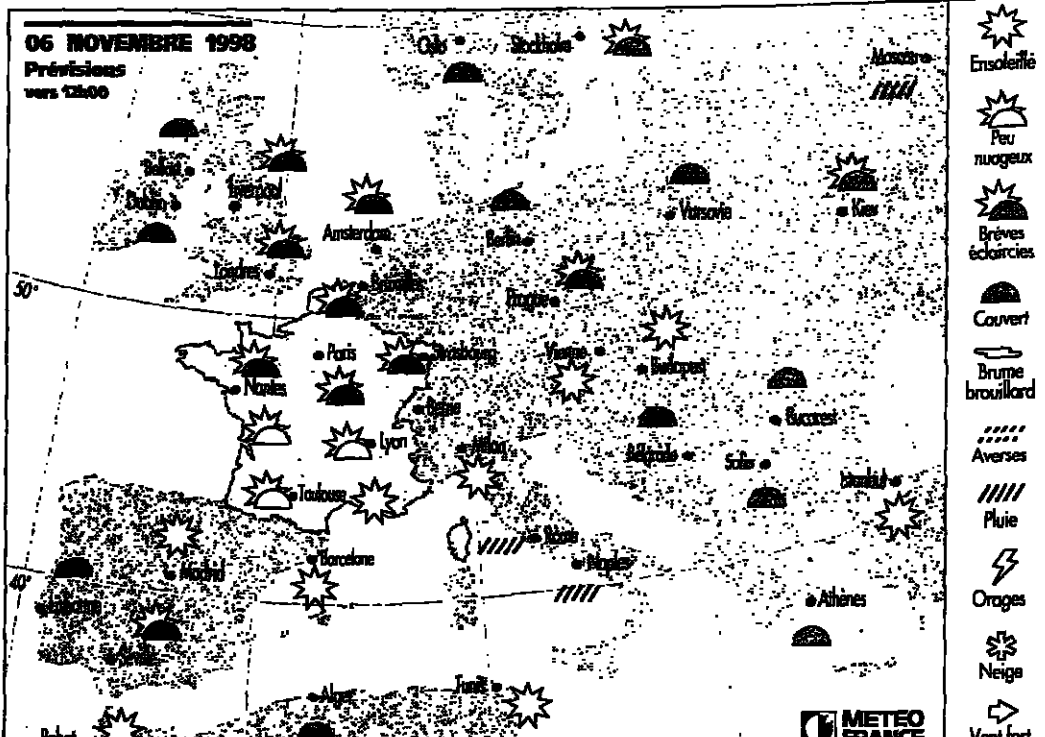
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Sur le sud de la Franche-Comté, quelques belles éclaircies revien-

dront l'après-midi. Ailleurs, le temps restera couvert, avec quelques gouttes éparses le matin près des frontières belges. Il fera 9 à 11 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur Poitou-Charentes, le ciel sera très nuageux le matin, puis de belles éclaircies reviennent l'après-midi. Ailleurs, après dissipation de quelques brouillards matinaux, le soleil s'impose. Le thermomètre marquera 13 à 15 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les nuages et les éclaircies alterneront sur le nord des régions, et le soleil sera plus généreux au sud. Les températures maximales avoisineront 10 à 12 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée sera placée sous le signe du grand soleil, sur l'ensemble des régions. Il fera 15 à 18 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ALLEMAGNE.** La Deutsche Bahn France (DBFrance), filiale tourisme de la compagnie ferroviaire allemande, propose des forfaits train-hôtel à travers le pays. A bord des Thalys, en aller-retour de jour, avec une nuit sur place : à Cologne (1 050 F), Aix-la-Chapelle (790 F), Düsseldorf (990 F). Ou pour le week-end, en train-couchettes et en trois jours : à Munich, Nuremberg ou Berlin (1 500-2 400 F). Prix au départ de Paris, valables jusqu'au 31 décembre. Réservations au 01-44-58-95-50.

■ **SUÈDE.** Depuis dimanche 25 octobre, la compagnie scandinave SAS assure trois de ses quatre vols quotidiens non-stop (2 h 30) entre Stockholm et Paris en Boeing 737-400. Doté de moteurs propres et silencieux, cet appareil offre une classe Affaires spacieuse avec des sièges ergonomiques équipés de téléphones mais aussi de branchements pour PC.

PRÉVISIONS POUR LE 06 NOVEMBRE 1998

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

France métropolitaine	NANCY	5/10 C
ALGER	14/18 C	
AMSTERDAM	8/12 C	
ATHÈNES	17/24 C	
BARCELONE	8/17 C	
BELGRADE	5/11 C	
BERLIN	1/4 S	
BREST	8/12 C	
CAEN	8/11 C	
CHERBOURG	8/11 C	
CLERMONT-F.	-1/2 S	
DIJON	3/10 N	
GRENOBLE	-1/2 S	
LILLE	6/11 N	
LYONS	2/12 S	
MARSEILLE	3/11 N	
MONTECARLO	6/14 S	
NAPLES	17/24 C	
PARIS	7/12 C	
PAU	1/4 S	
PERPIGNAN	8/12 C	
RENNES	8/11 C	
ST-ETIENNE	-1/2 S	
STRASBOURG	5/10 C	
TOULOUSE	8/14 S	
TOURS	5/12 N	
VALENCIENNES	2/10 C	
VANVES	2/10 C	
VILLERS-LEZ-NANCY	2/10 C	
YVERDON	2/10 C	

Europe	PAPEETE	22/28 S
ALGER	14/18 C	
AMSTERDAM	8/12 C	
ATHÈNES	17/24 C	
BARCELONE	8/17 C	
BELGRADE	5/11 C	
BERLIN	1/4 S	
BREST	8/12 C	
CAEN	8/11 C	
CHERBOURG	8/11 C	
CLERMONT-F.	-1/2 S	
DIJON	3/10 N	
GRENOBLE	-1/2 S	
LILLE	6/11 N	
LYONS	2/12 S	
MARSEILLE	3/11 N	
MONTECARLO	6/14 S	
NAPLES	17/24 C	
PARIS	7/12 C	
PAU	1/4 S	
PERPIGNAN	8/12 C	
RENNES	8/11 C	
ST-ETIENNE	-1/2 S	
STRASBOURG	5/10 C	
TOULOUSE	8/14 S	
TOURS	5/12 N	
VALENCIENNES	2/10 C	
VANVES	2/10 C	
VILLERS-LEZ-NANCY	2/10 C	
YVERDON	2/10 C	

Asie	PAPEETE	22/28 S
ALGER	14/18 C	
AMSTERDAM	8/12 C	
ATHÈNES	17/24 C	
BARCELONE	8/17 C	
BELGRADE	5/11 C	
BERLIN	1/4 S	
BREST	8/12 C	
CAEN	8/11 C	
CHERBOURG	8/11 C	
CLERMONT-F.	-1/2 S	
DIJON	3/10 N	
GRENOBLE	-1/2 S	
LILLE	6/11 N	
LYONS	2/12 S	
MARSEILLE	3/11 N	
MONTECARLO	6/14 S	
NAPLES	17/24 C	
PARIS	7/12 C	
PAU	1/4 S	
PERPIGNAN	8/12 C	
RENNES	8/11 C	
ST-ETIENNE	-1/2 S	
STRASBOURG	5/10 C	
TOULOUSE	8/14 S	
TOURS	5/12 N	
VALENCIENNES	2/10 C	
VANVES	2/10 C	
VILLERS-LEZ-NANCY	2/10 C	
YVERDON	2/10 C	

Océanie	PAPEETE	22/28 S
ALGER	14/18 C	
AMSTERDAM	8/12 C	
ATHÈNES	17/24 C	
BARCELONE	8/17 C	
BELGRADE	5/11 C	
BERLIN	1/4 S	
BREST	8/12 C	
CAEN	8/11 C	
CHERBOURG	8/11 C	
CLERMONT-F.	-1/2 S	
DIJON	3/10 N	
GRENOBLE	-1/2 S	
LILLE	6/11 N	
LYONS	2/12 S	
MARSEILLE	3/11 N	
MONTECARLO	6/14 S	
NAPLES	17/24 C	
PARIS	7/12 C	
PAU	1/4 S	
PERPIGNAN	8/12 C	
RENNES	8/11 C	
ST-ETIENNE	-1/2 S	
STRASBOURG	5/10 C	
TOULOUSE	8/14 S	
TOURS	5/12 N	
VALENCIENNES	2/10 C	
VANVES	2/10 C	
VILLERS-LEZ-NANCY	2/10 C	
YVERDON	2/10 C	

VENTES

La collection d'une spécialiste de l'Extrême-Orient

QUAND UN ANTIQUAIRE succombe à la passion des objets, il les choisit sans souci des impératifs commerciaux qui guideraient ses achats habituels, tout en sachant mettre au service de son goût les connaissances accumulées au fil des ans. Cette combinaison de savoir et de recherche ludique donne souvent des résultats très intéressants.

Un ensemble de ce type sera mis en vente, samedi 14 et dimanche 15 novembre, aux salons Etoile-Marcou. Il s'agit de la succession d'une spécialiste de l'Extrême-Orient qui avait regroupé des pièces de tous pays et de toutes époques, sélectionnées pour leur charme et leur pouvoir évocateur. Quelques œuvres très différentes montrent l'aspect électrique de cette collection. Deux toiles khmers de la même période (Bayon, fin du XII^e siècle) attestent comment les artistes pouvaient exprimer des émotions complètement différentes, malgré le carcan de règles iconographiques communes : l'un puissant, très masculin, met en évidence la visée politique de cet art ; l'autre, sublime, a la beauté, la jeunesse, la grâce (100 000 F à 120 000 F).

Deux autres bouddhas transmettent un message plus spirituel, avec des sculptures sans aucune concession décorative, presque sévères : un modèle grandeur nature, debout dans une pose hiératique, en bois avec des traces de laque (Ayutthya, XVII^e/XVIII^e siècles, 35 000 F à 40 000 F), et une tête monumentale à l'expression de méditation profonde (Ayutthya, XVIII^e/XIX^e, restaurée au nez, 15 000 F à 20 000 F).

Calendrier

ANTIQUITES-BROCANTE
 ● Le Mans (Sarthe), brocante, parc expo, du vendredi 6 au dimanche 8 novembre, de 10 à 19 heures, 230 exposants, entrée 20 F.
 ● Chaunay (Aisne), antiquités-brocante, salle François-Mitterrand, samedi 7 et dimanche 8 novembre, de 10 à 19 heures, 18 exposants, entrée 12 F.
 ● Istres (Bouches-du-Rhône), antiquités-brocante, salle des fêtes, samedi 7 et dimanche 8 novembre, de 10 à 19 heures, 50 exposants, entrée 20 F.
 ● Lisieux (Calvados), antiquités-brocante, parc expo, du samedi 7 au mercredi 11 novembre, de 9 h 30 à 19 heures, 140 exposants, entrée 30 F.
 ● La Rochelle (Charente-Maritime), Salon des antiquaires, parc expo, du samedi 7 au mercredi 11 novembre, de 10 à 19 heures, 100 exposants, entrée 25 F.
 ● Besançon (Doubs), Salon des antiquaires, parc expo, du samedi 7 au mercredi 11 novembre, de 10 à 19 heures, 40 exposants, entrée 30 F.
 ● Quimper (Finistère), antiquités-brocante, parc expo, du samedi 7 au lundi 9 novembre, de 10 à 19 heures, 200 exposants, entrée 25 F.

● Toulouse (Haute-Garonne), Salon des antiquaires, parc expo, du samedi 7 au dimanche 15 novembre, de 10 à 19 heures, 300 exposants, entrée 46 F.
 ● Lyon (Rhône), antiquités-brocante, halle Tony-Garnier, samedi 7 et dimanche 8 novembre, de 9 à 19 heures, 100 exposants, entrée 35 F.
 ● Paris, brocante, square des Batignolles, samedi 7 et dimanche 8 novembre, de 10 à 19 heures, 70 exposants, entrée libre.
 ● Le Luc-en-Provence (Var), Salon des antiquaires, centre-ville, du samedi 7 au mercredi 11 novembre, de 10 à 19 heures, 80 exposants, entrée 25 F.

Sans figurer parmi les plus chères, plusieurs pièces rares présentent un grand intérêt. Un masque funéraire en alliage d'argent travaillé au repoussé fait vivre le visage d'un dignitaire de la dynastie Liao (916-1125), la seule dans l'histoire de la Chine à observer ce type de pratique (10 000 F à 12 000 F). Une cloche en bronze munie d'un battant intérieur, contrairement à l'usage chinois, datée 1709. Elle est ornée d'une fleur de lotus, et l'inscription signale l'importance de cet objet, sans doute commandé par les fidèles d'un temple (20 000 F à 25 000 F).

Différentes petites collections ont été constituées autour de thèmes divers : pipes à opium, tsabas, netsukés, tabatières chinoises, petits jades, kriss indonésiens, miroirs. Ces derniers remontent aux époques Han et Tang (200-900 av. J.C.). En bronze poli, ils comportent une face très décorée, dotée d'une prise où l'on passait un cordon permettant de les suspendre. C'étaient des pièces précieuses que l'on enroulait dans des tissus pour les protéger de la moindre rayure. L'un d'entre eux, en alliage d'argent et de bronze à patine de fouille, présente un décor en haut-relief de caillots, de rats et de grappes de raisin, symboles de prospérité (époque Tang, 7 000 F à 8 000 F), un autre à patine de fouille est orné d'une sorte de motif carré synthétisant l'Univers et les points cardinaux (époque Han, 2 000 F à 3 000 F).

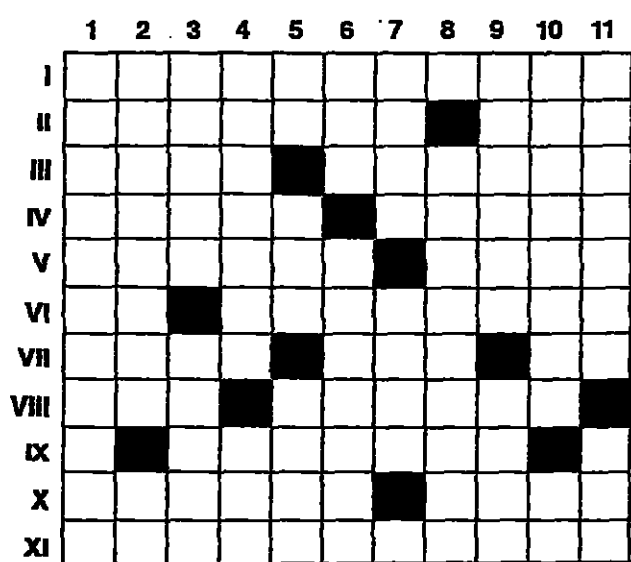
Catherine Bedel

★ Salons Etoile-Marcou, samedi 14 et dimanche 15 novembre, 79 avenue Marcou, 75008 Paris. Exposition sur place le 13, de 10 h 30 à 22 heures, le matin des ventes de 9 h 30 à 12 heures. Etude Rueil, tél. : 02-97-47-26-32. Expert : Bernard Gomez, tél. : 04-91-61-61-61.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98265

● SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Inaccessible quand on pense. - II. A force d'habitudes. Surveille le grand large. - III. Mouvement de foule. Centenaire, que l'on voit souvent à la télé. - IV. Hasards pleins de risques. Sorties des fonds. - V. Surtout, il résista jusqu'à la mort. Pris en cas de défaillance. - VI. Dans une boîte. Mise en commun. - VII. Au cœur du foyer. Argile impossible à travailler. Préposition. - VIII. Cheville sur le ter-

rain. Préparas le terrain. - IX. Prendras un bon départ. - X. Porteur de fruits. Zéro ou pas grand-chose. - XI. Passe son temps à l'étranger.

VERTICALEMENT

1. Médicale ou accidentelle elle fait peur. - 2. Désigne le gagnant après plusieurs tours. Toile étrangère. - 3. Chemins détournés. Sorti du séminaire, il a eu une crise de foi. - 4. Pour une dernière rencontre. Pris par la manche. -

5. Métal blanc. Sans aucun jugement. Fait des éclats. - 6. Aide à la dépense. Détruit le travail. - 7. En échange standard selon le talion. Petite promenade. - 8. Qui sort des fosses. - 9. Objets de la pensée. Partie du monde. - 10. Plutôt confuses. Préposition. - 11. De beaux paquets. D'un auxiliaire.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98264

HORIZONTELEMENT
 I. Journaliste. II. Orthopédie. - III. UV. Étireras. - IV. Veste. Omo. - V. Eder. Hop. - VI. Nuageuses. - VII. Course. Rt. - VIII. Été. SOS. Râ. - IX. Laudatrices. - X. Liséré. Nous. - XI. Etes. Sistre.

VERTICALEMENT

1. Jouvencelle. - 2. Orvet. Otait. - 3. Ut. Sinueuse. - 4. Rhéteur. Dés. - 5. Noteras. Ar. - 6. Api. Gestes. - 7. Lerche. Or. - 8. Ide. Oursins. - 9. Sirops. Cot (toc). - 10. Team. Erreur. - 11. Sous-tasse.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
 ISSN 0385-2037

Imprimé au Monde
 12, rue M. Durosoy
 94452 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION

N° 90

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

L'île des amoureux



Où est exposé *L'embarquement* :
 ● En Allemagne, au château de Charlottenbourg ?
 ● En Angleterre, à la National Gallery ?
 ● En Espagne, au Musée du Prado ?

Réponse dans *Le Monde* du 13 novembre.

« Pèlerinage à l'île de Cythère »
 Jean-Antoine Watteau
 (1684-1721),
 1717, huile sur toile,
 129 x 194 cm, Paris,
 Musée du Louvre.

Solution du jeu n° 89 publié dans *Le Monde* du 30 octobre
 Le portrait de Stéphane Mallarmé, par Edouard Manet, a figuré en frontispice du chapitre « Mallarmé » dans *Les Poètes maudits*, de Paul Verlaine.

لنا من الجول

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 6 NOVEMBRE 1998

CHANSON Motivé, chanson du groupe toulousain Zebda, est devenue l'hymne des récentes manifestations lycéennes. Ce groupe chante le 9 novembre à Paris, à l'Olympia.

avant d'effectuer une tournée en province. Également issus de la Ville rose, les Fabulous Trobadors tournent eux aussi en France en novembre et en décembre. ● ZEBDA, groupe franco-

beur, défend l'idée de la République et de « ses piliers : l'école, la démocratie, le droit des citoyens », contre le double extrémisme du Front national et de l'intégrisme musulman. ● LE

DUO FABULOUS TROBADORS milite pour « l'Occident international » et le droit souverain à un imaginaire libre. ● LES DEUX GROUPES vivent d'abord leur quartier, et c'est là qu'ils

entendent construire des exemples de démocratie. Au centre de Toulouse, dans le quartier Arnaud-Bernard, pour les Trobadors ; dans le quartier nord du Mirail, pour Zebda.

Toulouse, capitale de la résistance musicale des quartiers

Zebda et les Fabulous Trobadors, deux groupes nés et grandis dans la Ville rose, tournent en France tandis que sont publiés leurs derniers albums où ils chantent, entre humour et engagement, les vertus de la multiplicité des cultures

Y A-T-IL de plus bel engagement que celui qui consiste à répéter en chœur, avec une joie simple et sur un air de ragamuffin, « On est chez nous, nous, on est chez nous, on est chez nous, nous », quand on est un groupe de musiciens forgé à l'école des quartiers nord de Toulouse, où se mêlent, adultes et enfants, Français de souche, Espagnols, Manouches, Maghrébins ? Simple, ordinaire comme l'essence qui fait rouler la Mobyette la plus pourrie, la plus utile aussi. C'est le mot d'ordre des Zebda, dont l'album *Essence ordinaire*, paru en octobre, fait suite au *Bruit et l'odeur*, ainsi intitulé en référence à un célèbre discours de Jacques Chirac, alors premier ministre. Entre-temps, il y a eu *Motivé*, collection de chants révolutionnaires repâtés rap-raggae et soutenue par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), en vertu de « d'amitiés de quartier » et de l'idée zebdienne que « le militantisme de gauche n'est pas ringard ».

Zebda n'a pas adhéré pour autant à une quelconque internationale communiste : le groupe franco-beur aime son quartier, épicentre de toute action. Il y défend l'idée de la République et « de ses piliers : l'école, la démocratie, le droit des citoyens », dit Mustapha Amokrane, chanteur et l'un des sept de Zebda. Dans son quartier, le groupe doit affronter le choc frontal du militantisme extrémiste : Front national d'un côté, intégrisme musulman de l'autre. « Les tracts dans les boîtes aux lettres, l'entrisme dans les structures socioculturelles et l'école - le Front national ne s'y trompe pas, c'est là qu'il investit -, la simplification de la question de l'identité par des gens qui exigent qu'on les salue par "Salam aleikoum" parce qu'on est arabe, point final, poursuit Mustapha. Alors pour tous les militants qui vont soutenir les sans-papiers après le boulot, je dis : maximum respect ».

La première qualité d'une bonne idée, une idée juste, sera d'être ordinaire comme le mot *motivé* - la chanson est devenue l'hymne des dernières manifestations lycéennes. Simple comme un tournoi de foot, un concours de boules, une séance



Les sept de Zebda, groupe des quartiers nord de la Ville rose.

de cinéma en plein air. Zebda, groupe musical bigarré, est né au moment où le mouvement associatif « prenait la place des structures défilantes », ajoute Rémi Sanchez, l'accordeoniste du groupe.

REPAS DE RUÉS

Au centre de Toulouse, dans le quartier Arnaud-Bernard, les Fabulous Trobadors, duo toulousain (voix et tambourin) militant pour l'Occident internationale et le droit souverain à un imaginaire libre, ont inventé les repas de quartier, autre idée simple : on met des tables dans

la rue, sur la place, chacun amène un plat et on mange, on chante, on parle, de tout, y compris de Socrate ou de Dominique Baudis, maire (UDF) de la ville depuis 1983. *Ma ville est le plus beau pays*, chanté en 1995 les Fabulous Trobadors. Cette fois, les auteurs de *Come on Every Baudis*, chanson de résistance rigolarde, montent au créneau - *On the Linha Imaginot* - avec une virulence renouvelée.

Zebda et les troubadours, qui s'apparentent autant au rap qu'aux traditions poétiques du Nordeste brésilien (le parcours colonial de la

chanson d'oc) vivent d'abord leur ville, et c'est dans leur périmètre qu'ils entendent construire des exemples de démocratie. Les deux groupes amis sont, dit Claude Sicre, le philosophe des Fabulous, « en débat permanent ». Davantage concernés par l'exclusion, l'illettrisme ou le chômage - « Arabes, Manouches, Italiens, Français, Espagnols sont à un même niveau de difficultés sociales dans les quartiers nord, mais si tu es black ou beur, tu traînes un boulet de plus », dit Mustapha Amokrane -, les Zebda n'ont pas la fibre occitane des Fabulous

Trobadors. « Nous, quand on dit qu'on est toulousain, on veut dire qu'on est Français. Toulouse, c'est la maison, c'est la famille », Rémi Sanchez explique l'effervescence musicale et culturelle de la ville par « son côté paysan, rural, et son urbanité. Toulouse a gardé les valeurs de la terre, et celles de gauche, très présentes dans les campagnes, et en même temps elle est la deuxième ville étudiante de France ».

L'intégration ? Voilà longtemps qu'elle est faite, disent encore les Zebda, étonnés qu'une partie de la France petite-bourgeoise et les politiques le découvrent, « retournant leur veste à l'occasion », quand l'équipe de France de football gagne le Mondial. Preuve par neuf de la souplesse du tissu démographique français : la musique produite en France est identifiée clairement comme française à l'étranger, qu'il s'agisse du rap, du rap, de la chanson à géométrie variable, de la Mano Negra, des Nègresses vertes, d'IAM, de l'accordeon et de Foud.

LES ÉLITES SE DÉLITENT

« Les sociologues et les politiques se trompent », explique Claude Sicre. Ils confondent l'énoncé et le contenu. Les vieilles élites se délitent. Il faut comprendre le rap, la techno. Ils sont une représentation du monde qui change le monde. La musique arrive quand les mauvais concepts de la politique cassent. Elle est ce qui fède la jeunesse. Les sociologues entretiennent les clichés, ils disent par exemple que les rappers expriment leur banlieue, alors qu'ils chantent pour la changer ».

Les croisements musicaux de Zebda, ceux des Fabulous Trobadors, sont à l'image du musette, ajoute encore Rémi Sanchez, genre inventé à la fin du siècle dernier par les joueurs de cabrettes auvergnats émigrés à Paris et leurs comparses italiens. Musique de bâtards et de marginaux, le musette est devenu le symbole de l'identité française et des bals du 14 juillet. « C'est une façon simple de combattre le Front national », dit le musicien. De ne pas écouter les sirènes de l'identité unique, ou ethnocentrique. De la même manière, Claude Sicre défend l'idée, antirégionaliste, que

tous les Français « doivent connaître les troubadours ». « Il n'y a qu'un seul niveau de citoyens, pas de seconde zone, ni dans les quartiers, ni géographique, ni linguistique », ajoute-t-il.

On The Linha Imaginot, le dernier album des Fabulous Trobadors, doit son titre à la Linha Imaginot, concept rieur et offensif développé par l'écrivain et idéologue Félix Castan lors des repas de quartier -

9,90 francs chez Tati

Zebda milite, Zebda s'engage, mais ne rejette pas pour autant les idées qui marquent et les stratégies offensives. Ainsi le groupe a-t-il marié son nom à celui de Tati, bien privilégié de la communication sociale sans frontières. Les magasins populaires, devenus symbole de la démocratie consumériste - « le seul endroit où les pauvres peuvent aller acheter un pull ou une robe de mariée », ont prêté leur marque, mais pas d'ailleurs, au groupe toulousain, le temps de la tournée d'automne commencée le 8 octobre à Montpellier : à chaque ville où Tati tenait boutique, cent places à 9,90 F ont été offertes pour les concerts de Zebda. A peu de frais, la tournée Zebda est devenue la « tournée Tati ». « C'était une idée marketing de notre entourage, dit-on à Zebda. Mais elle était bonne, car conforme dans le fond à ce que nous défendons ».

qui se sont étendus à toute la France - et au groupe marseillais Massilia Sound System : la Linha Imaginot est une ligne de l'imaginaire qui relie en réseau tous ceux qui refusent de penser la France en vertu d'une pensée unique. « La culture devrait être polycentrique, c'est-à-dire que les centres devraient avoir entre eux des échanges sur un pied d'égalité », dit Félix Castan, dont la voix est échantillonnée sur fond de jazz et de tambours sur le disque des Fabulous Trobadors.

Véronique Mortaigne

Deux visages de l'intégration et de la révolte

TOULOUSE
de notre correspondant régional
Les uns viennent du nord de Toulouse, les autres sont toujours restés au centre de la ville. Zebda ne serait rien si ses musiciens n'étaient pas de là-haut, où commencent les marges, du côté des Izards et des Trois-Cocus. Les Fabulous Trobadors n'existeraient pas si le remue-ménage des migrations n'avait introduit quelque chose de singulier à Arnaud-Bernard. Leurs musiques ne se ressemblent pas, aussi diffé-

rentes que leurs deux quartiers d'origine. Mais un même attachement les réunit. Les deux groupes ont chacun un port d'attache qui les retient et les ramène : un lieu, avec des gens dedans qui, comme eux, y sont nés ou y ont échoué.

Parmi les quartiers toulousains, Arnaud-Bernard a la cote aujourd'hui, au point que les plus sourcilieuses de ses sentinelles s'en inquiètent. Les loyers ne vont-ils pas grimper ? Quartier de proscrits hier - républicains espagnols, réfugiés pieds-noirs, exilés maghrébins -, de fauchés aujourd'hui et d'immigrés de toujours, Arnaud-Bernard a de l'âme, de celle qui campe les rebelles. Tout seul, hors de toute structure ou politique de la ville, refusant orgueilleusement toute subvention, le quartier a réussi là où tant d'autres ont échoué. Il est resté ce qu'il était, un espace populaire ; il est devenu ce qu'il voulait, un périmètre de mieux vivre.

ARNAUD-BERNARD QUI SOURIT

A deux pas des magnificences toulousaines, la basilique Saint-Sernin et la place du Capitole, Arnaud-Bernard n'a à offrir qu'un pâté de modestes maisonnettes, quelques rues tournoyantes et une grande place plutôt stupide, avec l'inévitable parking en dessous. Mais il y a des bars et des gargotes partout, des boutiques arabes ouvertes jour et nuit, de la musique et des lumières, des squares et des silences, des enfants qui jouent, des vieux qui bavardent, des jeunes qui se maillent, des gens qui déboulent et qui se rencontrent.

Arnaud-Bernard n'est pas un

quartier comme les autres pour toute une série de raisons qui tiennent à son animation et à l'absence de tensions. C'est un endroit où on sourit, non pas de la vie qui, ici, est aussi dure qu'ailleurs - le quartier aurait même tendance à concentrer un nombre de chômeurs et de RMistes plus important - mais à la vie, aux autres, au plaisir de partager le même lieu.

Est-ce ses origines mêlées, sa tradition d'accueil, son tempérament fondeur qui le rendent ainsi ? Ou sa proximité des raffinements du centre de la ville ? Ou encore ses racines populaires qui incitent prolos et petits fonctionnaires à sacrifier à l'heure de l'apéro ? Toujours est-il que le patrimoine du lieu, qui tient plus à la qualité des relations humaines qu'aux délices de l'architecture, ne s'est pas conservé tout seul. Des habitants se sont regroupés dès 1975 dans un comité de quartier, vite rejoints par un carrefour culturel et une myriade d'associations, qui ont pris le pouvoir pour le déléguer aussitôt à l'ensemble de la population afin que celle-ci décide de son environnement et de ses modes de vie.

Une étrange alchimie s'est alors nouée entre les habitants, mélange de démocratie directe, de contestation positive, de conservatisme progressiste. C'est ainsi que la convivialité est devenue le biotope permanent du quartier. Et que le Front national réalise là des scores deux fois inférieurs aux moyennes qu'il obtient sur la ville.

Avec les quartiers nord, le décor change. Deux mondes cohabitent sans trop de bavures. D'un côté, une

paisible petite bourgeoisie dans son environnement de maisonnettes qui fleurissent bon encore le village ; de l'autre, des familles immigrées, maghrébines, qui font remonter l'agitation de la ville avec elles. C'est ici, à Borderouge, que surgira bientôt l'agitation de la ville avec elle. C'est ici, à Borderouge, que surgira bientôt l'agitation de la ville avec elle. C'est ici, à Borderouge, que surgira bientôt l'agitation de la ville avec elle.

LE MIRAIL, AVENIR ZÉRO

Bien qu'originaires des quartiers nord, Zebda est identifié au Mirail, plus à l'ouest, vaste addition de quartiers qui condensent tous les problèmes et tous les fantasmes de la civilisation urbaine. On dirait que la totalité des monstruosités de l'urbanisme de dalle et de bars s'est donné rendez-vous ici. Les populations en difficulté s'y sont déportées ou y ont été reléguées. Le Mirail est ainsi devenu une gigantesque lieue grise, sans racines, où ceux qui abandonnaient les leurs se sont retrouvés pris au piège.

La crise a frappé comme une tornade et, de dégradations en dégradations, le quartier s'est fossilisé sur son image-symbole : celle des jeunes en galère, de l'agressivité et de l'avenir zéro. C'est au Mirail que l'on vote le moins mais c'est là que le Front national recueille ses meilleurs scores, c'est là que la contre-société de la drogue et du recul s'affirme. C'est là que, malgré l'effort des associations qui tentent désespérément de pallier la faiblesse de l'intervention publique, tout fait le camp. Le dernier cinéma vient d'ailleurs de fermer.

Jean-Paul Besset

Concerts et disques

● Zebda.
- Albums : *Le Bruit et l'odeur*, 1 CD Barclay 529222-2. *Motivé*, 1 CD MOTU01, LCR/Tactcollectif, autoproduit. *Essence ordinaire* : 1 CD Barclay 557869-2.
- Prochains concerts : le 9 novembre à Paris (Olympia), le 10 à Rouen (l'Exocet), le 12 à Nantes (l'Olympic), le 13 à Rennes (la Cité), le 14 au Mans (le Forum), le 17 à Bordeaux (Krakatoa), le 20 à Lorient (le Manège), le 21 à Brest (le Penfeld). Fin de la tournée le 17 décembre à

Toulouse (Palais des Sports).
● Fabulous Trobadors.
- Albums : *Ma ville est le plus beau park*, 1 CD Mercury 526916-2. *On The Linha Imaginot*, 1 CD Mercury 558772-2.
- Concerts : le 14 à Bourges (Germinal), le 17 à Lyon (Transclub), le 4 décembre à Ris-Orangis (Le Plan), le 5 à Nantes (Palais des Congrès), le 9 à Paris (les Ecoles).
- A lire : Félix Castan, *Manifeste multiculturel et anti-régionaliste*, éd. Cocagne.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques au : 01-48-00-20-17 ou sur Minitel, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur D.S.P., 47, rue Louis Blanc, 92084 LA DEFENSE CEDEX. 01-48-04-01-83.

SAMEDI 7 NOVEMBRE
S.3- Grands vins et spiritueux. DÉPARTEMENT VINS - LOUDMER.
LUNDI 9 NOVEMBRE
S.1- ET MARDI 10 NOVEMBRE. 1ère partie de la collection DUMAS.
Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD
JEUDI 12 NOVEMBRE
S.4- ET VENDREDI 13 NOVEMBRE. Archives ZERVOS et divers.
Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD.
VENDREDI 13 NOVEMBRE
S.1- Collection Jacques HÉROLD. Surréalisme. Me KENAUD.
S.2- Art d'Extrême Orient. FIASA. Experts : MM. Portier et Raimbre.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, 12, rue Drouot (75009) 01.42.46.61.16
LOUDMER, 14, rue Grange Batelière (75009) 01.44.79.50.50
FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS
5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10
RENAUD, 6, rue Grange Batelière (75009) 01.47.70.48.95

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ALLEMAGNE. La Deutsche Bahn France (DBFrance), filiale française de la compagnie ferroviaire allemande, propose des trains à travers le pays. A bord des Thalys, en aller-retour de Cologne (1 050 F), Aix-la-Chapelle (790 F), Düsseldorf (990 F). On chuchote et en trois jours : à Munich, Nuremberg ou Berlin (1 500-2 000 F). Prix au départ de Paris, valables jusqu'au 31 décembre. Réservations au 01-44-58-95-50.

■ SUÈDE. Depuis dimanche 25 octobre, la compagnie scandinave SAS assure trois de ses quatre vols quotidiens non-stop (2 h 30) entre Stockholm et Paris en Boeing 737-500. Doté de moteurs propres et silencieux, cet appareil offre une classe Affaires spacieuse avec des sièges ergonomiques équipés de téléphones mais aussi de branchements pour PC.



Prévisions pour le 21 novembre à 0 h.

nt
L'Institut
est chargé
de la
coordination
des
travaux
de
recherche
et de
la
diffusion
des
résultats.

collections
de
livres
et de
documents
relatifs
à
l'histoire
de
la
ville
de
Toulouse
et de
son
développement.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

Le Centre
de
Recherche
et
d'Information
sur
la
Ville
de
Toulouse
est
ouvert
du
mardi
au
vendredi
de
10 h
à
18 h.

DÉPÊCHES

■ **PRIX LITTÉRAIRES** : dernière sélection pour le Goncourt, qui sera décerné lundi 9 novembre. Quatre titres restent en lice : *Confiance pour confiance*, de Paule Constant (Gallimard) ; *Les Vice-Rois*, de Gérard de Cortanze (Actes Sud) ; *Mérodé*, d'Olivier Rolin (Seuil) ; *Lambert Pacha*, de François Sureau (Grasset).

■ Dans la dernière sélection du Renaudot, cinq romans restent en lice pour le prix, dont le lauréat sera désigné lundi 9 novembre : *Le Manuscrit de Port-Ebène*, de Dominique Bona (Grasset) ; *Pérou*, de Michel Braudeau (Gallimard) ; *En attendant le vote des bêtes sauvages*, d'Ahmadou Kourouma (Seuil) ; *Soudain l'été*, de Claude Mourthé (Rocher) ; et *Dehors et pas d'histoire*, de Christophe Nicolas (Le Serpent à plumes).

■ Le prix Anjou d'aujourd'hui a été attribué, mercredi 4 novembre, à George Steiner pour son livre autobiographique *Errata, récit d'une pensée* (Gallimard).

■ BNF : M. Trautmann a reçu, mercredi 4 novembre en fin d'après-midi, pendant plus d'une heure, une délégation de grévistes de la Bibliothèque nationale de France. « Des brèches ont été ouvertes » dans la négociation, s'est borné à dire un porte-parole de la délégation, en précisant que la question de la fermeture de l'établissement le lundi - l'une des principales revendications (Le Monde du 4 novembre) - avait dominé l'entretien. Il s'est refusé à tout autre commentaire, souhaitant garder les informations sur cet entretien pour une assemblée générale des grévistes, jeudi 5 novembre.

Daniel Dezeuze, la peinture et son fantôme

Une rétrospective à Nîmes invite à considérer dans sa logique une œuvre, de la négation radicale à l'évocation de la peinture absente-présente

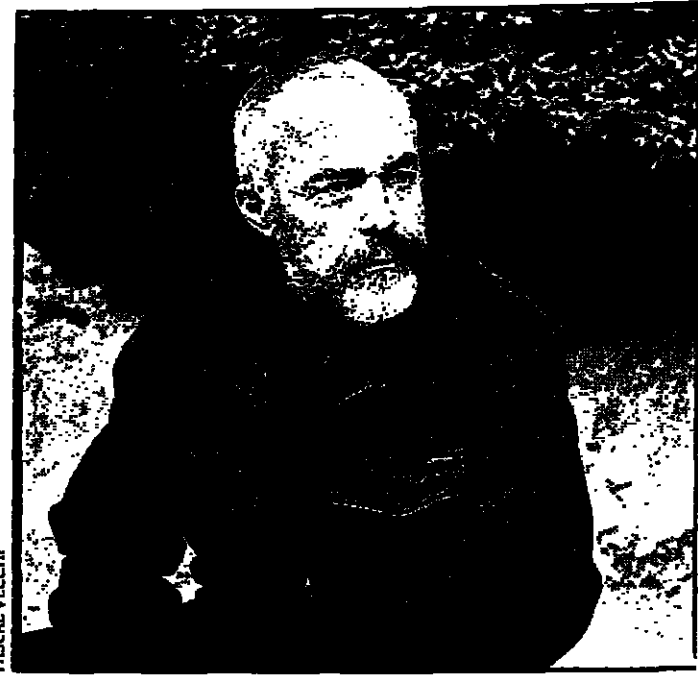
IL RESSEMBLE à ses œuvres : Daniel Dezeuze parle avec simplicité, il affirme ce qu'il pense sans chercher la provocation - comme s'il n'y avait rien de provoquant dans ses convictions et dans ses travaux. Il évoque son passé d'un ton neutre, un ton de chroniqueur plus que d'acteur. Né en 1942 à Alès. Son père est peintre. Le fils est élève aux Beaux-Arts de Montpellier, où le sont aussi, en même temps, d'autres méridionaux, Vincent Blouët, Claude Vialat. A la phase de l'imitation succède celle de l'arrachement - le mot est de lui. Il lui a fallu s'arracher à l'emprise du modèle paternel et à la tradition du tableau. Ainsi présentée, sa participation à Supports/Surfaces apparaît comme une affaire d'ordre personnel, autobiographique.

Il se peut que cette nécessité intime explique la radicalité de la rupture. Considérées trente ans plus tard, les œuvres - faut-il encore utiliser ce terme ? - que Dezeuze présente à la fin des années 60 et dans les années 70 se distinguent de celles de ses « petits camarades » - encore son vocabulaire - par son

esprit de négation. Ils cultivent le monochrome, manière de préserver la couleur et ses harmonies. Lui déshabille la peinture, découpe la toile et finit par la supprimer. Abouittement : un châssis montré nu, couvert seulement d'une feuille de plastique transparente. La sculpture subit des atteintes aussi définitives : il ne reste d'elle que des échelles de toile ou de bois léger, roulées ou déroulées, pendues au mur ou posées par terre, volumes réduits à une trame, un quadrillage aérien.

Point d'arrivée ou point de départ ? Ces transgressions commises, Dezeuze aurait pu s'arrêter ou entrer dans la répétition, comme tant d'autres qui ont réduit à rien leur audace initiale à force d'en rejouer le scandale inlassablement. Il a continué. L'idée de découpe, dit-il, assure la cohérence de sa démarche des années Supports/Surfaces à celles qui ont suivi.

« C'ÉTAIT UN TEMPS D'HOSTILITÉ »
A la toile, à la gaze, au bois de placage de quelques millimètres, il substitue alors des portes, des poutres, des planches épaisses qu'il entame avec une mauvaise scie



Daniel Dezeuze.

pour dessiner des formes rudimentaires, ronds cabossés, spirales irrégulières. Il se condamne délibérément à la difficulté.

L'explication qu'il avance est, à nouveau, biographique. « Il y a eu coïncidence entre ces pièces et ma situation. C'était un temps d'hostilité, d'hostilité. Un temps où me manquait les certitudes et même la volonté de montrer ce que je faisais. » S'étonne-t-on de telles considérations, il insiste. « Il faut qu'il y ait dans les œuvres un reflet de la situation, une correspondance. Il faut que l'expression coïncide avec la vérité que l'on traverse. Sinon, ça sonne

faux. » Plus tard dans la conversation, il y revient. « Le problème est d'être juste dans ce que l'on fait » - juste par rapport à soi-même faut-il comprendre.

Ainsi à propos des *Objets de cueillette*, assemblages composés par récupération, greffes, bricolages fragiles. L'archaïque canne à pêche de bambou et son fil, les filets, les ficelles, les débris qui se ramassent sur les plages, les vieux skis, les vieilles raquettes sont ses matériaux de prédilection. Il y adjoint tantôt les rails d'un chemin de fer pour enfant, tantôt une corne de vache. Il obtient de la sorte des objets dépourvus de tout usage, même d'un usage symbolique ou totemique. Tout au plus consent-il à laisser filtrer quelquefois une allusion historique, parce que trois skis

convenablement attachés ensemble évoquent l'architecture gothique.

Pourquoi, alors, ces constructions ? « Par goût immédiate pour les objets construits par Picasso et par expérience du monde rural - notre exotisme à nous, en voie de disparition. Par souvenir du cubisme et par curiosité anthropologique à la fois - en me plaçant à l'intersection. » Décidément, Dezeuze excelle dans l'art de l'autodéfinition réfléchie et argumentée.

« POUSSIÈRE FUGACE »

Il ne s'en écarte qu'en une occasion, à propos de ses dessins et du pastel. Il est alors déconcertant de l'entendre déclarer son amour des poudres de pastel, « poussière colorée et fugace ». Dezeuze dit avec éloquence, avec précipitation même, le plaisir qu'il prend à déposer sur le papier les pigments et à les caresser ensuite d'une peau de chamois. Elle efface en partie les formes. Elle étire les lignes. Elle écrase les grains contre la feuille. Elle mêle les tons. Il a beau affirmer que cette pratique n'a rien de traditionnel et qu'il va, à l'opposé de l'éloquence, vers la barbarie, le regard n'en est pas moins séduit, bien plus que heurté.

Ces œuvres s'appellent *Paroies* ou *La Vie amoureuse des plantes*. Ni l'art parietal, ni Twombly ne sont bien loin - ni l'histoire de la peinture, dont il est si difficile de se détacher. Ce que Dezeuze admet à demi-mot : « Dessiner répond pour moi à une nécessité, c'est-à-dire sans doute à un manque. C'est quand la peinture se dérobe qu'elle s'éprouve le plus. »

Philippe Dagen

★ Carré d'Art, place de la Maison-Carrée, 30000 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures. Entrée : 26 F. Jusqu'au 17 janvier.

Des responsables culturels de Montpellier s'estiment victimes de l'alliance entre M. Blanc et le FN

de notre correspondant

De nombreux acteurs culturels se sont réunis, mercredi 4 novembre, dans les locaux du Centre chorégraphique national de Montpellier, pour faire part de leur indignation après avoir appris que des subventions seraient supprimées par le conseil régional du Languedoc-Roussillon à plusieurs associations de la ville. Le Festival du cinéma méditerranéen a été privé cette année de 100 000 francs. Le festival Montpellier Danse a vu son budget amputé de 500 000 francs. Même constat pour le Théâtre au présent que dirige Yves Gourmelon à Saint-Jean-de-Védas et pour l'association Jazz-action Musique de Montpellier, qui bénéficiait d'une aide régionale depuis une dizaine d'années.

Pour chacun d'entre eux, il est évident que Jacques Blanc, le président (UDF) du conseil régional réélu avec les voix du Front national (FN), paie aujourd'hui son tribut au parti de Jean-Marie Le Pen. Personne n'a, en effet, oublié les propos du responsable régional du FN, Alain Jamet, réclamant en mars les têtes des principaux responsables culturels de Montpellier. Aujourd'hui, M. Jamet félicite M. Blanc de ses décisions, ajoutant que ce dernier prévoit de supprimer, en 1999, la subvention de 1,5 million de francs que la région versait au Centre dramatique national des Treize-Vents dirigé par Jean-Claude Fall - cible privilégiée du FN depuis que M. Fall a affirmé dans l'hebdomadaire *La Gazette* de Montpellier qu'il existait une filiation entre les nazis et l'extrême droite française. Propos qui lui valurent un procès en diffamation le 10 décembre.

Pour sa part, M. Blanc estime que les responsables du Festival du cinéma méditerranéen ont eu une attitude provocatrice en écrivant sur leur programme que la région ne leur versait pas un centime. Quant au festival de danse, il n'aurait pas un rayonnement régional suffisant. Autant d'arguments que réfutent les intéressés : « Dans les trois dernières années, explique Jean-Paul Montanari, le directeur du festival de danse, il y a eu dix-sept compagnies régionales invitées, dont une d'Alsace, une de Nîmes et une de Béziers. » Autre grief : Marcel Roques, vice-président en charge de la culture, reproche à certains d'avoir refusé de le ren-

contrer : « Dépenser l'argent du contribuable nécessite au moins qu'on discute d'un projet avec ses responsables. » Mais là encore, l'argument étonne, car des subventions ont été versées à des associations dont les responsables n'ont jamais vu M. Roques.

Il semble en fait que l'exécutif régional cherche à trouver un habillage culturellement présentable à ce qui s'apparente à un règlement de compte politique en bonne et due forme. Les principales associations visées présentent en effet le double inconvénient aux yeux de Jacques Blanc d'être en cour auprès de Georges Frêche, le maire (PS) de Montpellier, et de déplaire aux élus du FN. C'est pourquoi, M. Blanc parle subitement aujourd'hui de remise à plat de sa politique culturelle afin de la rendre plus cohérente avec la promotion d'une véritable identité culturelle régionale. Il oppose ainsi les structures qu'il qualifie de régionales aux structures dites d'Etat.

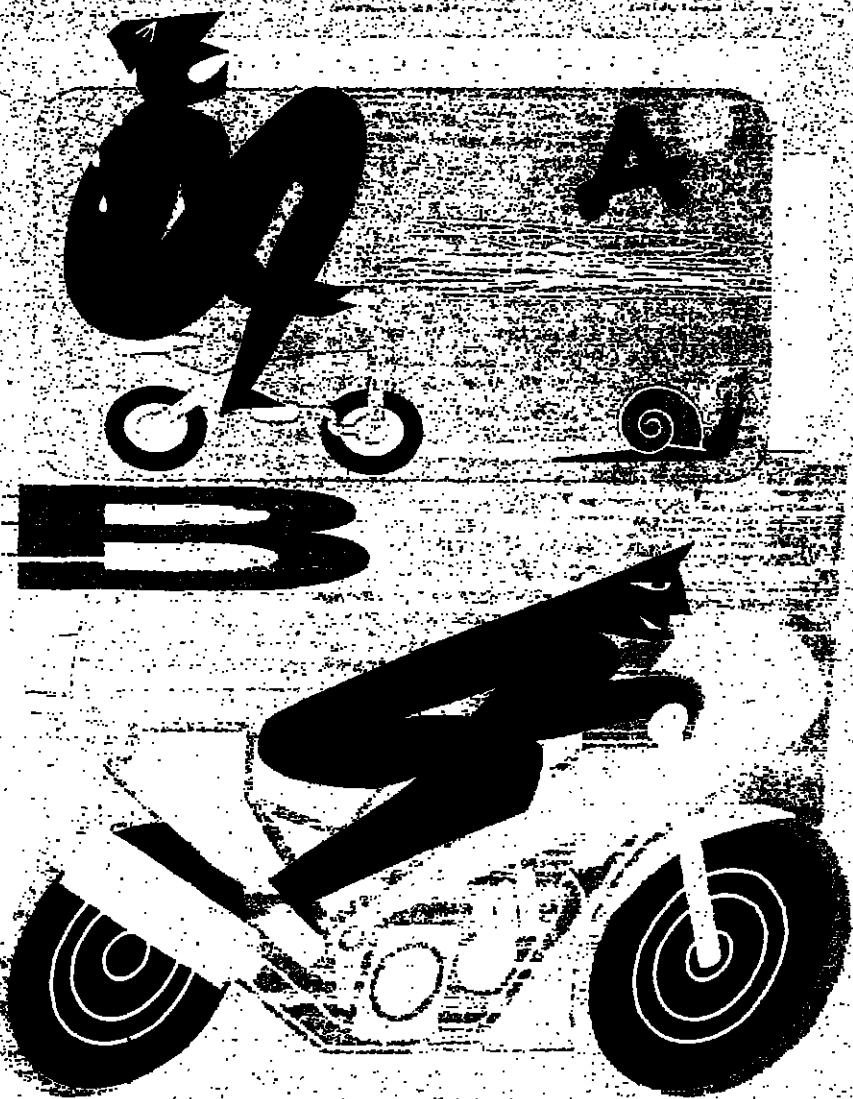
« ACTE DE GUERRE »

Cette approche permet à M. Blanc de justifier la création d'un centre régional de théâtre qu'il souhaite installer à Lattes, chez son ami Michel Vaillat (DL). Un centre qui rendrait, par contre-coup, inutile la prolongation d'un soutien au théâtre des Treize-Vents. « Ce serait un acte de guerre, prévient cependant Jean-Claude Fall. On a fait travailler des compagnies régionales, rappelle-t-il, on est allé dans les lycées de la région. Porter atteinte à la pérennité de notre structure serait un acte de pure censure politique. »

Lors du débat d'orientation budgétaire du mercredi 4 novembre, M. Blanc a affirmé : « Les institutions culturelles qui se comportent comme des tribunes politiques prennent leurs responsabilités ; elles doivent respecter la laïcité dans ce domaine-là et nous respecter si elles souhaitent que nous les respections. » A droite, seul Jean-Pierre Grand, ancien responsable départemental du RPR, s'en est ému. Il a écrit au président du RPR, Philippe Séguin, afin qu'il demande aux élus RPR à la région qu'ils cessent de soutenir « une telle évolution idéologique ». Et qu'il exige d'eux « un minimum de comportement républicain et d'honneur ».

Jacques Monin

Le plus court chemin de A à B passe par HP.



Des PC aux ordinateurs portables, en passant par les produits de périphérie et les imprimantes, Hewlett-Packard est prêt à vous offrir un choix aussi vaste et varié de solutions informatiques. Pour en savoir plus, appelez le 01 69 00 15 00 ou rendez-vous sur www.france.hp.com



Prix généralement compris en 3 ans de garantie. Offre sous réserve de disponibilité. Validité jusqu'au 31 décembre 1998. Les prix sont des prix conseillés et peuvent varier en fonction de la configuration. Contactez votre revendeur ou distributeur.

HP Vectra VE

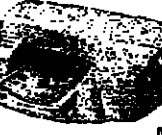


D7809T et D2828A NOUVEAU
• Processeur Intel® Celeron® 300A (128 Ko de cache)
• 32 Mo de mémoire
• Disque dur Ultra ATA 3.2 Go
• Carte graphique ATI Rage IIC - 2 Mo
• Windows 95 et Microsoft WORD
• Livré avec un écran 15 pouces

6 290 FHT 7 586 F TTC

Compagnons parfaits de vos PC

HP 2000C



C4530A NOUVEAU
• Technologie jet d'encre
• Vitesse d'impression : 4 pages par minute
• Support couleur/monochrome
• Technologie HP PhotoREt
• Volume mensuel conseillé 5000 p/mois
• Coût par page : 17 c (N&B), 37 c (couleur)
• Pilote pour Windows 3.1x, 95/98, NT 4.0

4 990 FHT 5 018 F TTC

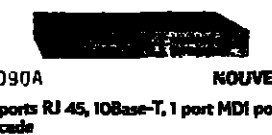
HP 620LX



F1250A/MOD
• Ecran 256 couleurs retro-éclairé 640 x 420
• MS Windows CE 2.0
• Ports PCMCIA et Compact Flash
• Ultra léger 585 g (avec batteries)
• Dimensions 19,8 / 10,4 / 3,6 cm
• Pocket Office, Pocket Outlook et des applications HP
• Livré avec un modem/fax interne PCMCIA 56Kb/s, GSM DATA Ready

5 290 FHT 5 380 F TTC

Hub HP ProCurve Compact 10Base-T



J4090A NOUVEAU
• 8 ports RJ 45, 10Base-T, 1 port MDI pour console
• Taille réduite
• DEL de supervision du trafic par port
• Garantie à vie

390 FHT 411 F TTC

HEWLETT
PACKARD
Expanding Possibilities®
*HP, ET tout devient possible

Francois Tanguy sur la la

PROPOS D'ART
place de la Maison-Carrée, 30000 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures. Entrée : 26 F. Jusqu'au 17 janvier.

PROPOS D'ART
place de la Maison-Carrée, 30000 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures. Entrée : 26 F. Jusqu'au 17 janvier.

PROPOS D'ART
place de la Maison-Carrée, 30000 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures. Entrée : 26 F. Jusqu'au 17 janvier.

PROPOS D'ART
place de la Maison-Carrée, 30000 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures. Entrée : 26 F. Jusqu'au 17 janvier.

SANG D'ENC
Journées européennes de la culture
du mardi 14 au dimanche 17 novembre 1998
VIENNE - 156
Salle des Fêtes
Place de la République
MJC VIENNE
Tél. : 04.74.53.2

مكتبة من الكتب

François Tanguy ressuscite Orphée sur la lande bretonne

« Orphéon » manifeste l'espoir d'unir ceux qui chantent ensemble et celui qui émerveille les autres

A la périphérie rennaise, à la Ferme du Haut-Bois à Saint-Jacques-de-la-Lande, François Tanguy a installé Le Campement, une tente rectangulaire où il

met en scène Orphéon. Un lieu qui est comme un atelier de montage, où les pièces uniques provenant de ses propres recherches (textes intégraux,

musiques enregistrées) sont ajustées, soudées entre elles, par et avec les comédiens, dans un jeu avec des panneaux rectangulaires.

Ce théâtre passe-muraille, qui va d'un genre à l'autre, d'un sexe à l'autre, d'une classe à l'autre (celle du metteur en scène et celle du mis en scène), sous la lumière basse, bleutée, humble des néons. La plus petite lumière commune, levée haut par François Tanguy comme un triomphe. Elle parle d'elle-même. Car les objets ici donnent aussi de la langue: il se fait faux de la croire inanimés.

Il ont plein emploi dans les flots lyriques insistants d'Orphéon, qui conduisent une danse à se noyer dans les vagues de l'enfer, le passage du javelet d'une amazone à l'autre, et à arracher en rythme le papier qui emballait celui qui

pourrait être « fils de la Terre et du ciel étoilé ». A terme, les panneaux se referment sur un demi-cercle, comme autour des brèves d'un théâtre original. Au centre, réchauffant l'assistance: Orphéon. Le décor (mais le mot n'est guère approprié) est constitué d'une série de panneaux rectangulaires autrefois blancs. De vastes châssis sont disposés sur les parois du Campement. Le théâtre s'écrit au dos de la peinture, devant des fenêtres enfin, opaques. Les panneaux sont des costumes (comme les arbres montant à l'assaut chez Macbeth), des boucliers de combat, des paravents et des rideaux de scène. Ils font naître la profondeur de champ. Et l'image même du montage de la pièce, dans le glissement des plans, cachant et révélant les acteurs, les situations et les textes. Franchissement en douceur de frontières, jeux de chicanes. Travail d'acteur que de porter le décor, comme les corps vifs ou les corps inanimés des mannequins, avec le souci permanent de la composition dans l'espace, de la circulation des mots.

Jean-Louis Perrier

Artistes nomades dans le 10^e arrondissement de Paris

PROPOS MOBILES. Entre la gare de l'Est, la place du Colonel-Fabien et la place de la République. « Bornes Info » : mairie du 10^e, Centre Georges-Pompidou, Entrepôt Agnès B, Espace Jemmapes, garage Peugeot-Botzaris-gare de l'Est. Emission quotidienne sur Radio-Aligre (93.1), de 9 h 35 à 9 h 50. Jusqu'au 15 novembre.

Il existe des expositions qui tiennent du jeu de piste: ainsi de « Propos mobiles », répartie sur l'ensemble du 10^e arrondissement de Paris. Conçue par un jeune commissaire, Denis Gaudel, elle disperse une quinzaine d'artistes de la place du Colonel-Fabien (le Mobilis Linear City de Vito Acconci, habituellement conservé au Musée de Gand) à la gare de l'Est (Mobilis in mobilis, de Franck Scurti, de la collection du FRAC Aquitaine). Pour s'y retrouver, mieux vaut se doter du

plan jaune édité par Beaux-Arts Magazine et diffusé dans le garage Peugeot du 180, rue du Faubourg-Saint-Martin. On en profitera pour jeter un œil au Baisodrome de Joep Van Lieshout, prêt par le FRAC Rhône-Alpes, un autre sur les Véhicules expérimentaux d'Alain Buble, avant de les reposer sur le lit du Booster de Carsten Höller ou de se mirer dans les places de l'habitat « nomade et futur » de Roche, DSV & Sile-B. Car le propriétaire du garage en question, contacté par Denis Gaudel, a tout de suite accepté de jouer le jeu et de laisser ses locaux abriter ces véhicules étranges, le temps de l'exposition. Il fait partie de la quinzaine d'entreprises, publiques ou privées, qui parraient l'opération. Une démarche inhabituelle, dans son cas, mais qui ravit ses mécènes, qui côtoient chaque jour ces drôles d'engins.

On l'a compris, il s'agit ici d'art en mouvement: caravane, mobile home, voire tente de camping, qui témoignent d'une forme de créa-

tion de plus en plus répandue, précaire, légère, tantôt grave, souvent souriante. Il suffit de suivre le Portible de Gérald Doreux pour s'en rendre compte: ce n'est pas facile, l'ordinateur en question est monté sur des roulettes, et l'artiste le balade un peu partout dans le quartier. Mais une promenade dans la poésie de sa version très personnelle de l'hypercube vaut bien quelques efforts. Il faudra également de bonnes chaussures pour pister Mathieu Laurette et son Vivons rembourrés, et une bonne descente pour approcher le Radio-10 de Rikrit Thavornjira et Lincoln Tobi, qui stationne tous les jours devant un bistrot différent. Cela permettra pourtant de découvrir un quartier et une forme d'art qui peut donner des mondes à penser. Parce qu'un pays où il n'y a pas de nomades est un pays où il n'y a pas de liberté.

Harry Bellet

Passi entraîne le rap au cabaret

PASSI, au Zénith, le 3 novembre.

Passi est un rappeur de variétés qui n'a pas oublié que la banquette peut aussi mener à la prison (Le maton me guette, Les Flammes du mal). Sa musique, qui porte sur l'album la marque d'Akhenaton, Marseillais d'IAM, prend sur scène des cotés balourd. Elle ne se prête pas aux exercices de hip-hop. Intelligemment - au sens de la stratégie de vente - ce membre éminent du Secteur A, de Sarcelles, a remplacé les breakers par des filles habillées french cancan

(frou-frou rouges) ou sixties (mini-robots et chaussures compensées). Passi et son DJ, Nasser, sont encadrés en scène par deux boudhades cybernétiques, sortes de guerriers placides sortis d'une Play Station. « Le monde est à moi, et tout ce qu'il y a dedans », scandent l'auteur des Tentations, un disque à succès, où se déclinent Je zappe et Je mate, Sur la sellette, Il fait chaud, 79 à 97, des chansons à rétro qui le public reprend et qui ne sont pas dénuées de charme.

Passi fritte sur canapé avec une créature aux jambes nues. Il marche d'un bout à l'autre de la

scène, au rythme de lignes de basse en tout point égales à elles-mêmes. La spirale des quartiers, les virus de la rue sont mis en scène sans les ingrédients de la révolte et de la violence. Passi a raison de ne pas en rajouter sur la démagogie à base des maux et des misères de ses camarades, d'afficher ses parentés avec Koffi Olomide, l'ambassadeur congolais, et de défendre le chic africain, en débardeur, en smoking noir, en chemise large.

SPORT COLLECTIF

Il a pourtant besoin d'électrochocs: Stomy Buggy, le « chaudapin » fils de Cap-Vendien, débarque avec sa tronche de petit voyou futo à qui « Julio Iglesias a promis d'enregistrer un duo, le jour où il se sera fait des couilles en or », avait-il révélé aux dernières Victoires de la musique. Dans le rôle du profiteuse médiatique, Stomy Buggy sort ses armes de loubard dans un rap commercial, où, en fin de compte, Passi n'est pas si à l'aise.

Aussi croira-t-on aux vertus du travail qu'il est en train de mener avec le groupe Bissau na Bissau, vers un retour aux sources de la musique africaine, dansante et

festive. Les Bissau na Bissau (ils sont huit dont une chanteuse) arrivent sur la scène d'un Zénith quelque peu dépeuplé (3 000 personnes, peut-être à cause de la rentrée des classes), en mêlant les rythmes zoukés aux mots en rafale. Passi en perd son sérieux, et cette version soul et cabaret d'un rap bien écrit en prend un coup de fouet salutaire, démontrant au passage que le rap est d'abord un sport de combat collectif plutôt qu'un one-man-show (même partagé avec Hamed, pour les dialogues).

V. Mo.

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau 75008 Paris
Tél.: 01 45 63 28 85
Fax: 01 45 63 76 13

SUZANNE
ROGER

50 peintures de 1923 à 1926
du 27 octobre au 19 décembre

THÉÂTRE MOLIERE MAISON DE LA POÉSIE

François
Marthouret
joue
L'intranquillité
Pessoa
Adaptation et mise en scène
Alain Rais
Du 23 octobre au 31 décembre
01 44 54 53 00

Spectacle très rare. Une cure d'ironie vitale. Le Figaro
Troublant et fort. L'Express
Une ferveur enjouée. Télérama
Un spectacle ardent qui nous laisse un goût de merveilleux Le Parisien
L'accord entre une sensibilité et une forme exquise.
Une prouesse. Le Point

CULTURE
EN
RÉGIONS

SANG D'ENCRE
Journées autour du Polar
Samedi 14 et Dimanche 15
novembre 1998
VIENNE - ISÈRE
Salle des Fêtes
Place de Miremont
MJC VIENNE
Tél.: 04.74.53.21.96

SALON
DES
ANTIQUAIRES
PARIS XVI
Hippodrome
d'Auteuil
du 6 au 16
NOVEMBRE
Tous les jours de 11h à 20h
Tél.: 01 45 63 28 85

SORTIR

PARIS

4^e Salon international du patrimoine

Trois cents professionnels de la conservation, de la restauration, de la mise en valeur du patrimoine, présentent l'évolution de leurs techniques et de leur savoir-faire autour du thème, cette année, de l'art sacré et du patrimoine religieux. José-Maria Ballester, chef du service du patrimoine au Conseil de l'Europe, présentera, le 6 novembre à 11 heures, l'Action du Conseil en ce domaine, en insistant sur la lutte contre le trafic illicite des objets religieux. Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M^e Louvre. Du 5 au 8 novembre. Tél.: 01-49-53-27-00. 50 F.

Friedrich Wilhelm Murnau/ Paul Leni

La Cinémaèque française croise les œuvres de deux cinéastes allemands, Friedrich Wilhelm Murnau (1888-1931) et Paul Leni (1885-1929). Si le premier est considéré comme l'un des plus grands metteurs en scène du cinéma muet, le second demeure un inconnu auprès du grand public. Parmi les films de Murnau,

sont projetés: *Satanstoe* (fragments, 1919), *Promenade dans la nuit* (1920), *Nocturne le vampire* (1921), *La Découverte d'un secret* (1921), *Parade* (1922), *Le Dernier des hommes* (1924), *Les Finances du Grand-Duc* (1924), *Tarantule* (1925), *Faust* (1926), *L'Aurore* (1927), *Tabou* (Robert Flaherty et Murnau, 1931). Parmi les films de Paul Leni: *Le Journal du docteur Hart* (1916), *L'Escalier de service* (Leopold Jessner et Leni, 1921), *Le Cabinet des figures de cire* (1924), *L'Homme qui rit* (1927), *La Volonté du mort* (1927), *Le Dernier Avertissement* (1929).

Cinémaèque française, salle des Grands-Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 10^e.

M^e Bonne-Nouvelle. Jusqu'au 16 novembre. Tél.: 01-56-26-01-01. 17 F et 28 F.

Ceux qui marchent debout

Cette fanfare originale brasse toutes les musiques afro-américaines, s'empare du reggae, détourne le hip hop. C'est chaleureux, festif, joyeux. (CD *Your Body Grooving Records-Média 7*). New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château-d'Eau. Le 5, à 21 heures. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

PASTELS	PEINTURES	DESSINS
Galerie Niche 61 bd. St. Honoré tél. 01 42 66 62 86	Galerie Tamésaga 18 av. Maignon tél. 01 42 66 61 94	Lambert Rouland 62 rue La Botie tél. 01 45 63 51 52

LESIEUR

Exposition
5 - 28 novembre 1998

A cette occasion sera présenté le livre de François Hauter consacré à Pierre Lesieur

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Alice et Martin
d'André Téchiné (France, 2 h 03).
Négociateur
de F. Gary Gray (Etats-Unis, 2 h 18).
Quelque chose d'organique
de Bertrand Bonello (France-Canada, 1 h 30).
Sweet Degeneration
de Lin Cheng-Sheng (Chine, 1 h 58).
24 heures sur 24
britannique de Shane Meadows (Grande-Bretagne, 1 h 36).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

REPRISES

La Chute de la Maison Usher
de Jean Epstein, avec Jean Debucourt, Marguerite Gance, Charles Lamy. Français, 1928, noir et blanc (1 h 03).
Le Quartier Latin, 5^e [01-43-25-84-65].

VERNISSAGES

Jean-Paul Héraud: Vers le motif
Peintures récentes.
Association Horlieu, 30, rue René-Lévy, 69001 Lyon. Tél.: 04-78-29-92-64.
Du mercredi au samedi, de 15 heures à 19 heures et sur rendez-vous. Du 5 novembre au 15 décembre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Après la répétition d'Ingmar Bergman, mise en scène de Louis-Dot de Lencquesaing, avec Bruno Cremer, Anna Karina et Verónica Varga. Centre culturel, place de la Halle, 95 Herblay. Le 5, à 20 h 45. Tél.: 01-39-97-40-30. 100 F et 125 F.

Les Enfants du Soleil
de Philippe Caubère, mise en scène de Roger Simi, avec Stéphane Gambin, Karine Bourcet...
Le Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^e Opéra. Le 5, à 21 h 15. Tél.: 01-42-61-44-16. 120 F et 160 F.

Glacé le tyranisme
de Giuseppe Manfredi, mise en scène d'Antonio Arena, avec Anne Brochet, Denis Lavant...
Théâtre du Rond-Point Champs-Élysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e. M^e Franklin-D-Roosevelt. Le 5, à 21 heures. Tél.: 01-44-95-98-10. De 60 F à 180 F.

La Nuit juste avant les forêts
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène d'Alain Françon, avec Michel Didym. Arc-en-Ciel Théâtre, 7, place du Général-de-Gaulle, 94 Rungis. Les 5 et 6, à 21 heures. Tél.: 01-45-60-79-05. De 70 F à 110 F.

Les Revenants

de Henrik Ibsen, mise en scène d'Olivier Verne, avec Edith Scob, Peter Bonke...
Les Gémissements, 48, avenue Georges-Clemenceau, 92 Seaux. Le 5, à 20 h 45. Tél.: 01-46-61-36-67. 110 F et 140 F.
« Les Usages de la mémoire »
Un jour avec Adolf Muschg et 48 heures de débat à l'occasion des 150 ans de la Suisse moderne (1848-1998).
Centre culturel suisse, 36, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. M^e Saint-Paul. Les 6 et 7, à 15 heures. Tél.: 01-42-71-38-38. Entrée libre sur réservation.

Barak Marshall
Aunt Leah, Shoshana's Balcony, Emma Goldman's Wedding.
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^e Bastille. Le 5, à 21 heures. Tél.: 01-43-45-17-00. 120 F.

Pierre-Louis Garcia Group
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Le 5, à 22 heures. Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F.

Marc Ogereau
Sensibles des Histoires, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^e Sentier. Le 5, à 20 heures. Tél.: 01-42-36-37-27. De 100 F à 120 F.

Lynda Lemay
L'Européen, 3, rue Blot, Paris 17^e. M^e Place-de-Clichy. Le 5, à 20 h 30. Tél.: 01-43-07-07-13. 125 F.

Les DÉSAXÉS
Auditorium Saint-Germain, 4, rue Félibien, Paris 6^e. M^e Odéon. Le 5, à 20 h 30. Tél.: 01-44-07-37-43. De 90 F à 130 F.

Néba Solo
La Riche d'oc, 102, rue de Bagnolet, Paris 20^e. M^e Alexandre-Dumas. Le 5, à 21 heures. Tél.: 01-43-72-04-23.

Aziza Mustafa Zadeh
Maison des arts, grande salle, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Le 5, à 20 h 30. Tél.: 01-45-13-19-19. 100 F.

ANNULATIONS

Olu Dara
Le concert que devait donner le bluesman américain Olu Dara le 9 novembre à Paris, en première partie de Dr John, est annulé.
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. Tél.: 01-49-25-89-99.

RÉSERVATIONS

Dewey Redman
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. Les 5 et 6 novembre, à 22 heures. Tél.: 01-40-26-46-60. 80 F.

Clarika
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. Le 17 novembre, à 20 heures. Tél.: 01-49-25-89-99. 100 F.

Chick Corea
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. Les 17 et 18 novembre, à 20 h 30. Tél.: 01-45-23-51-41. 130 F.

DERNIERS JOURS

8 novembre:
Coup de cœur pour la photographie il-banale
Martine Franck, Yves Guillot, Klavdy Shaban
Maison européenne de la photographie, la Cmaise, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4^e. Tél.: 01-44-78-75-00. 30 F.

EN VUE

■ Mercredi 4 novembre, six astronautes russes, venus à Rome participer à un colloque sur le vieillissement, ont offert au pape une combinaison de cosmonaute.

■ Un navire de guerre britannique a repêché, mercredi 4 novembre, à plus de cent kilomètres au large des côtes du Honduras, une femme précipitée dans la mer par le cyclone Mitch, accrochée depuis six jours à la branche d'un arbre déraciné.

■ Avant de mourir, jeudi 29 octobre, d'une hémorragie cérébrale, Sherman Block, shérif du comté de Los Angeles, avait souhaité maintenir sa candidature au renouvellement de son mandat et pris le temps de voter par correspondance pour lui-même : il a été battu, mardi 3 novembre, par Lee Baca, son rival.

■ Mardi 20 octobre, à quelques heures de la date limite du dépôt de candidature, Omar Bongo, président sortant du Gabon, s'était prêt de bonne grâce à la visite médicale qu'il venait de rendre obligatoire, sans prévenir les candidats, pour postuler à l'élection présidentielle.

■ L'Institut cubain de radio-télévision a retransmis, samedi 31 octobre, « pour satisfaire plusieurs demandes », une intervention de six heures du Lider maximo, qui, au cours des quinze derniers jours, avait occupé pendant vingt heures tous les petits écrans de l'île.

■ Dimanche 1^{er} novembre, un Finlandais sur quatre s'est levé à 5 heures pour regarder à la télévision le sacre au Japon de Mika Hakkinen, champion du monde de formule 1. En août, un jeune homme d'Helsinki avait interrompu la retransmission d'un Grand Prix au moment où triomphait le héros national.

■ En avril, un Grenoblois se rassoit devant son poste, après avoir fait tate d'un coup de carabine sa compagnie qui lui reprochait « d'être toujours devant la télé ». En octobre, la mère d'un adolescent d'Apopka, aux Etats-Unis, veut changer de chaîne : son fils la tue à coups de marteau.

■ Une épouse répudiée a porté plainte, mardi 3 novembre, contre Khalil, chômeur, soi-disant magicien, écroué depuis pour escroquerie au Caire : le talisman qu'il lui avait vendu pour ramener au foyer les maris volages avait, chez elle, produit l'effet contraire.

■ Michael Glazer, directeur général de KB Toys, a présenté, mercredi 4 novembre, à New York, la poupée Furby « qui rote et qui pète », en prévision des fêtes de Noël.

Christian Colombani

La grosse gaffe de la direction de la BBC

En interdisant d'évoquer à l'antenne la vie privée d'un des plus puissants ministres du gouvernement de Tony Blair, les patrons de la télévision publique britannique se sont attiré la foudre de toute la presse du Royaume-Uni



comme jamais contre l'auguste maison. Modif. : cette petite note de service signée de la direction et affichée avant le week-end dans

les studios : « Merci à tous les programmes de noter que les allégations concernant la vie privée de Peter Mandelson ne doivent en aucune circonstance être répétées ou mentionnées à l'antenne. » Tête des journalistes de l'institution, et tête des confrères des journaux qui recevront évidemment, dans l'heure, photocopies de la « fatwa » directoriale !

Tout a commencé la semaine dernière sur l'antenne de la BBC même, lorsque, à l'occasion d'une conversation télévisée sur la démission de Ron Davies, le ministre des affaires galloises attaqué et dévalisé dans un jardin public fréquenté par les homosexuels et les dealers (Le Monde

du 29 octobre), un journaliste, ouvertement gay, du Times, lance : « Mais, enfin, chacun sait qu'il y a d'autres homosexuels dans le gouvernement de Tony Blair... Peter Mandelson est certainement gay... » Consternation du célèbre présentateur Jeremy Paxman, qui enverra une lettre d'excuse au ministre du commerce et de l'industrie ; ricanements grivois du côté des tabloïds populaires.

« UNE NOUVELLE DOCTRINE »

L'affaire eut d'autant plus de retentissement que, comme tous les journaux le soulignent, « l'allégation n'est pas nouvelle ». C'était sans compter avec les gros sabots de ce que The Telegraph appellera

la grosse machine centralisée de la BBC et sa bureaucratie politiquement dépendante. La note interne est placardée trois jours après l'incident. Evidemment, ironisera le même journal, « Peter Mandelson est influent, puissant, sensible aux atteintes à sa vie privée, et il est, en outre, un bon ami du directeur général de la BBC... »

Si la note « établit une nouvelle doctrine concernant les révélations non autorisées sur les préférences sexuelles des gens, poursuit le quotidien, elle manque singulièrement d'universalité... »

Le tabloïd de Rupert Murdoch, The Sun, frappe plus fort comme à son habitude : « Le patron de la BBC devra expliquer comment une décision aussi stupide, tout droit sortie d'un manuel du Politburo soviétique, a pu être prise. Si un mémo devait être envoyé, pourquoi nommer Mandelson ? N'importe quel idiot aurait pu deviner que la note serait exilée... »

Et le Guardian de s'interroger, non sans ironie, sur « les pouvoirs occultes du Prince des Ténébres », l'ancien sobriquet du ministre lorsqu'il dirigeait dans l'ombre la campagne de Tony Blair, pouvoirs apparemment si puissants qu'il « peut, à lui seul, censurer le plus grand diffuseur d'informations du monde... »

L'intéressé n'a pas réagi, mais son entourage a nié une quelconque intervention en faveur d'une circulaire « aussi stupide ».

Patrice Claude

REVUE DE PRESSE

L'HUMANITÉ

Christophe Deroubaix

■ Les élections [américaines] du « mid-term » ont au moins confirmé une chose : l'Homme américain n'est pas une espèce arriérée du genre humain, un pithécantropoïde social que nous devrions intégrer dans le zoo de l'humanité défilante. Non, l'Homme américain est normal, aspire à un emploi stable et qualifié, à un salaire décent, à une éducation de qualité pour ses enfants, etc. De plus, il est doté de sagesse et difficilement manipulable. (Mais) il ne faut pas oublier la profonde crise politique que traversent les Etats-Unis. L'abstention (62 %) en est le signe le plus visible. Bien sûr, l'affaire Le-

winsky et toute la boue qu'elle charrie ne peuvent redorer le blason de la politique. Mais d'autres facteurs jouent plus profondément sur le rejet de la politique. Ainsi, entre un Parti démocrate recentré sur les terres conservatrices et un Parti républicain pris en otage par l'ultra-droite chrétienne qui brandit l'étendard de la décadence morale, il y a plus d'un Américain qui ne doit plus y retrouver ses petites aspirations à l'emploi, la formation, l'éducation. Tout compte fait, les Américains méritent mieux que leur système politique.

FINANCIAL TIMES

■ Les résultats des élections américaines sont à maints égards remarquables. La conséquence la

plus importante pour les autres pays de la très mauvaise performance des républicains, c'est que le processus de destitution engagé par le Congrès ne devrait pas aboutir. Pour les Etats-Unis, la question la plus intéressante maintenant, c'est de savoir comment va réagir le Parti républicain. La prochaine campagne présidentielle a en fait déjà commencé. Si les dirigeants du Grand Old Party laissent la droite religieuse dominer les débats, le parti se condamnera à un éloignement supplémentaire de quatre ans au moins de la Maison Blanche.

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ L'incontestable succès de Bill Clinton va avoir un effet ambi-

valent sur le devenir international. Conséquence positive de cette élection, le président des Etats-Unis, ayant recouvré une légitimité que l'affaire Lewinsky avait altérée, va être mieux à même de jouer le rôle de régulateur de fait impari à l'Amérique dans les affaires du monde. Conséquence négative, désormais libéré d'une menace de destitution, il va pouvoir faire sentir à l'extérieur et sans complexe le poids écrasant et étouffant de cette hyperpuissance sans contrepois qu'est devenue l'Amérique depuis la disparition de l'Empire soviétique. Il faut s'attendre que l'Amérique se montre plus impériale que jamais. Ce qui n'est pas une bonne chose pour les Européens, comme pour le reste de la planète.

SUR LA TOILE

FAUX SITE

■ Dans un rapport publié le 4 novembre sur les atteintes aux droits de l'homme en Tunisie, Amnesty International accuse le gouvernement tunisien d'avoir suscité la création d'un site Web de propagande dont l'adresse est www.amnesty-tunisia.org, ce qui crée une confusion, sans doute délibérée, avec le véritable site www.amnesty.org - de l'organisation. - (APR)

COURRIER ÉLECTRONIQUE

■ Selon une étude du bureau international de l'Union postale universelle, le courrier électronique représente aujourd'hui 4 % du marché mondial des communications, contre 27 % pour le courrier traditionnel. L'étude rappelle que la moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès à une ligne téléphonique. - (APR)

SOLIDARITÉ

■ A l'occasion de la campagne nationale de solidarité « Donnons des couleurs à l'hôpital », la fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France a ouvert un nouveau site d'information. www.fondation-hopitaux.fr

Brice Pedroletti

www2s.biglobe.ne.jp/~otasuke/

Un syndicat indépendant de Tokyo se sert du Web pour conseiller les salariés confrontés à la crise



de petites entreprises (plus de dix mille d'avril à septembre 1998), qui mine l'économie et traumatise les employés, fait l'objet d'un traitement approfondi : « N'avez pas peur des faillites ! » Les rédacteurs d'Otasuke Net exhortent leurs lecteurs à mettre toutes les chances de leur côté et à prévenir le pire. Ils

expliquent qu'un dépôt de bilan n'est pas forcément définitif, et ne doit pas priver les salariés de leur prime de retraite, de leurs indemnités si les préavis n'ont pas été respectés et, surtout, du droit de négociation collective. Les employés doivent agir le plus rapidement possible, faute de quoi les

autres créanciers se serviraient avant eux : « Il faut être vigilant, exiger la vérité sur la santé réelle de la société, et ne pas se trouver devant le fait accompli quand le patron fait un yonige » (« fuite de nuit », c'est-à-dire démenagement à la cloche de bois, très répandu au Japon).

A la rubrique « Soulagement », les internautes partent de leurs expériences ou posent des questions aux conseillers. M. X. est syndicaliste dans une petite société où les femmes ont droit à 150 heures supplémentaires annuelles, contre 600 pour les hommes : « N'est-ce pas une violation de la loi sur l'égalité au travail ? Que puis-je faire ? » Plus loin, un jeune internaute s'excuse pour cette « histoire ridicule », avant de s'expliquer : « Mes supérieurs veulent que je me coupe les cheveux. Non seulement rien ne va dans cette société, les heures supplémentaires ne sont pas payées, mais on veut que je me coupe les cheveux ! J'en ai marre ! Est-ce qu'il y a un recours légal ? »

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILEGE DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1086 F ☐ 1 AN - 1980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

Soit 360 F d'économie

je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature _____

☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE	
	USA - CANADA
1 AN	2560 F
3 mois	598 F

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, contactez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 26, avenue du Général-Leclerc 93446 Champs-sur-Marne

Un progrès pour la démocratie

par Alain Rollat

LE CHRONIQUEUR Charles Péguy, qui se passionnait pour les moeurs de la III^e République, regrette : « l'effet de réduction, d'appauvrissement » qui résulte de la transcription sténographique des débats parlementaires au Journal officiel. « Outre que les sténographes ne peuvent saisir et enregistrer qu'une image pauvre et pour ainsi dire linéaire de débats tumultueux, écrit-il, la sténographie ne peut saisir et enregistrer qu'une image textuelle dans un débat où tout compte, l'accent, le ton, le geste, la force de la voix, le timbre, et non seulement ce qui s'entend, mais les traits, mais le regard, mais la taille, mais le port de tête et les épaules, et tout le corps, et la veste, et la cravate. Une image textuelle, conclut-il, n'est pas une image totale. »

S'il fréquentait la V^e République, Charles Péguy se réjouirait donc de l'apport de la télévision à l'enrichissement de la vie parle-

mentaire. La transparence des débats n'y est pas encore totale, parce que les caméras installées au Palais Bourbon et au Palais du Luxembourg respectent les règlements de l'Assemblée nationale et du Sénat, mais les images qu'elles enregistrent restituent désormais les discussions dans une intégralité qui n'est plus seulement textuelle mais visuelle. Le verbe ludique d'une Christine Boutin, par exemple, s'y étale en gros plan dans toutes ses rondeurs théâtrales.

La chronique télévisée de la vie parlementaire a même fait un bond en avant encore plus spectaculaire depuis que les séances du mardi et du mercredi consacrées aux questions au gouvernement sont transcrites, en direct, sur France 3, dans le langage des signes accessible aux malentendants. Outre que les interprètes spécialisés, dont l'image charmante s'incruste en bas de

l'écran, contribuent ainsi au progrès de la démocratie, la gestuelle sophistiquée qui caractérise leur forme d'expression donne à la vie parlementaire une dimension insoupçonnée en la révélant sous des reliefs méconnus.

Quand, par exemple, le ministre de l'éducation nationale explique que son programme exclut « le gavage d'oies », il suffit de se reporter aux jeux de physionomie qui transcrivent cette métaphore dans la langue des sourds-muets pour comprendre que, chez Claude Allègre, l'art de la politique inclut celui du mimodrame. Et quand un Philippe de Villiers proclame que le PACS sera « le Vietnam de Jospin », il suffit d'appliquer à cette comparaison la même grille de lecture pour comprendre, au vu des grimaces nécessaires pour la traduire, que les débats parlementaires atteignent ces jours-ci des sommets clownesques.

مكتبة

FILMS DE LA SOIRÉE

20.00 République ■ Marianne Ponsard (Grande-Bretagne, 1955, N, 105 min.) Cinéma 1	20.55 Dien seul le sait ■ John Huston (Etats-Unis, 1956, 110 min.) TMC	22.30 La Fièvre ■ dans le sang ■ Ella (Etats-Unis, 1961, v.a., 125 min.) Cinéma 1
20.30 Mademoiselle Gagne-Tout ■ George Cukor (Etats-Unis, 1952, N, 95 min.) Cinéma 1	21.00 Le bonheur est dans le pré ■ Gérard Philipe (France, 1999, 110 min.) France 3	22.30 Zoulo ■ Cyril Endfield (Grande-Bretagne, 1963, 135 min.) Cinéma 1
20.30 Les Keufs ■ Eric Rohmer (France, 1969, N, 110 min.) Canal 1	21.00 Quatre de l'infanterie ■ Georg Wilhelm Pabst (Allemagne, 1920, N, 120 min.) Histoire	23.40 Solo ■ Jean-Pierre Mocky (France, 1969, 84 min.) Canal +
20.40 Les Trente-neuf Marches ■ Don Sharp (Grande-Bretagne, 1978, 100 min.) 13ème Rue	21.00 C'est pas une vie ■ Norman Taurog (Etats-Unis, 1954, 90 min.) Cinéma 1	0.25 Tire-au-flanc ■ Jean Renoir (France, 1928, 95 min.) Arte
20.45 Les Hommes contre ■ Francesco Rosi (Italie - Yougoslavie, 1970, 100 min.) Arte	21.00 Kansas City ■ Robert Altman (Etats-Unis, 1995, 115 min.) Cinéma 2	0.45 Poussière ■ Edouard Niermans (France, 1987, 90 min.) Cinéma 2
	22.10 Le Corps et le Pouet ■ Mario Sava (Italie, 1963, 90 min.) Canal +	

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES	19.55 L'Ecole biblique et archéologique française de Jérusalem. Odysée	23.00 Les Noces de Figaro. Opéra de Mozart. Mise en scène. Pierre Joutan. Par l'Orchestre de chambre de l'Opéra d'Etat hongrois. Faisant et l'ensemble Mille E Tre, dir. Jérôme Pélissier. Muzik
18.00 Stars en stock. Steve McQueen, Sean Connery. Paris Première	20.00 André Villers. Paris Première	23.40 George Solti dirige Tchaïkovski. La Symphonie n° 4 en la mineur. Par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : José Benazeraff, François Couillard, Jennifer Boylston, Brian Eno. Canal +	20.35 Les Métiers. France-Comet : Le fondateur d'art et le sculpteur sur pipes. Odysée	TELEFILMS
18.45 Le Grand Journal. Avec Max Gallo. LCI	21.05 La Révolution du donjon. Odysée	20.30 La Poursuite du vent. Nina Companeez (20). Festival
19.00 La Magazine de l'Histoire. Invités : Nicole Bacharan, Michèle Le Douarin, Jean-Noël Luc, Xavier Ruffier. Histoire	21.35 L'île aux manchots. Odysée	20.40 Le Comte de Monte-Cristo. José Doyon (24). RTBF 1
20.20 Temps présent. Europe : mode d'emploi. L'actualité en image : Première Guerre mondiale, la propagande. TFR	22.25 Soirée thématique. Soldats en révolte. Arte	23.05 L'Ancre de Frankenstein. Jérôme Cornuau. M 6
20.55 Envoyé spécial. La méthode Toyota. Jean-Paul II : histoires secrètes. P. Pour sur la ligne. France 2	23.25 Chère Kitty. Un film sur la vie d'Anne Frank. Planète	23.40 Le Chant de l'homme mort. Jérôme Cornuau. M 6
22.35 Pulsations. La sécheresse en plaques. Invités : Pierrette Sédouy, le professeur Christian Sidi. RTBF 1	0.35 Henri Cartier-Bresson, point d'interrogation. Paris Première	SÉRIES
23.20 Tapage. Jeunes au bord de la crise de nerf. France 3	SPORTS EN DIRECT	18.00 Highlander. Final (1/2). M 6
0.45 La Marche du siècle. Faut-il rendre les armes à feu ? France 3	19.00 Football. Coupe des coupes. Beşiktaş Istanbul - Valerenga. Eurosport	19.25 Egalizer. Série Club
1.00 La 25e Heure. Bon voyage, Mister Glenn. France 2	20.25 Football. Coupe des coupes. Copenhagen - Chelsea. AB Sport	20.40 Le Retour de Sherlock Holmes. L'aventure de Sherlock Holmes. Disney Channel
DOCUMENTAIRES	MUSIQUE	20.50 X-Files. Les nouveaux spartiates. L'âme en peine. La poupée. M 6
17.55 L'Aventure photographique. Photographes de guerre. La Cinquième	20.45 John Williams à Séville. Au temps de Farinelli. Œuvres de Handel, Händel, Gluck, Porpora et Broschi. Par La Grande École et la Chambre du roy. dir. Jean-Claude Malgoire. Muzik	20.55 Navarro. La Colère de Navarro. TF 1
18.05 A la découverte du Père Lachaise. Odysée	22.25 Kenny Drew, Red Rodney. Muzik	22.20 American Gothic. Lucas Buck se repose. 13ème Rue
19.25 Café bouillu. (1/2). Voyage au bout de chez nous. Planète		0.30 Nord. Les vampires ont aussi leurs lois (v.o.). 13ème Rue
19.50 La retraite fut sa vie. Planète		

FILMS DU JOUR

14.25 L'odeur de la papaye verte ■ Tran Anh Hung (France - Vietnam, 1993, 100 min.) Cinéma 2	21.00 Waterworld ■ Kevin Reynolds (EU, 1995, version courte, 135 min.) Cinéma 2	0.00 Goupil-Mais-Rouges ■ Jacques Becker (France, 1942, N, 110 min.) Cinéma 1
14.55 L'homme qui n'a pas d'étoile ■ King Vidor (Etats-Unis, 1935, 90 min.) Cinéma 1	21.25 Vega Cruz ■ Robert Aldrich (Etats-Unis, 1954, v.a., 95 min.) Cinéma 1	0.40 Kansas City ■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1956, 115 min.) Cinéma 2
15.15 Marie Stuart ■ Carl Froelich (Allemagne, 1940, N, v.o., 105 min.) Cinéma 1	22.20 Ombres et bruissements ■ Woody Allen (Etats-Unis, 1991, N, 85 min.) Cinéma 1	0.50 Coupe de feu ■ dans la Sierra ■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1962, 125 min.) Cinéma 1
16.40 Marianne de ma jeunesse ■ Julien Duvivier (France, 1954, N, 100 min.) Cinéma 1	23.25 Sexe, mensonges et vidéo ■ Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1989, 95 min.) TSR	1.25 Rashomon ■ Akira Kurosawa (Japon, 1950, N, v.o., 95 min.) Arte
18.20 La Soupe au canard ■ Leo McCarey (Etats-Unis, 1963, N, v.o., 70 min.) Cinéma 1	23.40 Savoy-Hôtel 217 ■ Gustav Uchty (Allemagne, 1936, N, v.o., 95 min.) Arte	2.00 Abattre 5 ■ Jean-Claude Malgoire (France, 1972, 105 min.) Cinéma 1
20.35 Casaque d'or ■ Jacques Becker (France, 1952, N, 95 min.) Cinéma 1	23.40 La Déchirure ■ Roland Joffé (Grande-Bretagne, 1984, v.o., 140 min.) Cinéma 1	2.25 Les Parents terribles ■ Jean Cocteau (France, 1948, N, 100 min.) Cinéma 1

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES		18.15 Il était une fois à Hollywood. Le western. Cinéma 1		DANSE	
10.10 Le Club de l'économie. LCI		19.00 Histoire de la B.D. (5/13). Les identités cachées. Odysée		19.20 Casse-noisette. Chorégraphie de Mark Morris. Musique de Tchaïkovski. Par le Mark Morris Dance Group, l'Orchestre symphonique et les Chœurs de la Monnaie, dir. Sylvain Cambreling. Avec Charles Marshall. Muzik	
15.15 Temps présent. Rive-Neuve la nuit. L'Arche de Noé. TV 5		19.10 La Quête du futur. (10/22). Partir ailleurs. Planète		20.45 Casse-noisette. Chorégraphie de Pär Isberg. Musique de Tchaïkovski. Par le Ballet de l'Opéra royal suédois et l'Orchestre de l'Opéra royal suédois, dir. Remat Salavatos. Avec Jens Rosen. Mezzo	
17.00 La Magazine de l'Histoire. Invités : Nicole Bacharan, Michèle Le Douarin, Jean-Noël Luc, Xavier Ruffier. Histoire		19.30 La Révolution du donjon. Odysée			
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Doc Cynico, Bernard Tapie, Elliott Smith. Canal +		19.40 Ernst Jünger. Journal d'occupation. Planète			
19.00 La Politique. Quand la techno fait de la politique. Le retour du swing. Future. Depeche Mode. Arte		20.05 Soirée photo de mode. Paris Première			
19.00 De l'actualité à l'Histoire. La modernisation de la vie politique. Invités : Jean-Luc Parodi, Nicole Catala, Pierre Rosenwald. Histoire		20.15 Palettes, portrait du Royum. Le dernier regard, l'Europe. Arte			
20.00 Envoyé spécial. Les années 90. De Vespa à Zagreb. Les départs du sport. Invité : Jacques Rupnik. Histoire		20.25 Voyage au cœur du règne animal. Mère de Dinos, les loups géants d'Amazonie. Odysée			
20.05 C'est la vie. J'ai avorté. TSR		20.35 Preuves à l'appui. (1/2). L'affaire Kelo. Planète			
20.55 Thalassa. Sur la route du rhum. France 3		21.00 Méditerranée. (1/2). Migrations. Histoire			
22.05 Faut pas rêver. Mauritanie : Les escadrons nomades. Brel : La poésie des poètes. Italie : La course aux topas. Invité : Patrick Chamoneau. France 3		21.25 El Choco. Les secrets de la forêt colombienne. Planète			
23.05 Bouillon de culture. Passions dévorantes. Invités : Isabelle Huppert et Benoît Jacquot, Lucien Jurgens, Olivier Rolin, José Saramago. France 2		22.00 A la découverte du Père Lachaise. Odysée			
23.15 Sans aucun doute. Les armées en tout genre. Avec le groupe Nativé. TF 1		22.15 Grand format. Fantômes de Tanger. Arte			
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. La victoire de 1918. France 3		22.20 Sam Shepard, écrivain, acteur, scénariste. Planète			
DOCUMENTAIRES		22.40 Jacques Becker, la passion du cinéma. Cinéma 1			
17.10 Les Grandes Batailles du passé. (1/28). Troie, 1250-1240 avant J.-C. Planète		23.00 Ceux qui se souviennent. (1 et 2/2). Histoire			
17.35 Les Dangers de la mer. (9/13). Serpents marins. Odysée		23.25 Café bouillu. (1/2). Voyage au bout de chez nous. Planète			
17.55 Coups légendaires. Ana Cardenas et Howard Hughes. La Cinquième		23.40 Les Métiers. France-Comet : Le fondateur d'art et le sculpteur sur pipes. Odysée			
18.00 Impressionnisme. Les origines. Odysée		23.50 La retraite fut sa vie. Planète			
18.05 Le Siècle Stanislawski. (1/2). Les bâtisseurs d'utopie. Planète		0.45 La Case de l'Oncle Doc. La Légende des sciences. France 3			
SPORTS EN DIRECT		TELEFILMS			
13.55 Tennis. Open messieurs de Paris-Bercy. France 3		20.30 La Poursuite du vent. Nina Companeez (20). Festival			
15.00 Tennis. Open messieurs de Paris-Bercy. Eurosport		20.40 La Bonne à rien faire. Paul Schneider. RTL 9			
20.30 Football. Championnat de D1. Marseille - Monaco. Canal +		20.45 L'Amour dans les filets. Klaus Gtinger. Arte			
23.00 Cyclisme. Les six jours de Munich. Eurosport		20.50 Le Pyromane. Carlo Rois. M 6			
		20.55 Le desin tragique de Betty Sorrell. Giles Foster. TMC			
		22.05 Ciel d'orage. Paolo Barzman. Festival			
		SÉRIES			
		18.00 Highlander. Final (2/2). M 6			
		18.40 L'Inspecteur Lavardin. L'inspecteur. Festival			
		19.20 Egalizer. Série Club			
		20.40 Galactica. L'évasion. 13ème Rue			
		20.50 Two. Coincé entre deux causes. Série Club			

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classiques.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.30 Excluse.

19.05 Le Bigill.

20.00 Journal, Météo.

20.55 Navarro. La Colère de Navarro.

22.40 TF1 magazine.

22.50 Made in America.

Jalisco criminel.

0.30 Les Rendez-vous de l'entreprise.

1.00 TF1 mult. Météo.

1.10 Tribunal. Prisonnière volontaire.

FRANCE 2

18.15 Friends.

18.45 Cap des Pins.

19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.

19.20 Qui est qui ?

19.51 Au nom du sport.

19.55 Météo, Journal, Météo.

20.55 Envoyé spécial. La méthode Toyota.

Jean-Paul II : histoires secrètes.

23.00 Expression directe.

23.05 Tennis. Open de Paris - Bercy.

0.40 Journal, Météo.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

18.55 L'Europe, mode d'emploi.

18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.

20.05 Le Kado.

20.30 Tout le sport.

20.40 Le Journal de l'Open de Paris-Bercy.

20.50 Consommation.

21.00 Le Bonheur est dans le pré ■

Film. Etienne Chatiliez.

22.50 Météo, Soir 3.

23.20 Tapage. Jeunes au bord de la crise de nerf.

0.15 Espace francophone. Dan Bigras.

0.45 La Marche du siècle.

Faut-il rendre les armes à feu ?

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40

18.30 Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.40 Violette, la reine de la moto.

Film. Guy Jacques.

22.10 Le Corps et le Pouet ■

Film. Jean-Pierre Mocky.

23.40 Solo ■

Film. Jean-Pierre Mocky.

FRANCE 4

18.30 Excluse.

19.05 Le Bigill.

20.00 Journal, Météo.

20.55 Navarro. La Colère de Navarro.

22.40 TF1 magazine.

22.50 Made in America.

Jalisco criminel.

0.30 Les Rendez-vous de l'entreprise.

1.00 TF1 mult. Météo.

1.10 Tribunal. Prisonnière volontaire.

FRANCE 5

18.15 Friends.

18.45 Cap des Pins.

19.10 1 000 enfants vers l'an 2000.

19.20 Qui est qui ?

19.51 Au nom du sport.

19.55 Météo, Journal, Météo.

20.55 Envoyé spécial. La méthode Toyota.

Jean-Paul II : histoires secrètes.

23.00 Expression directe.

23.05 Tennis. Open de Paris - Bercy.

0.40 Journal, Météo.

FRANCE 6

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

18.55 L'Europe, mode d'emploi.

18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.

20.05 Le Kado.

20.30 Tout le sport.

20.40 Le Journal de l'Open de Paris-Bercy.

20.50 Consommation.

21.00 Le Bonheur est dans le pré ■

Film. Etienne Chatiliez.

22.50 Météo, Soir 3.

23.20 Tapage. Jeunes au bord de la crise de nerf.

0.15 Espace francophone. Dan Bigras.

0.45 La Marche du siècle.

Faut-il rendre les armes à feu ?

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40

18.30 Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.40 Violette, la reine de la moto.

Film. Guy Jacques.

22.10 Le Corps et le Pouet ■

Film. Jean-Pierre Mocky.

23.40 Solo ■

Film. Jean-Pierre Mocky.

La rizière sans retour

par Pierre Georges

OBSTRUCTIONS, invectives, insultes réciproques, bousculades même, c'est un très joli débat que suscite le PACS à l'Assemblée nationale. Un admirable débat de société même. Si tant est que le Palais-Bourbon constitue parfois à lui seul une micro-société.

La France est-elle à feu et à sang sur le sujet ? Le pays s'étripe-t-il, manifiest contre manifi, conviction contre conviction, front contre front ? Les murs, les rues, les antennes, les journaux, portent-ils trace d'affrontements au canon sur un débat autrement plus compliqué et nuancé dans l'opinion publique que ne le laissent supposer ces simplifications hussardes ? Evidemment non.

Alors, comme il arrive parfois, la représentation nationale s'emballe, s'affronte, s'organise des nuits de feu là où il n'y a vraiment pas de feu. Elle se fait une guérilla de tous les instants, se dresse, chahute contre chahut, claque des pupilles, tient des propos définitifs, de préférence devant les caméras, sur les atteintes inouïes aux bonnes mœurs et règles de civilité régissant la vie parlementaire. Et l'aube venant, elle se sépare, exténuée, avec la satisfaction du déclamatoire accompli, dans un provisoire cessez-le-feu.

La gauche veut le PACS. La droite n'en veut pas. Le conflit est parfaitement cerné. Et les troupes restent bien tenues, marchant cette fois au pas cadencé, gauche-droite, gauche-droite, parfois à grands coups de remonte-en-ligne vers ce front brûlant, qui a autorisé Philippe de Villiers aux plus audacieuses métaphores : « Jospin est dans la rizière. Le PACS sera son Vietnam. »

Pour dire comme la rizière est

large et comme les troupes y pa-taigent gaiement, de tous ces élus, un seul a osé franchir avec armes et idées ce mortel Rubicon : Roselyne Bachelot, députée RPR du Maine-et-Loire, est passée à l'ennemi en plein PACS. Ce qui la mettrait dans le cas pensable d'un vulgaire commandant Bunel n'était l'affection que lui portent, malgré tout, les grognards de son camp. Devenue l'anticonformiste et, de ce fait, une héroïne médiatique, se disant prête à ce que ce choix « lui coûte son mandat », la paciste malgré tout a confié, dans un grand rire, à l'Événement du jeudi, que beaucoup parmi les siens, s'ils désapprouvent l'initiative, en admirent le courage : « T'es du poil aux pattes, Roselyne. »

Ces considérations martiales tendent à prouver qu'effectivement la bataille fait rage et qu'il vaut mieux, dans ces nuits d'embuscade, avoir l'étoffe des héros ou des héroïnes. Ce qui doit être, bien sûr, le cas de Christine Boutin, oratrice au long cours, maniant allègrement le verbe et même le Verbe, alternant le sexe et le goupillon. Il fallait de l'héroïsme pour parler cinq heures et demie sous le feu ennemi. Et encore plus d'héroïsme sans doute pour entendre discourir sans fin la députée UDF des Yvelines sur l'apocalypse familiale engendrée par le PACS.

Ce qui peut expliquer qu'à la fin de la nuit, de son camp, montent des vivats. Pour la performance, bien sûr. Et encore plus pour la fin de l'épreuve. Allons, ne les moquons pas trop, ces députés. Ils ont bien du poil aux pattes pour ainsi transformer, selon un vieux titre parlementaire, un débat sur le PACS en tragi-comédie de famille.

M. Jospin veut concilier l'écologie avec les besoins des pays pauvres

DEVANT l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), Lionel Jospin devait présenter, jeudi 5 novembre, les grandes lignes de la politique qu'il entend défendre, dans les négociations internationales, en matière de protection des ressources naturelles. Le premier ministre a choisi de s'exprimer, après Jacques Chirac (Le Monde du 4 novembre), devant les trois cents représentants gouvernementaux, experts scientifiques et associations réunis à Fontainebleau, en Seine-et-Marne, pour appeler au « renforcement de la coopération écologique », « facteur de paix et de rapprochement des peuples ».

M. Jospin souhaite que la France joue un rôle d'impulsion. En matière de forêt, par exemple, dossier sur lequel elle « a su façonner sa conception d'une gestion durable », il appelle de ses vœux une convention mondiale spécifique, qui permette d'« offrir un cadre d'ensemble pour la protection et la gestion durable des forêts ». Depuis le sommet de Rio, en 1992, les négociations internationales stagnent sur la protection des forêts. Les pays du Sud, craignant de voir restreindre l'exploitation du bois, ressource vitale pour leurs économies, bloquent toute nouvelle convention. Soucieux de lever ces blocages, le premier ministre va proposer l'organisation d'une rencontre entre les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe concernés, à l'occasion de la création du parc national de Guyane, qui pourrait devenir « le laboratoire d'une nouvelle forme de coopération écologique ».

Plus largement, M. Jospin souhaite relancer les initiatives en faveur de l'environnement, en tenant compte du fait que les pays du Sud ressentent les conventions internationales comme des contraintes. Si des progrès importants ont été accomplis depuis la conférence de Rio, « l'élan s'essouffie », estime-t-il, jugeant urgente « une réaction des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile mondiale ». Il s'agit de trouver de « nouvelles formes d'allocation des ressources ou d'échanges économiques » en faveur des pays en développement. Le premier ministre appelle l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à proposer « des mesures sérieuses à la communauté internationale ».

Au-delà, M. Jospin souhaite « inventer » un rendez-vous international de réflexion sur une éthique de la consommation, dans le souci de préserver les ressources naturelles. Matignon travaille à l'organisation d'un « séminaire » en l'an 2000. Répondant, enfin, à l'« Appel de Fontainebleau », que devaient lancer les congressistes, pour demander aux gouvernements de prendre des mesures de prévention des conflits environnementaux, le chef du gouvernement invite les Nations unies à « approfondir [leur] réflexion » sur ce sujet.

Sylvia Zappi

DÉPÊCHES

■ **FN** : Jean-Marie Le Pen maintient ses propos sur les chambres à gaz, « détail de l'Histoire », dans un entretien à France-Soir du 5 novembre. Le président du Front national qualifie ce « détail » de « scandaleux » et « essentiel ». A la question « L'exemple italien de l'extrême droite, qui a rompu avec le fascisme, vous tente-t-il ? », il répond : « M. Fini a trahi ses électeurs en tournant le dos à ce qui faisait la spécificité du MSI. »

■ **PHILOSOPHIE** : le Collège international de philosophie a procédé, le 4 novembre, à l'élection du remplaçant de François Jullien, président depuis 1996. C'est Jean-Claude Milner, linguiste à Paris-VII et unique candidat, qui a été désigné.

Tirage du Monde daté jeudi 5 novembre 1998 : 477 859 exemplaires.

Les lycéens manifestent en ordre dispersé à Paris et dans plusieurs villes de province

Les coordinations n'espéraient pas mobiliser autant qu'avant les vacances de la Toussaint

LA MOBILISATION lycéenne, jeudi 5 novembre, était impossible à estimer, tant la désorganisation et la confusion semblaient régner au matin des manifestations prévues à Paris et en province. Deux jours après la reprise des cours, les diverses coordinations, toujours désunies, n'avaient guère l'espoir de rassembler autant qu'avant les vacances de la Toussaint. Chacune d'elles porte des appréciations assez différentes sur le plan annoncé par Claude Allègre le 21 octobre, ainsi que sur le fond de la réforme proposée par le ministre de l'éducation nationale.

De plus, ce jeudi, d'abord annoncé comme une « journée de mobilisation vigilante » après la rencontre, le 29 octobre, entre le ministre et une délégation de lycéens, s'était transformé en « journée d'action », sans statut très défini.

Cependant, les lycéens ne sont plus les seuls à manifester leur mécontentement : les professeurs de classes préparatoires, les chercheurs du CNRS, les aides-éducateurs de la Seine-Saint-Denis, avaient l'in-

tention, cette semaine, de faire entendre leurs voix. Sans oublier les chefs d'établissement, dont la « grogne » ne faiblit pas depuis le début du mouvement lycéen.

● **A Paris**, le défilé, qui devait partir à 13 h 30 de Montparnasse en direction de la rue de Grenelle, à l'appel du Collectif interacadémique lycéen (CIL), a suscité une vive inquiétude de la préfecture de police, échaudée par les graves incidents survenus, le 15 octobre, place de la Nation. Le préfet de police « a prononcé l'interdiction (...) du projet de rassemblement sur la place d'Italie », figurant dans un tract émanant d'une « structure informelle dénommée Mouvement du 19 octobre », distribué aux abords de certains lycées des Yvelines et du Val-d'Oise. En l'absence de service d'ordre des lycéens, un important dispositif policier devait être déployé sur le parcours de la manifestation, ainsi que place d'Italie.

● **En province**, les manifestations ont lieu le matin, comme à Lyon et Bordeaux, ou l'après-midi, comme à Grenoble et

Marseille. Dans cette ville, les étudiants de la faculté des sports d'Aix-Marseille devaient se joindre au défilé. A Grenoble, la coordination lycéenne a laissé à chaque établissement le soin de décider. A Bordeaux, le Mouvement lycéen bordelais (MLB) n'attendait pas, loin de là, les 30 000 personnes de la mi-octobre. Seuls peut-être les lycéens toulousains y croyaient encore. Par ailleurs, la Fédération syndicale unitaire (FSU) a appelé, mercredi 4 novembre, les personnels à rencontrer les lycéens pour « faire le point sur les besoins et les retombées concrètes des mesures ».

● **Les chercheurs du CNRS** devaient manifester le même jour que les lycéens, ce jeudi, de la faculté de Jussieu au ministère de la recherche, à l'appel d'une intersyndicale de la recherche et de l'enseignement supérieur, pour protester contre les projets de réforme de M. Allègre pour leur institution (Le Monde du 16 octobre). Des défilés sont également prévus en province. Les chercheurs « refusent la transformation des organismes publics de recherche

en agences de moyens et le pilotage autoritaire de la recherche » et demandent « un grand débat public national » portant sur le rôle, les structures, les moyens et le fonctionnement de la recherche publique.

● **Les aides-éducateurs de Seine-Saint-Denis**, rassemblés dans un collectif de 130 personnes, appellent les 1 500 emplois-jeunes de l'éducation du département à se mettre en grève et à manifester, vendredi 6 novembre, pour protester contre leurs conditions de travail et les difficultés rencontrées pour obtenir une formation.

● **Les professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles** manifesteront, samedi 7 novembre, à Paris, après un rassemblement à la Mutualité, prévu à 13 h 30. Leurs six associations soutenues par les syndicats (CFTC, FO, SNAIC et SNES) se sont mobilisées pour « la défense du système » des prépas « injustement attaqué et menacé », selon elles, par les projets de Claude Allègre et protestent contre la diminution du taux de rétribution de leurs heures supplémentaires.

En affaires, vous êtes bien partis.

Marne la Vallée-Lyon : 8 A/R

Marne la Vallée-Reims : 3 A/R

Marne la Vallée-Nantes : 2 A/R

TGV DIRECT
AU DÉPART DE
MARNE-LA-VALLEE
JUSQU'À
8 A/R

Située à proximité des centres d'affaires du Val Maubuée, de Noisiel et de Lognes, aux portes de Disneyland® Paris, la gare de Marne-la-Vallée Chessy TGV vous permet d'accéder directement, grâce à de nombreuses liaisons TGV quotidiennes, à plus de 50 villes de province... sans devoir vous rendre à Paris. Décidément, côté affaires, c'est bien parti !

Et pour vous informer et acheter vos billets, rendez-vous dans les gares, les boutiques SNCF, sur Ligne Directe au 08 36 35 35 35 (L.23 R. min. 1, STAT Minitel au 3615 ou 3616 SNCF (L.29 F. min. 1) ou dans les agences de voyages agréées.

* Nombre d'aller-retour maximum par jour.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF



Dubillard

Les « sensations de son...

LA TOUR D'IVOIRE
Henry Dumas
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire

LETTRES D'AMÉRIQUE
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique

LA TOUR D'IVOIRE
Henry Dumas
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire

LETTRES D'AMÉRIQUE
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique

LA TOUR D'IVOIRE
Henry Dumas
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire

LETTRES D'AMÉRIQUE
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique

LA TOUR D'IVOIRE
Henry Dumas
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire

LETTRES D'AMÉRIQUE
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique

LA TOUR D'IVOIRE
Henry Dumas
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire

LETTRES D'AMÉRIQUE
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique

LA TOUR D'IVOIRE
Henry Dumas
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire
Le Tour d'Ivoire

LETTRES D'AMÉRIQUE
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique
Lettres d'Amérique

سنة من الامس

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE

« Chien »
de Paul Nizon
page II



ZVI KOLITZ
page III

Le Monde LIVRES

VENDREDI 6 NOVEMBRE 1998



LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page V

14-18
Quatre-vingts ans
après l'armistice,
retour sur
le premier
grand conflit
mondial
pages VI et VII

re dispersé
le province
vacances de la Toussaint

Dubillard, l'effaré prodigieux

En marge du monde,
de soi, des mots...
Une plongée en abîme
dans le « Journal »
du poète
et dramaturge

Les lieux communs ne sont pas forcément nuls. Parler d'abîmes à propos de perplexité, ça dit bien ce que ça veut dire. Voilà un demi-siècle que le poète Roland Dubillard se tient à ces profondeurs, comme en apnée. Il en remonte cet automne, le regard écarquillé d'étonnement primordial, d'effarement unique en son genre, prodigieux.

Rien ne renseigne autant sur l'universel en nous que le rabâchage d'une psychopathie poussée jusqu'à l'enfermement. Ces presque mille pages arrachées à l'enfer d'un je proprement incarcéré, le lecteur doit leur sacrifier plus que vingt heures de sa vie : sa tranquillité à jamais. Il y a un avant et un après de cette lecture. On en revient, comme de Kafka, un peu perdu pour la vie commune. On y a entendu « suinter le néant goutte à goutte » (Hugo). Un supplice chinois qui se prolonge ; un choc, comme celui d'avoir suivi Nietzsche à Turin ou Artaud à Rodez. Des folies éblouissantes comme en déchaîne l'illusion qu'il nous faut soutenir toutes les choses et toutes les thèses à la fois, que ce monde irradie, notre imagination en serait



GEARARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

comptable - aux yeux de qui, grands dieux !
Dubillard existe-t-il ? Il en doute tellement lui-même qu'on s'interroge. De ces existences si - comment dire ? - expérimentales qu'elles découragent la biographie. Il semble qu'il soit né il y a soixante-quinze ans, d'un père

marchand de sardines, qui l'aurait peu (bien qu'il lui ait offert un jour une petite auto à différentiel de marque Shuko, pas rien !), et vite mort. On lui suppose un grand-oncle cardinal, dont il a l'ionction impénétrable. Après guerre, il fait de la philo - c'est alors l'usage, quand on s'interroge tant soit peu

sur le pourquoi et le comment -, et le con, dans un petit hôtel jaune où naquit l'Absurde, du côté de Saint-Sulpice. A la radio, sous le nom de Grégoire et avec un certain Amédée, il essaie de parler à deux, ce qui ne va jamais de soi, comme on sait.

En 1958, une femme aimée se

jette sous le métro. En analyse chez Lacan, il joue au thérapeute dans une clinique antipsychiatrique, près de Blois. Suivent des poèmes et des pièces (*Naïves hirondelles*, *La Maison d'os*, *Le Jardin aux betteraves*). L'auteur s'interprète lui-même. Du moins traverse-t-il la scène et son texte, les yeux tuméfiés d'insomnie, l'air de se heurter à tout, meubles, répliques, destin. En mai 1987, une attaque cérébrale le laissera hémiplégique, plus retiré en lui-même que jamais. Que cachait, que cache toujours ce masque d'absence têtue ? Vous le saurez en ouvrant, pour ne plus le refermer, cinquante années de *Notes en marge*. En marge de quoi ? Du monde, de lui-même, des mots. Je est un hôte !

L'aveu intime n'a pas sa place dans un soliloque à la fois éclaté et philosophiquement obsessionnel. L'actualité de la planète est également ignorée, de même que les rencontres dont les diaristes ordinaires tirent consolations et portraits. Inutile de chercher un index des événements et des noms propres.

Qu'importe si la République a changé de numéro et mené deux guerres coloniales ! Peu de paysages sont décrits, sinon Arcachon, bien vu. C'est tout juste si Raymond Duncan fait claquer ses sandales (hippy avant l'heure, il arpentait la rue Dauphine, déguisé en Aristote). Le réel ne fait que passer, tel l'éclair grenat d'un cousin qui traîne (à chacun son pan de mur jaune). Romain Gary habitait son immeuble, rue du Bac - Je les ai vus souvent se croiser -, mais chacun était trop occupé de soi pour qu'ils causent : on aurait dit deux zombies, des mineurs remuant de leur création comme d'une mine, lampe-torche sur le front.

Ses lectures apparaissent d'avantage. Elles lui inspirent des remarques d'orfèvre : sur les fins de paragraphe chez Renan, sur les morales qui « se font toujours attendre » (Beauvoir), sur l'apparence de fatalité que donne, aux récits de Faulkner, son art de raconter « comme on se souvient », sur ce que Prévert pourrait bien écrire dans un « monde sans curés ». Mais l'amateur n'est pas moins laconique que l'artiste. Anouilh ? Il le trouve rudement « propre » sur lui. Quant au théâtre même, qui aura été presque toute sa vie, il l'agace. Il refuse l'idée même que l'acte théâtral existe. S'y montrer est aussi absurde, à ses yeux, et navrant, que de pêter en public (on s'explique mieux qu'il ait toujours semblé jouer contre, tel Cuny, contre son propre texte, contre le fait d'être là). Et le spectateur, donc, que fait-il là, dans son

obscurité de catacombes ? Ni confidences ni théories sur son Art. Dubillard tient un cahier de pure spéculation ; un livre de déraison, devrait-on dire, sachant que le réel n'existe pas, donc refuse les explications qu'il semble appeler. L'auteur ne nous introduit pas dans les coulisses d'une œuvre, encore que bien des pages en figurent les brouillons : il narre une expérience existentielle. Revenu d'on ne sait où, convaincu de n'être pas lui, il s'ingénie à faire passer du sens en fraude, sous couvert de stupidités rageusement infantiles !

Cela, c'est le projet. Le résultat va bien au-delà, dans des contrées invisibles, presque sans air, où l'a conduit un rapport-au-monde formidablement paradoxal, dont toute son écriture procède sans réussir à le rendre supportable.

La Nausée de Roquentin n'est rien à côté du vertige de Dubillard devant la joufflerie d'Etre. Une zigolade, l'écartement doucement d'exister, selon Sartre ! Dès le réveil, Roland découvre un moi

Bernard Poitry-Dalbecq

plus éparpillé que la mer, caillou qui tombe, ignorant ce dont il est fait et incapable de vivre pour de bon. Il n'est pas plus relié à lui-même qu'un mot n'est rattaché à l'infinité de ses significations possibles. Le monde ne lui inspire que stupeur et besoin de le rendre encore plus provisoire et incohérent que nature. Il redoute de vivre à peu près comme le maniaque croit avoir oublié de fermer le gaz, ou sa bagnnette.

A l'origine de ce divorce ontologique : l'horreur de soi des enfants qui se croient mal aimés, méés. « Seigneur, débarrassez-moi de moi ! », prie-t-il. Il est né « du côté du mur ». Son père l'a-t-il laissé tomber ? Il grandit les yeux baissés. Tout lui est doute, même le verbe *être*. Il lui semble qu'il n'aura la paix que s'il tombe en morceaux, bien que la gravitation, elle-même, ne soit pas plus garantie que le sommeil. Jamais certain. Vingt ans, trente ans, avant que des vaisseaux cérébraux n'épaississent les vides du réel, il s'y cogne déjà obstinément, comme un insecte de la nuit. Le moindre geste, avant d'être médicalement empêché, lui semblerait trahir le sens qu'il lui assignait. Sa main sifflait et ronflait, avant de se changer en flûte de Pan en marbre. Prémonition ? Compliot de l'inconscient ?

CARNETS EN MARGE
de Roland Dubillard.
Gallimard, 980 p., 220 F.

Lire la suite page IV

Les « sensations désorientées » de Henry James

Lorsque l'écrivain, à la fin de sa vie, franchit les limites de l'exprimable

LA TOUR D'IVOIRE
(Ivory Tower)
de Henry James.
Traduit de l'anglais
et préfacé par Jean Pavans,
Payot, 282 p., 125 F.

LETTRES D'AMÉRIQUE
(Letters from America)
de Rupert Brooke.
Préface de Henry James.
Traduit de l'anglais
et présenté par Jean Pavans,
Payot, « Voyageurs », 184 p., 119 F.

Au cours de l'été 1915, Henry James rend son passeport américain et prononce son serment d'allégeance au roi George V, pour protester contre le peu d'empressement que mettent les Etats-Unis à entrer dans la guerre. Six mois plus

tard, le 28 février 1916, il meurt dans sa maison de Londres. Sa belle-sœur, Mme William James, note dans son journal : « Il est parti. Pas une ombre sur son visage, pas un muscle contracté ».

A en juger par l'essai qu'Esra Pound ne tardera pas à lui consacrer, personne ne semble avoir regretté la mort de James autant que lui, ni mieux apprécié son œuvre. Lorsqu'il fut dans le *Times* que les Américains vont enfin découvrir la raison de son changement de nationalité, Pound répond que « l'Amérique n'a pas encore compris que, jamais dans son

histoire, un seul de ses grands hommes n'a abandonné sa citoyenneté par honte » ; et non plus que James « avait travaillé sa vie durant pour son pays et, pendant un an, pour l'honneur de son pays ».

Pound se dit les des bavardages sur le style du romancier, alors que l'on passe sous silence le grand James qui, depuis sa jeunesse, écrivait livre après livre contre toute sorte d'oppression ; et ce n'est pas sans émotion qu'il brosse le portrait de l'écrivain : « La tête massive, la main soulevée avec lenteur, les longues phrases qui s'entassaient, minées, élaborées, la remarque incisive, fulgurante, le geste réprobateur légèrement tremblé... » ; et d'ajouter lorsqu'il déplore sa mort parce que, dit-il, « nous aurions tant souhaité qu'il continuât à écrire pendant quelques années... Peut-être sa puissance se relâchait-elle... Mais nous aurions encore eu quelques périodes éparpillées ou, tout au moins, de la conversation, de la merveilleuse conversation ».

Ces quelques périodes et les bribes de causeries et soliloques de James, Jean Pavans, gardien zélé aujourd'hui de l'œuvre du romancier en France - comme, dans les années 30, Charles du Bos -, nous les offre en proposant la traduction des quatre « livres » de *La Tour d'Ivoire* (roman qui devait en compter dix), et celle du tout dernier texte de l'écrivain, l'extraordinaire et longue préface au bref et inoffensif recueil des *Lettres d'Amérique*, du jeune poète Rupert Brooke.

A propos du roman, Jean Pavans observe que « la difficulté d'expression de James de la maturité (...) est celle de

l'écrivain qui a depuis longtemps « compris », et donc éprouvé la nécessité de sonder sa science plus que de s'expliquer aux yeux du monde ». De son côté, Leon Edel, son biographe, affirme que ces chapitres ne révèlent aucun indice de sénilité, excepté le fait que « les images sont surchargées, la prose lourde et « difficile », à cause des nombreux symboles qui l'encombrement ». D'autres ont attribué les carences que Leon Edel signale au fait que, depuis dix ans, il n'écrivait pas lui-même, mais dictait à sa dactylographe, Miss Theodora Bosanquet qui, le jour de leur première rencontre, avait noté déjà dans son journal : « Il parle très lentement, mais sans arrêt » ; et aussi : « Il portait des pantalons verts, un gilet bleu à damier jaune, et une veste noire. J'avais imaginé qu'à Londres il était toujours correctement vêtu (1) ».

Tous les témoignages s'accordent à juger intarissable la verve de l'écrivain - et le narrateur de *La Tour d'Ivoire*, James lui-même donc, ne dit pas de l'un de ses personnages qu'« il s'exprime comme pour le plaisir de la réflexion et la perspicacité » ?

Dans la préface au recueil de lettres de Rupert Brooke (2) - lequel l'avait « marqué à jamais » le jour où il fit sa connaissance, et qui était mort à Syros, en mer Egée, au début de la Grande Guerre -, le style tout en convolutions, et encore plus depuis qu'il est devenu oral, se déploie avec majesté, mais comme dans un rêve, infiniment lointain et solitaire.

(1) Theodora Bosanquet a raconté son travail auprès de Henry James dans un

texte, Henry James à l'ouvrage, dont Chantal Verdier a donné une traduction dans le numéro 598 (mars-avril) des *Temps modernes*. Le Seul s'apprête à publier le même texte dans une traduction de Jean Pavans.

(2) Une anthologie de ses poèmes, dans *la Poussière des Dieux*, a été publiée dans la collection « Orphée » (éd. de la Différence, traduit par R. Hersant).

Lire la suite page III

ELVIRE DE BRISSAC

Les Anges
d'en bas

nouvelles

ELVIRE
DE BRISSAC
GRASSET



C'est en 1946 que l'écrivain d'origine lituanienne rédigea en l'espace de trois nuits l'ultime « prière » d'un jeune garçon juif dans le ghetto de Varsovie. Jugé trop vrai, trop juste pour être une fiction, le texte – redécouvert en 1953 – fera douter pendant longtemps de l'existence même de l'auteur

M UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Hector Bianciotti

La vie alphabétique

LE COSTUME
de Franz Bartelt.
Gallimard, 128 p., 70 F.

La mort de son mari, Micheline Bénaisse brûle ses vêtements, à l'exception d'un beau costume de sa voisine, elle consent à se laisser courtiser par un retraité de l'EDF pontifiant et conventionnel qui finit par devenir son amant parce que « l'ère humaine, il fonctionne à la chaleur animale ». Mais, avisant un jour, en pleine rue, un jeune homme revêtu du costume du défunt, elle décide de découvrir son identité et le piste.

C'est ainsi qu'Augustin Benoit Cheurte, statisticien au chômage, entre dans sa vie pour en bouleverser le précaire équilibre. Car Augustin a entrepris de tout réorganiser selon l'ordre alphabétique, « l'harmonie alphabétique, la compréhension de l'univers et l'équilibre local ». Gagnée à sa théorie, Micheline, qui rêve de la conquête, réaménage son appartement - « les armoires avec les armoires, les buffets avec les buffets... », commande à son amant de procéder à l'amour en commençant par l'aiselle et, pour recevoir son statisticien, concocte un repas compliqué où vingt-six vins français accompagnent autant de plats selon l'ordre strict des lettres. Mais trop c'est trop : le bel Augustin s'échappera pour toujours, mais son disciple finira par désalphabétiser son intérieur et sa ligne de conduite.

D'un postulat de haute fantaisie, Franz Bartelt a tiré un parti d'insolite de la publication par l'équilibre maintenu entre l'inventivité, la coquetterie, et une approche réaliste constamment bafouée : son déroulement inattendu intrigue et affrondit.

Pierre Kyria

Variations sur le paradis perdu

A partir de neuf peintures représentant des couples, Patrick Roegiers imagine leur vie fictive ou réelle et déchiffre « une géométrie des sentiments »

LA GÉOMÉTRIE
DES SENTIMENTS
de Patrick Roegiers.
Seuil, « Fiction & Cie »,
340 p., 130 F.

Elle, pâle, le cou gracile et les cils bas, semble à peine sortie de l'enfance. Lui, « sec comme un harang » sous son habit fourré, à l'œil chafouin et la jambe grêle. Tel est le Portrait des époux Arnolfini, chef-d'œuvre conçu par Jan Van Eyck en 1434, un an après ses propres noces. Artiste réalisant une commande, mais aussi « ad-joint oculaire », le peintre témoigne de ce qui s'ourdait par le jeu des mains, dans ce mariage d'intérêt. La scène est mise en abyme par un miroir convexe qui, tel un œil sur-mur, reflète l'envers du lieu, par un « tour de force illusionniste ». Ce couple affligé, dont Patrick Roegiers imagine la désastreuse nuit de nocces, est le premier de neuf doubles portraits, à partir desquels se constitue une fascinante Géométrie des sentiments.

Tout s'ordonne autour du chiffre neuf : Van Eyck, Titien, Rubens, de Hooch, Gainsborough, Wright of Derby, Ensor, Hopper et Hockney - neuf chapitres, tous composés de neuf sections, dessinant un parcours, plein d'échos secrets et d'analogies, à travers le temps et l'espace de l'Hémisphère Nord : du XV^e au XX^e siècle, de la Hollande à l'Angleterre, en passant par l'Italie et l'Amérique du Nord. De Bruges à Venise, d'Anvers à Londres, d'Amsterdam à New York, c'est tout un panorama brillant et encyclopédique, fourmillant de chiffres, brassant les noms de rue et de métier, les données démographiques, culturelles, économiques.

Une fois précisés le lieu et le moment, le lecteur est admis dans l'atelier, et, avant d'entrer par effraction dans l'intimité du modèle, assiste aux préparatifs les plus mi-

nuteux du peintre. Rien ne lui échappe : Van Eyck broyant les poudres grenues, posant la couleur en glacis sur le panneau préparé - tâche que Titien confie à ses aides - ; Rubens alléguant « la pâte fluide et onctueuse qu'il étale à traits déliés et volatils » ; Gainsborough peignant debout, sans repentirs, avec de longs pinceaux et des blaireaux en petit gris. Ou Hopper, élaborant *Chambre à New York*, en 1932, avec l'exactitude patiente d'un témoin impassible : « Debout devant son chevalet, il trace un trait léger au crayon Conté, à mine sèche, pour amorcer les contours, et applique aussitôt les pigments étalés sur la palette aux tons éteints pour traduire l'atmosphère et l'intensité dramatique. »

DERRIÈRE LA TOILE

L'érudition, pourtant, est peut-être le moyen de connaissance le plus incertain, le plus approximatif : « Tout est vrai dans les œuvres de fiction, hormis les noms et les dates. » Affûtant son regard, le romancier déchiffre dans les tableaux une vérité masquée, relève chaque indice - clavés interprétés, clé d'interprétation plus sûre que les paroles. Bref, il passe de l'autre côté du miroir, conviant notamment le « lecteur-voyeur » à un inventaire des codes amoureux et des glossaires érotiques. Mais ce n'est là qu'un des fragments du kaléidoscope. Sans les miroirs, selon Hockney, on ne perçoit la vie qu'à moitié. Emblèmes du roman, ces anciens symboles de vanité permettent « une pensée vers l'ailleurs où se fondent les régions du vrai et celles de l'imaginaire ».

Ainsi, de magistrales créations nous plongent dans l'univers des peintres : Ensor, si moine qu'on le surnomme *Pieuvre de Dood* (Pierrot la Mort), griffonnant des paysages de plein air, sous le ciel barbouillé d'Ostende. Ou peignant la vie coite de deux êtres rectus, dans un salon coïssu - un tableau de 1881 qui fini-

ra par s'intituler *La Musique russe*. Cette composition anecdotique, tout en rappelant l'attrait que la musique exerce sur Ensor, évoque l'ennui d'un dimanche après-midi dans une cité balnéaire, l'hiver. Ensor finira seul, couvert d'honneurs mais « recru, rendu, tassé ».

Parfois ironique, voire cynique, Patrick Roegiers laisse apparaître sa sympathie pour les créateurs génériques : comme Thomas Gainsborough, bon vivant et bohème, qui réalise des portraits pour gagner sa « pitance » alors que, doué d'un sens inné de la nature, il ne rêve que de paysages champêtres, « jubile de traiter par la gamme des tons les valeurs érudites et flavescentes de l'herbe trempée, qui tranche avec le céladon des coteaux au loin (...), se réjouit de brosser, l'averse passée, les nuances blondes des bottes de blé avillies, emblayées, battu au fléau puis engerbé... »

Dans le portrait de *Mr and Mrs Andrews*, datant de 1748, c'est le paysage qui dénonce un mariage coussu de fil blanc. Il arrive aussi qu'un tableau révèle non le pire, mais le meilleur : une harmonie sensuelle, totale, qui s'impose lorsque le peintre et le modèle se confondent avec bonheur - dans l'exceptionnel double portrait de 1609, qui représente Rubens et Isabelle Brandt sous la tonnelle de chèvrefeuille. La plénitude physique transparait dans ce portrait pastoral, proche du badinage amoureux et du tête-à-tête galant, qui a pour cadre un jardin idyllique, peut-être inspiré par le *Paradis du Tintoret*. « Quelle sera leur destinée ? », s'inquiète, à l'unisson, le lecteur devant le portrait en pied de ces deux êtres à la belle mine qui posent la main dans la main. Ce seront pour Rubens, « mousquetaire de charme », penseur et homme d'action, et la radieuse Isabelle treize ans de « félicité maritale », que seule la peste brisera.

Monique Petitillon

La fin d'un monde

Dans un récit haut en couleur, Gérard de Cortanze évoque la singulière destinée de ses ascendants

LES VICE-ROIS
de Gérard de Cortanze.
Actes Sud, 608 p., 148 F.

Comment conjurer la malediction lente et vénéneuse du mancenillier, « arbre mortel pour qui s'endort à son ombre » ? C'est ce qu'a dû se demander Gérard de Cortanze, critique et essayiste prolifique, qui revisite avec *Les Vice-Rois* son arbre généalogique. A son grand-père Ercole Tommaso, qui résiste à l'idée du mariage et de la procréation, sa cousine Maddalena rappelle les devoirs de sa lignée : « Vous êtes, face à l'histoire du monde, le dépositaire de votre histoire familiale. Que serait la mémoire de la terre si chaque être qui la compose la dilapidait. Vous êtes le maillon d'une chaîne (...), ne la brisez pas. »

La recommandation ne s'est pas perdue. Le marquis de Cortanze, éphémère vice-roi de Sardaigne pour le compte du roi du Piémont, Victor-Emmanuel II, à l'heure de l'unification italienne, finalement convaincu, épousa la jeune Luisa Delavoute. Et un siècle plus tard son petit-fils entreprend une fort romanesque évocation de cette geste familiale haute en couleur, où la nostalgie le dispute à la tendresse et la reconstitution historique au panache. En nécroromant pètri de pléti-filiale, Gérard de Cortanze nous ouvre les étapes d'une lente décomposition, de 1857 à 1924, c'est-à-dire de la faillite d'une société nobiliaire débordée par le rêve bourgeois d'une Italie industrielle et progressiste au triomphe du fascisme.

Pour différents qu'ils soient, les destins d'Ercole Tommaso, héritier d'une indéfectible fidélité aux valeurs séculaires de sa caste, et de son fils Roberto, élevé en exil dans une France où la xénophobie n'a rien à envier aux virulences contemporaines, posent la même question : celle de la juste place dans un

monde où la modernité rompt les usages sans imposer de rigueur de substitution. Si Ercole Tommaso, écrasé par une ascendance immémoriale, « se sentait comme un homme différé, comme contraint de mettre ses pas dans des traces qui n'étaient pas les siennes, un homme sans vraie liberté », son fils n'a guère plus de facilité à trouver un espace qui lui convienne. Assurant la relève du prince Borghese, pionnier du sport automobile qui lui ouvre un soir d'anniversaire son univers magique mais disparaît bientôt, victime d'un fatal Marseille-Nice, le jeune homme devient un coureur émérite, et après un douloureux intermède où il assure un poste de brancardier durant la Grande Guerre, triomphe sur les circuits les plus prestigieux au volant des premières Bugatti. Mais les morceaux d'anthologie - inquiétant carnaval de Cagliari, bataille de Solferino ou émeute « raciste » au Café à Torino à Marseille - ne résument pas ce roman foisonnant, où l'essentiel se joue sur l'impression fugitive, l'apparition rare, « vision, reminiscence, image évanouie », qui peuvent être des silhouettes (Chiarascuro, la bien-nommée) ou des lieux (Cagliari « ville fragrance qui ressemblait à une miniature » de bibliophile).

Tout est d'abord affaire de littérature. Et le vieux marquis qui se couche sur son enfant rebelle qu'on craint perdu, en lui racontant toute la nuit les histoires qu'il aime, n'admet pas d'autre explication au salut miraculeux du dernier des Cortanze : « C'était la littérature qui avait enlevé son fils aux serres de la mort. » Si l'on se prend à rêver à ce que ce roman caracolant aurait gagné à ressembler à la terre sardaise, magnifiquement décrite dans son « dé-pouillement allant parfois jusqu'à l'abandon », reste que la geste généalogique des *Vice-Rois* a un souffle qui tranche sur les romans historiques de cette rentrée.

Philippe-Jean Catinchi

Dubillard, l'effaré prodigieux

Suite de la page 1

Si ces *Carnets* apportent une révélation, c'est d'abord celle du supplice qu'il y a eu pour l'auteur, avant toute atteinte organique, à habiter un corps aussi improbable qu'une soucoupe volante, à y retomber comme une pierre en elle-même, chambre à air trouée, toujours quelque chose qui manque, ou en trop...

Quand votre carcasse vous est hostile à ce point - et cela ne s'arrange pas avec l'âge si, d'infidèle, elle devient traître - reste la ressource de faire fond sur la réalité extérieure. Mais elle aussi se dérobe. Pour Dubillard, les choses refusent l'observation en même temps qu'elles la quêtent. A les regarder de près, on les complique. La table de

multiplication n'est qu'un outil à réparer un réel par essence sournois, et appelant la sournoiserie. Si n'existe vraiment que ce qu'un acte peut modifier (Freud), alors qu'est-ce qu'une personne morte ?

Seule issue pour l'auteur : pratiquer la curiosité latérale, la chasse à l'illogisme, les supputations loufoques, les retouches saugrenues : expliquer le rire par la chatouille, supposer que l'homme ait deux nez et un pied, s'étonner que le verbe *énoncer* manque de forme passive. Peu à peu, « un pur esprit s'accroît sous l'écorce des pierres » (Nerval). Mélange de statue de Condillac et d'ange incrédule, il bricole, cherche des pous dans la tête de l'incrédulité comme du cré. Et si les poumons étaient extérieurs au thorax ? Et si j'étais un chien ? Un chien de concierge ? Si on mettait la gazelle dans la cage aux lions ? Pourquoi deux e à Beethoven, je vous le demande !

Les objets ne sont pas seulement posés là, comme chez Ponge. Dubillard intervient. Son imaginaire se croit obligé de suppléer aux béances du réel.

L'œuvre entière procède de ces substitutions. Ainsi des *Dialogues* repris ces jours-ci en « Folio » (1). Les *Carnets* livrent les secrets de fabrication de ces chefs-d'œuvre de ratiocination sans issue, aussi ennemies de la distraction que les pensées de *Monsieur Teste*, mais d'une acuité gérée sur le désespoir. De son enfance née, l'humoriste a tiré un tempérament maudit, qui s'ennuie s'il ne souffre pas, que vivre exténué, que l'espoir torture, qui n'a toujours pas distingué l'envie de dormir du découragement.

Loïn d'apaiser la blessure originelle, l'écriture l'avive, par son utopie d'exactitude. Que cherche-t-il au bout du compte ? S'il le savait ! Il n'aboutit qu'à prolonger l'angoisse, à s'attarder aux questions sans réponse, à penser ce qui n'a pas lieu de l'être. Espère-t-il ainsi s'élever à Dieu, qui, visiblement, ne sait où il veut en venir ? Peut-être ne songe-t-il qu'à aller machinalement là « où boient les vaches » (un de ses titres, emprunté à Rimbaud). En tout cas, il ne cherche pas à fuir l'enfermement. « Le vrai héros s'amuse tout seul »

(Baudelaire). Une drôlerie macabre lui tient compagnie, ainsi que la tristesse que tout doive finir. Etant jeune, déjà, la seule idée que le fabricant de son tapis était sans doute mort le chagrinait. Il ne trouve du charme qu'aux histoires pénibles, aux plaisanteries impartageables.

UNE « TAUPE IMPARDONNABLE »

Le style qui ne se ressent de la colère que le met en mouvement. Les adjectifs se font des pieds de nez d'écriture automatique. Le corps rappelle à tout propos son incongruité foncière. Exemple : « Non seulement je suis inutile, mais l'éternité. » Le poète cherche la poésie où elle n'est pas, sachant qu'« elle est nulle part ». Cela n'aide pas à lui trouver des devanciers et des cousins. De proche, par l'époque, on voit bien le Beckett de *Molloy* et de *La Dernière Bande* (l'invention du magnétophone n'est pas étrangère au goût de cette génération pour le ressassement). Plus lointainement, il y a du Nietzsche (« le cherche à irriter »), des aphorismes farceurs à la Jules Renard. Allais, Jarry : sans oublier le

Rimbaud des *Illuminations*, maître en retouches d'un réel aussi hypothétique que décevant.

Après l'accident vasculaire de mai 1987, les notes des *Carnets* s'espacent. Des citations s'enchaînent, avec un terrifiant à-propos. « La moitié de ma vie a mis l'autre au tombeau » (Corneille) ; « Ce que je sais le mieux, c'est mon commencement » ; « Mon innocence enfin commence à me peser » (Racine). L'auteur sait qu'il ne lui reste que le temps à traverser, faute de ne plus gouverner l'espace. Il se plaint que « l'âme de son violon » se soit « perdue ». Il se voit en « taupe impardonnable », attendant une délivrance. Dépossession insoutenable et qu'on dirait programmée, ourdie par la *Maison d'os* à quoi son corps l'a toujours fait penser. De la détestation de soi exagère l'effacement de toujours, le pousse à bout.

Naguère, Dubillard comparait Marion Brando à un « adulte qui n'aurait pas cru utile de changer d'âme pour le devenir », ajoutant que « quelque chose, en nous, lui donne raison ». La remarque vaut

pour celui qui, à l'heure où nous le lisons, où nous l'admirons à l'égal d'un des phares poétiques du siècle perçant la nuit, guette interminablement, par-delà les dunes d'un château de Beauce, l'éclat d'un écuireuil.

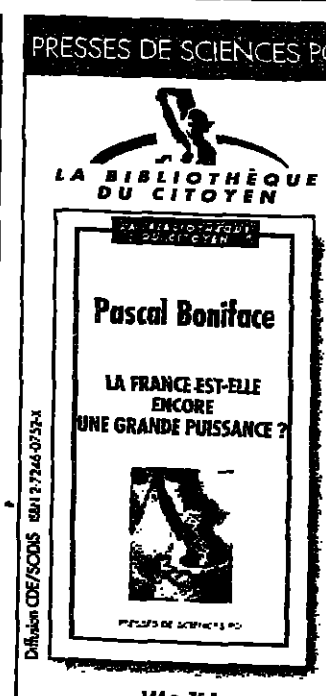
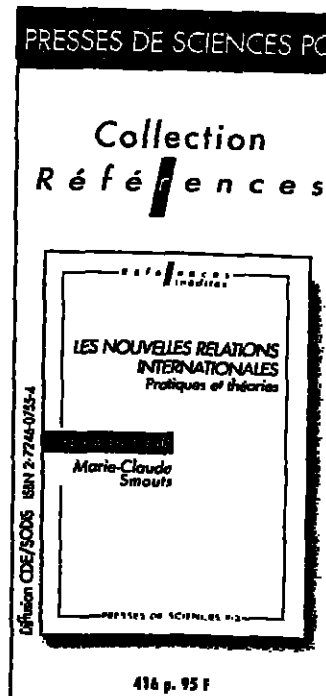
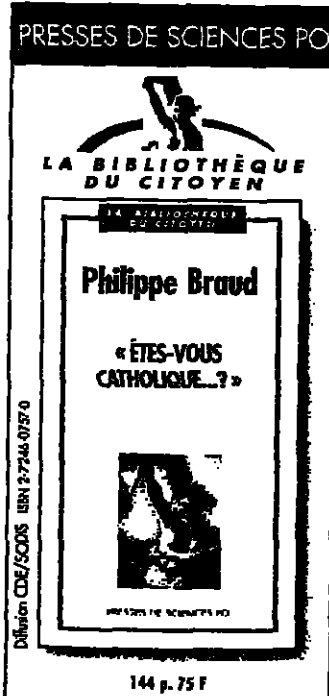
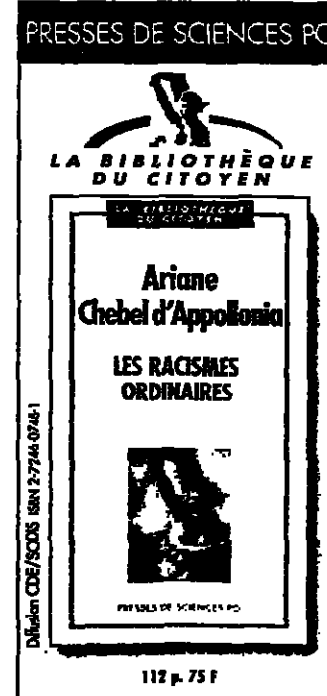
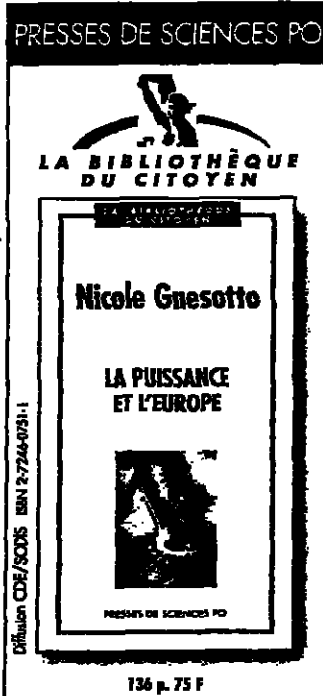
« Je sais que la mort me rappellera quelque chose », a-t-il écrit, longtemps avant de gagner la coulisse et que son corps ne lui fasse faux bond, quand il faisait encore semblant de tout, y compris de buter contre les planches, contre les répliques, contre l'adversité natale.

« Mon Dieu, pourvu que tout ne se tienne pas ! »

Bertrand Poirot-Delpech

(1) Les *Dialogues* (et autres inventions à deux voix) et *Les Nouveaux Dialogues*, « Folio », Gallimard, n° 3177 et 3176.

« La Revue d'esthétique consacre son n° 34, préparé et présenté par Pierre Chabert, à Roland Dubillard, éd. Jean-Michel Place, 480 p., 380 F (à paraître le 20 novembre). Enfin, *Carnets en marge* sera l'objet d'une lecture le lundi 13 novembre à 20 heures au Théâtre de l'Odéon.



ÉCRIVAINS
pour vos envois
de manuscrits
renseignements :
Éditions LA BRUYÈRE
128, rue de Belleville
75020 PARIS
Tél. (1) 43.66.16.43

مكتبة المدينة

Sous les orages d'acier

Ce petit livre bleu a la couleur du sang, de la chair abîmée et de l'horreur sans fond. *Paroles de poilus* n'est autre qu'un recueil de lettres envoyées du front par ceux qui se battaient à leur famille, père, mère ou fiancée. Elles ont été réunies ici, après un appel lancé par Radio France auprès de ceux qui, dans leurs greniers, avaient pu conserver le souvenir de ces mots écrits par leurs pères ou grands-pères, et qui voulaient bien les confier à l'imprimerie pour que mémoire ne se perde pas. Jean-

Arlette Farge

Pierre Guéno, dans son introduction, précise qu'il ne fait pas ici œuvre d'historien, empruntant « une démarche avant tout humaniste et littéraire » ; dès lors, il découpe l'ordre de ces lettres en saisons, les poilus ayant vécu au rythme du feu sous le soleil des étés, la brume des automnes et le vent d'hivers mortifères.

Ce choix du classement déchire l'âme ; de fait, le climat, l'espoir des saisons renouvelées, le rythme des années qui se ferment et qui s'ouvrent sans espoirs, donne à la guerre une dimension supplémentaire d'intense épuisement et d'effroi grandissant. Ils sont fils de limonadier, enfant d'agriculteur, de boulanger ou de charbon ; quelques-uns ont fait des études, mais qu'importe, ces hommes sont d'abord la chair de la guerre. Issus de milieux simples, ils proviennent de toutes les régions de France ; inondés de terreur, ils racontent et s'inquiètent, décrivent et prennent peur, oscillent entre un devoir de guerre qu'ils savent à peine nommer et une révolte sourde ; submergés des carnages qui hantent leurs paumes et leurs yeux, ils mettent mot après mot sur papier leur expérience, de fait indicible.

« Par hasard, en levant les yeux, j'aperçus une fillette jolie et mièvre un peu... A voir ses yeux admiratifs, j'ai compris sans doute que nous étions beaux... et grands. Nous allions par là-bas, où l'on meurt, où l'on est défiguré, haché, déchiré... et nous y allons... au pas ou son des cuivres aigus. Nous sommes un énorme troupeau de douleurs. » Simple soldat de deuxième classe, Henri Aimé Gauthier, écrit en quelques lignes l'impossible amalgame que seule fabrique la guerre : les yeux des femmes passantes, la terreur des agonies déchirantes, la force et la beauté des corps qu'on dit glorieux et le son dérisoire des cuivres menant les hommes au pas. De cette alchimie-là où l'enfer, l'éclat de la vibration guerrière, le tragique sans mots s'accompagnent sans merci, ils ne savent que faire ; les uns parce qu'ils mourront trop vite sous l'obus, les autres parce qu'ils se découvriront sans jambes dans un lit d'hôpital, d'autres encore parce qu'ils auront trop vu les champs de cadavres et trop entendu les râles et gémissements de ceux qui appellent leur mère ou leur compagne.

« Il vaut mieux être mort que d'être blessé », affirment-ils souvent, et la douleur infinie des corps qu'ils racontent avec apreté et pudeur laisse sur ces pages une trace indélébile : ici les mots énoncés pour dire la souffrance ont la puissance de l'évidence. En même temps, on ne peut s'empêcher de se poser une question qui restera sans réponse : comment était-il possible pour une mère, un ami, une fiancée, une épouse, de lire ces mots où la boue et le sang caillé

étaient les acteurs principaux d'un drame engloutissant l'être aimé ? Bien sûr, il y a aussi — comme on l'a dit si souvent — les recommandations faites aux familles, les conseils donnés aux femmes pour que les travaux, les moissons et les récoltes se fassent au mieux, mais c'est bien peu par rapport aux récits de flammes, de brasiers, de torrents d'acier, de puanteur où l'épouvante est le seul ciment qui tient ensemble les phrases.

L'amour agit comme une fleur jaillissante dans ces lettres, mais déjà il est fauché et fêlé par le risque, par la compagnie sans répit de la mort qui environne et martèle les esprits et les cœurs de son bruit infernal. « Tes beaux bras se sont repliés sur moi comme sur un cadavre », écrit Maurice Drans, vingt-trois ans, fils de commerçants. Même les cris d'amour ont des lueurs

plus macabres que consolantes ; pourtant ils sont le bel appui, la source vive et le moyen d'attraper une bribe de courage. Les permissions ou congés sont souvent décevants : l'indifférence entoure trop facilement celui qui revient de cette « maison » que l'on ne peut décrire, où se joue un théâtre de l'enfer que personne ne veut regarder. Dans ses lettres du retour au combat, le

Du front de l'horreur resurgissent des lettres de poilus envoyées à leur famille.

Quatre-vingts ans après l'armistice, retour sur le premier grand conflit du siècle

soldat exprime cette souffrance supplémentaire d'un voyage décevant au pays tant aimé. Dans la boue jusqu'à la ceinture où l'ami hier fut criblé de balles, on attend les nouvelles (« si vous saviez comme est long ce troisième hiver où la boue des boyaux colle aux semelles lourdes d'eau ») et l'on donne aussi à l'être aimé quelques conseils pathétiques : « Je te supplie de faire ton portrait, de me donner ce bonheur. » Ou encore, plus difficile et si douloureusement lucide, cette lettre où l'homme craignant de mourir très bientôt s'applique doucement à décrire sa femme du lien qu'ils ont ensemble, pour qu'elle puisse ensuite, sans culpabilité,

vivre à nouveau une autre rencontre.

Chevaux morts, chaumières brûlées, terres saccagées sont aussi source de désolation : c'est l'homme face à la terre qui pleure pour elle et pour le massacre injuste qu'elle subit. De l'ennemi, on parle peu, comme si, dans cette tourmente « ouragan de fer et de feu », par moment tout se confondait : le charnier est charnier — lieu où se mêlent, grimaçants, troués et défigurés, les adversaires. Pourtant, le devoir est à sa place ainsi que l'héroïsme, quoique davantage ressentis comme une obligation que comme un choix et les lettres les plus difficiles à lire sont sans aucun doute celles des poilus injustement accusés d'avoir « reculé devant l'ennemi », jugés et fusillés pour cela en décembre 1914 par exemple. Ils furent cinq à connaître la mort de cette façon-là (les martyrs de Vingré) et leurs mots d'évidence phonétiques — « Je jure devant vous que je suis innocent » — fauchent le lecteur par le sentiment de révolte qu'ils imposent.

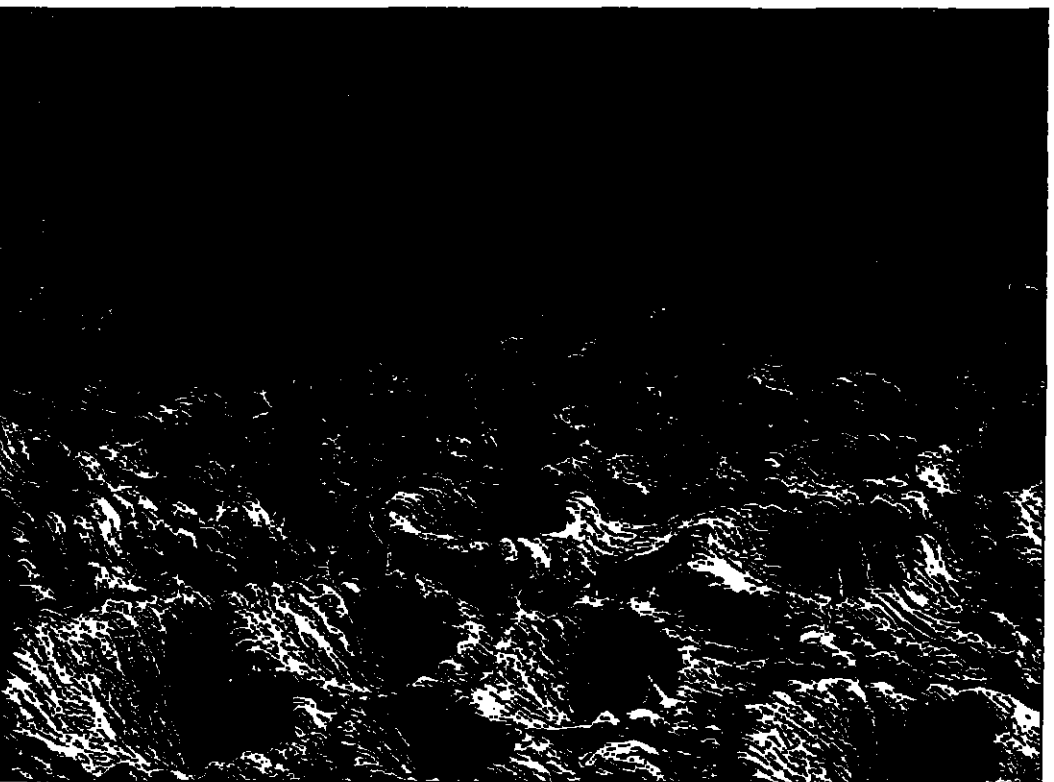
Jean-Pierre Guéno et Yves Laplume, qui ont mis en forme ce recueil de lettres, les préfacant et indiquant soigneusement les noms et les situations de tous ceux qui écrivirent, n'ont proposé aucune interprétation. Ils ont ici livré les mots tels qu'ils les ont reçus et ainsi, modeste-

ment, pu dire qu'ils ne faisaient pas de l'histoire. Sans doute, ils n'en font pas comme l'entendent les historiens patentés ; en tout cas, ils font œuvre d'effraction dans l'histoire en déviant ces lettres, car la rencontre avec les mots de la souffrance à quel-que siècle qu'elle ait lieu se doit d'être une demeure vive de l'histoire. Les dits de souffrance, le langage du malheur, énoncent le chagrin, la rage ou les larmes et fabriquent des événements collectifs qui hantent les générations suivantes. L'énonciation de la blessure, des maux sociaux ou politiques, fait cassure dans le temps pour peu qu'on en prenne la mesure. Par ailleurs, ces lettres écrites au front pendant la guerre de 1914-1918 ne ressemblent à aucune autre lettre : elles ont leur spécificité temporelle et sont enchaînées dans un contexte politique, social, intime, tout à fait particulier. Il s'échappe d'elles une société entière engloutie. D'une autre guerre, qu'elle ait eu lieu au XVI^e siècle ou au XVIII^e siècle, les soldats auraient écrit et parlé autrement, révélant d'autres visions du monde, d'autres formes de lien social et d'appartenance collective. Souffrance et douleur ne sont pas des invariants, mais des perceptions nourries par le rapport au monde et au politique. Seul sans doute l'effroi reste l'effroi, et encore faudrait-il

longuement en discuter. Le récit, la souffrance dite, est une histoire à part entière ; et de son déchiffrement attentif dépendent non seulement la mémoire mais la construction de moyens nouveaux pour analyser les liens sociaux ainsi que le terrain brusque et heurté des vulnérabilités sociales, des adhésions sursurées et des refus drastiques. Dans les mots prononcés ou écrits se lisent des événements forts, des temps particuliers où l'articulation entre la souffrance de l'homme et les blessures collectives, ressenties par toute une génération, vient construire une histoire insupportable aux rationalités abominables. Les lettres venues du front ici publiées créent un espace de plus pour notre intelligence.

PAROLES DE POILUS
Lettres et carnets
du front (1914-1918)
Librio, 192 p., 10 F.

* Signalons l'anthologie proposée par Jean Nicot, conservateur en chef du SHAT. *Les Poilus ont la parole. Lettres du front : 1917-1918*, qui utilise les archives du service postal, chargé dès décembre 1916 de sonder la correspondance des combattants pour connaître le réel état d'esprit des soldats du front (éd. Complexe, 400 p., 149 F.)



« Champ d'obus éclairé par des balles traçantes », eau-forte d'Otto Dix issue d'une série intitulée « La Guerre » (1924)



« Les Dormeurs du Fort de Vaux » d'Otto Dix (eau-forte n° 46)

Parutions récentes

En attendant la sortie, le 20 novembre, de *Clemenceau, l'introuvable*, de Jean-Jacques Becker (éd. Liana Levi), signalons quelques parutions récentes

● **Témoignages**
Journal de combattants et civils de la France du Nord dans la Grande Guerre, d'Annette Becker (Presses universitaires du Septentrion, 304 p., 150 F) ; *Carnets de guerre, 1914-1918*, de Clément Elie (éd. Les Gorgones, 122 p., 95 F) ; *Un commandant bleu*

horizon. souvenirs de guerre de Bernard Ligonnié, 1914-1917 (éd. de Paris, 144 p., 110 F) ; *Les Carnets de captivité de Charles Gueugnier* (Accord éd., 240 p., 99 F) ; enfin la réimpression du prix Goncourt 1915, *Gaspard*, de René Benjamin (éd. L'Archipel, 262 p., 120 F) et de *Clavel soldat de Léon Werth* (éd. Viviane Hamy, 384 p., 149 F).

● **Événements militaires**
La France gagne la guerre des codes secrets, de Sophie de Lastours (Tallandier, 264 p., 120 F) ; *Affaire du chemin des dames. Les comités secrets*,

1917, d'Henri Castex (Imago, 192, 110 F) ; *Douaumont*, d'Alain Denizot (Perrin, 166 p., 99 F) ; 1918, les chemins de l'armistice, de François Debergh et André Gaillard (France-Empire, 274 p., 120 F) ; 1918 en Picardie, les dernières batailles, d'André Laurent (éd. Martelle, 192 p., 140 F).

● **Commémoration**
Le 11 novembre 1918, de Patrick de Gmeline (Presses de la Cité, 418 p., 135 F) ; 1918 la victoire, de Pierre Miquel (Tallandier, 400 p., 130 F) et du même : 1918 images de la victoire (Tallandier, 192 p., 199 F).

Pétain en général

Guy Pedroncini persiste à vouloir restaurer l'image du vainqueur de Verdun

PÉTAIN, LE SOLDAT
1914-1940
de Guy Pedroncini.
Perrin, 528 p., 169 F.

Creusant son sillon, Guy Pedroncini reconstruit inlassablement depuis une trentaine d'années la vie de Pétain avant Vichy, mais de telle sorte qu'on l'évalue non avec les yeux d'aujourd'hui mais avec ceux d'avant la défaite. Pourquoi cette vocation ? Parce que, justement à son lendemain, il tenait des propos hostiles au chef de l'Etat lorsqu'un ancien combattant de 14-18 l'interrompit : Pétain, alors, lui avait sauvé la vie, comme à bien d'autres de ses camarades, car il avait été un des seuls chefs de guerre à avoir sou-

levé le sang des hommes ; cette popularité, il l'avait encore lorsque la gauche et la droite réunies acclamèrent son entrée dans le gouvernement Paul Reynaud. Et c'est au vu de ce qu'il a suivi que Pedroncini a voulu interroger l'histoire, comprendre...

Au vrai, c'est sur la Grande Guerre qu'il est le plus convaincant, montrant bien qu'à Verdun déjà, l'épuisement des soldats se manifeste par des actes collectifs de désobéissance qui annoncent les mutineries de 1917, un thème qu'il développe peu ici, renvoyant comme sur d'autres points à ses nombreuses études, quelquefois contestées, il est vrai.

Car Pedroncini ne cache pas son autre objectif : « faire justice des idées reçues, forgées après 1945 auprès des auteurs soucieux de minimiser rétroactivement les mérites de Pétain (...) et de sélectionner des indices de défaitisme ». « Ainsi, note-t-il, bien que décrit comme pessimiste, on fait appel à lui pour redresser la situation en février 1916, en mai 1917, le 27 mai 1918 et encore en mai 1940. » On associe son nom à la défensive, or c'est lui qui réussit ses attaques, et ce n'est ni Mangin ni Nivelle mais bien lui qui emporte le Chemin des Dames en octobre 1917 ; sans parler de l'offensive qu'on l'empêche de mener en Lorraine « alors qu'elle aurait permis en 1918 d'emporter une grande victoire stratégique ». Bref, à lire Pedroncini, il a toujours eu raison. Par la suite, il a tout prévu : le

rôle futur des Stukas, exigeant aussi la construction massive de chars et montrant son scepticisme sur les capacités de la ligne Maginot, qu'il souhaite prolonger par une deuxième ligne. Autrement dit, au commandement comme au ministère de la guerre, c'est lui le vrai Prophète.

Dès lors, dans ce livre, pourquoi l'auteur évoquerait-il De Gaulle — sauf lorsqu'il fait l'éloge de Pétain — puisque ses idées sur les blindés ont été énoncées d'abord par le général Estienne dès 1918 ; et pourquoi rappeler que Weygand, en 1934, juge que sur l'allongement de la durée du service, Pétain l'a trompé ; Pétain, alors, lui avait sauvé la vie, comme à bien d'autres de ses camarades, car il avait été un des seuls chefs de guerre à avoir sou-

Marc Ferro

Chauvineau, où Pétain montre qu'un ensemble de mines et un plan antichars peuvent arrêter les blindés, puisque dans sa préface au livre du général Sikorski, il en juge autrement ; enfin, sur la crise qui précède la débâcle, des deux conseillers de Paul Reynaud, pourquoi utiliser le témoignage de Leca, qui critique Pétain, quand on peut se servir de Villeneuve, qui lui est favorable... Certes, entre 1919 et 1940, sur les problèmes d'armement, des effectifs, de la défense des frontières, Pétain n'est pas le seul à avoir dit tout et son contraire. Mais on aimerait connaître l'argumentaire des parties en jeu. Surtout, en limitant son étude à 1914-1940 et en appelant ce volume *Le Soldat* (une manière de reprendre le titre du livre que Pétain avait commandé à De Gaulle, qui l'écrivit et le publia sous le titre *La France et son armée*), Guy Pedroncini incarne les problèmes entre des doubles barreaux. Par exemple, il ne rend pas compte de ce que dit Daladier contre Pétain à propos de la politique de réarmement, parce que ces critiques sont énoncées au procès de Riom, en 1942, hors des limites chronologiques de cet ouvrage.

Ainsi ce panégyrique est savamment construit pour que, sur son socle, la statue puisse éventuellement être ébréchée mais pas abattue.

INÉDIT. LE FAIT FRANÇAIS dans le monde. Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(suite de la « France 3^e super puissance »). Ressources, économie des 52 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des prolongements « territoriaux » des États riverains (France : 2^e domaine territorial mondial). Secours des États d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, conférence franco-africaine (40 nations), Agence de la Francophonie (52 nations), et la possible UDELF (Union des États de langue française : 52 nations). 250 p., 98 F. (Tome I : 120 F. - Les deux tomes : 200 F. franco). Franco chez l'auteur : MARIGNY ST. PRIEST 42260 NUIET SUR YAYON

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe - 75116 Paris
Téléphone : 01 42 88 58 06
Télécopie : 01 42 88 40 57

120 000 livres épuisés
Listes thématiques sur demande

8 CATALOGUES PAR AN
Service gratuit sur demande

سنة من الاصل

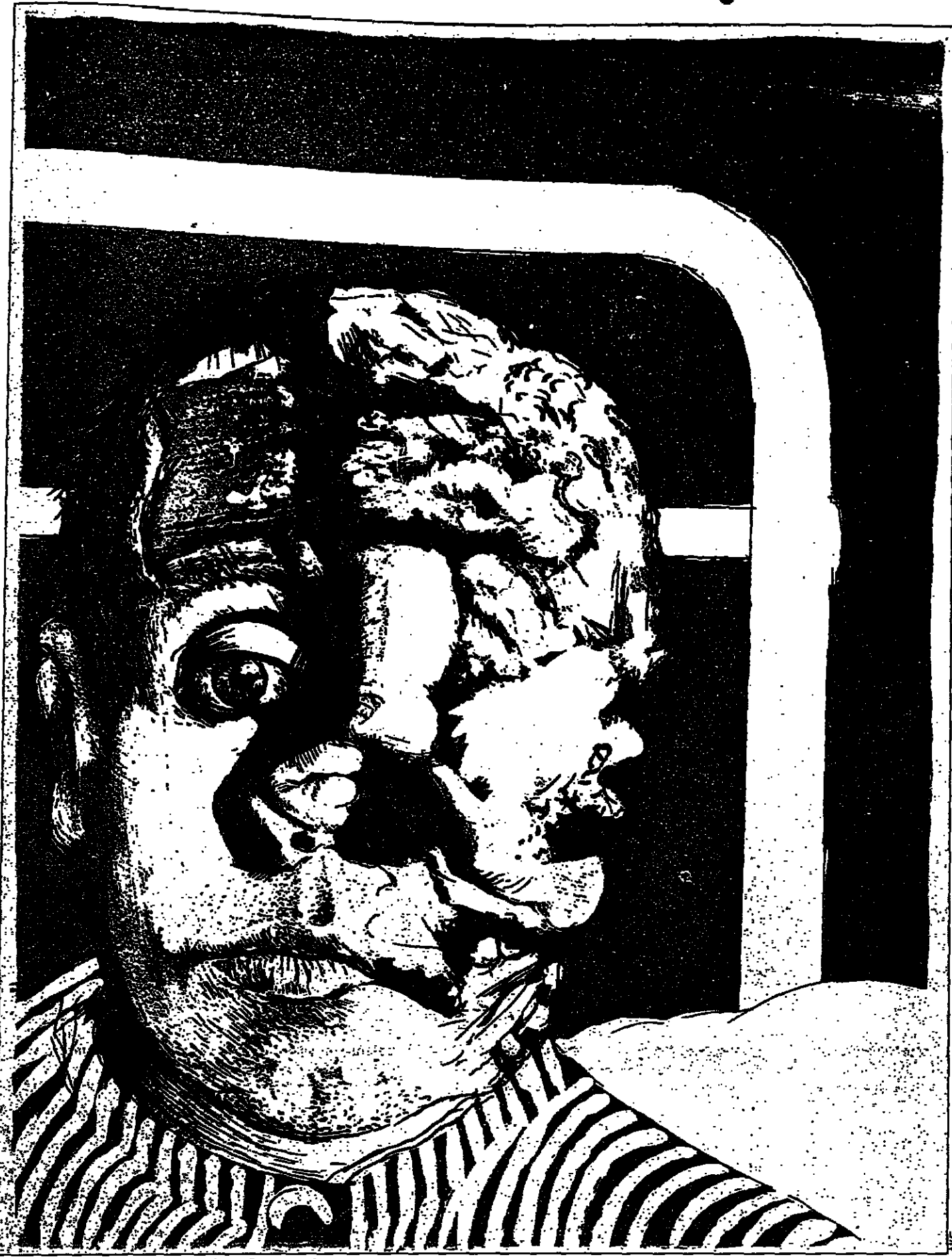
ملكا من لاس

qu'il en dise, de transformer le désir de vie
risse du chien-chouard en récit, en biographie.
ur cohérent, compréhensible, justifié par le
une enfance, des troubles anciens, une culture
soufflée. Le vagabond n'écrit pas, il ne laisse
re lui. Il abandonne même son chien. L'écrit
vagabond qui a toujours besoin de son chien
manière d'imposteur. Il ne vit pas, il survit en

ce à dire que *Chien* marque la fin de l'omni
ctionnelle de Nizon. le passage vers une position
absolue encore dans son désir de liberté au pe
riser les liens avec l'histoire personnelle? L
ère page du livre semble l'annoncer. Comme d
roche de la septennaire, le grand écrivain s
éprouve les limites d'un genre qu'il a, plus q
autre, contribué à illustrer.
ignément, historiquement, l'autofiction est la
périence et à l'écriture de la Shoah. Une répo
xibilité de l'écriture d'un « je » l'expérience
ture de l'abjection absolue. On se souvient pe
du malentendu qui accueillit en 1965 la publi
Oscar Wilde de Jerzy Kosinski. L'écrivain s
d'origine polonaise, né en 1933, y raconte
frances d'un gamin juif lâché sur les routes
pendant la guerre et en butte aux persécut
antisémitisme sauvage et meurtrier. Le liv
seilli, notamment par Elie Wiesel, comme un t
ge d'une exceptionnelle sincérité. Il faut r
sursi d'émotion: seuls les traumatismes lui app
nt, la douleur, la honte, l'hibernation, la viol
noire était inventée, seule la mystification d
on pouvait rendre la réalité et lui donner le
vérité. C'est alors que Kosinski inventa le
utorfiction. On sait les développements qu'y ap
et.

Mais malgré Nizon, malgré quelques
sous amérindiens, de Moïse
Roubaud et de Romain Rolland au lit
Sartre par la suite, l'autofiction
a porté de fruit nouveau que le roman n'a le
me de porter. Hier, l'indiscipline de qu
ins propres et de vérités que les de même
se serait bien passé. Mais Nizon écrit des rom
sont au travail de l'expérience de la de
mal de pure romanesque comme scientifique
est, comme Flaubert qui était M. Bouar
né tous les auteurs d'autofiction graphes la
siques, qui ne produisent jamais qu'une
sement et des autres. Tous confondent

Le grand livre de cette époque, il s'agit
sibles de donner une nouvelle image
l'écriture et de la vie. On peut le
ne reste que la fiction. C'est un
peu, l'autofiction, l'autofiction



« Transplantation » d'Otto Dix (eau-forte n° 40)

La guerre chimique démasquée

Olivier Lepick rompt avec plusieurs idées reçues sur un sujet paradoxalement peu étudié

**LA GRANDE GUERRE
CHIMIQUE : 1914-1918**
d'Olivier Lepick.
PUF, « Histoires », 382 p., 198 F

L'utilisation des gaz de
meure inextricablement
liée aux représentations
de la première guerre
mondiale. Pourtant, on en sait
bien peu de chose. Olivier Lepick
comble ici un vide important. Son
étude a le grand mérite d'être en
visagée sous l'angle de l'histoire
comparée de la guerre chimique.
Son corpus impressionnant té
moigne de cette richesse : archives
britanniques, américaines, alle
mandes (ou ce qu'il en reste), ita
liennes et, bien sûr, françaises, qui
restèrent trop longtemps fermées
aux chercheurs. A ces sources
écrites, l'auteur n'a pas hésité à
ajouter les fruits d'une vaste en
quête orale en recueillant de nom
breux témoignages d'anciens
combattants victimes des gaz.

Ce livre permet ainsi de rompre
avec les représentations long
temps véhiculées et entretenues
sur la guerre des gaz. L'auteur
réexamine ainsi les responsabi
lités dans l'apparition de l'emploi
des gaz : si la postérité a retenu
que l'Allemagne, par l'attaque sur
Ypres du 22 avril 1915, était l'ini
tiatrice de la guerre chimique, il
semble bien que ce furent les

Sophie Delaporte

forces françaises, qui, dès 1914,
ont utilisé des gaz lacrymogènes,
favorisant ainsi l'escalade. Olivier
Lepick démontre surtout, avec
une rigueur et une précision re
marquables, que, finalement, l'im
pact réel de l'arme chimique sur le
déroulement du conflit n'a pas été
véritablement significatif. En dépit
de l'immensité des moyens mis en
œuvre, l'utilisation des gaz pen
dant la première guerre mondiale
est d'abord un échec stratégique.
D'ailleurs, dès l'hiver 1916, les bel
ligérants y renoncèrent pour ten
ter de percer les fronts. L'arme
chimique fut celle de la stratégie
d'usure dans une guerre d'usure.
Autre point particulièrement
bien étudié de ce travail, la ré
ponse apportée par les différents
belligérants à cette arme nouvelle.
En effet, à la diversification des
gaz employés sur le champ de ba
taille a répondu la qualité parti
culière des moyens de défense mis
en œuvre pour se protéger des at
taques chimiques, et surtout la ra
pidité avec laquelle ce type d'in
novation se diffusa. L'efficacité de
ces ripostes a contribué aussi à

rendre moins terrible l'arme
chimique. Là aussi, la défensive
prit le pas sur l'offensive. Etudiant
l'impact psychologique du recours
aux gaz, Lepick souligne avec jus
tesse de quelle manière les états
majors les ont utilisés comme une
arme d'épuisement psychologique
affectant le moral des combat
tants. C'est, comme il l'écrit, le
« vecteur ultime et singulier de l'an
nihilation stratégique ».

Quant au bilan humain
de cette guerre spécifique, il
reste aujourd'hui fort contesté et
particulièrement difficile à établir.
Mais l'auteur soulève ici l'une des
questions essentielles de cette
« guerre dans la guerre » en rom
pant, là encore, avec l'idée que
l'arme chimique a été excessive
ment meurtrière. Sur le front oc
cidental, 496 200 combattants
furent victimes des gaz, soit envi
ron 3 % du nombre total des vic
times de la Grande Guerre. L'an
née 1918 fut à ce titre
particulièrement terrible : le gaz

« moutarde » tua autant de
combattants qu'entre 1915 et
1917 ! D'ailleurs, il partage le pre
mier plan de l'actualité médicale
avec une autre pathologie dont la
commémoration est beaucoup
plus discrète : la grippe (qui tua
peut-être plus que la guerre elle
même !). Mais ce que l'auteur
qualifie de traitements « parti
culièrement floquents » appliqués
aux gazés, tels que la saignée ou
les ventouses, constitue en fait
des thérapies classiques large
ment répandues, et particulière
ment indiquées pour le rôle « dé
congestionnant » qu'elles
apportaient.
Si l'auteur juge un peu trop hâ
tivement les procédés thérapeu
tiques appliqués aux combattants
victimes des gaz, au total, cet ou
vrage, très accessible en dépit de
la complexité du sujet, et très no
vateur, constituera sans nul doute
la référence bibliographique ma
jeure sur ce sujet au cours des an
nées à venir.

**BORIS
SCHREIBER**
sera à la librairie
**LES CAHIERS
DE COLETTE**
le vendredi 6 novembre
à partir de 17 h 30
23-25, rue Rambuteau Paris 4^e
Tél : 42.72.95.06

LIVRE ÉPUISÉ
Service de Recherche
Grouff et sous engagement de votre part
frontispice
Boîte Postale 177
75224 Paris cedex 05
Tél : 01 40 12 05 36
Fax : 01 40 12 06 04
www.goluxion.com/frontispice
LIVRE ANCIEN

Retour de classes

1914-1918
raconté par Michel Winock.
Perrin, 168 p., 149 F.
A partir de 12 ans.

**AU TEMPS
DE LA GRANDE GUERRE**
Textes de René Ponthus
et illustrations
de Ginette Hoffmann.
Castelman, « Des enfants
dans l'Histoire », 44 p., 50 F.
A partir de 7 ans.

ZAPPE LA GUERRE
de Pef.
Editions Rue du monde,
« Histoire d'Histoire »,
32 p., 80 F.
A partir de 8 ans.

Quatre-vingts ans ! Un âge
vénérable pour l'armis
tice, expliquant sans
doute le retour d'intérêt
des éditeurs de jeunesse
pour un sujet ardu, qui demande
autant de rigueur que d'engage
ment, si l'on veut se démarquer du
traitement scolaire de l'effroyable
événement.

Le pari de Michel Winock, pour
être des plus sages, est parfaitement
tenu : l'historien retrace avec sobrié
té et précision l'histoire du premier
conflit mondial en privilégiant - ce
qui fut longtemps classique, mais
l'est peut-être un peu moins désor
mais - les champs diplomatique et
militaire. Si les répercussions so
ciales et économiques ne sont pas
négligées, moins en tout cas que
l'impact moral et culturel, c'est la
réalité matérielle de l'affrontement
qui est au cœur de l'exposition, pré
cise et parfaitement cohérente avec
une iconographie aussi intelligente
que diversifiée. Puisant sa source
cartographique à l'irréprochable
Historial de Péronne, ce nouveau
volume d'une collection qui ac
cueille désormais des universitaires,
soucieux de proposer sans laxisme
aux plus jeunes l'exigence qui signe
leur travail pour les adultes, est par
faitement convaincant (n'y
manquent qu'un titre à la carte de la
page de garde et des pistes biblio
graphiques, utiles au lecteur qui ap
profondit à un temps fort du pro
gramme de troisième).
Le projet tient davantage de la
sensibilisation avec *Au temps de la*

Grande Guerre. Cette nouveauté de
René Ponthus, illustrée comme les
autres volumes de la collection de
Castelman « Des enfants dans l'His
toire » par Ginette Hoffmann, pro
pose une seconde jeunesse à la sé
rie, dont cinq des dix-huit titres
parus entre 1984 et 1992 sortent ain
si remaquillés. L'année 1918 du pe
tit Antoine, Parisien réfugié dès l'été
1914 à la campagne, chez ses grands
parents, où il débute sa scolarité, per
met, tout en respectant réelle
ment l'argument narratif, d'évoquer
le travail des femmes, les armes
nouvelles et les débuts de l'aviation
de combat, la mémoire de Verdun et
la trace matérielle de l'écatombe,
avec l'érection de monuments aux
morts qui sont autant de cénop
taphes républicains. Une première
approche sensible. Dommage que
les cartes soient si faibles, mal da
tées, confuses dans leurs légendes et
inexactes de surcroît - peut-on par
ler d'URSS en 1920 ou tolérer que la
Corse devienne italienne avec les
traités de paix ?

TRAITS SINGULIERS
Pef, lui, ne prétend pas rebondir
sur une curiosité scolaire : son
Zappe la guerre, au titre aussi provo
cant que son projet, commence là
où s'arrête Ponthus : au pied de ces
stèles qui rappellent jusqu'au plus
obscur des villages la terrible sa
ignée de la Grande Guerre. Le texte
de l'album est le fruit d'un travail de
nouvelliste mené par le dessinateur
lors de la Nuit de l'écriture de René.
Aussi sont-ce les 288 noms du mo
nument aux morts de la petite bour
gade de Loire-Atlantique qui s'im
priment une nuit et sortent de leur
lit de pierre pour vérifier si leur sa
crifice a été utile, « des des der »
censée clore le chapitre des guerres.
La malice des situations ne gomme
pas la brutalité crue des stigmates
de la boucherie : et des sectionnés
et visages emportés témoignent
d'une violence que le bel ordonnan
cement des noms sur la pierre froide
camoufle au mieux. Reste à raconter
l'effroyable épisode, et là le dessina
teur s'efface derrière les photos du
temps, sobres mais impitoyables,
sans voyeurisme ni pathos. Un pro
jet singulier qui donne à réfléchir
plus qu'à commémorer. Qui préten
dra que les albums jeunesse
manquent d'audace ?

Ph.-J. C.

Livraisons

● **1914-1918 QUATRE ANNÉES SUR LE FRONT.** Carnets d'un
combattant, de Paul Tuffrau
D'une famille de propriétaires vignerons bordelais, cet agrégé de
lettres, ami de Romain Rolland, a vingt-sept ans en 1914. Sous
lieutenant de réserve, il finit chef de bataillon sous Mangin.
Comme des milliers de combattants, Tuffrau a écrit sa guerre :
lettres à son épouse, articles de presse, carnets personnels enfin,
dont Stéphane Audouin-Rouzeau préface l'édition. Un témoi
gnage passionnant qui, outre les mouvements et les phases de la
guerre au front, donne à lire les combats avec une « capacité de
dédoublement impressionnante » qui évoque Jünger et ose aborder
les non-dits les plus enfouis, tels la folie ou le suicide (éd. Imago,
248 p., 130 F).
Ph.-J. C.

● **MOI, LOUIS-JOSEPH LE PORT, CURÉ DANS LA FRANCE
OCCUPÉE,** de Fanch Postic
Louis-Joseph Le Port desservait la paroisse de Fresnoy-le-Grand
(Aisne). De 1914 à 1918 il a tenu un journal que nous livre Fanch
Postic. A travers le regard de ce curé de campagne, on suit, au
jour le jour, la vie des villageois, les moments d'espoir, les
combats et les habitudes de l'occupant. Recensements, impôts
en tous genres, départ des prisonniers, tout est consigné. Un té
moignage vivant, poignant et non dénué d'humour (éd. Apogée,
Jo. Ba.
« Moi », 144 p., 98 F).

● **VISAGES DE LA GRANDE GUERRE,** d'Olivier Morel
L'idée est singulière - confronter un vieillard le plus souvent cen
tenaire à l'image du jeune combattant qu'il a été lors de la « de
des der » - et le témoignage est heureusement contrasté. Vingt et
un combattants, Français, Allemands, mais aussi Russes, Belges,
Anglais, Roumains ou Américains dont les propos, recueillis en ex
tremis (deux sont morts avant la sortie du livre), sont replacés
dans une logique chronologique (photographies de Didier Paze
ry, Calmann-Lévy, 160 p., 198 F).
Ph.-J. C.

● **LA GRANDE GUERRE 1914-1918,** de Stéphane Audouin-Rou
zeau et Annette Becker
Difficile de faire plus concis et plus suggestif ! Cette courte syn
thèse, signée de deux des meilleurs spécialistes de la période,
conjugue une iconographie choisie et une lisibilité exemplaire. Le
cahier final de témoignages a la même rigoureuse tenue. Un mo
dèle appelé à devenir un classique (Gallimard, « Découvertes »,
160 p., 82 F).
Ph.-J. C.

● **LES CHAMPS DE LA MÉMOIRE**
Les coauteurs des *Lieux de la Grande Guerre* (RMN, 1996) livrent
des « paysages de la Grande Guerre » où le parti pris esthétique
de l'état des lieux (photos de John Foley) contraste avec un texte
narratif (d'Anne Roze) qui ne joue pas le jeu du dialogue. Les ci
tations d'artistes et d'écrivains retenues en hors-texte, d'une per
tinance inégale, ménagent cependant quelques surprises (éd. du
Chêne, 232 p., 298 F).
Ph.-J. C.

● **PREMIÈRE GUERRE MONDIALE, des Flandres à Falsace**
Publié en 1996, cet ouvrage abondamment illustré présente un
historique du conflit, élargi de portraits et de plusieurs entrées
thématiques, ainsi qu'un guide régional des champs de bataille,
monuments, cimetières, villages détruits... L'ensemble est
complété d'un guide d'adresses utiles et de plusieurs index (Cas
termann, 482 p., 165 F).
J. L. A.

erstellaire

UNE

Le serpent à plumes
et la
Librairie de Paris
vous convient à une
rencontre/dédicace avec
Timothy Findley
Le serpent à plumes
et la
Librairie de Paris
vous convient à une
rencontre/dédicace avec
Timothy Findley
Le serpent à plumes
et la
Librairie de Paris
vous convient à une
rencontre/dédicace avec
Timothy Findley

L'ÉDITION FRANÇAISE

● Nouvelle collection pour les éditions Florent Massot. « Grand format » propose des ouvrages « drôles et grinçants », compléments indispensables, selon l'éditeur, du « trash et pleurnichard » qu'il a publié jusqu'à présent - c'est lui qui lance en 1994 *Virginie Desportes*, aujourd'hui chez Grasset. Sortent ainsi *Sexes, mensonges et quiproquos*, de Tyne O'Connell, « à mi-chemin entre Quatre Mariages et un enterrement et *Trainspotting* », et la traduction de *Naked* (en janvier) du chroniqueur *New York Times* et à *National Radio* David Sedaris. Sous des couvertures aux couleurs acidulées, ils sont vendus au prix de 98 F. Espérant publier une douzaine d'ouvrages par an, il conserve néanmoins ses collections « Poche revolver », « Revolver étranger », « Science-fiction », « Fantastique », « Mémoires vives », « Beaux-Arts » ainsi que la publication de guides. Le thème de la prochaine revue littéraire trimestrielle, *NRV*, publiée par cet éditeur, est « Le n'importe quoi », avec notamment les signatures de Dominique Noguès, Vincent Ravalec et Helena Vilovitch. Créées en 1989, les éditions Florent Massot sont diffusées par Actes Sud, qui détient aujourd'hui 33 % du capital.

● Nominations. L'écrivain Bertrand Visage, qui publie ses romans au Seuil depuis 1984, prend en charge le développement et la coordination de la collection « Cadre rouge », dans cette même maison. Il avait quitté la direction de la NRF en juin. Olivier Rubinstein, arrivé à la tête de Denoël au mois d'août, a constitué son équipe: Héliosée d'Ormesson (auparavant chez Flammarion) assume la fonction de directrice éditoriale; Gilles Dumay, assisté par Yvonne Mailard, qui prend la direction de « Présence du futur », lancera une collection grand format ouverte au fantastique et à la fantasy; sur le front de la non-fiction, Guy Birenbaum est en charge des essais et Airy Routier des documents. La prochaine étape du rajeunissement de la maison, prévue pour la fin de l'année, est la refonte de sa ligne graphique, du logo aux couvertures.

● Le prix Paul-Léautaud a été décerné à René Frégné pour son roman *Elle danse dans le noir* (Denoël). L'Académie française a décerné un nouveau prix - le prix Jacques-de-Fouchier -, d'un montant de 150 000 F, à Raymond Barre pour l'ensemble de son œuvre. Ce prix a pour but de « récompenser un ouvrage ou une œuvre remarquable par son sujet, sa composition, son style et dont l'auteur n'appartient pas aux professions littéraires ».

Utopia 98, festival européen des futurs

Cette nouvelle manifestation dédiée à la science-fiction ambitionne de rassembler professionnels et grand public

Il est de tradition dans la science-fiction anglo-saxonne - et la coutume s'est acclimatée tout naturellement en France - de procéder rituellement à la réunion de tous les acteurs du genre: auteurs, éditeurs, illustrateurs et lecteurs, au sein de ce qu'on appelle des conventions, qui sont à la fois des espaces de rencontre, de réflexion et de convivialité. Le festival Utopia, dont la première édition s'est déroulée du 30 octobre au 1^{er} novembre sur le site emblématique du Futuroscope de Poitiers, s'est fixé un objectif un peu plus ambitieux: organiser un salon professionnel européen et le doubler d'un festival grand public.

Pour réaliser le premier, l'association Axolotl, spécialisée dans les échanges culturels européens, et le conseil général de la Vienne ont reçu l'aide financière de l'Union européenne par le biais du programme Ariane et du ministère de la culture. Il est vrai que l'enjeu était de taille et que les participants du festival ont peut-être assisté, ainsi que l'a affirmé l'auteur italien Valerio Evangelisti, à la naissance d'une Europe de la science-fiction.

Une conférence sur le marché éditorial européen à laquelle participaient Juha K. Tapio, auteur finlandais d'une suite à *Frankenstein* (mettant en scène Gertrude Stein), Andreas Eschbach, écri-

vain allemand plusieurs fois primé, et le Britannique Paul McAuley; une autre sur la traduction de la SF en Europe, où intervenait Giuseppe Lippi, le directeur de la collection italienne Urania, qui s'apprête à accueillir des auteurs français; un débat sur la science-fiction italienne au cours duquel Nicoletta Vallorani raconta avec humour sa lutte contre les archétypes féminins de la SF dans son pays: telles étaient les principales moments de ce salon professionnel.

OUVERTURES

Ouvrir les frontières géographiques n'était pas le seul objectif de France Ruault, la directrice du festival. Elle souhaitait « ouvrir les supports », voire le genre lui-même. Aussi le programme comprenait-il une conférence-démonstration intitulée « Réinventer l'écriture? » sur le multimédia et l'expérience menée par l'écrivain Jean-Marc Ligny et le peintre-illustrateur Mandy. Le clou du festival était une table ronde qui réunissait deux auteurs de science-fiction, Serge Lehman et Jean-Claude Dunyach, deux scientifiques, le paléontologue Jean-Michel Mazin et le biologiste François Nau, ainsi que l'écrivain Michel Houellebecq, qui a flirté avec le genre dans les huit dernières pages de son roman *Les Particules élémentaires* (Flamma-

rión) et devait avouer que ce passage lui a valu « tous ses ennemis », ce qui prouve, selon lui, qu'« une petite dose de SF peut avoir de grands effets ».

Les auteurs de SF, notamment Serge Lehman avec un brillant exposé sur les « objets du désir » propres au genre, ont brillamment défendu le genre. Les scientifiques ont dit l'importance qu'ils attachaient à l'imaginaire et à la spéculation intellectuelle. Quant à Michel Houellebecq, il a judicieusement fait remarquer, à la suite d'une intervention concernant les sciences humaines dans la science-fiction, que « leur problème, c'est justement qu'elles sont humaines ». Un autre signe d'ouverture, la rencontre sur la SF à destination des enfants et adolescents qui regroupaient, autour de Denis Guiot, directeur de « Vertige science-fiction » chez Hachette, une dizaine d'écrivains de cette collection, dont l'Allemande Birgit Rabisch, auteur d'un roman sur le clonage humain, rejeté par plusieurs éditeurs au prétexte que son thème était absurde et qui a vu ses anticipations prendre en peu d'années une consistance indéfinissable.

Sur le versant grand public de la manifestation, l'événement était bien évidemment l'hommage rendu à l'invité d'honneur du festival, Jack Vance, l'un des auteurs américains de SF et de fantasy les plus féconds, longuement

applaudi par un public venu en nombre participer à la remise du prix Utopia, qui couronnait l'ensemble de son œuvre. Entouré de ses éditeurs français, de ses illustrateurs Caza et Sludmak, de sa traductrice, Jack Vance a reconnu prendre un malin plaisir à inventer des mots dont le lecteur ne peut deviner le sens qu'en fonction du contexte; s'amuser beaucoup à écrire des dialogues d'une exquise politesse rétro. En revanche, à une question sur l'humour dans ses romans, il a déclaré que, quoiqu'il soit un admirateur de P. G. Woodhouse, il ne se considère pas du tout comme un écrivain comique, allant même parfois jusqu'à gommer la drôlerie des situations et des personnages. Il y avait beaucoup d'émotion dans l'échange entre l'inlassable bourlingueur des étoiles et les admirateurs de tant d'inoubliables voyages vers les mondes de l'Aire Gaïane, son territoire imaginaire de prédilection.

Au cours de la conférence de presse, Jack Vance expliqua que s'il avait écrit essentiellement de la SF et de la fantasy, c'est qu'enfant il avait été fortement marqué par ses lectures. Elevé à la campagne dans un environnement très terre à terre, il attendait chaque mois avec impatience l'arrivée du facteur qui apportait *Weird Tales* ou *Amazing Stories*. La lecture de ces pulps ou des romans d'Edgar Rice

Burroughs représentait un véritable émerveillement, qui l'a décidé très tôt à devenir écrivain. Une carrière qu'il a débutée en 1945 et qu'il poursuit toujours aujourd'hui, la cécité n'affectant visiblement pas ses capacités.

La remise des grands prix de l'imaginaire se fit dans l'amphithéâtre bondé de l'institut européen de la prospective (1). C'est dans ce même amphithéâtre que fut projeté, le lendemain, en présence du réalisateur René Laloux et de Caza, le dessin animé *Gondahar*. Le succès incontestable de cette première édition devrait permettre aux organisateurs de reconduire l'opération en 1999. France Ruault et Bruno Della Chiesa pensent déjà à l'avenir et songent à prendre des contacts en Espagne et au Portugal. Il faut souhaiter bon vent à ce festival européen des futurs qui a bien assuré son ancrage local, car, comme l'a prophétisé Paul McAuley dans une de ses interventions: « The future will be a very strange place. »

Jacques Baudou

(1) Valerio Evangelisti pour le roman étranger, Roland C. Wagner pour le roman français, Jean-Jacques Nguyen pour la nouvelle française, Nathalie Servat pour la traduction, Joseph Altairac pour l'essai, Xavier Legrand-Ferrière pour le prix spécial attribué à sa revue *Le Visage vert*.

Un conte digne de Marcel Aymé

Frédéric Lerich n'en revient toujours pas! Fervent lecteur de Marcel Aymé, il feuilletait récemment dans une librairie le tome II des œuvres romanesques de celui-ci. Il y découvre « avec joie et étonnement » que deux textes qu'il avait écrits quelque trente ans auparavant figurent dans cette édition due à Michel Lécureur! Avec, souligne-t-il malicieusement, « une faute d'accord dans l'un des deux que je laisse aux puristes le soin de découvrir »! Le voilà donc, lui, modeste médecin de campagne dans un petit village d'Ille-et-Vilaine, édité dans la prestigieuse « Bibliothèque de la Pléiade ». Mais la surprise ne s'arrête pas là: ces contes avaient déjà fait l'objet de deux albums illustrés chez Gallimard Jeunesse, en 1996 et 1997!

C'est pour combler sa solitude que Frédéric Lerich, au milieu des années 60, tandis qu'il suivait ses études à Paris, rédigea un premier conte, *Le Comte du Père Noël*, puis un second, *Le Mammouth*. Vouluant les soumettre à un avis autorisé, il les fit parvenir au journaliste Michel Droit. Cette bouteille jetée à la mer restera sans suite jusqu'à... il y a une quinzaine de jours.

Michel Lécureur explique l'origine de cette méprise. A la mort de M^{me} Aymé, « on a retrouvé dans ses papiers ces deux contes, tapuscrits, dépourvus de toutes annotations manuscrites et de signature. On peut supposer que Michel Droit a transmis ces textes à la

famille Aymé. En 1967, Marcel Aymé était gravement malade et je pense que sa femme a classé ces papiers sans suite. Ses descendants ont porté ces écrits chez Gallimard il y a plusieurs mois. Sceptique quant à leur paternité, j'étais coincé entre le fait que ces textes avaient déjà paru chez Gallimard jeunesse et la nécessité de faire une édition complète des œuvres de Marcel Aymé ». Il décide de les publier, accompagnés toutefois d'une note - page 1475 - indiquant que, « par le style, le rythme, la syntaxe et le vocabulaire, ces contes diffèrent sensiblement des dix-sept autres Contes du Chat perché publiés de 1934 à 1946 ». Pour lui, « aucune erreur n'est imputable à la Pléiade »; il souhaite d'ailleurs maintenir dans une éventuelle édition ultérieure ces deux textes, « désormais entrés dans l'histoire de la littérature ».

De son côté, Pierre Marchand, PDG de Gallimard Jeunesse, nous a déclaré qu'il restait à prouver que les deux nouvelles sont bien de M. Lerich - « ce dont je ne doute pas », a-t-il aussitôt ajouté. Il prévoit néanmoins « d'insérer dans les albums une notice racontant cette histoire, digne d'un conte de Marcel Aymé! ». Quant à Frédéric Lerich, son seul regret est de ne pas savoir si l'auteur du *Passe-muraille* a eu ou non connaissance de ses textes avant son décès. Quoi qu'il advienne, cette histoire restera pour lui un véritable conte de fées!

Emilie Grangeray

A L'ÉTRANGER

● GRANDE-BRETAGNE: un million de livres sur sept étages La chaîne de distribution Waterstone (qui fait partie du groupe HMV) prévoit d'ouvrir à Londres au cours de l'automne 1999, en plein cœur de Piccadilly, sur sept étages, une mega-librairie où seront mis en vente plus d'un million de livres mais - seulement - 300 000 titres, à l'instar des superstores américains comme Borders, qui s'est installée à Londres sur Oxford Street (Books, etc.), et tout récemment à Glasgow, où Waterstone a déjà une très grande librairie. Ces magasins ressembleront plus à de petits centres commerciaux qu'aux librairies traditionnelles avec, outre les livres, des rayons de journaux et magazines, des disques, voire de logiciels et des espaces récréatifs comme des cafés, des postes de consultation Internet ou des coins lecture. Les libraires spécialisés luttent dans cette guerre des géants en développant leur choix et en restant proches de la clientèle. Il semblerait aussi que les clients viennent plus flâner qu'acheter dans ces grands espaces où il est en général possible de consulter tout ce que l'on veut sur place. A suivre, car Barnes & Noble sont en train d'étudier à leur tour une présence en Angleterre.

● Un nouveau poète lauréat?

Grave question, la mort de Ted Hughes (*Le Monde* du 31 octobre) a laissé vacant le poste de poète lauréat. Mais la Cour d'Angleterre a-t-elle encore besoin de célébrer en vers les grands événements de la vie publique britannique? Il semble bien que oui. Toutefois, Tony Blair envisagerait quelques modifications à un processus qui n'a pas changé depuis le XVIII^e siècle. Ainsi, on prévoit une sorte d'élection pour échapper à l'archaïque et traditionnelle cabale qui précède la nomination, afin que le poète de la reine soit plutôt le poète du peuple. Et pourquoi également ne pas choisir un poète qui ne serait ni blanc ni mâle, ce qu'ont toujours été les poètes lauréats? Il se pourrait aussi qu'au lieu d'être poète à vie, l'heureux élu remplisse un mandat plus court.

● Succès en vue

Sebastian Faulks, à qui l'on doit *Les Chemins de feu*, publié chez Denoël (« Le Monde des livres » du 4 avril 1997), très beau livre dont l'action se situe principalement en Flandres pendant la Grande Guerre fait un tabac en Angleterre - 70 000 exemplaires vendus en deux mois - avec *Charlotte Gray* qui a pour cadre cette fois encore la France, mais durant la deuxième guerre mondiale. Rafael Chirbes, l'auteur de *Tabac de chasse* publié chez Rivages (« Le Monde des livres » du 16 octobre) est lui à l'honneur en Allemagne après une critique enthousiaste de Marcel Reich-Ranicki pour *La larga Marcha* (pas encore traduit en français), dans sa célèbre émission littéraire à la télévision.

● ESPAGNE: les petits éditeurs s'unissent

Quatre petites maisons d'édition, Castalia, Trotta, Síntesis et Edhasa viennent de créer leur propre organisme de distribution, la Mensajería del Libro ou Melisa, qui a pour objectif la gestion des stocks et la distribution, la vente étant assurée par une autre société, Triangle. Une troisième société, Proeme, s'occupe de la promotion et des ventes à l'étranger pour Castalia (classiques et critique littéraire, en petits formats), Síntesis (un public surtout universitaire avec une centaine de nouveaux titres par an et vingt-six collections), Trotta (plus spécialisée en essais, en philosophie, droit et études sur les mondes juif et arabe), Gredos, célèbre pour son dictionnaire Maria Moliner (disponible sur CD-Rom) dont une nouvelle édition vient de sortir, et Nerea (beaux livres).

magazine littéraire

N° 370 - Novembre 1998

DOSSIER:

Spinoza

un philosophe pour notre temps

"Spinoza et nous" par Gilles Deleuze

ENTRETIEN:

Claudio Magris

Chez votre marchand de journaux: 32 F

Le Magazine littéraire sur Internet: www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros: 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Céline, le Voyage |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Tchekhov | <input type="checkbox"/> Rabindranath |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | <input type="checkbox"/> L'existentialisme |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> Althusser | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> André Gide | <input type="checkbox"/> Aragon |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke | <input type="checkbox"/> La Faim |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Kant | <input type="checkbox"/> Marcel Foucault |
| <input type="checkbox"/> Socrate | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Latins | <input type="checkbox"/> Louis-Strouss | <input type="checkbox"/> Cloran |
| <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Jean Genet | <input type="checkbox"/> Schopenhauer |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Roland Barthes | <input type="checkbox"/> Jean Glou |
| <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan | <input type="checkbox"/> Vladimir Jankélévitch |
| <input type="checkbox"/> Céline | <input type="checkbox"/> Georges Perec | |

Nom: _____

Adresse: _____

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél.: 01.45.44.14.51 - Fax: 01.45.48.06.36

AGENDA

● DU 6 AU 8 NOVEMBRE. AFRIQUE. A Paris, la Bibliothèque publique d'information propose un colloque « Afrique, poésie, voix », en présence de vingt et un écrivains venus de onze pays francophones. Des hommages seront rendus à Léopold Sédar Senghor. Tchicaya U Tamsi et Jacques Rabemananjara (Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél.: 01-53-69-34-38).

LÉON WERTH

CLAVEL SOLDAT

« Léon Werth s'attaque à la guerre de 14. Dévastateur. »

ANDRÉ ROLLIN

Le Canard enchaîné

Virginie Hamy

Les derniers jours de Lucas et Sald (14 ans) victimes du fanatisme

"Au-delà de l'horreur pour eux, un amour et un espoir immenses pour nous..."
Livre 260p 21x15: 60 € (port 20 €)
1-shut gratuit (port 90 M.M.)
Rem. contre enveloppe timbrée:
"Les Années de Lucas et Sald"
Toujours de Montargues
30750 St Christol de Valhène
tél: 04.66.82.12.57

LA LIBRAIRIE DES ABESSES

30, rue Yvonne-Le-Tac, Paris 18^e - Tél. 01 46 06 84 30

recevra

MICHEL ONFRAY

le 6 novembre à partir de 18h.

pour son livre Les Vertus de la foudre

aux éditions Grasset-Mollat

SOPHIE CALLE

le 7 novembre à partir de 16h.

pour son livre Doubles Jeux

aux éditions Actes Sud

Le Monde

LITTÉRATURES
Le Destin de Mr Crump
de Ludwig Lewisohn
(p. 110)

Le Destin de Mr Crump
de Ludwig Lewisohn
(p. 110)

Le Destin de Mr Crump
de Ludwig Lewisohn
(p. 110)

Le Destin de Mr Crump
de Ludwig Lewisohn
(p. 110)

Le Destin de Mr Crump
de Ludwig Lewisohn
(p. 110)

Le Destin de Mr Crump
de Ludwig Lewisohn
(p. 110)

ROMANESQUE

La nouvelle collection de Poésie Neuve

Millénaires d'imaginaire

Un mariage d'enfer

Le monde

est sous les auspices d'une...
telle édition d'Alphonse que les...
cultures l'ont lancée avec cet...
de son époque, d'une...
présentation fort réussie, qui entend...
la vision de la société d'aujourd'hui...
blier « le meilleur de l'imaginaire », sans...
distinction de genres, en offrant l'horizon...
leur ait choisi de se faire romancier pour...
il a choisi de se faire romancier pour...
il a choisi de se faire romancier pour...

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Un homme tombe dans un piège...
citoyenne, l'abandonne abso-
lue. Un piège si bien conçu qu'il
ne s'en rend pas compte tout d'
suite, si bien agencé qu'il en découle l'en-
têtement de nouvelles formes impitoyables,
si diabolique que, chaque fois qu'il pense
pourvoir respirer un peu, l'état se resserre
autour d'un peu plus, que chaque fois
qu'il s'insubmerge et prend son mal en pa-
tience, il déclenche une nouvelle atrocité.
Ce piège a un nom : c'est un mariage.

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

Le Destin de Mr Crump
(The Case of Mr Crump)
de Ludwig Lewisohn
Traduction de l'anglais (Estate-Unit)
de R. Stanley
revue par Anna Noël
Préface de Thomas Mann.
Péribus, « Libretto », 410 p., 69 F.
(Première édition : Plon, 1951.)

12 **Attention à Jérusalem**
 13 **Après la famine**
 14 **Les vertus de Chéned**
 15 **Le Régime nationaliste**
 16 **Le Niger vers la démocratie**
 17 **Les Européens jugent l'Europe**
 18 **Banques: des choix délicats**

Livraison

● LE LAPIN MAGIQUE ET AUTRES HISTOIRES,

Des Editions de Minuit à l'Ecole des loisirs. Il n'y avait qu'un pas que Christian Ouellet franchit pour le plus grand bonheur des jeunes lecteurs. Originaux, drôles et profonds sans en avoir l'air, ses livres contes traitent de l'amour, du besoin, de l'enfance, du regard des autres et de mille autres choses qui parlent directement aux enfants. On appréciera tout particulièrement «*Homme qui rêvait d'une volature* », où l'autonomie sans convoitise mais comme toute supériorité laisse place à... une verté, jaquette, transformation en jeune femme, devient l'objet aimé... ou «*Le Bourlon muet* », où le mot distrait ou inventé inévitablement se comporte aux colliers. (L'Ecole des loisirs, coll. «*Mouches* », III, 1995, 128 pages, 12 francs).

Amis Vagabonds, (L'Ecole des loisirs, coll. «*Mouches* », III, 1995, 128 pages, 12 francs).

Fl. n.

« **REVIENS, GRAND-MÈRE**, de Sue Limb et Claudio Mada, cette petite maison de Nanjur qui propose d'intéressants albums au format de poche. *Reviens*, grand-mère louchera tous ceux qui ont connu la douleur de perdre une grand-mère pas ordinaire (Mladjé, 32 p., 14 F. A partir de 5 ans). *Si le thème de la disparition, signalons la réédition d'un classique. Le Dimanche, le jour de grand-père*, de Geneviève Lacroix, illustré par Per Gallimard, « Folio benjamin », 46 p., 29 F. A partir de 5 ans).

FL. N.

Nonneville me chez Alexis Sud Junior, la collection "Raison d'enfance" propose une adolescents des romans courts traitant des « secrets de famille, gènes ou petits tracas qui empoisonnent l'enfance ». A côté de Jacques Dubval et du Hollandais Armand Jombé, François Grand donne le coup d'envoi avec deux textes qui parlent de trépassage – culturel et intellectuel – légué par les parents ou grands-parents. Dans *Wendla*, c'est la confrontation hétéroclite avec la sœur de la dentiste mère qui permet à une jeune fille de s'épanouir et de découvrir une autre culture. Dans *La baguette de Manioka*, une chasse au trésor se présente à une rétrospection sur la mémoire et la nécessaire accoutumance du passé. (Actes Sud junior, "Raison d'enfance" n° 128, 96 p., 39 f francs, Août 2010).

E. G.

● **CONFIANCE, ENCORE MEILLEUR ET AUTOCUISEUR.** C'est, autour de Marie-Sophie Vermont, une confiance, prise de conscience et guérison. C'est, autour de ces trois axes que Marie-Sophie Vermont a construit son dernier roman pour la tranche d'âge des grands adolescents qui elle affecte, aime et Diane son grand frère à la mort d'un de leurs proches. L'un perd son père, l'autre son père. Pour Jeanne, la reconstruction intérieure passera par l'élaboration d'une cabane ; pour la jeune Alice, c'est le recours aux poupées russes – nommées Confiance, Encore Meilleux et Autocuisseur, autant de notions symboliques pour elle – qui l'aidera à « mettre en lumière toutes *l'Œuvre* pleine de soi » tout en elles. Dans un style sobre et poétique, les rapports intimes et talent en s'attachant à un sujet déglissé, l'auteur confirme son complicité entre l'ère et la mémoire. (L'Ecole des Jolies, « Médium », 140 p., 48 F. A par-tir de 14 ans.)

E. G.

● LE SECRET DU PANCRÈVE, d'Oddie Wlekiensse.
Le Secret du pancrève, Le Messager d'Athènes, Tirunite à Rome. Le seul nom d'Oddie Wlekiensse, sorte de Christian Jaq pour le japonais, est devenu synonyme de best-sellers historiques. Des best-sellers écrits par une agitée et philosophe langagère, mais surtout une documentation solide, dans une langue accessible, sur une culture et une civilisation, les *Secret du papyrus*, qui nous entraîne à travers l'Égypte antique, les puissances de l'Antiquité, (Le Livre de poche jeunesse, 256 p., 31 F. A partir de 11 ans).

R. N.

● **LA TRISTE FIN DU PETIT ENFANT HUFFME**
ET AUTRES HISTOIRES, de Tim Burton
Pour son numéro 3000, 10-18 propose un volume bilingue de Tim Burton, le réalisateur de *Batman* et de *Mars Attacks*. Enfants-robots, enfants-monstres, enfants-fromages, ces petites pièces improbables, traduites par René Belbois, révèlent un univers écrit et poétique qui s'adresse à la part enfantine de chaque adulte. (10-18, 126 p., 47 F.).

VIII - LE MONDE DES POUCHES - VENDREDI 6 NOVEMBRE 1998

Apo et Oulipo

Jeux de mots, polar et sentiments, par Régine Detambel

LES CONJES D'APOHICAIRE
de Régine Detambel.
Caillimard, « La Bibliothèque
Caillimard », 166 p., 18 F.
A partir de 10-11 ans.

LE VALET DE CARREAU
de Régine Detambel.
Gallimard Jeunesse,
coll. « Page blanche », 126 p., 32 F.
A partir de 10-11 ans.

**ERNEST POUSTOUFFLE DANSE
LA JAVANAISE
et ERNEST POUSTOUFFLE CAVALE
APRÈS M. CRUCIPHORE
de Régine Detambel.
Castor-Poche Flammarion, coll.
« Enlignes », 96 p., 19 F. chacun.
À partir de 10 ans.**

ne peut que se réjouir lorsque tombent les frontières entre littérature de jeunesse et Littérature. Entre un art « noble » et ce qui fait longtemps considérer la lecture comme un acte « barbare » ne se serait-ce que parce que ces lectures-là marquent souvent pour la vie — comme un genre « mineur ». Depuis quelques années, la ligne de partage ne cesse de s'estomper. Des auteurs « pour adultes », de plus en plus nombreux — Tournier, Jouglet, Pennac, Pleurdeuil... et même Christian Ouellet (*litt et contre-litt*) s'aventurent dans la cour des petits. Tandis que de jeunes écrivains lisent du livre pour enfants — Marie Desbordes. Après

Mais voici qu'une grande nouvelle est franchie. La littérature de jeunesse a l'écrit. Oh, bien sûr, cela flûtait depuis l'âge où j'ai lu des textes comme *Le petit drolat ou la vie sauvage* (à 10 ans). Mais c'est tout de même une des premières fois qu'une collection paraît, celle de la « Bibliothèque Gallimard » (à 16 ans). Le monde des professeurs, doctores, chofos de tr-commander pour le collage, a cité de *Monk* ou des *Fourrières* de *Scopoli*, des textes contemporains inédits pour la jeunesse. Demandez, les *Contes d'Apprentice* de

n'est-ce pas ? On lui a classé hier « rien », qui était de la poésie, le *Lecteur de l'Impératrice* de Louis-Philippe, qui était de la poésie, au savoir-humain (c'est le Monde, ça va avec, du 2 octobre) écrit dans l'obscure avec pas de mots de bonheurs On lit : «...pâli, c'est horrible, il dort, devant lui, l'âme geyon. Ah, monneur d'être fille, tu t'es et les trois cors, Hélas, et pâli à terre, pour elle la plus savante d'elles. Que me restes-tu, ce vaillant apôtre ? Remonte le temps ? Affronter Attila lui-même, au combat singulier ? » (Je demande à J. S) apôtre, monneur fu, tu t'es, ça n'est pas un héros sous le soleil, c'est le kénitisme jour après jour, une merveille de poétique, un dieu de doctrine, bref un superhéros, onduffé, comme le sont tous les ammu-

Letterature

● **UN PORTRAIT DE FEMME.** d'Henry James. Elle a écrit le maître deshaïns des «fragments douteux», un esprit «symboliste d'une flamme», jeune Américaine romantique, éprise de liberté, jetée d'un coquet héritage après la mort d'un cousin phisique, frôlement débarrée d'un amour, Isabelle Archer est enroulée d'une cour de prétendants. Elle se méfie de la «*Madame Bovary*» de se mettre en «*roman d'un vil industriel*» Goodwood, l'est de maître devant les avantages sociaux que lui offre lord Warburton, et épouse l'arrogant Osmond. Orfèvre dans l'art de décrire une agouille comme une scène d'amour, un balser volé ou la terreur de s'abandonner aux tourments charnels, James explore les incertitudes d'une femme-proie, hantée par la crainte de l'anglais - États-Unis - par Philippe Néri. Pour avoir vu le mal trop tard. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Philippe Néri. Le Livre de poche, «Biblio», 322 p., 55 F. Première édition, Stock, 1965.)

J.-L. D.

J.-L.D.

Harden, années 80, une gamine devient mère, à douze ans. Chose relativement fréquente (la mère de Billie Holiday n'était guère plus âgée lorsqu'elle lui donna le jour). Plus rare : le père de l'enfant est aussi celui de l'épouse, la jeune mère. Mais le jour où les parents peuvent au bout de l'étrénil, et l'extinction encore moins. Elle réussit pourtant à sortir du néant, petit à petit, grâce à l'attention de quelques personnes, et à entretenir ce qu'elle avait pu être la vie. Un réel poignait au lecteur (et par conséquent dans un langage à la limite de l'Incompréhensible, chaque fois que sortit du chaos, mais pour peu qu'on en accepte le caractère cru et presque cruel, on finit par saisir toute la poésie de cette langue, une poésie faite d'innocence retrouvée et de force de vie morte. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Jean-Pierre Carasso. Seuil, Points, 200 p., 35 F. Première édition : éd. de L'Université du Seuil, 1997.) J. L.-A.

J. L. At.

100

Depuis quelques années, l'œuvre de Pierre Janet devient à peu près incontournable. Comme si l'on avait pu dire le meilleur élève de Jean-Baptiste Charcot. Comme si l'on avait pu démontrer, avant Freud, l'effet curatif du rapport à la conscience d'un traumatisme oublié. Janet (1859-1947), qui dirigea et labora-tore de psychologie de la clinique neuropsychiatrique de la Salpêtrière et enseigna au Collège de France, était philosophe de formation. L'*Automatisme psychologique* est la thèse de philosophie qu'il soutint à la Sorbonne, en 1889. Il se synthétiserait plus comme les autres philosophes aux *« Jurnes les plus élites de l'Académie humaine »*, la volonté ou au libre arbitre, mais à *« l'acrité humaine dans ses formes les plus simples, sur l'existence d'un inconscient psychologique »*. Suivent des pages décisives, sur l'existence d'un inconscient psychologique, sur les idées fixes, les délirés, les hallucinations, sur la psychiatrie cathartique. Le concept de subconscient était naissant. Les éditions Chabrol annoncent la publication prochaine de deux autres ouvrages de Janet : *Le langagisme à l'état des idées fixes*, (Odile Jacob, « Opus », 546 p., 89 F.).

A. My

L'HISTOIRE DU MARIAGE EN OCCIDENT, de Jean-Claude Doligeux. La bague au doigt, cette alliance devenue synonyme du mariage, ne daterait guère que du IX^e siècle. Comme une coupe de l'anneau de fiançailles des Romains, mais qu'elle valait toujours réglée les jurels, les Gressos ou les Gremains. Et si l'Église catholique atténua aujourd'hui l'antériorité au mariage, elle n'en fit pas un sacrement, un signe de la grâce divine, qu'en 1184, se contentant d'homologuer et d'accorder au couple une bénédiction. Au-delà d'un fournissement d'informations sur les rites et les législateurs du mariage dans la civilisation occidentale depuis deux mille ans, Jean-Claude Doligeux propose une analyse approfondie de cette institution. Conflits de pouvoirs entre les familles, les autorités locales (seigneurs, évêques, États), l'Église, communs de valeurs sans concernant l'individu, le bonheur des individus et la stabilité de la société. Répondre à la question fondamentale que des uns et des autres et les paroliers à transmettre... On lit avec intérêt et plaisir qu'un retour à divers degrés d'un mariage matrimonial rappelle les concepts de l'Église primitive des Romains et des Gremains... (Hachette, « Plume », 480 p., 60 F. première édition ; Jean-Claude Lattes, 1995).

A. My

A. My

THEORIES DE L'ART MODERNE, de Paul Klee
D'UNIVERSE, mais, ces *Théories* se composent, pour moitié de courts essais, pour l'autre moitié des « esquisses pédagogiques » destinées aux élèves du Bauhaus. Ces deux catégories suggèrent comment mettre en œuvre les principes annoncés succinctement dans les premières. Klee définit le vocabulaire et les règles d'usage d'un art du trait et de la couleur, l'organisation d'une symbolique des sensations et des sentiments. Le « Credo du créateur », la conférence « De l'art moderne », les « Voies diverses dans l'étude de la nature » confirment des principes qu'il énonce et définit, comment par le définitif : « l'art ne reproduit pas le visible ; il interprète l'invisible ». Ces leçons sont capitales. Il n'en est que plus agréable de les voir réinterprétées, sans le moindre appareil critique, sans la moindre mise à jour de la Biographie et de la Bibliographie, qui ne connaît aucun livre sur Klee depuis 1963. (Édition et traduction de Hansmann de Pierre-Henri Combar, Gallimard, « Folio », 160 p., 35 F. Première édition : Denoël, 1965.) Ph. D.

Ph. D.